

La « Pravda » expurge
le rapport de M. Marchais
au congrès du P.C.F.

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
11 fr. ; Canada, 80 c. US ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce,
18 drs. ; Iran, 40 rls. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
0,30 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS — CEDEX 03

C.C.P. 4207-23 Paris

Téléc. Paris n° 656372

Tél. : 770-91-29

LES REMOUS DE LA DÉCOLONISATION

DJIBOUTI : la Somalie rejette sur Paris la responsabilité des incidents

Vers la libération de l'enfant gardé en otage ?

Tandis qu'après les obsèques de la petite Nadine Durand, tuée lors de la libération des trente jeunes otages de Loyada, une atmosphère tendue règne ce vendredi 6 février à Djibouti. Le secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a démenti, dans la matinée, des informations diffusées par l'agence somalienne de presse faisant état de nouveaux incidents jeudi à la frontière entre la Somalie et le T.F.A.I.

M. Sauvagnargues affirme pour sa part : « Il n'y a pas eu de destruction de village en Somalie ». L'annonce, par l'ambassadeur de Somalie à Paris dans une déclaration au Monde, de la prochaine

restitution de l'enfant retenu en territoire somalien devrait amorcer une détente.

En n'insistant plus pour une convocation d'urgence du Conseil de sécurité, Paris estime contribuer à cette « désescalade ». Toutefois, la France a renforcé son dispositif militaire. L'inculpation à Djibouti d'un dirigeant de la L.P.A.I., principal parti d'opposition, accusé de séquestration de personnes avant les derniers événements, est dénoncée par le président de la Ligue populaire comme un « amalgame », et pourrait faire rebondir la crise, dont M. Ali Aref semblait chercher à profiter pour neutraliser l'opposition légale.

Deux populations face à face

Correspondance

Djibouti. — Plus les jours passent, plus la situation se dégrade et se complique ici. La ville de Djibouti est coupée en deux : d'un côté la communauté française, de l'autre la population autochtone.

L'événement de vendredi matin 6 février a été les obsèques de la petite Nadine Durand, six ans, tuée mercredi lors de l'assaut de l'autocar par les troupes françaises à Loyada. La cathédrale, grande bâtisse moderne et très laide, plus de deux mille Français, pour la plupart des militaires et leurs familles, étaient venus assister à la cérémonie, autour du général commandant en chef des troupes de Djibouti et du haut commissaire.

Des dirigeants de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, était accusé de complicité dans une étrange affaire d'enlèvement. Des membres de la Ligue auraient séquestré pendant un certain temps des indicateurs de police dans les locaux du mouvement et les auraient frappés. Pour l'instant, on signale quelques attroupements, mais aucun incident n'a eu lieu.

M. Ali Aref paraît déterminé à vouloir liquider toutes les oppositions. La situation est donc pré-occupante et les autorités françaises ne semblent pas approuver la décision d'inculper M. Ahmed Dini.

JEAN-PIERRE JOULIN.

La Somalie, en demandant de son côté, la réunion du Conseil de sécurité, a proposé qu'une mission de l'ONU aille constater à Loyada « les effets barbares de l'agression des troupes françaises ». M. Arten Ghalib, ministre somalien des affaires étrangères, fournissant sa version de l'affrontement de mercredi, a assuré que les membres du commando du Front de libération de la Côte des Somalis avaient été « stupés », les responsables français les ayant invités à sortir de l'autocar pour discuter d'un accord. Le ministre rend la France « responsable de toutes les victimes ».

M. Samantar, ambassadeur de Somalie à Paris, annonce une prochaine remise de l'enfant enlevé aux diplomates français à Mogadiscio.

(Lire la suite page 3.)

MAYOTTE : le référendum devrait consacrer le succès des partisans de la France

Les électeurs de Mayotte sont appelés à se prononcer le dimanche 8 février, par voie de référendum, sur le maintien de l'île au sein de la République française ou son intégration à l'Etat comorien. Selon notre envoyé spécial, il ne fait guère de doute que la grande majorité des Mahorais choisiront le rattachement à la France ; les partisans de l'unité de l'archipel ont décidé de s'abstenir. Au Conseil de sécurité des Nations unies, on s'attendait que la France oppose son veto, ce vendredi 6 février, au projet de résolution qui lui demande à renoncer au référendum.

De notre envoyé spécial

Dzaoudzi. — A quarante-huit heures de la consultation qui doit permettre, le 8 février, aux habitants de Mayotte de se prononcer sur leur avenir, toutes les énergies sont mobilisées sur la petite île de l'archipel des Comores : gendarmes, légionnaires, insulaires, s'affairent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sous l'œil attentif de MM. Marcel Henry et Adrien Giraud, les deux membres les plus influents du Parti populaire mahorais (P.P.M.). Mais cette agitation n'a, en principe, rien à voir avec le référendum : il s'agit simplement de décharger le plus vite possible la Merlon-Dufrene, navire français des Terres australes, affrété pour livrer à l'île les produits qui font défaut depuis la quasi-rupture des liens avec Moroni, le 15 décembre 1975 — d'autant plus qu'est annoncée une importante dépression tropicale au sud-est de l'île. Un rapprochement entre l'arrivée à Dzaoudzi de tout ce ravitaillement et la consultation électorale relèverait du merveilleux.

vals esprit, et la présence des dirigeants du P.P.M. s'explique par le fait que M. Adrien Giraud est importateur, et qu'il a, sauf pour le riz, le monopole de tout ce qui contient ce chargement.

On ne parle guère de la consultation de dimanche, organisée en vertu de la loi du 31 décembre 1975, qui reconnaissait par ailleurs l'indépendance des trois autres îles des Comores (Grande-Comore, Anjouan et Mohéli). Nul n'ignore que l'immense majorité des 203 346 électeurs pulsatifs mettra autre chose dans l'urne que ce bulletin jaune sur lequel est inscrit en français : « Je souhaite que Mayotte demeure au sein de la République française ». Qu'importe que la loi d'entre eux soit analphabète, qu'ils ne puissent pas autre chose que le savoir, et qu'ils soient incapables de dire où se trouve la France. Le succès est à ce point certain que M. Marcel Henry a mis une certaine coquetterie à ne pas faire campagne. Il n'y a pas eu la moindre réunion politique, pas une seule affiche, pas même un panneau électoral... « Pourquoi prêcher des convaincus ? », dit-il.

« Faire droit à notre désir »

Il est vrai que, depuis 1958, le Parti populaire mahorais réclame envers et contre tous son rattachement à la France. Aujourd'hui, M. Henry peut affirmer en souriant : « Nous avons contraint Paris à faire droit à notre désir ». Mais il est conscient que la seconde consultation, celle-ci, avant deux mois, décidera du choix du statut de l'île. C'est-à-dire, à son avis, la départementalisation, sera plus importante que celle du 8 février.

Qu'attendent de la métropole ces quarante-cinq mille Mahorais, ou moins leurs dirigeants ? « Quelle nous défend contre le penchant impérialiste comorien, et quelle nous laisse jour des libertés auxquelles elle nous a habitués », précise M. Henry, qui ajoute : « Et puis, le pense qu'elle se fera un devoir d'améliorer les conditions de vie ici. » Gageons lorsqu'on voit qu'en cent quinze ans de présence la France n'a rien fait ou presque. Par exemple, l'électricité, installée dans certains villages, ne fonctionne que quelques heures par jour. En vérité, tous voudront plus contre Anjouan que pour Paris.

« Je suis exclu que nous soyons indépendants tout seuls, assurent les cinq intellectuels de l'île. Mais, nous ne voulons pas subir le joug anjouanais ».

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 3.)

AU CONGRÈS DE GRENOBLE

La FEN à la poursuite d'une difficile unité

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) réunit du 9 au 13 février, à Grenoble, son congrès biennal. Est-ce un congrès tout simple — un de plus — dans la vie d'une organisation syndicale lourde et complexe, avec ses cinq cent cinquante mille adhérents répartis dans quarante-quatre syndicats ? Pas tout à fait. Hargolée de l'intérieur par ses minorités « révolutionnaires » ou « progressistes », attaquée de l'extérieur par les confédérations C.G.T. et C.F.D.T. qui lui reprochent de faire parfois cavalier seul, objet des courtoisies des organisations politiques de gauche (P.S. et P.C.), la FEN aura à faire, une nouvelle fois, la démonstration que l'unité du mouvement syndical est possible.

La majorité fédérale sortante, regroupée sous la bannière « Unité, indépendance et démocratie » (proche des socialistes), paraît d'ores et déjà assurée de renforcer ses positions, au léger gain enregistré au Syndicat national des instituteurs — qui fournit à la FEN ses gros bataillons, trois cent vingt-six mille adhérents (« le Monde » du 5 février) — s'ajoutent les votes en sa faveur dans de nombreuses sections départementales. Si bien que la baisse continue enregistrée depuis huit ans semble aujourd'hui stoppée. Mais les syndicats dirigés par la principale tendance d'opposition (« Unité et action », où se retrouvent notamment les militants communistes) s'impatien-

par YVES AGNÈS

voient, ou dans le système lui-même, les raisons essentielles de leur mal. Mai 1968 a mis au grand jour le besoin d'un renouvellement profond dans l'enseignement, mais la mutation nécessaire n'a pas été opérée ensuite. Les élèves en font les frais, et supportent, de moins en moins, l'anachronisme de l'enseignement. Dans un réflexe de protestation, les enseignants de toutes catégories s'accrochent désespérément à quelques attitudes simples — respect de la hiérarchie, du programme... — et à quelques avantages, « les derniers », disent-ils, en particulier leurs vacances.

« Je suis exclu que nous soyons indépendants tout seuls, assurent les cinq intellectuels de l'île. Mais, nous ne voulons pas subir le joug anjouanais ».

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

OBJECTIVEMENT

Pour le parti socialiste portugais, les manifestations contre les blocages de salaires font « objectivement » le jeu de la droite. En Espagne aussi, les manifestations et les grèves de ce genre seraient « politiques » et empêcheraient objectivement la libération. On peut continuer : en France, les grèves risquent de casser la machine économique, et sont donc objectivement contraires à l'intérêt des travailleurs. Quant à l'U.R.S.S., elle a fait savoir — à l'intention de M. Marchais, entre autres — que la démocratie pluraliste just objectivement le jeu des forces antisocialistes.

En toute objectivité, le pouvoir, un peu partout, a une fâcheuse tendance à penser que, dès qu'on n'est pas d'accord avec lui, on fait, toujours objectivement, le jeu de quelque chose. Sans, évidemment, celui du pouvoir.

PABLO DE LA HIGUERA.

Selon l'ONU

SIX MILLE MORTS

ET QUARANTE MILLE

BLESSÉS

AU GUATEMALA

(Lire page 27.)

AM

Roger Peyrefitte

Tableaux de chasse

ou la vie extraordinaire de

Fernand Legros



ALBIN MICHEL

« WIND, WATER, SAND » A L'OPÉRA

Les trente-sept actes de Carolyn Carlson

Le public était partagé après la première représentation de « Wind, Water, Sand », à l'Opéra : « Superbe... trop long... réussi... ennuyeux... », et les gardes de service ont dû pousser par poussoirs successifs de petits groupes qui se sont dispersés lentement dans le crachin froid.

Carolyn Carlson n'était pas satisfaite. Tard dans la nuit, elle a discuté des « manqués », avec John Davis, le scénographe : l'écran qui s'est bloqué à mi-cours ; le projecteur qui ovale la salle ; le comédien malade au dernier moment ; les danseurs plongés dans l'obscurité... tous les aléas d'un spectacle insuffisamment répété sur scène avec l'orchestre et reposant sur les jeux dangereux des

techniques audio-visuelles en direct. Dans quelques jours, après quelques mises au point, il aura pris son vrai rythme. Mais, dès ce premier soir, malgré ses imperfections, il rayonnait d'une beauté étonnante.

« Wind, Water, Sand », opéra en trente-sept actes, spécifie le programme, est un opéra dans la mesure où une partition pour orchestre classique et des airs chantés existent. C'est également un ballet — mot un peu désuet en la circonstance — car tous les moyens utilisés ont pour but d'entourer la danse. Le spectacle ne se raconte pas ; il résiste même à l'analyse.

MARCELLE MICHEL.

(Lire la suite page 22.)

GOUVERNEUR GÉNÉRAL DES COLONIES

rt Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

et Delavignette est

LES PROBLÈMES DE LA DÉCOLONISATION A

M. SAUVAGNARGUES : il n'y a pas eu de destruction de village somalien.

Commentant jeudi à Radio-Monte-Carlo l'accusation portée par l'ambassadeur de Somalie à Paris selon laquelle l'armée française avait pénétré en territoire somalien, et y avait détruit un village, M. Jean Sauvagnargues a répondu :

« C'est tout à fait inexact, il n'y a pas eu de destruction de village. Il semble qu'effectivement nos troupes, répondant au tir qui était dirigé contre elles, ont été amenées à riposter et, je pense, ont pénétré pendant une minute ou deux dans les environs immédiats du poste frontalière, où elles ont d'ailleurs pris des armes qui avaient été utilisées contre elles. Ceci a été très bref. Il n'y a pas eu d'action armée contre le territoire somalien. Il y a eu, en revanche, des tirs dirigés contre une opération humanitaire et qui ont fait compromettre gravement la vie des enfants que nous étions en train de libérer. »

La plainte somalienne à l'ONU n'est pas confirmée, a ajouté le ministre des affaires étrangères. Selon les indications que je reçois pour le moment, il est possible qu'il y ait eu plainte, mais que nous serions évidemment amenés, de notre côté, à déposer une plainte reconventionnelle. Mais, pour le moment, nous avons estimé que les choses pourraient en rester là. Pour nous l'incident est clos. Si ce n'est pas l'avis du gouvernement de Mogadiscio, nous verrons ce qu'il convient de faire. De toute façon, je crois que l'image de marque du gouvernement somalien serait amoindrie s'il ne favorisait pas, ou en tout cas n'aurait pas prêté, un appui tacite à l'action d'éléments terroristes. L'indépendance ne doit pas conduire à l'annexion. »

M. Ali Aref : la Somalie a tout mené de bout en bout

M. Ali Aref, président du conseil de gouvernement du territoire français des Afars et des Issas, estime dans une interview au quotidien Sud-Ouest, que « la Somalie a tout mené de bout en bout » dans l'affaire de la prise d'otages de Djibouti.

« D'ailleurs », ajoute-t-il, le P.C.F. se fait passer pour un organe officiel du gouvernement somalien, tantôt pour un front clandestin. Il estime par ailleurs qu'il y a une « collusion totale » entre le P.C.F., auteur du rapt, et ses opposants officiels. La Ligue populaire africaine pour l'indépendance.

En ce qui concerne le problème de l'enfant enlevé, M. Ali Aref déclare : « Nous espérons de la récupérer en négociant à l'échelle des gouvernements. Il est lâche de la part d'un État — comment ose-t-il se nommer État ? — de kidnapper de jeunes enfants. Nous espérons tout de même que le bon sens l'emportera. »

Le président du conseil de gouvernement du T.F.A.I. précise que toute la population de Djibouti « est consternée par cette affaire ». « Elle déplore la mort de la petite fille. De la mort de l'enfant, elle se souvient que l'on a vu que les ravisseurs avaient été abattus, ce fut un soulagement pour tout le monde. » Selon M. Ali Aref, la population est très touchée de la détermination du gouvernement français. Il a tenu parole puisque dans sa déclaration du 31 décembre, il s'était prononcé en faveur du maintien de notre intégrité territoriale.

Pour sa part, M. Mohammed Ahmed Issa, dit Chelko, délégué de la L.P.A.I. (Ligue populaire africaine pour l'indépendance),

M. OLIVIER STIRN : le problème est d'avoir une indépendance réelle.

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a déclaré jeudi soir 5 février, à France-Inter : « Le problème concernant le Territoire français des Afars et des Issas est d'avoir une indépendance réelle, et non pas de créer un nouveau foyer de guerre dans cette partie du monde. »

Répondant à une question relative à une éventuelle accélération du processus d'indépendance de Djibouti, M. Stirn a estimé qu'« il ne fallait pas lier les deux choses ». « Ce n'est pas une question de vitesse, il faut un certain nombre de garanties pour que l'indépendance soit réelle et que la paix extérieure comme la paix civile soient préservées. Si les incidents de Loyada ont reflété certains, et facilitent les garanties, alors peut-être pourrions-nous penser que ces événements ont eu un côté positif. »

La présence française

Le secrétaire d'Etat a également indiqué qu'aucun calendrier n'avait été arrêté entre M. Ali Aref, président du conseil de gouvernement du T.F.A.I., et M. Giscard d'Estaing, et que c'est seulement « lorsque les garanties indispensables à l'établissement de l'indépendance du territoire seront acquises que nous pourrions en entamer le processus ». « Peut-être que maintenant, a-t-il ajouté, nous pourrions envisager la situation et prendre ses responsabilités, aura à cœur de donner plus vite les garanties, le gouvernement s'en réjouit. »

M. Stirn a conclu en disant que le maintien d'une présence française à Djibouti constituait « sûrement l'une de ces garanties nécessaires ».

LE GOUVERNEMENT SOMALIEN N'A PAS ENVOYÉ DE RENFORTS A LA FRONTIÈRE

affirme l'ambassadeur en France

L'ambassadeur de la République de Somalie, en France, M. Samantar, nous a fait vendredi matin 6 février les déclarations suivantes :

« Le gouvernement somalien adopte dans la situation actuelle une attitude de fermeté. J'ai remis une note de protestation jeudi 5 février au ministre des affaires étrangères. Dans cette note, mon gouvernement émet une vive protestation contre l'attaque dont a été victime le village frontalier de Loyada. Au poste frontalier de Loyada, à la suite de l'action de l'armée française, six policiers ont été tués sur le coup, un a été blessé grièvement, et trois ont été fait prisonniers. D'autre part, six employés, dont plusieurs douaniers, et onze personnes de la population civile ont été tués. Enfin, cinq autres personnes ont été blessées. Le gouvernement somalien réclame des indemnités pour les morts et les blessés. D'autre part l'armée française a saisi l'armement léger dont disposaient les dix policiers somaliens. »

M. Samantar nous a précisé d'autre part :

« Le gouvernement somalien

n'a pas, contrairement aux informations qui ont été répandues, amené de renforts à la frontière. L'armée française n'y a brouté que dix policiers, dotés d'un armement léger. »

En ce qui concerne la prise d'otages, l'ambassadeur rappelle que « le gouvernement somalien avait saisi le Conseil de sécurité immédiatement après l'attentat, avant la France, des renforts à jeter au soir. Dès mercredi soir donc, le gouvernement de Mogadiscio a demandé la réunion urgente du Conseil de sécurité, avant que le gouvernement français ne le fasse lui-même dans le dessein de se présenter en victime, alors qu'il était devenu un agresseur. Mon gouvernement a dénoncé aussi, dès le début, qu'il condamnait l'acte de kidnapping et toutes les sortes de violences. »

Cependant, M. Samantar ajoute : « Vous savez que le Front de libération de la Côte des Somalis, responsable du kidnapping, a son bureau à Mogadiscio. Cette installation du bureau a été faite avec l'assentiment de mon gouvernement, mais elle a résulté d'un choix de l'organisation de l'unité africaine. Le bureau de Mogadiscio du F.L.C.S. relève de

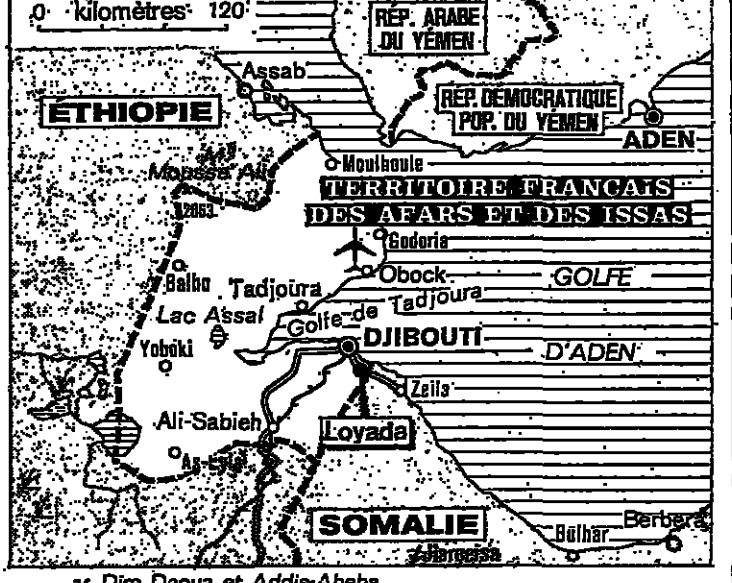
l'O.U.A. Il faut noter également que les responsables de ce bureau prennent leurs distances à l'égard des actes de violence ou de kidnapping. J'ai pu en faire moi-même l'expérience lors du rapt de l'ambassadeur de France en Somalie, M. Jean Gueury, en mars 1975. Je m'étais alors offert en otage et les kidnappers nous ont amenés tous les deux jusqu'à Aden avant de nous libérer. »

Interrogé sur la position de son gouvernement à l'égard du Front de libération lui-même, M. Samantar répond : « Nous approuvons tous les mouvements de libération, y compris ce Front de libération. Cela ne veut pas dire que nous approuvons les actes de violence dont se rendent coupables des personnes qui se réclament de la même organisation. Or, qui, c'est ce Front de libération, nous avons eu des contacts avec le parti d'opposition légal, la L.P.A.I., et nous lui avons conseillé de négocier avec le gouvernement français pour parvenir à l'indépendance du territoire, sans effusion de sang. En ce qui concerne l'attentat de Djibouti, le gouvernement somalien n'a aucune revendication territoriale à formuler, à condition que l'indé-

pendance future soit réelle et qu'elle s'exprime de façon démocratique au sein du peuple concerné. »

Interrogé sur le sort de l'enfant français porté disparu, l'ambassadeur oppose un démenti formel aux informations selon lesquelles il aurait été enlevé par les forces militaires somaliennes. « Depuis jeudi 13 heures, dit-il, le gouvernement somalien a été informé que l'enfant avait été enlevé par des membres du Front de libération dans la localité de Hargiesa, qui se trouve au nord de la Somalie (c'est l'ancienne capitale de la Somalie britannique). L'enfant aurait été hospitalisé, mais, aux dernières nouvelles, le médecin qui l'aurait soigné aurait conclu qu'il n'était pas gravement blessé. »

Au cours d'une conversation téléphonique qu'il a eue dans la nuit de jeudi à vendredi avec le chef de l'Etat, le général Syad Barre, l'ambassadeur a eu confirmation que l'enfant serait retrouvé, probablement aujourd'hui même, à Mogadiscio, pour y être remis au représentant de la France. Un avion devait être envoyé spécialement de Mogadiscio pour aller le chercher aujourd'hui même.



Les forces françaises et l'armée somalienne

Un décompte précis des forces françaises mobilisables à Djibouti est difficile à établir, car les unités sont dispersées dans le territoire des Afars et des Issas, et les renforts peuvent momentanément leur venir en aide depuis la métropole. Une évaluation de l'ensemble de ces forces mobilisables est de 150 à 200 hommes, dont la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère, avec des unités détachées de reconnaissance AMI-90 et des missiles anti-chars et des hélicoptères de transport de 155 et des batteries anti-aériennes.

Au total, plus de trois mille hommes bénéficient de l'appui d'un détachement d'hélicoptères de manœuvre Puma et d'hélicoptères d'attaque armés de missiles anti-blindés. Une compagnie de cent cinquante hommes du 2^e régiment étranger de parachutistes, détachée de France ; une force de gendarmerie permanente appuyée d'unités locales et de renforts venus, jeudi 5 février, de métropole ; enfin, le groupement nomade autonome, composé de cinq cents « gnomiers » recrutés localement et encadrés par des officiers et sous-officiers des groupes de marine, qui occupent une vingtaine de postes à l'intérieur du territoire.

Les effectifs de l'armée de l'air sont moins importants, de l'ordre de six cents personnes, capables de mettre en œuvre principalement une dizaine de chasseurs F-100 Super Sabre à réaction, six avions de transport Noratlas, des avions d'observation et des hélicoptères Alouette. L'escadron de l'armée de l'air est renforcé — il l'a été déjà l'an passé — de chasseurs-bombardiers Vautour, dont certains, équipés de moyens de reconnaissance, ont récemment des informations photographiques sur la répartition et sur l'équi-

pement des forces somaliennes.

A Djibouti, même, la marine française ne dispose, en permanence, que de trois unités : deux corvettes — dont le patrouilleur lance-missile le Combattant — appuyées de navires de débarquement et d'un avion Bréguet Atlantic de lutte anti-sous-marin. Mais, depuis deux ans, ces forces sont régulièrement accrues par la présence d'autres navires en mission temporaire. A ce jour, on compte jusqu'à une quinzaine de navires de guerre français — dont le porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc — qui patrouillent dans les parties nord et sud de l'océan Indien, soit trois mille cinq cents hommes qui pourraient prêter main forte à la garnison de Djibouti. Mais ces forces sont actuellement très dispersées, entre la Réunion et l'île de Mayotte (archipel des Comores), en prévision du référendum du 8 février dans cette île.

Quelles que puissent être les estimations des forces françaises de Djibouti, ces effectifs sont considérables pour un territoire d'une superficie de 23 000 kilomètres carrés, qui dispose, au total, de vingt mille hommes — armée régulière et unités para-militaires — formant un dispositif orienté vers l'éthiopie — et conseillé par des techniciens soviétiques. D'une manière générale, on estime à deux mille le nombre des soldats soviétiques dans le territoire somalien, qui représente l'essentiel des forces militaires de cette République.

L'armée de terre somalienne, avec ses deux cent cinquante chars de combat T-34 et T-54 et ses deux cent cinquante pièces d'artillerie de campagne — et l'armée de l'air, avec ses cinquante Mig-17 et Mig-19, en attendant des Mig-21 commandés, et ses batteries de missiles anti-aériens SAM — sont tributaires des Soviétiques pour tout ce qui touche au ravitaillement en pièces détachées et munitions, en carburants et à l'infrastructure des communications et de la couverture radar.

De son côté, la marine somalienne bénéficie de la marine soviétique, et, en contrepartie de cette assistance technique, l'Union soviétique dispose de droits de mouillage et de stockage, notamment à Berbera.

Les commentaires de la presse

L'HUMANITÉ : une nouvelle guerre coloniale.

« Ce qui est certain, c'est que dans cette affaire de la décolonisation de Djibouti, simple et on tient compte des réclames populaires, les responsables giscardiens ont choisi la voie la plus dangereuse en tentant, coûte que coûte, d'imposer une solution néo-coloniale à des populations qui veulent être libres. On veut faire aujourd'hui de la Somalie le bouc émissaire pour justifier non seulement la présence mais le renforcement de la base militaire française de Djibouti. Mais les réalités locales demeurent. C'est de cela qu'il s'agit. On ne les résoudra pas par la force, à moins de prendre le risque de s'engager dans une nouvelle guerre coloniale. »

(ROBERT LAMBOTTE.)

LIBERATION : le petit gendarme.

« La France demandera au peuple djiboutien s'il veut bien être indépendant, par voie de référendum, d'ici quelques mois. Elle sait déjà que la réponse sera « oui » à 100 %, étant donné que tout le monde au T.F.A.I. veut l'indépendance. Mais elle se garde bien de demander aussi, qui le peuple la veut. De cette façon, elle pourra laisser un cadeau à ce peuple, un cadeau royal appelé Ali Aref, qui a déjà tout le pouvoir, tout l'appui nécessaire pour réaliser le rêve giscardien « grandeur » d'être le petit gendarme de l'océan indien et de la mer Rouge. »

(ELLO COMARIN.)

L'HUMANITÉ ROUGE : l'occupation française.

« Que les bases que les colonialistes français cherchent à maintenir à tout prix soient en partie destinées à défendre les notes maritimes menacées par le social-impérialisme russe, en pleine expansion dans l'océan indien, ne saurait en aucune manière s'excuser ou légitimer l'occupation française. »

« Car ce sont fondamentalement les peuples, les peuples seuls, qui balisent et baliseront définitivement le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme, notamment, l'hégémonie des deux superpuissances. »

« Voilà pourquoi il faut exiger le départ total des troupes d'occupation coloniales à Djibouti, et être confiant dans l'avenir : les peuples ne chasseront pas un loup malin pour qu'un tigre affamé prenne sa place ! »

(JEAN LERMET.)

L'AURORE : le crescendo de l'horreur.

« Pour faire valoir leurs revendications territoriales, les Somaliens ont atteint les sommets dans la lâcheté (...). »

« Tous les coups sont permis désormais. En Afrique aujourd'hui comme hier en Israël. Les luttes politiques rejoignent dans le crescendo de l'horreur et de l'ignominie les formes modernes du banditisme. »

« Mais à Djibouti, le drame prend une ampleur particulière du fait que les terroristes sont

équipés, armés, commandés par le gouvernement légal de Mogadiscio. Un gouvernement d'ont le chef a été formé dans les officines révolutionnaires soviétiques et dont l'assujettissement à Moscou reste total. »

(ROLAND FAURE.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : des normes falsifiées.

« Le schéma général de la décolonisation à Djibouti consiste donc à donner l'indépendance à ceux qui sont les moins susceptibles de passer dans le camp dominé par l'Union soviétique. Mais ce souci fausse les cartes, car, en somme logique, les Afars et les Issas doivent s'autodéterminer légalement et à l'abri de toutes les pressions extérieures. Si, au contraire, on les laisse à la merci, enfin, que les habitants de Djibouti, livrés à eux-mêmes, risquent de s'expliquer par les armes, et que la France ne veut pas laisser un bain de sang derrière elle, il n'empêche qu'elle ne peut pas prétendre donner la liberté selon des normes falsifiées. L'indépendance ne se compte pas, ne s'oriente pas. »

(RICHARD LISBIA.)

FRANCE-SOIR : l'imprévoyance post-coloniale.

« Nadine, onze ans, est morte. Abattue par un terroriste issu, lui-même visé et tué à la seconde d'après, par un des tireurs d'élite que notre gouvernement, tenu par la nécessité de ne pas céder sur le processus d'indépendance qu'il a arrêté, allait dépecher sur place en toute hâte. »

« Adieu Nadine. Adieu jeune vie fauchée dans un désert où la conjonction du fanatisme et de la haute politique se disputent à la fin soit égarée, soit abattue. »

(GEORGES CONCHON.)

LA LETTRE DE LA NATION : le P.C.F. oublie les « couleurs de la France ».

« Comme l'a fait M. Giscard d'Estaing, on ne peut que rendre hommage aux troupes françaises qui, conformément aux instructions du gouvernement, ont, avec sang-froid, discipline et détermination, mis un terme à cette agression. »

« Mais c'est le caractère inqualifiable du commentaire de ces événements fait par l'Humanité, au mépris de toute pitié et même de toute vraisemblance, qui réitérera l'indépendance. Au moment même où le P.C.F. essaye avec tapage de se présenter comme un parti national, patriotique, « aux couleurs de la France », il est tout de même surpris de le voir, à la première occasion, prendre le parti de l'étranger. Car pour l'organe officiel du P.C.F. les choses sont bien claires : l'agresseur, c'est l'armée française. L'Etat ne même pas loin en laissant clairement entendre que nos troupes ont tiré sur les « négociateurs » somaliens et que la fillette tuée ne s'est peut-être pas défilée par les terroristes. »

(ELLO COMARIN.)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE : le visage d'une fausse liberté.

« Le temps où notre impérialisme d'annonciateur sous le visage d'une fausse liberté est désormais fini : monté sur un char AMX, il a un fusil à la main. En face de lui, il trouvera, il trouve déjà d'autres fusils, manie par des paysans, des ouvriers décidés à arracher leur libération. A leurs côtés, sans une hésitation, ils doivent trouver les ouvriers, les paysans de France. »

(JEAN LERMET.)

L'AURORE : le crescendo de l'horreur.

« Pour faire valoir leurs revendications territoriales, les Somaliens ont atteint les sommets dans la lâcheté (...). »

« Tous les coups sont permis désormais. En Afrique aujourd'hui comme hier en Israël. Les luttes politiques rejoignent dans le crescendo de l'horreur et de l'ignominie les formes modernes du banditisme. »

« Mais à Djibouti, le drame prend une ampleur particulière du fait que les terroristes sont

ROBERT LAFFONT

« Tous ceux qui sont tourmentés par l'idée de la mort - et qui ne l'est pas - doivent lire ce document, honneur de son auteur et de sa profession. Jamais aucun texte moderne ne m'a contrainct comme celui-ci à pénétrer aussi profondément en moi »

Professeur Milliez

JACQUES BREHANT
THANATOS
Le malade et le médecin devant la mort
PRÉFACE DU PR ETIENNE WOLFF de l'Académie française

LIBOUTI ET AU

La France

MAYOTTE : le succès

Argentine

Chine

Chypre

Islande

Tunisie

Colombie

مكتبة من الأصل

DJIBOUTI ET AUX COMORES

LA SOMALIE
REJETTE SUR PARIS
LA RESPONSABILITÉ
DES INCIDENTS

(Suite de la première page.)

Mais le président du Front de libération de la Côte des Somalis, a déclaré jeudi soir que ses militants ne relâcheraient pas le petit Frank Rutkowski si leurs conditions n'étaient satisfaites. Soutenant que les pertes françaises avaient été « très élevées », il déclara : « Nous n'acceptons pas ainsi sans cause légitime. Faire pleurer des mères est affreux, mais le gouvernement français n'a pas tenu compte des pleurs des mères somalis de Djibouti. »

A Paris, M. Olivier Stroh, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a assuré que « le problème du Territoire est d'avoir une indépendance réelle » et qu'il exigeait l'obtention d'un certain nombre de garanties.

M. Jacques Chirac devait recevoir vendredi M. Don Camille d'Ornano, nouveau haut-commissaire de la République dans le Territoire français des Afars et des Issas, qui doit gagner prochainement son poste.

Le gouvernement a pris la décision de renforcer les unités navales permanentes dans l'océan Indien. Trois bâtiments de la marine nationale, le bâtiment de soutien logistique *Rhône*, les sous-marins d'attaque *Marabout* et *Junon*, ont appareillé de Lorient et de Toulon pour une mission de quatre mois d'agence dans l'océan Indien, où ils seront engagés sous les ordres du contre-amiral André Maler, commandant les forces maritimes de l'océan Indien.

Les bâtiments du groupe Orion feront escale à Sfax, Port-Saïd et Djibouti, et participeront à plusieurs exercices avec le porte-hélicoptères *Jeune d'Arc* et le cortège d'escadre *Forbin*, qui forment le groupe Auron.

M. Lucien Neuwirth, porte-parole de l'U.D.R., déclare, dans un communiqué, que l'U.D.R. a pris connaissance, « avec stupéfaction et indignation », du compte rendu de l'humanité relatant les événements de Djibouti. « Non seulement le titre place sur le même plan victimes innocentes et auteurs, mais le récit lui-même est inexact et trompeur », affirme M. Neuwirth. Il conclut : « Où se situe donc le P.C. ? Avec l'inspiration de cet article scandalueux, on dans les déclarations des auteurs de la France de son secrétaire général ? »

[Le titre de l'article publié par « l'Humanité » du 5 février était : « La légion et les blindés donnent l'assaut au cas des enfants enlevés à Djibouti. Neuf morts, dont une fillette, nombreux blessés. »]

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

M. JOSE MIGUEL TARTAGLIA, attaché de presse du ministère du Bien-être social, a été tué jeudi à Buenos Aires, au cours d'un attentat à l'explosif, à 20 kilomètres au sud de Buenos Aires. — (A.F.P.)

Chine

LE DOCUMENT PRESENTE PAR LE JOURNAL JAPONAIS « SANKAI » comme « testament » politique de Chou En-lai (le Moniteur du 12 janvier) est une « pure invention », a déclaré vendredi 6 février, à Pékin, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères cité par l'agence Reuters. Ce document avait été immédiatement repris et commenté par l'agence Tass (le Monde du 31 juin).

Chypre

MM. GIAPKOS CLERIDES, négociateur chypriote grec, et Raul Denckha, représentant de la communauté turque, reprendront, le 17 février à Vienne, leurs négociations sur l'avenir de l'île, partiellement occupée par l'armée turque. On indique jeudi dans la capitale autrichienne, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, sera sans doute le président officieux de ces négociations, qui dureront de trois à quatre jours. — (Reuters)

Colombie

QUATRE REFUGIES CHILIENS ONT ETE EXPULSES de Colombie, annonce le mouvement des Jeunesses radicales révolutionnaires chiliennes. En même temps, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures restrictives envers tous les exilés politiques, affirme la même organisation.

Iran

LE PREMIER MINISTRE D'IRAN, M. Hoveïda, s'est

UNE TENTATIVE DE COMPROMIS AYANT ÉCHOUÉ

La France devra user de son veto au Conseil de sécurité

New-York (Nations unies). — Les dés sont jetés. A moins d'un rebondissement de dernière heure auquel personne ne s'attend ici, la France sera contrainte, ce vendredi 6 février, d'opposer son veto au projet de résolution qui a été déposé jeudi, concernant le sort de Mayotte.

Pourant, cette deuxième journée de débats au Conseil de sécurité s'était engagée sous des auspices qui paraissent nettement favorables à la France. Elle s'était faite épatante, la veille, au cours de la journée qui opposait aux Français, mais, dans les vingt-quatre heures qui suivirent, la situation se retourna tellement en sa faveur qu'on put croire, au début de l'après-midi, qu'un compromis était à portée de la main. Les Arabes avaient décidé, au cours d'une réunion de groupe, de ne pas pousser la France dans ses derniers retranchements, eu égard au rôle constructif qu'elle jouait à propos du problème palestiniens. Les Africains francophones, la Guinée et Madagascar exceptées — renoncèrent à demander la parole. A la surprise générale, le chef de la délégation de l'Etat comorien (curieusement, c'est un anglophone), M. Omar Abdallah, dénonça et déconstruisit, sorte de père tranquille

Correspondance

d'Afrique australe, chanta les louanges de la France éternelle et de ses nobles principes pour mettre ce qu'il appelle l'« erreur » au compte non pas du gouvernement français mais d'une poignée d'individus.

Compte tenu du ton conciliant des orateurs (Panama, Kenya, Guinée) et du climat qui régnait dans les corridors, une discussion put s'amorcer entre M. de Guiringaud, le représentant de la France à l'ONU, et M. Salim, l'ambassadeur de Tanzanie, dans le but de modifier le texte initial du projet de résolution dans un sens acceptable par les deux parties. Deux solutions furent envisagées : au lieu de demander à la France de renoncer à tenir le référendum le 8 février, la résolution lui demanderait seulement de le renvoyer aux calendes grecques, ou bien la résolution ne ferait pas allusion du tout au référendum mais inviterait Mayotte et l'Etat comorien à entamer des négociations visant à établir des relations entre Etats, basées sur le respect de l'intégrité territoriale de chacun d'eux.

Mais, finalement, la question du référendum a fait échouer toutes ces tractations. Sur ce point es-

sentiel, les points de vue étaient trop éloignés : à trois jours du référendum la France ne pouvait l'annuler, et l'Etat comorien risquait, en ne s'y opposant pas explicitement, de reconnaître implicitement sa légalité.

Le délégué comorien déclara que le référendum constituait une ingérence dans les affaires intérieures de son pays et rappela que la grande majorité des Comoriens avaient voté pour l'indépendance. M. de Guiringaud le reconquit volontiers mais souligna que les 6 % ou 7 % des Comoriens qui avaient refusé l'indépendance étaient non pas dispersés mais groupés en une seule île et qu'on ne pouvait pas leur imposer une unité dont ils ne voulaient pas. Le gouvernement français, ajouta-t-il, est tenu par l'article 53 de la Constitution (1). Il rappelle que, aux Etats-Unis, seul le Congrès pouvait consentir au retrait d'un Etat de l'Union et que, en U.R.S.S., seul le corps législatif a le pouvoir d'annuler une modification territoriale.

Mais l'ONU n'est pas un aréopage de juristes, et encore moins de moralistes. C'est une assemblée politique où le sentiment a souvent le dessus sur la raison, et où, à tort ou à raison, ses arguments ont, pour beaucoup, des racines de soufre. Le Conseil de sécurité se réunira vendredi pour la troisième fois et votera au début de la soirée, sur le texte de résolution déposé jeudi. La France devra, dans ces conditions, s'abstenir derrière son droit de veto. Certes, elle laisse quelques plumes diplomatiques dans cette malheureuse affaire, mais, en plaçant une fois de plus dans le capital de bonnes volontés dont elle dispose encore dans le monde, elle s'en tire, c'est l'avis de tout le monde ici, à l'avantage.

LOUIS WIZNITZER.

(1) L'article 53 de la Constitution dispose que « les traités ou accords internationaux ne peuvent être conclus qu'après avoir été ratifiés ou approuvés par une loi ». L'article 54 ajoute que « les lois ne prennent effet qu'après avoir été ratifiées » et que « nulle session, nul débat, nulle délibération, de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées ».

LE PROJET DE RÉSOLUTION

Le projet de résolution déposé jeudi par la France au Conseil de sécurité sur l'affaire du référendum à Mayotte constitue une ingérence dans les affaires intérieures des Comores.

1) Considère que la tenue par la France d'un référendum à Mayotte constitue une ingérence dans les affaires intérieures des Comores ;

2) Demande au gouvernement français de renoncer à procéder à ce référendum à Mayotte ;

3) Demande à la France de respecter l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Etat des Comores ;

4) Prie le gouvernement français d'entamer des négociations immédiates avec le gouvernement des Comores en vue de la prise des mesures propres à la sauvegarde de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Etat des Comores composé des îles d'Anjouan, de la Grande-Comore, de Mayotte et de Mohéli ;

5) Prie tous les Etats de respecter scrupuleusement l'unité et l'intégrité territoriale de l'Etat des Comores ;

6) Prie le secrétaire général de suivre la mise en application de la présente résolution et d'en rendre compte au Conseil de sécurité dès que possible.

BRUNO DETHOMAS.

AFRIQUE

LE CONFLIT ANGOLAIS

Le F.N.L.A. lance un nouvel appel aux gouvernements occidentaux

L'Inde reconnaît le M.P.L.A.

M. Holden Roberto, président du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), a lancé, le 5 février, un appel pressant aux gouvernements occidentaux leur demandant une aide en armements. « Je n'ai besoin que d'une gale maternelle, pas de mercenaires. Nous avons suffisamment d'Angolais », déclare-t-il dans une interview publiée à Johannesburg par le journal *Rand Daily Mail*. Selon lui, la « détente n'est qu'une vaste plaisanterie », et « les démocraties ont toujours une guerre de ré- »

Le président du mouvement, M. Neto, a reçu un télégramme de Mme Indira Gandhi dans lequel le premier ministre indien souligne la nécessité de « considérer la vieille amitié entre les gouvernements et les peuples indien et angolais et de poursuivre le combat pour un ordre mondial juste et pacifique ».

Le gouvernement de la République populaire d'Angola porte d'autre part une grande attention au remaniement ministériel survenu au Zaïre (le Monde du 6 février), et plus particulièrement au changement de titulaire du ministère des Affaires étrangères. Ce remaniement, remarque-t-on, survient après l'annonce par le président Mobutu de l'interdiction du transit de mercenaires à Kinshasa.

Certains observateurs en concluent qu'il pourrait s'agir d'un nouveau pas vers l'établissement de « relations normales » entre le Zaïre et Luanda. Pour d'autres, il reste à vérifier que la décision du président saïrois concernant les mercenaires sera effectivement appliquée et que le changement d'homme au ministère des Affaires étrangères se traduira par un changement de politique.

À LUSAKA, on annonce de source bien informée qu'une réunion « au sommet » consacrée à la crise angolaise doit avoir lieu vendredi ou samedi au Mozambique. Elle se tiendrait près de Maputo (ex-Lourenço-Marques), avec la participation des présidents Kenneth Kaunda, de Zambie, Julius Nyerere, de Tanzanie, et Samora Machel, du Mozambique. Les présidents Mobutu, du Zaïre, et Seretse Khama, du Botswana, pourraient également y assister.

À GENEVE, le Comité international de la Croix-Rouge a annoncé jeudi qu'il envisageait de lancer un appel international pour obtenir 16 millions de francs suisses afin de financer l'envoi de vivres aux personnes déplacées en Angola. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

Le bureau politique de la Fédération nationale des républicains indépendants, réuni le 5 février, a estimé, à propos des récents événements en Angola, qu'« il s'agit là d'une manifestation impérialiste classique du communisme international, qui met gravement en danger la paix dans cette région du monde et qui va à l'encontre de la politique de détente entre l'Est et l'Ouest ».

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

L'armée marocaine aurait occupé un poste du Polisario près de la frontière mauritanienne

L'intense activité diplomatique déployée depuis un semaine par plusieurs gouvernements arabes, et notamment par les dirigeants algériens, a été interrompue par la crise entre le Maroc et l'Algérie à propos du Sahara occidental. A connu une pause le 5 février. La journée a été entièrement consacrée à la discussion du ministre tunisien des Affaires étrangères, M. Habib Chabbi, qui a souhaité que les parties concernées « se rencontrent autour d'une table pour discuter et chercher toutes ensemble une solution ».

À RABAT, l'agence officielle de presse MAP a annoncé jeudi soir que les forces armées royales avaient occupé la ville de Tifariti, qui se trouve à 90 kilomètres environ à l'est d'Angola, à proximité de la frontière avec la Mauritanie. Le détachement de l'armée marocaine, a précisé l'agence, n'a rencontré aucune résistance. Selon une source marocaine autorisée, le poste de Tifariti constituait l'un des bastions du Front Polisario, dont les éléments étaient renforcés par une unité de l'armée nationale populaire algérienne. Celle-ci aurait reçu l'ordre de se replier sans combattre, et les marocains l'auraient suivie dans sa retraite.

À ALGER, le quotidien *El Moudjahid* a critiqué de nouveau jeudi les récentes déclarations de M. Giscard d'Estaing sur les relations franco-algériennes et le problème du Sahara occidental. « Il est regrettable que l'on s'attarde sur l'opportunité pour le chef de l'Etat français de mélanger en un savant dosage le problème du Sahara occidental, la «tension» algéro-marocaine, le rôle de notre révolution, et ce qui ne relève que de la souveraineté de notre Etat, c'est-à-dire le principe de l'intangibilité de nos frontières. »

A propos de Tindouf

El Moudjahid se demande pourquoi M. Giscard d'Estaing a jugé utile de faire mention de Tindouf et des revendications

marocaines sur cette région, alors qu'il est évident que Rabat croit pouvoir faire oublier le problème du Sahara occidental en faisant pression sur l'Algérie pour qu'elle s'abstienne dans une dispute sur Tindouf, alors qu'il n'y a là pour nous aucune matière à discussion. Le journal note que « la campagne de diversion marocaine a commencé juste après les propos malheureux tenus par M. Giscard d'Estaing » et conclut : « Il paraît clair que Paris ne dit rien s'il n'a aucune volonté immédiate de renouer ses relations politiques dans le sens d'une réelle neutralité. » — (A.F.P., Reuters.)

Dans les déclarations publiées par le « Nouvel Observateur » (le Monde du 4 février), M. Giscard d'Estaing avait dit : « Les Marocains sont bien placés, eux, pour juger sainement de notre neutralité, cela à propos d'une affaire toujours en litige et qui concerne la ville de Tindouf, sur une frontière algéro-marocaine. Notre position — toujours purement diplomatique — est que la décolonisation doit se faire à l'intérieur des frontières dessinées par l'ancienne puissance coloniale. En foi de quoi, Tindouf nous paraît appartenir indiscutablement à l'Algérie. Si la question se posait jamais à l'ONU, c'est évidemment la position que nous défendrions. »

ERRATUM. — Une omission de ligne a rendu incompréhensible un passage de l'article intitulé : « L'Egypte poursuit ses efforts de médiation » (le Monde du 6 février). Nous le rétablissons : « Le même jour, M. Hossni Moubarac, vice-président égyptien, accomplissant sa quatrième « tournée » depuis dimanche, se rendant successivement à Alger et à Fès, avant de repartir pour Le Caire aux premières heures de la journée de jeudi. Enfin, M. Ismail Fahmy, ministre égyptien des Affaires étrangères, s'est entretenu mercredi au Caire du Sahara occidental avec M. William Eteki Mboumoua, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine. »

offrez
un vison
Maurice Kotler

Paris - 10 rue la Boétie

EUROPE

Portugal

LE « RETOUR DES PATRONS » S'AMORCE DANS LES USINES NATIONALISÉES DU NORD

Lisbonne (A.F.P.). — Un mouvement vers le retour des patrons dans les entreprises passées sous le contrôle de l'Etat s'amorce au Portugal. C'est ainsi que le gouvernement a décidé, le mercredi 4 février, de mettre fin à l'intervention de l'Etat dans l'entreprise de M. Manuel Gonçalves. Cette décision, prise par le conseil des ministres, fait suite à un vote majoritaire de l'Assemblée du personnel de l'entreprise en faveur du retour de l'ancienne direction. C'est la plus importante usine textile du Portugal. Son siège se trouve à Famalicão, près de Porto, dans le Nord. Elle emploie près de quatre mille personnes et exporte pour un milliard d'escudos par an (170 millions de francs).

A la suite de la découverte d'irrégularités dans la gestion et de détournements de fonds, le précédent gouvernement portugais avait décidé de nommer, en juillet dernier, une commission administrative au sein de laquelle les travailleurs étaient représentés. M. Gonçalves et sa famille quittaient alors le Portugal pour l'Espagne.

Diverses manifestations de soutien en faveur de M. Gonçalves avaient été organisées début août et s'étaient terminées par le sacage des sièges du parti communiste et du mouvement démocratique portugais de Famalicão, ainsi que du bureau de deux avocats progressistes. Il y eut deux

morts et deux blessés. Les incidents ont repris après les vacances d'août et en septembre une nouvelle commission syndicale a été élue avec comme dirigeant le directeur des exportations de l'entreprise.

En janvier, deux assemblées du personnel se sont prononcées pour le retour du patron. M. Manuel Gonçalves a alors posé trois conditions pour son retour : l'assurance de crédits bancaires sans engagement personnel, le licenciement de dix-sept ouvriers et le retour à « l'ordre, la discipline, le respect de toutes les décisions qui seront prises à tous les niveaux ».

Le conseil des ministres a accepté ces conditions, sauf celle des licenciements auxquels il s'oppose. Ce n'est pas la seule entreprise sous contrôle du gouvernement où s'amorce le retour des anciens patrons. Déjà, la semaine dernière, le gouvernement a dissous la commission administrative de l'entreprise laitière Martins et Rebelo. A la FACAR, importante entreprise de fabrication de tubes d'acier, l'assemblée du personnel a voté le retour sous conditions de l'ancienne direction. Ces conditions portent sur des salaires minimums, la création d'une commission de contrôle de gestion et de la production, et l'engagement de la direction de ne pas procéder à des licenciements. La FACAR, près de Porto, emploie un millier de personnes.

LES MILITAIRES EN ACTIVITÉ NE POURRONT PAS ÊTRE CANDIDATS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Lisbonne (A.F.P.). — Tous les Portugais, âgés de dix-huit ans et plus, résidant sur le territoire national ou à l'étranger, pourront participer aux prochaines élections pour l'Assemblée législative.

Au-delà de ces deux sexes, inscrits sur les listes électorales, résidant sur le territoire national (continent, Açores et Madère) ainsi que ceux qui résident à l'étranger.

N'auront pas droit au vote les personnes considérées comme démentes par au moins deux médecins, celles condamnées à des peines de prison à perpétuité et celles qui ont été privées de leurs droits politiques par décision judiciaire.

Pourront se présenter comme candidats, les Portugais âgés de plus de vingt et un ans, à l'exception de ceux qui sont citoyens depuis moins de dix ans ou qui ne résident pas sur le territoire national ou à l'étranger.

Les militaires et policiers de carrière ne pourront pas être candidats tant qu'ils seront en activité, pas plus que les magistrats, les diplomates de carrière en service ainsi que les autorités administratives et ecclésiastiques.

Espagne

LA RÉFORME SYNDICALE

L'appareil bureaucratique de l'organisation officielle conserve tout son pouvoir

Le gouvernement espagnol a confirmé, le mercredi 4 février, qu'il n'avait pas l'intention de dissoudre l'organisation des syndicats officiels, ainsi que le réclame l'opposition démocratique. M. Martín Villa, ministre des syndicats, a défendu fermement le « verticalisme » au cours d'une cérémonie de promotion de responsables syndicaux. « La défense des intérêts des travailleurs et des employeurs,

a-t-il dit, doit dépendre de leurs organisations syndicales ». Cette mise au point risque de relancer une agitation sociale qui s'est traduite en janvier par une extension spectaculaire des mouvements de grève. Trente-cinq mille ouvriers sont encore en grève à Valladolid, point chaud du front social. Dans les Asturies, dix mille mineurs ont été mis à pied.

De notre correspondant

Madrid. — Depuis la mort du général Franco, les ministres du roi Juan Carlos I^{er} parlent fréquemment de « réforme politique ». L'un d'eux, M. Rodolfo Martín Villa, ministre des relations syndicales, dans des déclarations faites à un journal des Canaries, a même précisé que « la réforme syndicale est aussi importante que la réforme politique ».

Les syndicats espagnols officiels ont pour base une loi de 1940 dont le préambule affirme : « Trois principes inspirent l'organisation nationale syndicaliste, à savoir : l'unité, la totalité et la hiérarchie ». Ce préambule précise qu'il s'agit de « syndicats uniques dans lesquels se trouvent encadrés tous les facteurs de l'économie par branches de production ou de service ». Si depuis trente-six ans l'organisation syndicale a subi de nombreux changements, la philosophie est restée la même : il s'agit toujours de syndicats uniques et obligatoires, ayant à leur tête un ministre désigné par le chef du gouvernement.

Les réformes, jusqu'à maintenant, ont été très timides. C'est ainsi que le décret-loi du 22 mai 1975, qui a légalisé la grève, laisse subsister tant d'obligations que l'organisation syndicale n'est pas viable.

Au cours de l'année 1975 ont eu lieu des élections syndicales. Dans chaque entreprise, le personnel élu d'abord reconnaît le syndicat unique, qui à leur tour élisent des représentants provinciaux, et ainsi de suite jusqu'à l'élection des représentants nationaux des syndicats, des membres et des présidents des conseils nationaux de travailleurs et d'entrepreneurs de chaque secteur, qui sont les plus hautes charges électorales de l'organisation syndicale.

La dernière phase des élections s'est déroulée avec une participation massive : 75 % de représentants syndicaux nouveaux ont été

élus. Une nouvelle génération — qualifiée par M. Alejandro Portales Sordo, alors ministre des relations syndicales, de « jeunes inconnus, d'une grande combativité renouée et de tendance socialiste », a entravé les structures de base des syndicats. Mais au stade final du processus électoral on a constaté que les présidents sortants des syndicats nationaux ainsi que ceux des conseils nationaux de travailleurs et d'entrepreneurs avaient été réélus à 85 %.

Que s'est-il passé ? Ou bien 75 % des nouveaux représentants syndicaux ont estimé que la lutte devait d'abord être menée au niveau des entreprises. Ou bien les élections au niveau supérieur ont été truquées. En tout cas, il ne fait pas de doute qu'il y a rupture entre les élus de la base et l'appareil bureaucratique du sommet.

M. Martín Villa a déclaré : « La réforme sera amorcée par le prochain congrès syndical, qui pourrait se tenir au cours du deuxième trimestre de 1976, pendant lequel seront élaborées les grandes lignes de l'action syndicale ». Il ajouta : « Il est possible que soient modifiés les principes du gouvernement et les syndicats ».

Cette année, le gouvernement espagnol va, d'autre part, affronter trois grands problèmes : les élections au niveau supérieur (actuellement 5 % de la population active), et l'inflation.

De nombreuses manifestations ouvrières ont lieu depuis trois semaines pour protester contre la confirmation par le ministre des finances, M. Villar Mir, du gel des salaires (le Monde du 4-5 janvier).

Dans ses déclarations à la presse carthagène, M. Martín Villa a ajouté : « La liberté syn-

dicale a toujours été présentée comme étant contradictoire avec l'unité syndicale. Il n'en est rien. Cette liberté peut exister aussi bien dans le cadre de l'unité que dans celui du pluralisme. En fait, cette liberté est fonction du degré de pouvoir du gouvernement dans les syndicats. C'est de cette liberté qu'il sera question. Ce qui est fondamental, c'est que l'écart entre ce que décide le gouvernement et ce que désire le monde du travail soit le moins grand possible ».

Ce point de vue ne correspond pas à ce que demandent les deux grands partis ouvriers, le parti socialiste et le parti communiste. Tous deux affirment que les syndicats doivent être indépendants du gouvernement et des partis politiques, mais ils diffèrent quant à la tactique. Les socialistes n'ont pris part à aucune élection syndicale ; c'est du moins l'attitude officielle de l'Union générale du travail (U.G.T.), proche du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.). Pour leur part, les communistes ont appliqué le principe de la conjonction de l'action légale et de l'action clandestine ; c'est ainsi qu'ils ont conseillé aux commissions ouvrières de participer aux élections syndicales. Enfin, il faut noter qu'un secteur originaire de la Confédération nationale du travail (C.N.T.), de tendance anarcho-syndicaliste, s'est intégré, dès 1965, aux syndicats officiels, et que certains de ses militants ont accédé à des postes de responsabilité.

En fait, l'U.G.T. et les commissions ouvrières ne mobilisent qu'une minorité de la classe ouvrière. La grande masse ne milite encore dans aucune organisation. La question est de savoir comment va s'exprimer cette majorité d'une réforme syndicale qui donne la parole à tous les travailleurs est réalisée.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

80 % des maires sortants ont été « réélus » par leurs conseillers municipaux

De notre correspondant

Madrid. — Pour la première fois depuis quarante ans, des élections ont eu lieu en Espagne pour la désignation des maires, jusqu'alors nommés par les gouvernements civils des provinces. Elles se sont déroulées selon un processus complexe : la loi promulguée par le dernier gouvernement du général Franco (élection des maires par leurs conseillers municipaux) a été amendée. Le mandat des maires élus selon cette procédure n'est valable que jusqu'en novembre prochain.

En analysant les premiers résultats de ces élections (les conseillers municipaux ayant eux-mêmes été élus selon les règles de la démocratie organique franquiste), on peut se faire une idée de ce que pourrait être la « démocratie espagnole » préconisée par M. Arias Navarro devant les Cortes si de profondes réformes étaient adoptées.

Les élections ont eu lieu dans quatre mille deux cent cinquante-trois municipalités : plus de 80 % des maires sortants ont été « réélus ». Le tiers le plus intéressant est celui de quarante-huit capitales de province (sauf Madrid et Barcelone, dont les maires, en vertu d'un statut spécial, sont nommés par le roi) et des dix villes de plus de cent mille habitants. Sur ces cinquante-huit maires, trente-neuf ont été réélus et quatorze des dix-neuf autres étaient déjà conseillers municipaux. Dans seize capitales de province, il n'y a pas eu d'élections, un seul candidat s'étant présenté. Il ont été « élus » automatiquement.

Ces élections n'ont pas été caractérisées par de grandes différences « politiques » entre les candidats, à de rares exceptions près, comme celle de Pamplonne, où les deux candidats étaient M. Sarasa, un vieux carliste, et M. Erice, médecin des Fêtes de Navarre, une entreprise louchée en janvier par la grève. M. Erice bénéficiait d'un certain appui populaire et de celui de quelques conseillers sympathiques des Fraternités ouvrières d'action catholique ainsi que de celui des commissions ouvrières (en Navarre, les Fraternités ouvrières ont une grande influence). C'est M. Erice qui a été élu. Il a déclaré : « Je suis plus proche du socialisme que du capitalisme. Je suis chrétien et j'ai horreur des solutions totalitaires ».

A Soria, au nord de Madrid, c'est M. Fidel Carazo, député aux Cortes qui s'était opposé au projet de loi de pension exceptionnelle à la veuve du général Franco, qui a été élu. Il est propriétaire du journal local Soria-Hogar, dans les colonnes duquel il avait vivement critiqué le maire sortant.

A Alicante, on comptait deux candidats : un ami personnel de M. Arias et un militant du Mouvement national. C'est ce dernier qui a été élu.

Ces élections ont montré la faiblesse et l'inconsistance des associations politiques « créées en 1974 dans le cadre du Mouvement national. Sur cinquante-huit maires élus dans les grandes villes, neuf seulement appartiennent à une « association politique » du régime. — J.-A. N.

AMÉRIQUES

États-Unis

M. ROCKEFELLER : je ne suis pas candidat, mais...

Le 14 novembre dernier, M. Nelson Rockefeller affirmait en public qu'il était de la plus « pure fantaisie » d'imaginer qu'il serait partant en 1976 dans la course à la présidence. Le 3 novembre, le vice-président avait annoncé qu'il ne souhaitait pas figurer comme second sur le ticket « républicain en 1976. Mais il laisse entendre aujourd'hui, dans une interview publiée le jeudi 6 février par le « New York Times », qu'il est simplement en réserve de l'Etat. « J'ai renoncé à être candidat à la vice-présidence... Au-delà, je n'ai pas de projet. C'est une situation très floue que la mienne », a-t-il déclaré. Il s'est également montré prometteur et vague lorsqu'on lui a demandé s'il se croyait capable d'empêcher la nomination de M. Reagan comme candidat du parti républicain dans le cas où celui-ci devancerait M. Ford : « Cela dépendra entièrement des circonstances. Que l'on soit capable ou ne parait pas un fait acquis. C'est une hypothèse ».

M. Nelson Rockefeller a la réputation d'être un éternel candidat à la présidence, et d'avoir toujours été tenu en laisse par l'appareil du parti républicain, qui ne l'aime guère. Déjà, avant l'élection présidentielle de 1960, qui vit la victoire de Kennedy sur Nixon, il employait la même expression, « pure fantaisie », pour décourager les spéculations sur sa candidature : en fait, il était déjà résolu à se présenter alors à l'improvise, sans participer aux élections primaires. Il n'est pas question cette fois non plus qu'il se présente aux primaires.

A.-M. C.

Canada

L'opposition reproche à M. Trudeau son voyage à Cuba

De notre correspondante

Québec. — Le comportement de M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, continue à servir de cible aux Canadiens anglais dont les porte-parole critiquent vivement la « trop grande cordialité » qu'il aurait affichée à l'égard de M. Fidel Castro lors de son séjour à Cuba. Depuis son retour à Ottawa, M. Trudeau affronte les « tortes », et notamment leur leader, M. Robert Stanfield, qui a déploré qu'il n'ait pas annulé ou retardé sa visite à Cuba pour protester contre l'appui militaire donné par le gouvernement cubain au M.P.L.A. américain, qui a exigé des expéditions au Canada, et s'est satisfait des réponses données.

Le ministre canadien des affaires extérieures, M. Allan Rock, a affirmé n'avoir aucune preuve d'un lien quelconque entre ces escadres et la guerre angolaise, mais Ottawa a demandé à Cuba de mettre fin à un éventuel transit. — L. E.

deux escadres récentes d'avions cubains à Gander, un aéroport de la province de Terre-Neuve. Vraisemblablement, les appareils allaient ou revenaient d'Afrique. C'est du moins ce qu'a affirmé le département d'Etat américain, qui a exigé des expéditions au Canada, et s'est satisfait des réponses données.

Le ministre canadien des affaires extérieures, M. Allan Rock, a affirmé n'avoir aucune preuve d'un lien quelconque entre ces escadres et la guerre angolaise, mais Ottawa a demandé à Cuba de mettre fin à un éventuel transit. — L. E.

AUSTRALIE

La vente d'uranium à la France

UNE MISE AU POINT DE L'AMBASSADE A PARIS

L'ambassade d'Australie indique, dans un communiqué, que les propos tenus par le vice-premier ministre, M. Anthony, au cours de sa conférence de presse du 4 février 1976, sur les ventes d'uranium par l'Australie, ont été parfois mal interprétés par la presse (le Monde du 4 février). Selon certaines informations, les ventes d'uranium de l'Australie seraient limitées aux parties qui ont signé ou ratifié le traité de non-prolifération nucléaire.

L'ambassade précise que ces informations sont inexacts et que le point de vue du gouvernement australien est conforme à la déclaration faite en novembre 1975, selon laquelle « les exportations d'uranium seront autorisées dans la mesure où les procédures de sauvegarde seront conformes aux obligations assumées par l'Australie en vertu du traité de non-prolifération des armes nucléaires ». La France n'a ni signé ni ratifié le traité de non-prolifération, mais le gouvernement a indiqué, à plusieurs reprises, que son attitude est conforme aux dispositions de ce traité.

Les déclarations de M. Anthony avaient été rapportées lors de la visite à Canberra de M. Desreumaux. Le secrétaire d'Etat aux

affaires étrangères séjourne actuellement en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT RÉDUIT LES DÉPENSES PUBLIQUES

Canberra (A.F.P.). — M. Malcolm Fraser, premier ministre australien, a annoncé d'importantes réductions des dépenses gouvernementales. Tous les départements seront affectés par ces mesures, à l'exception de celui de la défense, dont les crédits avaient été réduits par le précédent gouvernement travailliste. Des compressions de dépenses seront opérées dans le budget des télécommunications et le budget de la santé.

Pour le quatrième trimestre 1975, la balance des paiements a accusé un solde négatif sans précédent de 722 millions de dollars australiens (1). Ce déficit record s'explique par des fuites de capitaux provoquées par les rumeurs d'une dévaluation de la monnaie nationale.

(1) 1 dollar australien = 5,66 francs

François GHEL
DEUX ANS DE CRISE PETROLIERE

LA CRISE DE L'ENERGIE NE S'ARRÊTE PAS

Editions techniques et économiques
3, rue Soufflot - 75005 Paris

Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter

BOULIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation

BOULIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

déjà, les collections printemps 1976 !!!

PANORAZUR
RÉSIDENCES DE PRESTIGE

GRASSE CÔTE-D'AZUR/CANNES à 15 MINUTES - VUE MER PANORAMIQUE PLEIN SUD - PISCINE - TENNIS

Chauffage électrique intégré, individuel, isolations thermiques et phoniques sérieuses. Tous commerces à 150 mètres. Cuisine et salles de bains aménagées.

Prix nets non révisibles - Caution bancaire

Visites, renseignements, ventes, documentation gratuite sur demande au

Constructeur-promoteur, 5, av. de Lorraine-de-Tassinay, poste 22 ROGER BAS - GRASSE. Tél. : (93) 36-40-76.

TURQUIE vous offre
la semaine mondiale du tourisme
du 10 au 16 février 1976

Topka Tour
Page 301 du Monde
Istanbul 8 jours, Paris P
prix de 1055 F

France-Tourisme
L'Agence de 75000 Paris, 101, 102

RAPIDE, S

VOSGES

مكتبة من الأصل

PROCHE-ORIENT

Jordanie.

Contre la volonté de l'O.L.P.

LE ROI « RÉACTIVE » LE PARLEMENT DISSOUS EN 1974

Le Grand Conseil du royaume, groupant les députés des deux rives du Jourdain, les sénateurs et les notables, a approuvé, jeudi 5 février, un amendement constitutionnel aux termes duquel le roi Hussein pourra ajourner sine die les élections législatives. Cette décision équivaut à une « réactivation » du Parlement palestinien qui avait été dissous en novembre 1974, à la suite de la décision du « sommet » arabe de conférer à l'O.L.P. l'exclusivité de la représentation du peuple palestinien. Le Parlement jordanien dans lequel, pour moitié, les sièges étaient réservés aux députés de Cisjordanie, ne pouvait donc plus être considéré comme représentant des Palestiniens.

Le gouvernement avait alors décidé d'organiser de nouvelles élections en vue de réunir un Parlement dans lequel les Palestiniens de Cisjordanie ne seraient plus représentés. Selon la Constitution, le nouveau Parlement devait être élu dans un délai d'un an à partir de la date de sa dissolution. En reconduisant la précédente Assemblée dans ses fonctions et en maintenant sa composition paritaire, le roi Hussein paraît vouloir éviter des complications constitutionnelles « sans préjudice de l'avenir ».

A Beyrouth, l'agence palestinienne Wafa a dénoncé violemment la décision de « réactiver » le Parlement jordanien « dans son ancienne composition », c'est-à-dire avec les représentants de Transjordanie et des territoires occupés. « Cette décision, a-t-il ajouté, fait partie d'un vaste complot impérialiste et sioniste visant à annuler la décision du « sommet » de Rabat consacrant l'O.L.P. comme représentant unique et légitime du peuple palestinien. » — (A.F.P.-U.P.I.)

M. GISCARD D'ESTAING RECEVRA LE PRÉSIDENT SADATE LE 3 AVRIL

Le président Giscard d'Estaing recevra le président Sadate à dîner le samedi 3 avril, indique-t-on dans les milieux officiels français. Selon le journal du Caire Al-Ahram, le président égyptien, qui a demandé à rencontrer le président de la République à l'issue d'une visite officielle qu'il doit faire en Allemagne fédérale, séjournera à Paris à titre privé jusqu'au 5 avril.

APRÈS LES INCIDENTS DE MARSEILLE

M. Defferre déplore l'attitude de la presse communiste

De notre correspondant

Marseille. — Une bagarre entre militants syndicaux C.G.T. et Force ouvrière des personnels municipaux, qui s'est soldée par l'hospitalisation de M. François Moscati, secrétaire général du Syndicat F.O. des municipaux et secrétaire de l'union départementale Force ouvrière, a pris depuis quatre jours, par la qualité des intervenants, une dimension qui dépasse le cadre d'une simple querelle locale.

Rappelons les faits. A l'origine, la sanction prise contre M. Vincent Manca, député C.G.T. du personnel municipal et militant du parti communiste, qui avait, en décembre dernier, distribué des tracts syndicaux pendant les heures de travail. La direction des services municipaux décidait, par mesure disciplinaire, la mise à pied de cinq jours de M. Manca. C'est pour protester contre cette décision qu'une partie du personnel des éboueurs et chauffeurs de bennes du premier secteur déclara une grève d'une heure, lundi matin 2 février. A l'issue de celle-ci, une altercation violente a opposé MM. Moscati et Manca, dont les deux hommes se rejettent mutuellement la responsabilité. M. Moscati, violemment frappé à la tête, a dû être hospitalisé et M. Manca, pour sa part, fait état d'une blessure au genou.

La très vive réaction du maire de Marseille, faisant allusion à des méthodes « hitlériennes », a rappelé celles des nazis (le Provençal du 3 février), puis les qualifiant « de méthodes de la Gestapo ».

« Cela dit, partisan de l'union de la gauche, je déplore d'avoir été mis dans l'obligation morale de protester en ce moment de laïcité publique contre l'agression commise par Vincent Manca. »

le lendemain de « mesures de justice et de gangsters », a entraîné des répliques assez sèches du journal communiste la Marseillaise, de l'Union départementale C.G.T. qui a parlé de « mensonge pur et simple », et de M. Georges Ségué, qui s'est inquiété de voir M. Defferre « se rapprocher des méthodes patronales » et porter atteinte aux libertés syndicales (le Monde daté 5 et 6 février).

Après avoir annoncé que, comme le syndicat F.O., il se constituait partie civile, M. Defferre est revenu sur cette affaire dans un éditorial du Provençal de ce vendredi 6 février intitulé : « Erreur ou mensonge ? ».

« Peu à peu la presse communiste en est arrivée à transformer les choses, à tel point que maintenant c'est Moscati qui est présenté comme l'agresseur, alors que c'est lui qui est à l'hôpital, grièvement blessé à la tête », écrit le maire de Marseille.

« La calomnie a des exigences et des exigences. Cet incident est évidemment mal venu à la veille du congrès où a été exposée la nouvelle politique du parti communiste, celle de l'abandon de la doctrine du prolétariat, et lancé un appel souriant et rassurant au peuple de France. »

« Cela dit, partisan de l'union de la gauche, je déplore d'avoir été mis dans l'obligation morale de protester en ce moment de laïcité publique contre l'agression commise par Vincent Manca. »

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

INTERIEUR

Au cabinet de M. Pierre-Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, M. François Lépine, sous-préfet hors cadre, qui était depuis août 1975 directeur du cabinet du préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin, est nommé chargé de mission.

Les clubs Perspectives et Réalités organisent leur assemblée générale annuelle samedi après-midi 7 février, 101, rue de l'Université, à Paris. M. Jean-Pierre Fourcade, qui en est le président, doit faire le point de leurs activités à cette occasion. Un nouveau comité directeur sera désigné, et les statuts du mouvement réaménagés.

M. MARCHAIS : nous ne transigerons avec personne.

A l'occasion d'une rencontre avec les journalistes, jeudi matin 5 février, M. Georges Marchais a commenté les déclarations de M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre de la justice, mercredi soir à l'émission télévisée « C'est à dire » (1). « Finalement, ce que M. Lecanuet nous propose, a-t-il déclaré, c'est une nouvelle C.E.D. (Communauté européenne de défense). Nous sommes résolument contre. C'est une politique criminelle. Dans cette question, nous ne transigerons avec personne. »

Le secrétaire général du P.C.F. s'est par ailleurs félicité de la décision américaine d'autoriser la Concorde à atterrir aux Etats-Unis. « C'est une première étape », a-t-il déclaré. « Cela montre l'efficacité de l'action menée, notamment dès le début, par les communistes. Si les Américains avaient empêché la Concorde d'atterrir chez eux, nous aurions appelé les travailleurs à réagir. »

Comment, lui a-t-on demandé ?

« Les avions américains atterrissent chez nous », a-t-il fait simplement remarquer.

(1) M. Lecanuet se prononçait pour une défense européenne afin d'équilibrer l'alliance atlantique.

Contre l'ajournement sauvage. — M. Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, député national de l'U.D.R., a invité les représentants de toutes les formations politiques du département à se concerter en vue d'abandonner la pratique de l'affichage sauvage pendant les campagnes électorales.

A PROPOS DE L'EUROPE

Le groupe socialiste reproche à M. Chatenet d'avoir enfreint son « obligation de réserve »

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a chargé son président, M. Gaston Defferre, d'appeler l'attention de M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, sur « le grave manquement à l'obligation de réserve imposée aux membres du Conseil constitutionnel » qu'aurait commis M. Pierre Chatenet, membre de ce Conseil. M. Chatenet figure en effet parmi les signataires du manifeste du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe (le Monde du 21 janvier).

Le groupe socialiste rappelle les dispositions qui régissent le Conseil constitutionnel. Ainsi, l'ordonnance du 7 novembre 1958 stipule que les membres du Conseil « jurent de ne prendre aucune position publique, de ne donner aucune consultation sur les questions relevant de la compétence du Conseil ». L'ordonnance ajoute dans son article 7 : « Ces obligations doivent notamment comprendre l'interdiction pour les membres du Conseil constitutionnel, pendant la durée de leurs fonctions, de prendre aucune position publique sur les questions ayant fait ou susceptibles de faire l'objet d'une décision de la part du Conseil ou de consulter sur les mêmes questions ». L'article 10 dispose que « le Conseil constate, le cas échéant, la démission d'office de celui de ses membres qui aurait exercé une activité ou accepté une fonction ou un mandat électif incompatibles avec sa qualité de membre du Conseil ».

Or le groupe socialiste affirme : « La controverse constitutionnelle suscitée par la prochaine mise en œuvre de l'article 138 du traité de Rome, relatif à l'élection du Parlement européen ou sur l'usage universel direct, risque de conduire le Conseil constitutionnel à se prononcer à ce sujet selon l'une des procédures prévues aux articles 54 et 61 de la Constitution. »

Le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche estime

indispensable que le Conseil constitutionnel, s'il est saisi, rende sa décision en toute indépendance, s'agissant d'une question qui engage l'avenir de l'Europe. »

(M. Pierre Chatenet avait signé le manifeste du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe de son seul titre d'ancien président de l'Eurotom.)

(M. Pierre Chatenet, né en 1917 à Paris, est entré au Conseil d'Etat en 1941 et a été, de mai 1959 à mai 1961, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Debré. Il a successivement présidé la commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), de 1962 à 1967, puis la COB (Commission des opérations de Bourse), d'octobre 1967 à janvier 1973. En février 1968, qu'il a été nommé membre du Conseil constitutionnel par M. Giscard-Deleury, alors président de l'Assemblée nationale. Son mandat de neuf ans arrive donc à expiration au début de 1977.)

M. Louis Mermas, membre du secrétariat du parti socialiste, député de l'Isère, prenant la parole à Oullins (Rhône) le 6 février, a déclaré :

« Il serait utopique de penser que nous pourrions construire un îlot socialiste dans la seule France. La construction d'une société de type nouveau n'est possible qu'à l'échelle de l'Europe. Nous situons de plus en plus notre combat sur le plan de l'Europe occidentale. Voilà qui retire beaucoup d'attrait à ce qu'il faut déjà appeler l'« ennemi » européen. La controverse constitutionnelle suscitée par la prochaine mise en œuvre de l'article 138 du traité de Rome, relatif à l'élection du Parlement européen ou sur l'usage universel direct, risque de conduire le Conseil constitutionnel à se prononcer à ce sujet selon l'une des procédures prévues aux articles 54 et 61 de la Constitution. »

Le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche estime

A LA VEILLE DE SES « JOURNÉES ROYALISTES »

Scission à la Nouvelle Action française

La Nouvelle Action française, qui organise, samedi 7 et dimanche 8 février deux « Journées royalistes » à Versailles, est en train de connaître sa première scission.

Depuis plusieurs mois, des critiques de plus en plus vives étaient adressées à la direction parisienne du mouvement monarchiste par un certain nombre de militants de province, au premier rang desquels ceux de la fédération de l'Isère et d'Indre-et-Loire. Ceux-ci reprochaient au comité directeur de la NAF à la fois certains aspects de ses analyses politiques et sa gestion.

L'orientation du mouvement, de plus en plus marquée à gauche, et les opérations de séduction lancées par ses dirigeants en direction de quelques personnalités ou petits mouvements (dont les gaullistes d'opposition) semblent avoir provoqué l'agacement, puis l'exaspération de certains cadres régionaux. L'équipe de M. Bertrand Renouvin est surtout accusée de ne proposer aucune stratégie, de sacrifier la préparation de la prise du pouvoir à l'initiative qu'on soit la perspective, — à des débats purement intellectuels, voire métaphysiques, et de ne plus jamais consulter « la base ».

C'est ce qui explique, selon les mécontents, que le nombre des militants de la NAF ait sensiblement régressé depuis le lancement du

mouvement, en mars 1971, par de jeunes éléments de la Restauration nationale qui jugeaient la « vieille maison » trop conservatrice. Ces militants, selon un document interne en date du 20 décembre dernier, ne seraient plus que trois cents environ, et les abonnés aux différents publications moins de mille.

M. Yvan Aumont, directeur général de la NAF, a prononcé la dissolution des fédérations ou sections qui avaient manifesté leur hostilité, et que M. Gérard Leclerc, membre du comité directeur, avait mises en garde par circulaire. Depuis, des « comités d'initiative pour un débat royaliste » ont été constitués par les militants exclus, qui ont refusé de se réinsérer individuellement à la NAF et de renoncer à leur tendance, comme il leur était proposé. Ces comités se sont déjà réunis à Paris, Toulouse, Nice, Grenoble, Tours, Aix-en-Provence et Besançon. Ils ont déjà pris ou repris certains contacts avec la Restauration nationale et la Fédération des unions royalistes de France. Mais certains de leurs nouveaux membres n'ont pas rompu officiellement avec la Nouvelle Action française.

Les journées que cette dernière organise à Versailles comprendront, comme celles de l'an dernier à Ruil-Malmaison (le Monde du 29 janvier 1975) des « forums » et des débats ouverts à des personnalités non monarchistes. L'importance du public et la tonalité des discussions devraient permettre de prendre une première mesure de l'initiative de ceux qui assurent l'incarnement, en paraphrasant la célèbre formule de Maurras, « la NAF réelle contre la NAF légale ». — B. B.

★ Nouvelle Action française, 17, rue des Fêtes-Champs, 95002 Paris.
★ Comités d'initiative royaliste, C.O.I.F., 41, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble.

Une délégation du Mouvement des radicaux de gauche, conduite par M. Robert Fabre, s'est rendue jeudi 5 février à Helsinki pour quatre jours, à l'invitation du Parti du centre finlandais, afin d'assister à la conférence internationale des partis du centre, libéraux, agrariens et radicaux qui se tient dans cette ville.

Un studio bien situé c'est de l'argent bien placé.

73 avenue des Ternes, vous êtes à 900 mètres des Champs-Élysées et du Bois de Boulogne. Dans un quartier aussi privilégié, cette résidence, qui comporte appartements (2 à 6 pièces) et studios, ne peut être que « résidentielle ». Le prix des studios ? Deux exemples.

Au 3^e étage, sur l'avenue, 32 m², 213.000 F.
Au 5^e étage, sur les jardins intérieurs, 31 m² plus 4,5 m² de balcon, 247.000 F. (parkings non compris). Jugez vous-même, compte-tenu du haut niveau d'équipement de ces studios et de la qualité de l'immeuble (Profil « Qualité »).

73 av. des Ternes Paris 17^e

Prix fermes et définitifs.
Livraison juillet 1976.

Renseignements et vente sur place, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 heures, samedi et dimanche



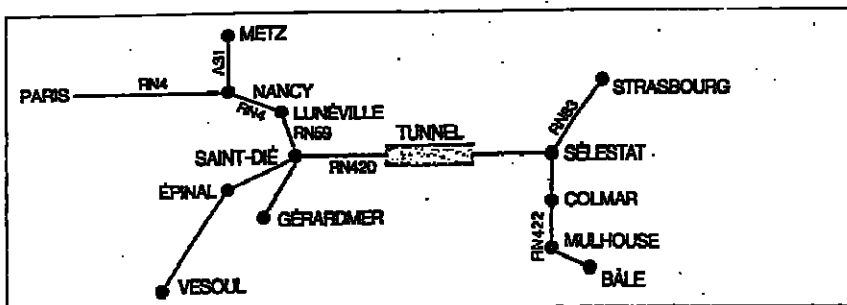
de 10 à 19 heures. Ou, GEFIC, 52 Champs-Élysées Paris 8^e. Tél. 256.98.98.

Une réalisation SERDI.

RAPIDE, SÛR, ÉCONOMIQUE

Trois qualités essentielles du Tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines. Cette nouvelle voie de communication entre la Lorraine et l'Alsace, qui sera mise en service le samedi 7 février à midi, va permettre aux usagers de traverser rapidement et avec le maximum de sécurité le massif vosgien. Autre avantage évident de cette réalisation : une économie appréciable des coûts de transport pour les entreprises, et, pour les particuliers, une réduction sensible de leur consommation d'essence. Le Tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines : une chance nouvelle pour l'Est de la France.

VOSGES TUNNEL DE STE MARIE ALSACE



QUELQUES JOURS
SKI
SOLDES
HILLY'S
20 bis rue de Chartres
NEUILLY
Rayon équitation supprimé.
Prix sacrifiés.



MICHEL BONGRAND S.A.
vient de s'installer
17, Avenue Hoche

On peut se demander pourquoi

Parce que l'avenue Hoche est une prestigieuse avenue qui, descendant de l'Etoile, atteint le Parc Monceau dont les allées tranquilles, la verdure et les arbres majestueux en font l'un des derniers refuges de la nature dans notre capitale.

Mais aussi parce que l'avenue Hoche est une avenue large et aérée où il est facile de stationner, déjà choisie par des Compagnies d'Assurances, des banques, les plus grands Syndicats professionnels et... l'Ambassade du Japon.

On y trouve aussi...

Des Organisateurs-Conseils, un studio d'enregistrement, le meilleur « club cinéma » de Paris et ses salles de projections, un bureau de tabac et même un magasin de jouets, quelques publicitaires, de nombreuses sociétés industrielles ou commerciales parmi lesquelles plusieurs sociétés d'informatique, une société de distribution de grandes marques, un hôtel 4 étoiles luxe et plusieurs fleuristes.

Il y a encore avenue Hoche une agence de voyage et un grand « Audit International », une église anglaise et même la Fédération Française de Bridge...

Et pourtant, tout cela ne se voit pas

Car la plupart des immeubles sont occupés bourgeoisement par des personnalités du Tout-Paris dont le nom se retrouve dans le Who's Who et dans le Botin Mondain. Faisons encore une mention pour les professions libérales : beaucoup de médecins, beaucoup d'avocats. C'est ce qui fait le charme de nos bureaux. Nous ne vivons pas au milieu de tous ni dans un univers de béton mais dans le Paris confortable et discret, le Paris de toujours, d'hier et de demain qui reste (et restera) agréable à vivre.

Pourquoi au 17?

Parce que c'est un immeuble moderne, sobre et luxueux à la fois, moins cher qu'ailleurs parce que pas un mètre carré n'y est perdu et que le représentant du propriétaire - un Ecossais - est charmant (c'est si rare de nos jours pour un propriétaire), et que l'aspect fonctionnel de l'immeuble s'inscrit admirablement dans le prestige de l'environnement.

Pourquoi le dire?

D'abord, franchement, pour vous annoncer notre changement d'adresse en espérant que vous le remarquerez, ensuite pour que vous sachiez qu'il reste au-dessus et au-dessous de nous quelques étages à louer à des gens de qualité qui, comme nous, savent qu'on peut mieux travailler dans une meilleure ambiance : mais aussi parce que nous sommes avant tout des conseils en communication et que nous croyons que « la façon de dire », ça compte, et que nous demandons même des honoraires pour cela...

De la communication politique au marketing de profit collectif ou à la valorisation de votre image, notre devise est simple :

Savoir faire savoir

MICHEL BONGRAND S.A.
17, Avenue Hoche
75008 PARIS Tél. : 260.35.66

W.J. SMITH a ses bureaux dans notre immeuble, au 7^e étage.

POLITIQUE

LES TRAVAUX DU XXII^e CONGRÈS

M. Vieuquet exalte les vertus

Le 7 janvier, au cours de l'émission d'Antenne 2 « C'est à dire », M. Georges Marchais avait délibérément choisi de relancer la discussion au sein des cellules communistes en proposant l'abandon de la notion de dictature du prolétariat. A cette occasion, il avait aussi lancé un appel aux délégués au vingt-deuxième congrès pour que la discussion y soit animée. Sur ce dernier point, le secrétaire général n'a pas été entendu. Les délégués, qui se succèdent à la tribune, maintiennent pratiquement intactes les traditions oratoires du parti et s'efforcent, soit d'illustrer la vie de leur section ou de leur fédération, soit de justifier l'infléxibilité de la direction du parti tendant à rompre avec la dictature du prolétariat.

Tout au plus, au fil des interventions, a-t-on la confirmation qu'une minorité de militants communistes n'est pas encore convaincue du bien-fondé de cette révision doctrinale. Les orateurs évoquent ceux des camarades qui hésitent, mais aucun d'entre eux, jusqu'à présent, n'a eu l'occasion de venir défendre son point de vue à la tribune.

An Palais des sports de Saint-Ouen, jeudi, les délégués au vingt-deuxième congrès poursuivent le débat engagé après la présentation du rapport de M. Marchais. Après une suspension de séance, M. André Lajoinie (Allier), membre du comité central, souligne les possibilités actuelles d'union autour de la classe ouvrière des couches non salariées, à commencer par les agriculteurs, « victimes d'une exploitation gigantesque et de plus en plus spoliées, donc intéressées objectivement à la transformation pour laquelle combat la classe ouvrière ». Les paysans, affirme-t-il, devront être étroitement associés à la direction de la société socialiste.

Le concept de dictature du prolétariat ne correspond donc plus à la situation actuelle, même si la classe ouvrière demeure l'avant-garde. Reconnaissant ensuite qu'il existe des divergences « avec les camarades soviétiques », il déclare : « La lutte contre les adversaires du socialisme doit être politique et non s'effectuer par des mesures administratives ou de répression d'opinions divergentes. Il faut aller aux masses et les gagner à nos aspirations. » M. Robert Peschanski (Ain), physicien au CERN, ancien élève de l'École polytechnique, consacre son exposé à la lutte du parti dans les régions frontalières dans le secteur de la recherche fondamentale. Pour lui, « le concept de dictature du prolétariat est une notion dépassée dans sa forme et dans son fond ». « J'ai senti une fois de plus le marxisme dans la génération des jeunes chercheurs », conclut-il.

Mlle Janine Jambu (Hauts-de-Seine) explique que, si la dictature du prolétariat était « la juste forme du nouveau socialisme dans la Russie de 1917, il est nécessaire dans la France contemporaine de constituer un rassemblement majoritaire et donc de rompre avec cette notion ». M. François Ellism (Yvelines), membre du Comité central, note qu'aucun parti socialiste n'a construit le socialisme. Partout où ils sont au pouvoir, ils se sont contentés de gérer le capitalisme, expliquant à l'occasion qu'il faut « démanteler la question de l'Etat » poursuit M. Ellism. « Il demeure un organisme de domination des classes, mais ce n'est plus l'Etat bourgeois du dix-neuvième siècle qu'avaient sous les yeux Marx et Engels. » Il explique que le capitalisme est devenu « le capitalisme monopolistique d'Etat », ce qui pose de nouveaux problèmes. « Le processus révolutionnaire sera le fait d'une série de changements qualitatifs », conclut-il, en soulignant qu'il n'y a aucune place pour la naïveté dans la stratégie du P.C.F.

Il s'agit là d'une conséquence naturelle du centralisme démocratique. Le maintien de la dictature du prolétariat n'ayant été voté par aucune fédération départementale, il est normal qu'aucun délégué n'ait été désigné pour plaider sa survie. L'ensemble du système d'organisation communiste tend en effet à toujours dégager une opinion commune, à éviter à tout prix la cristallisation de tendances. En conséquence, les débats les plus vifs, les plus ouverts ont lieu à la base, dans les cellules ; plus on s'élève dans l'organisation plus une opinion moyenne doit commencer à se dégager qui s'exprime enfin unanimement au congrès et qui, dès ce moment, doit être respectée par tous, même ceux que la discussion préparatoire n'a pas convaincus. C'est ce qu'a longuement rappelé, jusqu'à 5 heures, M. André Vieuquet, membre du secrétariat, en exaltant les vertus du centralisme démocratique.

Ce raisonnement est exact pour une question comme celle de l'abandon de la dictature du prolétariat, mais qu'en est-il du débat

M. Guy Poussy (Val-de-Marne) estime que « les libertés deviennent insupportables la droite ». Il dénonce notamment le découpage cantonal dans son département et accuse le parti socialiste d'avoir cautionné ce « truisme », puisqu'il s'est abstenu au conseil général.

Jean-Louis Lemaire (Essonne), souligne le rôle prépondérant de la classe ouvrière. Après avoir reconnu que « la notion de dictature du prolétariat avait été, pendant des décennies, l'un des points principaux sur lesquels s'était fait le dialogue avec le réformisme », il estime nécessaire de tenir compte « d'une réalité sociologique et politique nouvelle, de rapports de forces nouveaux. Le passage au socialisme est désormais possible sans recours à la dictature du prolétariat. Mais la classe ouvrière doit continuer de jouer son rôle de moteur et de P.C.F. celui d'avant-garde ».

M. André Demichel (Rhône), avocat, professeur de droit constitutionnel, exprime certaines interrogations de militants : « Les travailleurs ne risquent-ils pas d'être déborder par la contre-offensive de la bourgeoisie ? N'aurions-nous pas été accusés d'infidélité à la doctrine du marxisme scientifique ? » Il nie que la position du parti s'apparente à « une rupture brutale, à une

volte-face, à un virage à cent quatre-vingts degrés ». Il dénonce « les opérations idéologiques qui consistent à tazer le parti de mauvaise foi, à l'accuser de sombrer dans l'électoralisme et à affirmer qu'il a été contraint d'échouer, donc de capituler ». Puis il ajoute : « Notre démarche, elle est d'abord dialectique (nous prenons en compte une situation où le prolétariat n'est plus seul) ; elle est ensuite révolutionnaire, car elle implique la lutte révolutionnaire des masses à chaque étape. Ce n'est pas de l'électoralisme. Notre détermination des libertés s'inscrit dans cette ligne. Nous voulons non pas contraindre mais convaincre. Nous voulons déclencher un phénomène majoritaire notamment grâce à la liberté intellectuelle. Nous ne voulons pas de pressions mais une conviction. Chez nous, conclut-il, tout le monde est à égalité ; notre stratégie est élaborée démocratiquement. »

M. Paul Laurent, député de Paris, membre du secrétariat, salue les quatre-vingt-huit partis communistes et mouvements nationaux et démocratiques présents à Saint-Ouen. Il note que jamais encore un congrès du parti communiste français n'avait été suivi par autant de délégations étrangères. Ces délégations prendront d'ailleurs la parole vendredi soir

LA « PRAVDA » PUBLIE UN COMPTE RENDU EXPURGÉ DU RAPPORT DE M. MARCHAIS

Après vingt-quatre heures d'attente, la Pravda de ce vendredi 6 février publie un compte rendu du rapport présenté par M. Georges Marchais à l'ouverture du congrès du P.C.F. Le compte rendu de la Pravda, qui est rédigé au style indirect, occupe presque une page du journal. Le compte rendu est expurgé des critiques adressées à l'U.R.S.S. Le long développement consacré par M. Marchais à la dictature du prolétariat est également passé sous silence. La Pravda écrit seulement à ce sujet : « Il (Georges Marchais) a dit que le pouvoir qui dirigera les transformations socialistes de la société sera le pouvoir de la classe ouvrière et des autres catégories de travailleurs manuels et intellectuels, de la ville et de la campagne, c'est-à-dire de la majorité écrasante du peuple. »

Les partis est-allemand et roumain réaffirment leur fidélité à la dictature du prolétariat

De notre correspondant

correspondant aux conditions françaises, les communistes français se proposent de tenir compte des expériences fondamentales ouvrières de la dictature du prolétariat.

Deux autres prises de position méritent d'être mentionnées : bien qu'étant sans rapport apparent avec les travaux du P.C.F., elles ont coïncidé trop exactement avec leur début pour ne pas suggérer un rapprochement. La première est un éditorial paru le 4 février dans Neues Deutschland, organe du parti socialiste unifié (S.E.D.) est-allemand. La seconde émane de M. Ceausescu, secrétaire général du P.C. roumain, dans un discours devant le premier congrès des conseils populaires de son pays. L'une et l'autre ont trait à l'importance de la notion de dictature du prolétariat et sont formulées en des termes analogues. Neues Deutschland écrit : « Cela doit être souligné, car c'est l'une des bases théoriques de l'édification de la bourgeoisie-que d'opposer la démocratie à la dictature du prolétariat. Or la véritable opposition existe entre le pouvoir

de la classe ouvrière et le pouvoir de la bourgeoisie, la démocratie bourgeoise et la dictature du grand capital, c'est-à-dire de la domination de la minorité sur la majorité. Le pouvoir de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat, est profondément démocratique. Elle est, comme Lénine l'a montré, la forme la plus élevée de la démocratie. »

Pour sa part, M. Ceausescu, après s'en être pris aux tenants d'une « prétendue démocratie pure », a rompu des lances avec ceux qui, tout en plaçant pour un nouveau développement de la société et des relations internationales, se déclarent contre la participation des partis communistes au gouvernement ou à d'autres instances étatiques. A l'évidence, cette attaque du dirigeant roumain constitue une riposte à de récentes déclarations de M. Kissinger, critiquées dans le même discours, de façon encore plus directe et très inhabituelle à Bucarest, à la suite du veto opposé par les Etats-Unis, au Conseil de sécurité, à la résolution sur le Proche-Orient.

MANUEL LUCBERT.

La lutte contre l'antisoviétisme ne peut être le critère de l'internationalisme

écrit un hebdomadaire du P.C. italien.

Dans un article publié dans Rinascita, l'hebdomadaire théorique du parti communiste italien, M. Antonio Rubbi, l'un des responsables de la section internationale du P.C.I., critique assez vivement les thèses qui avaient été défendues par la Pravda du 4 janvier dernier (la Pravda datée 25-26 janvier) par M. Koriouov. Cet idéologue soviétique, critiquant implicitement certains dirigeants communistes occidentaux, avait notamment affirmé que l'anticommunisme s'identifiait à l'antisoviétisme, et que la lutte contre l'antisoviétisme constituait l'essentiel de l'internationalisme prolétarien.

Faisant référence à la préparation de la conférence des partis communistes européens — préparation qui est « particulièrement laborieuse » — M. Rubbi affirme notamment, à propos de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme : « Notre désaccord (avec le P.C. soviétique) est explicite, et il faut le dire clairement. Une bataille déterminée contre l'anticommunisme et l'antisoviétisme ne peut pas avoir lieu si l'on ne dispose pas toujours de la possibilité de faire la différence entre ce qui constitue un choix anticommuniste a priori et ce qui est, au contraire, divergence, réserve, à l'égard de nos positions. On ne facilitera nullement la lutte

contre les campagnes hostiles à l'U.R.S.S. ou aux autres pays socialistes, si l'on identifie les attaques de l'impérialisme et de la réaction avec les perplexités, les critiques dues à certains aspects, certains choix spécifiques ou certains choix fondamentaux des pays socialistes. »

A propos des rapports entre l'internationalisme prolétarien et la lutte contre l'antisoviétisme, M. Rubbi écrit d'autre part : « Si l'on accepte ce critère (celui de la lutte contre l'antisoviétisme) comme l'expression de l'internationalisme, on se trouve dans une position d'opportunisme, et l'on renonce à apporter dans la bataille internationale la contribution spécifique et particulière de l'ensemble des expériences du mouvement ouvrier et des partis communistes. »

Toujours selon M. Rubbi, « l'appel nationaliste à servir le rang et à recréer la conception du parti guidé ou à l'encontre de la ligne déjà définie dans le document de la lutte contre les partis communistes européens ».

[Rappelons que ce document, qui compte vingt-quatre pages, est déjà entièrement rédigé, mais que certains points — notamment la Ligue des communistes yougoslaves — ont encore des objections. On croit savoir que les deux sujets traités par M. Rubbi sont au nombre des problèmes non encore résolus.]

HAMMOND
Un orgue électronique
avec 1 800 F au comptant

LA FAYETTE ELECTRONIC
220, rue Lafayette Paris 10
Tél. : 205.61.67

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

**TRÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS**

LIVRAISON
TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU
DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente :
37, av. de la République
PARIS XI^e • Tél. 357.46.35
METRO PARMENTIER

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

POLITIQUE

DU PARTI COMMUNISTE

sur le centralisme démocratique

sur la morale ? Certaines fédérations ont en effet été mandatées pour modifier le projet de résolution élaboré par le comité central. Or ce sujet semble, pour l'instant, ignoré. M. Georges Marchais n'a pas eu un mot dans son rapport sur une question qui a pourtant soulevé des débats importants au sein de son parti. Aucun des orateurs n'a, durant les deux premières journées du congrès, relancé le débat sur ce point, et les deux premiers qui s'y sont risqués, le troisième pour (vendredi matin) ont approuvé le contenu du projet de résolution. L'évocation de cette question a d'ailleurs fait frémir le congrès.

Recevant jeudi les journalistes, le secrétaire général du P.C.F. a d'ailleurs laissé entendre que sur les problèmes de morale la position de sa formation n'est pas encore suffisamment élaborée. Et puisqu'il n'y a pas de position commune, la solution retenue semble être de repousser à plus tard cette discussion. L'essentiel, aux yeux de la direction du P.C.F., reste toujours de mettre en avant l'unité du parti.

au cours d'une série de meetings dans la banlieue parisienne et en province. Dans son allocution, M. Paul Laurent rappelle que l'internationalisme est l'une des bases du mouvement communiste et que le P.C.F. pour sa part n'y a jamais failli. Il ajoute : « Notre lutte en France pour des changements démocratiques profonds affronte un pouvoir réactionnaire qui tourne le dos à l'intérêt du peuple et de la nation pour assurer le profit des monopoles capitalistes, un pouvoir réactionnaire qui cherche un recours contre son propre peuple dans une « sainte alliance » atlantique. Un pouvoir réactionnaire se plaçant au premier rang de l'entreprise dirigée contre le peuple qui aspirent légitimement à leur pleine souveraineté politique et économique. »

M. BILLOUX : nous ne changeons pas de maison.

M. François Billoux, député des Bouches-du-Rhône, membre du bureau politique, explique qu'il est nécessaire d'abandonner la notion de dictature du prolétariat, premièrement, parce que la situation internationale et française fait que cette notion ne correspond plus à une nécessité mais « deviendrait un frein » ; deuxièmement, parce que l'abandon de cette thèse montre que le P.C.F. est capable de se saisir d'une situation nouvelle et donne à la population « de nouveaux moyens d'aller de l'avant ». M. Billoux souligne que l'on peut comprendre qu'un certain nombre de communistes s'interrogent sur le bien-fondé de cette décision. Il ajoute : « Le parti socialiste dit que nous nous rallions à ses positions sur ce point. Mais nous ne nous en sommes pas occupés aujourd'hui. Si, en 1920, ne s'étaient pas créés les partis communistes ? Ou en sections nous restés si la classe ouvrière était encore sous l'influence du réformisme des partis socialistes ? C'est parce que nous nous sommes prononcés il y a cinquante-cinq ans pour la dictature du prolétariat que nous pouvons dire aujourd'hui qu'elle ne correspond plus à la situation. Nous ne changeons pas de maison. »

Après avoir souligné que le P.C.F. est bénéficiaire « des grands succès des pays socialistes », il note que le parti communiste n'opère aucun « retrait » ou « repli », mais au contraire « un pas considérable en avant, réfléchi et audacieux ».

Mme Francette Lazard (Paris), membre du comité central, explique que c'est parce que le socialisme devient un objectif politique concret que les communistes prennent toute la mesure de son contenu libérateur. « Nous sommes en train de franchir une étape décisive dans l'opinion », déclare-t-elle. Notre lutte pour la liberté est intégrée à la lutte de classes contre le pouvoir du capital. »

Après avoir souligné la cohérence des positions du parti dans tous les domaines, Mme Lazard conclut : « De même que c'est faire acte de révolutionnaire consentir que d'être toujours avec les peuples qui se battent pour les libertés, c'est également faire acte de révolutionnaire consentir que d'émettre une opinion critique quand il y a des divergences. »

M. Paul Boccard (Somme), membre du comité central, explique que le programme commun permettra, « à condition d'être appliqué résolument », de créer une démocratie politique et économique ouvrant la voie au socialisme. Il explique que le parti communiste doit contribuer au déploiement d'une contre-offensive des travailleurs sur le terrain de la morale. »

rain même de l'adversaire, et qu'il a déjà réalisé cette opération sur le terrain de l'efficacité économique et sur celui des libertés. Il reproche aux « commentateurs anti-communistes » de la réaction comme ceux du parti socialiste, de dire que, en matière de liberté, le parti communiste agit sous la contrainte. M. Alain Théroux (Oise-d'Or) aborde le problème des libertés, « domaine dans lequel les communistes ont fait preuve, justement, d'un certain courage d'infirmité ». « Une conception plutôt étroite », il affirme qu'en la matière « le P.C. n'a pas de leçon à recevoir du régime de M. Giscard d'Estaing ». « Les services extérieurs et les ministères collent à nos militants, précise-t-il, avant de regretter les silences de nos alliés sur les libertés aux libertés dans les pays dirigés par leurs partis. » Pour nous, affirme-t-il, la défense des libertés est une question de principe. »

M. Maurice Verdier (Hérault) constate que « les militants ont pu déceler le feu de l'action la justesse de la politique du parti ». « Ce matin, déclare-t-il, le tocsin a sonné dans mon département appelant les égarés à manifester et à rejoindre les travailleurs en grève, faisant ainsi échec à la volonté des pouvoirs de morceler le mécontentement. Le P.S. lui-même, en géant la crise au niveau régional a contribué à freiner l'action de masse. Mais, l'idée du « nous ensemble contre le pouvoir », idée avancée par le parti à l'insu de la majorité », M. André Vieugnot, membre du secrétariat, note que la progression du parti est « sans précédent depuis trente ans » et qu'elle s'est accélérée chaque année depuis le XX^e congrès en décembre 1972. En ce qui concerne les nouveaux adhérents, il souligne que la proportion des femmes s'élève, encore trop lentement, au-dessus de 30 %. Puis M. Vieugnot déclare : « Lorsque l'on relit les interventions des délégués des fédérations au congrès de Tours, en 1920, on est frappé par l'exigence si fortement exprimée de la mise en accord des paroles et des actes. Les militants socialistes, douze fois les engagements pris avant 1914, souhaitent que, dorénavant, dans les décisions prises tout le monde les applique. L'adoption des principes du centralisme démocratique par la majorité qui donnera naissance au parti communiste correspond à cette exigence. Or, l'application de ces principes ne se fit pas sans difficulté. Au cours de son histoire, le parti communiste a dû combattre des idées fausses, des idées de droite et de gauche, notamment à propos des droits et des devoirs des membres et des organisations du parti. Il a dû combattre les idées anarchistes, les idées de mépris de l'association, du rôle des organismes et des dirigeants élus. Il a rejeté l'organisation des tendances. Chacun peut voir ce qui se passe dans les formations où les tendances sont organisées. Elles fient les idées autour des personnalités. Elles deviennent le plus souvent des moyens de manœuvre entre groupes rivaux de personnes. Elles désagrègent la mise en application de décisions qui ne sont majoritaires parfois qu'au prix d'arrangements, de compromis. La discussion sur la base de notions de tendances ne peut pas être animée avec l'unique souci d'assurer la primauté des intérêts du mouvement ouvrier et démocratique. »

L'orateur explique ensuite en détail en quoi consistent les principes de fonctionnement du centralisme démocratique. « Lorsque la discussion est terminée, les décisions prises sont appliquées par tous, souligne-t-il. Si les camarades ont un point de vue mis en minorité, ils ont le droit de conserver leur opinion, mais ils ont le devoir d'appliquer les décisions prises par la majorité. L'organisation et l'activité de fraction sont interdites parce qu'elles sont incompatibles avec l'unité du parti et l'efficacité de son action. Avec les communistes, dont l'action est fidèle aux engagements pris, fidèle aux idées conscientes, les Français et les Françaises ne risquent jamais d'être trompés. Aucune autre formation politique en France n'a pu encore donner de telles assurances. »

Après avoir vanté la désignation démocratique des dirigeants du parti, M. Vieugnot ajoute : « Nous ne faisons pas de lancement par la publicité et nous nous honorons de ne recevoir jamais de

C'est pourquoi l'exposé de M. Vieugnot, qui prenait parfois le ton d'une conférence d'éducation pour jeunes militants, peut être tenu, d'une certaine manière, pour un appel à la discipline à l'intention de ceux qui pourraient être tentés de prolonger publiquement au-delà du congrès les discussions, ou qui chercheraient à se regrouper par affinités au sein du P.C.F. Dans sa dénonciation des tendances, M. Vieugnot était, il est vrai servi par l'exemple souvent caricatural qu'offre dans ce domaine le parti socialiste. Il n'en reste pas moins que le centralisme démocratique tel qu'il est vécu aujourd'hui encore au sein du P.C.F., est un régime hybride qui tient au moins autant de l'héritage d'unanimisme venant de la période stalinienne que des conceptions légitimes d'origine. Au sein du parti bolchevique des lendemains de la révolution, l'existence de textes minoritaires et de courants différents qui s'affrontaient lors des congrès, était la règle. M. Georges Marchais, même s'il souhaite des débats plus animés, n'est pas encore prêt à renouer avec cette tradition.

THIERRY PFISTER.

« label » gouvernemental sur la « qualité » de notre opposition. M. Jean-Pierre Vais (Somme) dénonce le chômage dans la jeunesse, mais aussi la surexploitation et la répression dont est victime selon lui cette catégorie d'âge. M. Diarra Bassina (Seine-Saint-Denis), qui est lui-même un travailleur immigré, évoque les problèmes propres à cette catégorie de la population. Il dénonce les expulsions dont sont victimes les travailleurs immigrés sans travail depuis trois mois, et la discrimination raciale dont ils sont victimes dans la vie courante. »

« Nous sommes partis intégrés de la classe ouvrière française », a-t-il déclaré, avant d'évoquer la politique gouvernementale en matière d'immigration. « Les paroles et les promesses ne suffisent pas, explique-t-il, il faut passer aux actes. » Puis il évoque la lutte des travailleurs immigrés dans les foyers d'immigrés et reproche en particulier aux gauchistes, qui, note-t-il, ont souvent le soutien de la C.F.D.T., d'attaquer à cette occasion le parti communiste et la C.G.T.

Mme VAILLANT-COUTURIER : comme dans la Résistance.

Vendredi matin, Mme Madeleine Jodeau (Sarthe) traite des problèmes agricoles et des difficultés rencontrées dans ce secteur où l'on ressent un profond mécontentement : « La peur du socialisme, associé au collectivisme, existe encore dans nos campagnes, reconnaît-elle, mais si la politique pénètre difficilement dans la milieu rural, les militants communistes ont travaillé dans les discussions et de progresser. »

M. Marcel Rigout (Haute-Vienne), député, souligne la nécessité de « gagner la paysannerie » en montrant qu'elle a une politique actuelle du pouvoir sacrifié ce secteur. Évoquant « les espoirs brisés, les illusions recules, il affirme que la gauche communiste doit saisir la grande chance de l'agriculture, mais au contraire une machine de guerre contre elle ; on s'assoit sur les principes, on ouvre nos frontières aux produits étrangers, et le traité de Rome devient un chiffon de papier ». Il annonce que le parti communiste présen-

tera mercredi à la presse une proposition de loi cadre visant à sauvegarder et à développer l'agriculture française, texte qu'il vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale, et il conclut : « A la campagne nous avons fait reculer l'anticommunisme ; nous faisons moins peur ; nos propositions collent à la situation et suscitent l'intérêt. »

M. Albert Stefanini (Haute-Corse) décrit la situation économique de son département et le mécontentement qui en résulte. « Le pouvoir des milliardaires, affirme-t-il, refuse d'entendre le cri de colère et de souffrance qui monte de la terre corse. Le seul moyen d'apaisement, précise-t-il, c'est la démission de Fontaninacci (applaudissements des délégués). Notamment à créer un climat propice au développement et à l'aventurisme des commandos armés. »

Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier (Val-de-Marne), ancien député, membre du comité central, attire l'attention sur l'extension, dans tous les domaines, de la République fédérale allemande, « partenaire privilégié du pouvoir giscardien ». Elle évoque notamment la progression des achats de terre en France par des Allemands de l'Ouest. Puis elle dénonce l'éventuelle levée de l'interdiction faite à l'industrie allemande d'exporter des armes vers des pays autres que ceux du pacte atlantique. Elle partage l'opinion selon laquelle une telle décision déboucherait sur la revendication thermomètre. Elle élargit le retour de von Braun, « père des V1 et des V2 », dans sa patrie d'origine. Elle dénonce la corruption de la démocratie prise en compte par le S.P.D. (parti social-démocrate), « responsable de la chasse aux sorcières à laquelle on assiste actuellement en R.F.A. Elle réaffirme l'opposition de son parti à une défense européenne commune, « défense dont nous ne voulons à aucun prix » (applaudissements). « Dans ce combat, conclut-elle, comme dans la Résistance, nous nous retrouvons avec beaucoup d'autres. Face à ce danger contre l'indépendance nationale, il est possible de nous unir dans un vaste rassemblement. »

Le congrès procède ensuite à l'élection de la commission des candidatures.

LE P.S.U. DÉCLARE ÊTRE PRÉSENT DANS NEUF CENT CINQUANTE ENTREPRISES

Une brève récapitulation des structures organisées des partis dans les entreprises a été publiée dans « le Monde » du 6 février. Il y manquait un paragraphe concernant le P.S.U. Depuis le congrès de Dijon, en 1969, déclare M. Michel Mouel, membre du secrétariat national, le P.S.U. a mis sur pied 51 sections d'entreprise, 316 groupes en cellules et 220 groupes interentreprises. Cela représente une présence politique dans 950 entreprises et 5 000 adhérents sur les 10 000 qu'annonce le P.S.U.

D'autre part, en ce qui concerne l'organisation au bureau politique à laquelle appartient M. Krivine, il fallait lire Ligue communiste révolutionnaire et non Ligue ouvrière.

La règle d'une bonne vision : P.M.V.

P : La prescription : Établie par votre médecin ophtalmologiste. M : La monture : A chaque visage son style. A chaque style son type de lunettes. Les spécialistes LEROY vous aideront à choisir le votre parmi les modèles 76 qu'ils ont sélectionnés pour vous.

V : Les verres : Votre vue a ses exigences que LEROY peut satisfaire. Quelles que soient votre vision, vos raisons de porter des verres, LEROY saura vous conseiller.

Grands champs - ultra-light - incassables - multifoyers... en plus d'une gamme complète de ces verres, LEROY vous propose aussi son exclusivité : le Studio 76. Départements : Lentilles de Contact, Appareils et Lunettes Auditives. 9 succursales à Paris. Réseau international de correspondants.

LEROY OPTICIEN, 106 CHAMPS-ÉLYSÉES, 27 bd St-Michel - 127 lg St-Antoine - 18 bd Haussmann - 30 bd Barbès

M. MITTERRAND : la position de M. Chirac s'affaiblit.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a réaffirmé, au micro de France-Inter, jeudi 5 février, que les institutions actuelles ne font pas du président de la République un arbitre, mais le chef de la majorité. Il a ajouté : « Quand il y a une difficulté grave, bien entendu, il faut que les deux parties de la France — s'il s'agit de l'intérêt national — soient en mesure de faire passer cet intérêt national avant tout autre chose. Mais, au moment où le président de la République doit se mettre dans son rôle, c'est-à-dire considérer qu'il a, devant lui ou à côté de lui — pour l'instant c'est le cas — la moitié des Français qui ne se reconnaissent pas dans sa politique et dans ses actes. »

D'autre part, M. Mitterrand décrit ainsi, dans la Croix (numéro daté du 5 février), les relations entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac :

« Actif, rapide, décidé, Chirac a pris l'avantage au début. Giscard a été bloqué dans sa politique régionale, dans sa politique européenne, dans ses projets de réforme électorale. Depuis trois mois, le rapport de forces s'inverse. Cela est dû au fait que Chirac se réclame du gaullisme, et que le gaullisme n'existe plus. La plupart des députés U.D.R. préfèrent garder leurs sièges à l'Assemblée nationale en se soumettant à Giscard plutôt que de pratiquer un culte auquel ils ne croient pas. Chirac sera traité. J'entends déjà Chaban-Delmas lui dire : « C'est bien ton tour. » Bref, sa position s'affaiblit. Mais Chirac est un homme tenace, et qu'il a de l'habileté. Attendons le troisième round. De toute façon, la majorité présidentielle ne s'en tirera pas indemne. »

(Publié)

Neige et Soleil garantis

Hôtel « Le Dahu » *** NN

au pied des pistes. Piscine chauffée. Restaurant d'altitude.

04400 LE SAUZE TEL : (02) 81-05-59

Places disponibles toutes dates

le phénomène stalinien le p.c.f. et les libertés

une interview de

JEAN ELLEINSTEIN

ESPRIT

Février 1976 - 13 F. 19 rue Jacob - 75006 Paris C.C.P. Paris 1154-51

Connaissez-vous mieux actuellement à Courbevoie ?

des appartements à vendre du studio au 6 pièces

de 3300 F à 4200 F le m²

prix fermes et définitifs à la réservation

Face au Centre Commercial Charras et ses 120 boutiques et au Marché couvert.

A proximité du RER, RATP, SNCF. Proche du Pont de Neuilly.

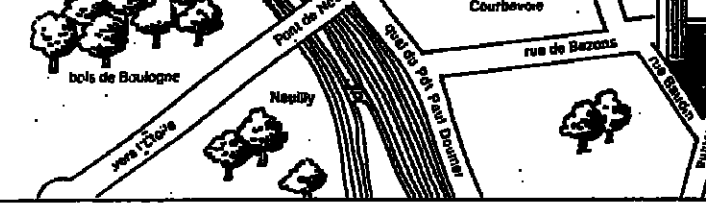
Prêts bancaires, Épargne-logement

Renseignements, bureau de vente

1, rue Baudin, Courbevoie

appartement témoin sur place, tous les jours de 14 h 30 à 18 heures

téléphone 788 23 78



SEMICLE / 766 51 76

Société d'Economie Mixte pour la Construction de Logements Économiques 6, avenue Bertie-Albrecht, Paris 8^e

TRECHÉPÉD SIMMON

CAPELO

ME 00676 MENAGEMENT 208 10 30 ODO

RELIGION

L'ÉGLISE ET LA SEXUALITÉ

Une morale pour notre temps

« La majorité des catholiques ne seront pas fortement impressionnés par le document romain sur la sexualité », estime Marc Oraison, prêtre, médecin et psychologue.

Relatée par France-Soir, cette opinion exprime assez exactement ce qui s'est passé depuis la publication de ce texte. Les arguments invoqués pour réprocher les relations préconjugales, l'homosexualité et la masturbation — une liste bien hétérogène, — ne semblent guère, effectivement, avoir convaincu les chrétiens.

Les sentiments éprouvés, tant par les croyants que par les incroyants, sont très variables : l'indifférence, l'ironie, la colère, la gêne, la honte. Mais aussi l'adhésion globale d'une minorité qui se rejouit chaque fois que Rome s'oppose catégoriquement à l'érotisme.

Les plus embarrassés, ce sont les évêques. Ils l'avaient déjà été lorsque le Vatican avait fait paraître une note sur l'avortement, la veille du débat au Parlement français. Cette fois-ci, ce n'est pas tant l'opportunité qui émeut, que les procédés d'exposition, le côté abrupt du document, l'absence de nuances, son style péremptoire et moralisateur, ses demi-silences sur l'amour — bien qu'il soit dit, furtivement, que le Christ en a fait le « fondement de la vie morale ».

Mais, quant au fond, la hiérarchie se dit globalement d'accord : des normes morales, la nature humaine présente des constantes,

des points de repère irremplaçables et irremplaçables, dont la connaissance conduit au désordre. Soit. Encore qu'il faille se montrer de plus en plus circonspect en la matière. Rien de ce qui est humain n'est immuable. Autre pierre d'achoppement : le mirage entre la « loi naturelle », d'assez mauvaise mémoire, et la vision anthropologique proposée par la Bible. S'il est vrai que le christianisme n'a pas à être une idéologie de quel droit donner des Écritures une interprétation exclusive sur les bases d'une philosophie aristotélicienne tardivement baptisée.

A son habitude, l'Eglise romaine fait état de sa tradition pour substituer son autorité à celle des textes inspirés. Depuis des siècles, elle lit Aristote à travers saint Thomas, et ce qui est plus contestable, à travers la scolastique. Mais de quel droit tire de saint Thomas un point de passage obligé pour les chrétiens du vingtième siècle ? Luther ne se serait vraisemblablement pas séparé du catholicisme si l'Eglise d'alors avait pratiqué le pluralisme philosophique.

Culpabilité

Au reste, l'homme, tel qu'il est décrit dans la Bible, n'est pas incontestable. La philosophie hébraïque n'est pas du domaine de la Révélation, encore qu'elle lui soit inévitablement liée. En christianisme, on doit toujours en revenir à l'Eglise privilégiée à son gré telle ou telle doctrine

philosophique, mais ne devrait s'interdire à aucune.

Devrait-elle provisionnellement l'Evangile avec la culture d'une époque n'est pas une difficulté insurmontable : les acquisitions des sciences humaines ne permettent plus de parler de culpabilité et de sexualité dans les mêmes termes qu'autrefois ; d'autre part, une vue humaniste de l'homme donne la priorité à l'individu sur l'espèce, au bonheur sur l'ascèse, aux joies terrestres sur celles d'une éternité sans contenu imaginable.

Le sexe est au centre de la destinée humaine. Le désir est dans la pensée de chacun avant d'être dans ses entrailles. La tradition de l'Eglise catholique l'a de tout temps pourchassé. Ce n'est pas elle qui invente cette déchirure, cette peur et ce vertige ; mais c'est elle qui en a nourri la hantise, en multipliant plus ou moins arbitrairement les interdits et en brandissant des menaces.

L'Eglise catholique, gouvernée par des célibataires du sexe masculin, a de tout temps associé plaisir sexuel et culpabilité. Certes, elle a fait du mariage un sacrement, mais saint Paul en parle aussi comme d'un remède à la concupiscence, et, d'autre part, elle a magnifié la continence dans des termes outranciers.

N'est-ce pas temps, pour la hiérarchie, de prendre en considération des changements qui s'opèrent sous ses yeux, sans ou contre elle ? Si l'encyclique *Humanae Vitae* n'avait pas interdit — sans succès — l'utilisation des moyens « artificiels » de contraception,

le document d'aujourd'hui n'aurait sans doute pas vu le jour, car, en définitive, la logique est la même. La dissociation systématique de la fécondation et de l'acte sexuel, qu'on le veuille ou non, radicalement transformé les mœurs, et avec elles la conception de la sexualité. Dire, comme dans le passé, que le coït est fondamentalement ordonné à la procréation est de plus en plus irréaliste. Il en a d'ailleurs toujours été plus ou moins ainsi.

Combien de fois, au cours d'une vie d'homme ou de femme, l'acte sexuel est-il accompli en vue de la procréation ? Aujourd'hui, du fait de la science, l'acte sexuel s'ordonne de plus en plus vers le seul plaisir, et, en principe, au bénéfice de l'amour interpersonnel. Faut-il y voir un mal ?

La maîtrise du destin

Le propre de l'homme est d'agir sur sa nature, de lutter contre la maladie, la souffrance et contre l'aveuglement du destin. Devenir le maître de sa fécondité et, partant, libérer l'acte sexuel de la fatalité, est une acquisition majeure. Peut-on faire semblant de l'ignorer et se boucher les yeux devant les conséquences inéluctables que présentent, dans ces conditions, les interdits traditionnels concernant les rapports sexuels hors mariage — puisque le « risque » de l'enfant est pratiquement éliminé ? Ou, au contraire, peut-on soutenir que l'acte sexuel tire sa qualification morale du contrat matrimonial ? La masturbation, lisait-on dans

certaines œuvres chrétiennes, ruine la santé et l'intelligence. Ces menaces, moins « pieux » qu'il n'y paraît, ne sont guère efficaces. Ils sont même nuisibles, car ils engendrent l'anxiété et son cortège de fantasmes. Mais à partir du moment où l'on admet qu'il n'est pas contraire à la nature de « gaspiller la semence » — la nature le fait sans cesse — ou de rechercher le plaisir, pourquoi la masturbation serait-elle immorale ? Ne serait-ce pas plus conforme à la sagesse de dire qu'elle échappe à la plupart du temps à toute connotation morale ? Quand elle se prolonge au-delà de l'adolescence, la masturbation traduit une immaturité affective : celle-ci se guérit éventuellement — ailleurs qu'au confessionnal. Alimenter chez un malade le sentiment de culpabilité, est-ce une bonne action ? Avancer, comme le fait le document romain, que sa responsabilité est « gravement » engagée, est-ce équitable ? Et donc, est-ce moral ?

Que dire de l'homosexualité, dont l'ex-Saint-Office traite curieusement — en trente lignes — entre les relations pré-conjugales et la masturbation ? En s'appuyant sur un texte de saint Paul la déclaration y voit la « triste conséquence d'un refus de Dieu ». Le moins qu'on puisse dire est que, si cela pouvait être vrai du temps de saint Paul, il n'en est plus de même aujourd'hui. Y aurait-il plus d'homosexuels chez les incroyants que chez les croyants ? A dire vrai, aucun savant n'a d'opinion arrêtée sur les causes de l'homosexualité. Mais

cette « pratique » ne peut être dite « contre nature », ainsi que l'Eglise l'a si souvent répété, pour la bonne raison que la sexualité n'est pas liée, dans la nature, à une forme particulière d'activité. Selon le docteur Jean Cohen, il s'agit seulement de « sexualités inhabituelles ». Ne convient-il pas de reconnaître honnêtement que la morale n'a pas grand-chose à dire sur l'homosexualité ? Celle-ci n'est, dans la plupart des cas, ni un péché ni un vice. Au lieu de s'indigner pharisaïquement, les chrétiens se montreraient-ils en renonçant à toute ségrégation et en adoptant une attitude de compréhension et de sympathie.

Normalité et Evangile

Le frère Roger, prêtre de Talsé, a écrit dans un contexte certes très différent : « Pour l'Evangile, il n'y a ni normalité ni anormalité ; il y a des hommes et l'image de Dieu. Pour l'Evangile, il n'y a qu'une norme : celle qui est l'homme par excellence, le Christ ».

L'Evangile, en effet, ne convient-il pas le croyant à réviser ses catégories personnelles, à remonter la pente de ses jugements sommatifs et de ses préjugés, à ne rien « absolutiser » — puisque Dieu seul est absolu — à se méfier en somme de ses « évidences » qui rassurent sans nourrir ni l'esprit ni le cœur.

Le domaine sexuel touche de trop près au mystère central de l'homme pour le réduire à quelques propositions trop simples et trop nettes pour ne pas être suspectes. L'Eglise qui se dit « experte en humanité » aurait-elle tout à gagner à entrer en recherche et à renouveler sa tradition.

Saint François de Sales disait qu'on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre. A lire la déclaration de Rome, l'homme moderne ne trouve pas grand-chose qui le touche personnellement. Si l'Eglise, comme elle s'en fait le devoir, entend rappeler aux chrétiens les vertus de l'ascèse et les mettre en garde contre le relâchement — réel — des mœurs, ce n'est pas en lui tenant ce langage qu'elle y parviendra. Ce serait plutôt en rappelant toutes les dimensions de l'amour humain, la noblesse du corps, et que les choses de l'amour sont trop riches pour être gaspillées dans la médiocrité ou la facilité. La morale ne consiste pas à barrer des routes et à donner mauvaise conscience, mais à proposer les moyens de mieux s'accomplir sans cacher le coût des réussites. Ce ne sont pas les exigences de l'Eglise qui détournent de la religion, mais plutôt des motivations boltoises et des timidités devant les évolutions nécessaires. Pourquoi, par exemple, mettre plus longtemps le Cantique des cantiques sous le boisseau ? Une Eglise qui saurait trouver les mots justes pour célébrer la tendresse et qui oserait proclamer que les joies authentiques ne sont jamais coupables éveillerait l'attention de la masse des jeunes.

HENRI PESQUET.

DEUX MOUVEMENTS CHRÉTIENS : une démarche insuffisante.

Le collège d'animation de l'Action catholique générale des femmes et le collège de gestion de la Vie nouvelle ont écrit récemment sur évêques de France :

Nous regrettons la démarche dogmatique de la Congrégation en jugeant que la répétition mécanique des enseignements traditionnels n'est pas la manière la plus efficace d'être fidèle à la tradition (...).

Nous ne pouvons plus admettre la validité de lois morales immuables inscrites dans la nature humaine et, si nous prenons au sérieux les exigences évangéliques et l'expérience chrétienne, nous ne croyons pas que la Révélation donne des solutions valables à tous les problèmes de moralité sexuelle. De même nous interrogeons-nous sur le sens à donner aujourd'hui à la notion de péché mortel (...).

La pluralité et le dialogue de diverses voix dans l'Eglise ne seraient-ils pas, aujourd'hui, la meilleure manière de vivre notre communion et notre unité dans le Christ, et de promouvoir auprès des hommes et des femmes de notre temps des paroles de liberté et d'espérance ?

CORRESPONDANCE : Message divin et sciences humaines

La publication, le 15 janvier, par la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi (ex-Saint-Office) d'un document de dix-huit pages intitulé « Déclaration sur certaines questions d'éthique sexuelle » (relations pré-conjugales, masturbation et homosexualité) a déjà suscité de nombreuses réactions, tant dans l'Eglise catholique qu'à l'extérieur. La vivacité des critiques n'est pas sans rappeler celle des objections faites, après 1968, à l'encyclique « Humanae vitae » par laquelle Paul VI condamnait le recours aux méthodes artificielles de contraception.

Nat dans ses condamnations, plus prudent dans les affirmations « pastorales », qui visent à distinguer le pécheur du péché, le document romain, élaboré depuis 1968, repose sur une idée de base : le corps, « temple de l'esprit », n'appartient pas à l'homme, il lui est prêté par Dieu et l'usage qu'il peut

en faire, dans le domaine sexuel, ne doit avoir d'autre destination, dans le mariage monogame, que la procréation.

A cette loi immuable, éternelle, « révélée » par le Christ et ses apôtres (essentiellement saint Paul) peuvent bien s'opposer les évolutions culturelles ou la modification des comportements, l'essentiel doit être réaffirmé : les valeurs de la vie humaine, les mœurs de dévergondement des mœurs. La foi transcende les cultures : l'Eglise elle-même pense les avoir traversées.

De nombreux lecteurs nous ont fait part de leur sentiment à l'égard d'un texte qui concerne tout homme et toute femme. Peu d'entre eux ont réagi au langage du Saint-Siège sur la masturbation ou les relations pré-conjugales. En revanche, la

condamnation réitérée de l'homosexualité a choqué plusieurs correspondants, qui y voient un retour au passé par rapport à l'évolution des mœurs de la « base », pour qui la compréhension est plus urgente que la condamnation.

Nos lecteurs ont surtout retenu l'affirmation de la permanence des règles dans le domaine sexuel. Certains justifient l'attitude de l'Eglise par la clarté du Message divin transmis par l'Evangile, d'autres s'étonnent que la hiérarchie catholique puisse tenir un langage qui fait fi de toutes les découvertes des sciences psychologiques qui ont mis au jour la force des pulsions sexuelles en tout homme, et, dans une certaine mesure, la légitimité de toutes leurs formes d'expression, pour autant qu'aucun tort ne soit porté à autrui.

BRUNO FRAPPAT.

Le Vatican est suspect

Ce texte est douteux car il procède d'une connaissance totale de l'originalité de la sexualité humaine dont depuis près d'un siècle les sciences psychologiques, et entre autres de façon privilégiée la psychanalyse, ont montré la lente élaboration de la prime enfance et ses divers modes de fonctionnement dans la personnalité (...).

La masturbation, l'homosexualité et les relations préconjugales sont des composantes de l'évolution et de la maturation sexuelle. Ce sont des faits psychologiques qui ont parfois leur propre degré de culpabilité. Il est regrettable, certes, de voir des jeunes ou des moins jeunes ne pas savoir vivre un délai mûrissant entre l'émergence du désir et sa satisfaction. Le désir ne peut se structurer valablement et du même coup s'enrichir. Mais nous sommes dans un climat socio-économique qui fait que l'un-vent-tout-tout-de-suite. Alors ?

Mais, de grâce, il n'est pas pensable de faire coïncider la culpabilité psychologique qui répond à un système bien précis du fonctionnement mental avec la réalité du péché qui est d'un autre ordre. Cela ne veut pas dire que pour un chrétien il n'y ait pas de péché en matière sexuelle. Ce dernier porte toujours sur la relation dans laquelle une responsabilité choisie est engagée. Ne pas en tenir compte reviendrait à maintenir une ambiguïté qui confond les « difficultés » de la personnalité avec le péché.

Culpabiliser ces trois manifestations de la sexualité et les drainer cette culpabilité en principe moral procède d'une malhonnêteté intellectuelle et entraine des sujets déjà en situation difficile dans l'« univers moribond de la faute ».

Prenez le cas de l'homosexualité. Il y a des homosexuels qui souhaitent voir se modifier leur désir, et ils prennent les moyens en conséquence sur le plan psychologique dans une relation thérapeutique sans qu'aucune garantie ne soit donnée au départ. L'homosexualité n'est pas plus une

maladie qu'un vice. Il y en a d'autres qui n'ont pas ou désire d'envisager une reconversion de leur intention sexuelle. Ce désir, d'ailleurs, ne procède pas du tout d'un libre arbitre que l'on pourrait vouloir à tort ou à raison. Il est devenu les prolétaires sexuels d'une communauté chrétienne qui se comporterait de la même manière que le reste de la société est-tout-à-fait à la limite de l'illégalité sexuelle ? C'est faire preuve d'une incompréhension douteuse de la situation des homosexuels de la part de l'Eglise. Sans aller jusqu'à vouloir convertir l'homosexuel à la sexualité hétérosexuelle — car la question posée sur ce plan reste très complexe — il reste tout un champ sur lequel l'Eglise aurait pu dire autre chose qu'une condamnation aveugle.

L'enseignement de l'Eglise sur la sexualité humaine a fait suffisamment de ravages névrotiques au cours des temps passés pour qu'aujourd'hui on exprime un refus catégorique à une position qui, reconnaissant la faute, que le Vatican est suspect sexuellement. Comme par ailleurs le catholicisme peut paraître très suspect à bon nombre de gens qui cherchent à comprendre. Le religieux est toujours à la limite de l'illusoire et du pathologique lorsqu'il est utilisé comme système de défense contre les pulsions sexuelles. On veut faire comme si cela n'existait pas. Les conséquences en éducation y sont graves (...).

Certes, il ne s'agit nullement de justifier le n'importe quoi qui se fait aujourd'hui dans le domaine sexuel. Mais l'Eglise a souvent eu, de plus en plus l'occasion de se taire. Le déferlement de la pornographie ou s'expriment les fantasmes les plus insinuants apparus à l'imaginaire sexuel. Si la pornographie alimente la cohorte des impulsions, il ne faut pas pour autant se laisser prendre au piège dans lequel elle sombre. Elle cherche à montrer la réalisation du fantasme pour lui-même, à passer à l'acte comme disent les spécialistes. Or le fantasme renvoie toujours à autre chose, à un non-dit. Il est un signe, une représentation et non la réalité. Mettre en pratique la représentation du moment, c'est répondre en quelque sorte à une angoisse qui ne parvient pas à s'établir sur le plan symbolique de la personnalité. On calme l'angoisse, mais la fixation de la libido à une pulsion partielle demeure.

Or, en arrière-fond de la pornographie, une question apparaît et qui ne peut pas être traitée et réglée par la pornographie ; c'est

le besoin de trouver sa corporalité par l'intégration de la sexualité. Ce simple fait explique pourquoi aujourd'hui « les groupes de rencontre », les « stages corporels », le yoga, les expressions de découverte de soi-même, le tantra, le tantra, les marées du dérèglement des mœurs. La foi transcende les cultures : l'Eglise elle-même pense les avoir traversées.

De nombreux lecteurs nous ont fait part de leur sentiment à l'égard d'un texte qui concerne tout homme et toute femme. Peu d'entre eux ont réagi au langage du Saint-Siège sur la masturbation ou les relations pré-conjugales. En revanche, la

condamnation réitérée de l'homosexualité a choqué plusieurs correspondants, qui y voient un retour au passé par rapport à l'évolution des mœurs de la « base », pour qui la compréhension est plus urgente que la condamnation. Nos lecteurs ont surtout retenu l'affirmation de la permanence des règles dans le domaine sexuel. Certains justifient l'attitude de l'Eglise par la clarté du Message divin transmis par l'Evangile, d'autres s'étonnent que la hiérarchie catholique puisse tenir un langage qui fait fi de toutes les découvertes des sciences psychologiques qui ont mis au jour la force des pulsions sexuelles en tout homme, et, dans une certaine mesure, la légitimité de toutes leurs formes d'expression, pour autant qu'aucun tort ne soit porté à autrui.

Le drame et le comique de la déclaration du Vatican, c'est qu'il n'est pas au fait de cette actualité. Mais ce qui est plus grave, c'est le discrédit de sa propre parole qui s'accroît. Les jeunes le sentent parfaitement. Ils se sentent de plus en plus étrangers de jour en jour que les jeunes n'attendent plus rien de l'Eglise. Il y a dix ans, on l'aurait qualifié dans des positions, à présent les jeunes générations lui sont indifférentes et vont chercher ailleurs le goût de la vie et de la liberté assumée dans une responsabilité personnelle. Il est vrai que l'Eglise est aussi le dernier corps social dirigé par une gerontocratie qui illustre bien le principe de Peter d'une société bloquée et qui dans le fond répète un discours occasionnel dans lequel on ne peut s'empêcher de se sentir concerné (...).

Le christianisme n'a jamais fait bon ménage avec la sexualité. Seulement, depuis une trentaine d'années, théologiens et hommes de science ont travaillé ces questions, dont un des principaux pionniers et particulièrement apprécié est Marc Oraison. On ne comprend pas pourquoi on ne tient pas compte davantage de réflexions et d'études qui ne sont plus depuis longtemps à l'état de recherche. Seule à ce jour la Fédération protestante de France a produit un fascicule en 1975 proposant une réflexion chrétienne sur la sexualité en intégrant de manière positive et intelligente les interrogations de notre temps (...).

JACQUES SEBASTIAN, aumônier de lycée à Paris, professeur de psychologie clinique.

Une puissance obscurantiste

A part le résultat désastreux dans le cœur des intéressés (sans même modifier leurs actes, puisque aucune déclaration n'a le pouvoir magique de faire d'un homosexuel un hétérosexuel), à part l'unique déni « prioritaire » de toute valeur à l'une des deux formes de l'amour humain, quelles peuvent être les conséquences de cette déclaration, sinon de faire se carrer les phalanges dans leur pharisaïsme ? Et de faire croire aux esprits libéraux, malgré les efforts des catholiques éclairés, que l'Eglise reste une puissance obscurantiste, et que, reniant la charité qui est sa seule raison d'être une fois de plus, elle n'a même pas encore compris ce que disait Montaigne il y a quatre siècles : que c'est la cruauté, physique ou morale, qui est « l'extrême de tous les vices ».

FRANÇOIS LAMAR, professeur agrégé, Boulogne (Hauts-de-Seine).

L'angoisse des homosexuels

Des enquêtes réalisées pour le mouvement homophile ont permis de constater que les jeunes homosexuels dans l'éducation. Nous avons pu voir la gravité des traumatismes vécus : des jeunes se jugent comme des parias exclus de la société, à la suite de condamnations sans appel prononcées par des maîtres, des éducateurs, des prêtres. Cela peut conduire certains au désespoir. C'est là une des causes principales de ce fait déviant : les suicides d'adolescents (...).

Nos enquêtes nous ont aussi montré que de très nombreux homosexuels vivent dans la terreur que leur nature soit connue : ils subissent alors de multiples brimades et risquent de perdre leur travail. Notre société se révèle dure aux marginaux, surtout s'ils sont faibles, désarmés, de condition modeste. On peut être surpris que l'Eglise catholique romaine, qui fait profession de défendre les faibles et les opprimés, se range une nouvelle fois dans le camp des oppresseurs et s'inscrive, dans le présent cas, en école du mépris et de la haine.

Les discriminations et persécution subies par les homosexuels rappellent tout à fait celles que subissent d'autres personnes par le fait de leur race. Est-ce à l'Eglise de perpétuer ces attitudes odieuses ? (...)

JEAN-CLAUDE VILBERT et JEROME BERNAT.

Condamner

ce qui nous gêne ?

Certes, la morale chrétienne est difficile. Mais elle découle de l'enseignement du Christ, et l'Eglise a le droit, et même le devoir, de rappeler cette morale, en des époques où elle est particulièrement contestée et agressive. Je vous précise tout de suite que je ne suis pas, et il s'en faut un saint. Mais être faible face à certaines obligations n'entraîne pas, ipso facto, le manque de valeur de ces obligations. Il ne faut pas condamner ce qui nous gêne (...).

Si l'Eglise catholique rappelle les obligations découlant de l'enseignement du Christ, ce rappel n'engage pleinement que les catholiques, et on ne comprend pas que ceux-ci critiquent le devoir pastoral du pape et des évêques.

Enfin, si l'Eglise condamne les actes, elle ne condamne pas les hommes, et ceux-ci le savent bien (moi comme les autres), qui trouvent toujours, auprès des représentants du Christ sur la terre, le secours de la réconciliation, le pardon... en un mot les grâces qui leur sont nécessaires (...).

J. EUZÉBY, professeur à l'Ecole vétérinaire de Lyon.

Les ordres de Dieu sont clairs

En ce qui concerne la sexualité, les ordres de Dieu dans la révélation biblique sont suffisamment clairs pour être compris par chacun, sans avoir besoin d'un interprète (...).

Si Dieu nous donne à tous des ordres clairs à ce sujet, qui est si important dans la vie, il ne nous laisse pas dans l'ignorance. Les hommes et des femmes, ce n'est pas pour nous brider, nous brimer, nous aliéner... au contraire, c'est pour nous montrer le chemin de la vie véritable (le code de la route n'est pas fait pour brimer les automobilistes, mais pour leur éviter des désagréments).

Car l'amour vrai, pour être durable et profond, a besoin de sécurité, d'où nécessité d'un lien durable, garanti par la loi civile et religieuse, et d'un foyer permanent, où les enfants puissent s'épanouir. Les foyers heureux sont ceux où règne la chasteté et la fidélité conjugale (...).

Pasteur Edouard Ochsner de Contanc, La Motte-Chalançon (Drôme).

LISEZ
Le Monde
des Philatélistes

مكتبة من الأصل

ÉDUCATION

La FEN à la poursuite d'une difficile unité

(Suite de la première page.)

Dans ces conditions, la défense de la profession, raison d'être du syndicalisme — c'est-à-dire l'amélioration des traitements et des conditions de travail, l'élargissement des possibilités de promotion, etc. — a sans doute bien plus de chances de rallier les enseignants de la base qu'une bataille pour une réelle réforme de l'enseignement. Si les syndicats de la FEN maintiennent en permanence une réflexion critique et une sensibilisation de leurs adhérents aux problèmes pédagogiques, ce n'est pas là-dessus que se mènent les actions. L'argument souvent répété — avec des maîtres mieux payés, mieux formés, en plus grand nombre, l'enseignement sera meilleur et les élèves en bénéficieront — n'est d'ailleurs pas à rejeter, même s'il n'explique pas les raisons profondes de la crise scolaire.

Comment s'étonner, alors, que les revendications « corporatives » aient tant d'importance ? S'estiment à juste titre « déclassés » par rapport au secteur privé et même au secteur nationalisé, les personnels de l'éducation nationale expriment, avec des arguments divers la même exigence fondamentale. Le SNI veut « révaloriser la fonction d'instituteur ». Les syndicats dirigés par « Unité et Action » veulent obtenir du gouvernement des augmentations de salaires qui fassent progresser le pouvoir d'achat de toutes les catégories de fonctionnaires, et pas seulement des plus « faibles » qui défendent au congrès des décisions d'action dans ce sens.

Aussi M. André Henry prend-il un double risque. Celui, d'abord, de ne pas être compris et suivi par ses propres troupes. Celui, aussi, d'accroître la distance entre le « discours » syndical, réservé aux journalistes et à l'opinion, et la « pratique » des syndicats eux-mêmes.

Un principe absurde

Vu de l'extérieur, le monde de l'enseignement apparaît comme un milieu clos et homogène. Il n'en est rien. Atomisée en catégories, les enseignantes sont organisées suivant un principe simple, mais absurde : plus on s'adresse à des élèves ou des étudiants âgés, plus il faut être diplômé, plus on gagne d'argent et moins on travaille avec les élèves. Ainsi l'instituteur aura 27 heures de « service » hebdomadaire, le professeur de lycée 15 ou 18, l'assistant d'université 6, le professeur titulaire d'une chaire 3. Avec tous les échelons intermédiaires. A l'inverse, l'instituteur débutant gagne 2 000 F, le professeur agrégé 3 300 F, le maître de conférences d'université 5 500 F (1), etc. En fait, la situation est plus compliquée : ainsi, dans le seul pre-

mier cycle de l'enseignement secondaire (6^e-3^e), se côtoient des agrégés et certifiés, des professeurs d'enseignement général de collèges (P.E.G.C.), des instituteurs, spécialisés ou non, des titulaires et des auxiliaires. Avec toutes les différences que cela suppose.

L'enseignant moyen a donc naturellement tendance à regarder vers les niveaux plus élevés qui lui assurent des avantages ainsi qu'une position sociale supérieure. A l'inverse, il considère souvent avec condescendance ceux des niveaux inférieurs, qui ont moins de diplômes que lui et n'ont pas, dans sa spécialité, autant de compétence scientifique. Car — à paradoxe — seul compte, à partir de l'enseignement secondaire, le niveau d'études supérieures atteint. Et non pédagogique, s'intéresser aux élèves, renouveler son enseignement pour le rendre plus vivant, plus actuel, ne pèsera pas un gramme dans la balance de l'avancement.

Voici donc la FEN rassemblant toutes ces catégories, sans compter les personnels non-enseignants et les éducateurs dépendant d'autres départements ministériels que l'éducation ou les universités. Depuis toujours la coexistence est difficile : la rivalité traditionnelle entre le professeur du secondaire ou du supérieur et l'instituteur est une « donnée sociologique » avec laquelle il faut compter.

Comment, dans ces conditions, le nouveau secrétaire général pourra-t-il conduire son organisation vers ce projet de réforme globale du système éducatif, dont il a déjà tracé l'esquisse : prolonger l'école fondamentale — chaire aux instituteurs par un « cycle de détermination avec une « éducation accrochée à la vie », jusqu'à dix-huit ans ? Il ne peut, au départ, rallier sur cette thèse les syndicats du second degré et du supérieur, farouchement hostiles à « l'école fondamentale ». M. Henry aurait pu se placer au-dessus de ces divisions ; en fait il a déjà choisi son camp, même s'il a pu paraître un moment vouloir prendre ses distances vis-à-vis du puissant Syndicat national des instituteurs dont il est lui-même issu. Même s'il déclare que la FEN « doit devenir un syndicat général », ayant un pouvoir réel au-dessus des multiples syndicats nationaux. La FEN, c'est le SNI.

Cette division corporative interne se superpose à la lutte des tendances politiques qui s'entre-déchirent depuis vingt-huit ans au sein de la Fédération. La bataille est, d'abord, entre les majoritaires et les pro-cégétistes d'« Unité et action », depuis que les espoirs et les effets de mai 1968 se sont estompés et que les minorités

d'extrême gauche ont perdu de leur influence.

Cette bataille est étroitement liée à la rivalité des deux principales formations politiques de la gauche — le P.S. et le P.C. — bien que les militants syndicaux des deux bords fassent assaut d'indépendance et de pureté. La syndicalisation française a toujours été liée à la vie de la gauche politique ; les unions, les scissions, les retrouvailles ont toujours été parallèles et concomitantes. Présentement, la remontée socialiste depuis 1970 s'est répercutée à la FEN : la majorité fédérale, proche du P.S., a consolidé son audience et la progression du courant adverse a été enrayée.

Pourtant, il y a des militants du P.S. dans pratiquement toutes les tendances de la FEN. Leur nombre n'est pas négligeable à l'Unité et action, du moins dans les syndicats que contrôle cette tendance (2). Au point que la direction du parti socialiste, premier secrétaire en tête, a dû appeler ses adhérents à une cohésion plus forte. C'était le 11 mai 1975, à la réunion des enseignants socialistes de Cligny (le Monde du 13 mai 1975). Les directives claires de MM. François Mitterrand et Pierre Mauroy — se grouper dans la tendance majoritaire U.I.D. pour garder la FEN dans l'orbite du P.S. — n'ont pas été du goût de tout le monde. Elles ne semblent pas pourtant avoir eu encore de répercussions dans la vie des syndicats concernés. Mais, constatant la forte emprise des militants communistes sur l'Unité et action, M. Louis Mexandeau, délégué à l'éducation du parti socialiste, nous déclarait récemment que « les socialistes s'y sentaient de plus en plus mal à l'aise ».

L'originalité de la FEN dans le monde syndical français, c'est d'avoir permis au sein d'une même organisation un débat idéologique et politique permanent, prouvant ainsi envers et contre tous que « l'unité organique » restait possible (3). Mais l'est-elle réellement au-delà des frontières du monde enseignant, que la scission entre la C.G.T. et Force ouvrière est consommée depuis longtemps, et que la C.F.D.T., championne du pluralisme syndical, joue l'unité d'action avec la C.G.T. ?

Si l'autonomie demeure, comme en 1948, « provisoire », pourquoi tous ces efforts de la fédération pour être reconnue comme « organisation représentative », bénéficiaire de subventions comme les centrales ouvrières, siéger à la Commission supérieure des conventions collectives ? Pourquoi cette volonté de regrouper le maximum de syndicats dans des secteurs autres que l'enseignement ? Il semble bien que les propos récents du nouveau secrétaire général du SNI, M. Guy Georges, sur ce thème — « Il faut prendre en charge avec les autres organisations de travailleurs le problème de l'unité syndicale et nous prendrons des initiatives dans ce sens » — ne soient que des vœux pieux.

YVES AGNÈS.

- (1) Salaires nets mensuels, indemnité de résidence comprise, pour des enseignants habitant la province.
- (2) Second degré, supérieur, professeurs d'écoles normales, professeurs d'éducation physique, recherche scientifique.
- (3) Malgré ses divisions internes, la FEN reste de très loin l'organisation représentative des enseignants. Aux dernières élections du Conseil de l'enseignement général et technique, ses syndicats ont obtenu 72 % des suffrages (le Monde du 11 février 1975).

LA GRÈVE CONTINUE À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS

À l'École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.), la grève continue. Elle a été déclenchée, le 3 février, par des élèves réclamant une plus grande participation aux projets de réforme de leur établissement (le Monde du 5 février). L'origine de ce mouvement est à chercher dans le sentiment d'insatisfaction des élèves, qui ont estimé n'avoir pas été consultés pour l'élaboration de l'avant-projet de réforme établi par M. Jean-Christian Serna, directeur de l'E.S.C.P. M. Serna envisage d'élargir le recrutement de l'école aux titulaires du DEUG (diplôme d'études universitaires générales, obtenu normalement après deux années d'université), pour lesquels serait aménagé l'actuel concours d'entrée. L'E.S.C.P. Le directeur conteste l'absence de consultations et de participation que lui reprochent les élèves. « Le conseil de l'école, qui comprend des représentants des élèves, a discuté cet avant-projet dans sa séance du lundi 2 février, explique-t-il, et des groupes de travail ont été formés. »

Pour que le débat soit clair, la direction de l'école a envoyé à tous les élèves le texte de l'avant-projet.

● À l'université de Poitiers, les enseignants de l'Unité d'enseignement et de recherches (U.E.R.) de sciences économiques « ont suspendu le travail des cours et des travaux dirigés » le jeudi 5 février pour protester contre la diminution de la dotation de leur U.E.R. en heures d'enseignement (deux cent trente heures de moins en 1976 qu'en 1975). On indique à la présidence de l'université que cette diminution résulte de dispositions prises au plan national.

LA PLUPART DES I.U.T. DE LA RÉGION PARISIENNE SONT EN GRÈVE

Pour la plupart des étudiants des instituts universitaires de technologie (I.U.T.) de la région parisienne sont en grève depuis la mi-janvier 1976 pour la reconnaissance de leur diplôme de sortie dans les conventions collectives, devant ainsi quelque peu la grève devenue traditionnelle de la mi-février (le Monde du 30 janvier).

Les élèves des I.U.T. de Cachan et de Créteil (Val-de-Marne), d'Orsay (Seine-et-Marne), de Sceaux (Hauts-de-Seine), de Villetaneuse et des deux I.U.T. de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), de même que ceux de l'I.U.T. de l'avenue de Versailles (Paris), sont pratiquement tous en grève. Ceux de l'I.U.T. de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine) paraissent plus incertains, malgré le vote du principe de la grève, mercredi 4 février, en assemblée générale.

Les élèves de l'I.U.T. de Créteil ont organisé mercredi 4 février un meeting intersyndical avec la participation de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau), du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup, affilié à la Fédération de l'éducation nationale), de la C.G.T. et de la C.F.D.T. D'autre part, une « coordination parisienne », qui comprend des élèves des I.U.T. représentant les trois courants actuels de la grève (UNEF ex-Renouveau, Ligue communiste révolutionnaire et Inorganisés) s'est réunie le même jour et a décidé d'« étendre et de populariser le mouvement ».

En province, les élèves de l'I.U.T. de Montpellier-Nîmes sont en grève en liaison avec le mouvement des viticulteurs.

On ne fait pas attendre l'homme N°1.

Adhérez au Hertz N°1 Club. Vous n'attendrez plus.



TELEPHONEZ AVANT DE PARTIR. SIGNEZ. ET PRENEZ LE VOLANT.

Si vous êtes membre du Hertz N°1 Club*, vous êtes l'homme N°1 pour nous.

Et un homme N°1, nous ne pensons pas qu'il faille le faire attendre. En tant que membre du Hertz N°1 Club, tout ce que vous avez à faire c'est d'appeler le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages, avant de partir. A votre arrivée n'importe où en Europe ou en Amérique, votre voiture vous attend. Vous montrez votre permis de conduire et votre carte de crédit. Une signature et hop vous prenez le volant.

Pas d'attente. Pas de formulaire à remplir. Nous l'avons déjà rempli pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas d'introduction spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

*en Allemagne, Hertz VIP Club.

Hertz N°1 Club
788.73.00

TELEPHONEZ. SIGNEZ. ET PRENEZ LE VOLANT.



LES SOUVENIRS DE M. JAMES MARANGÉ

D'Ivan Ilitch, il est bien peu question, de Jules Ferry, beaucoup plus, dans le livre que vient de publier M. James Marangé, ancien secrétaire général de la FEN (1968-1974). Une somme de souvenirs : ceux du jeune instituteur, bien vite lancé dans l'action syndicale ; ceux du militant de l'école laïque ; ceux du responsable d'une grande organisation, confronté à l'indépendance vis-à-vis des partis politiques, négociant avec les ministres, vivant à son niveau les événements de mai 68 et les discussions de Gracchi.

Une expérience passionnante, mais qui est plus un plaidoyer « pro demo » qu'une réflexion en profondeur sur la crise de l'école.

★ De Jules Ferry à Ivan Ilitch, éditions Stock, 296 pages, 35 F.

LA BOUTIQUE DANOISE

SAMEDI 7
DIMANCHE 8
FÉVRIER
(de 9 h. à 19 h.)

Dans ses entrepôts
de la
zone industrielle de
LOUVRES 95380

Soldes

de
meubles - luminaires
tapis - cuisines

Tél. : 471-67-04

● Les cours sont suspendus depuis le 3 janvier à l'U.E.R. de sciences exactes et naturelles de l'université d'Angers. Jeudi 5 février, des étudiants ont retenu, une partie de la soirée, dans un amphithéâtre, le directeur de l'U.E.R., M. Jacques Boyer. Cette agitation a été provoquée par le manque de postes d'enseignants en mathématiques, et par le refus du conseil d'université de mettre cette question à son ordre du jour.

● L'affaire Papinski. — Une dizaine de jeunes pour la plupart des enseignants appartenant à la tendance « Ecole émancipée » dans les syndicats de la Fédération de l'éducation nationale, se sont enchaînés symboliquement, mercredi 4 février 1976, en fin d'après-midi, dans le hall de la gare du Nord à Paris. Ils entendaient ainsi réclamer la réintégration de M. Jacques Papinski, instituteur à Homécourt (Meurthe-et-Moselle), radié à vie de l'enseignement pour avoir écrit un pamphlet contre l'inspection et qui en est, ce vendredi 6 février à son quatre-vingtième jour de grève de la faim (le Monde du 21-22 décembre 1975).

● Langues vivantes au baccalauréat. — Les épreuves du baccalauréat pour certaines langues vivantes étrangères qui ne sont pas enseignées dans tous les lycées pourront être prises dans les académies ci-dessous, précise un arrêté publié récemment au Journal officiel. Arabe littéral : académies d'Aix-Marseille, Bordeaux, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nice, Orléans-Tours, Paris, Strasbourg et Toulouse ; hébreu moderne : Aix-Marseille, Bordeaux, Lille, Lyon, Nancy-Metz, Nice, Paris, Strasbourg et Toulouse ; néerlandais : Bordeaux, Lille, Lyon, Paris et Strasbourg ; portugais et russe : toutes les académies ; chinois : Aix-Marseille, Bordeaux, Lyon et Paris ; polonais : Aix-Marseille, Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Nancy-Metz, Paris, Strasbourg et Toulouse.

● La Fédération internationale des professeurs de français (F.I.P.F.) vient d'adopter ses nouveaux statuts et a désigné son bureau pour les trois années à venir. Mme Lucette Chambard (France) a été élue présidente, MM. Jarmo Anttila (Finlande) et Gilles Dorion (Québec) sont vice-présidents.

★ F.I.P.F. Centre international d'études pédagogiques, 1, avenue Léo-Journault, 92110 Sèvres.

SPORTS

LES XII^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

L'Autrichien Franz Klammer vainqueur de la descente

Innsbruck. — Innsbruck salue le meilleur descendeur du monde, notre champion olympique Franz Klammer. Cette large bande rouge et blanche, est déployée dans le public de l'aire d'arrivée, bien avant que le plus rapide skieur du moment ne gagne en effet, jeudi 5 février, la descente alpine des XII^{es} Jeux d'hiver.

Le pays entier fait une absolue confiance à Franz Klammer, non seulement pour venger Karl Schranz, dont la spectaculaire disqualification à Sapporo a poignardé le cœur de la nation, mais aussi pour rééditer l'exploit olympique de son compatriote Egon Zimmermann en 1964, sur cette piste considérablement élargie et modernisée depuis, du Patscherkofel, à quelques kilomètres au nord d'Innsbruck. En 1968 à Grenoble et en 1972 au Japon, le titre a échappé à l'Autrichien au profit respectif de la France (Jean-Claude Killy) et de la Suisse (Bernhard Russi).

Franz Klammer, né il y a vingt-trois ans dans une ferme de Mooswald, minuscule hameau de la Carinthie, ne peut pas décevoir l'espoir national. D'abord parce qu'il est depuis deux saisons le plus fort : avant l'épreuve du Patscherkofel il a enlevé douze places de premier en descente, sur seize possibles, 75 % de réussite. Seuls Toni Sailer et Jean-

Claude Killy, les deux triples champions olympiques de l'histoire alpine des Jeux d'hiver, ont fait aussi bien ou mieux. Ensuite parce que, ce 5 février, tout lui est propice : la piste glisse comme une banquise de l'Arctique — au point que par crainte d'accident les organisateurs l'ont salée par endroits — et sur ce genre de neige qu'il adore, le dossard idéal. Plus, bien sûr, la grande forme : mais cela, c'est le propre du champion d'être athlétiquement prêt au jour voulu.

LES RETRANSMISSIONS TÉLÉVISÉES

SAMEDI 7 FÉVRIER

TF 1 et FR 3, de 13 h. 30 à 14 h. : saut au tremplin.
TF 1, de 19 h. 45 à 19 h. 50 : résumé des compétitions de la journée.

Antenne 2, de 14 h. 5 à 14 h. 29 : saut au tremplin.

Dimanche 8 février

TF 1 et FR 3, de 12 h. 25 à 13 h. 30 : ski alpin (descente dames) ; de 17 h. à 17 h. 45 : hockey sur glace.
TF 1, de 22 h. à 22 h. 15 : résumé des compétitions de la journée.

Antenne 2, de 12 h. 5 à 12 h. 15 : ski de fond ; de 12 h. 35 à 13 h. 15 : ski alpin (descente dames).

De notre envoyé spécial

Franz Klammer est parti avec, épinglé sur sa combinaison jaune jonquille, le numéro 15, dernière position de la première série. Les 3 020 mètres de ce parcours de pierre ne sont pas sérieusement endommagés par les passages précédents, et l'Autrichien a l'avantage de connaître par le truchement des talkies-walkies dont sont équipés tous les entraîneurs postés au départ et à l'arrivée, les performances de ses principaux adversaires. Il sait que Bernhard Russi, jusqu'à la réalisation du meilleur temps, en 1 min. 46 sec. 06, que l'Allemand Herbert Plank, vainqueur d'une descente en coupe du monde cette saison, est à 53 centièmes du Suisse : il sait aussi que son compatriote, rival et successeur dans les années à venir, Anton Steiner, dix-sept ans, est tombé dans le dernier virage précédant le schuss d'arrivée, alors que son « chrono » à cet instant lui permettait d'envisager une place sur le podium. C'est donc à lui, Franz Klammer, de jouer.

Avec ses skis habituels

Mais en fait, quels skis chausse-t-il ? Ces grandes semelles de tous les jours ou les tout nouveaux tout beaux à spatule intérieurement découpés en forme d'œuf (le Monde du 4 février) ? Déception : les dirigeants de la firme qui équipe le champion n'ont pas voulu, avec sagesse, semble-t-il, prendre le risque

d'un essai au cours de l'épreuve olympique. Franz Klammer n'a jamais, en effet, couru en compétition avec ce nouveau modèle. Il était hasardeux, quand toute l'Autriche est suspendue au cou de son idole et à la future médaille d'or qui doit logiquement l'entourer, de demander au favori de courir sur des skis qu'il n'a pas encore, si l'on ose dire, bien en mains. Alors, coup monté ? Egon Zimmermann, spectateur attentif au pied du Patscherkofel, nous dit dans un bon français — le champion olympique 1964 a exercé des talents de cuisinier à Paris : « Il s'agit d'abord d'une opération publicitaire. Mais il est très possible aussi que ce soit le ski de l'avenir. Tout dépend de son comportement dans les virages. On ne le connaît pas encore très bien. »

Franz Klammer maîtrise parfaitement son parcours. Il ne dévie pas d'un pouce de la ligne idéale qu'il s'est tracée au cours des divers entraînements. Il n'a pourtant pas ses skis lumineux — autre innovation : sa firme a spécialement conçu pour lui un modèle équipé de circuits électriques qui s'allument dès que la foudre la plus légère est commise. Avec ce matériel, l'Autrichien a dévalé, pour se perfectionner, des montagnes de pentes. Sur la piste d'Innsbruck, le meilleur descendeur du monde a une lampe dans la tête.

Pourtant, Franz Klammer donne une vive émotion au pu-

blic autrichien : à quelque 800 mètres de l'arrivée, soit aux trois quarts de la course, son temps intermédiaire s'inscrit sur l'immense tableau lumineux : 1 minute 13 secondes 24 centièmes (19 centièmes de plus, au même endroit, que celui de Bernhard Russi). Le Suisse va-t-il faire mettre les drapeaux doublement en berne ? Klammer est un fantasque /risseur/ confie plus tard avec admiration Patrice Pellet-Finet, seul Français engagé dans cette descente du Patscherkofel, un Pellet-Finet qui, soit dit en passant, n'a guère fait plus mal, en se classant seizième — ah ! cet écart à mi-parcours qui lui a coûté sa place dans les dix premiers, — que l'équipe de France tout entière à Sapporo : Rosset-Mignot 15^e, Bernard Orrel 18^e, Henri Duvillard 19^e et Bernard Charvin 21^e. La plus cuisante défaite nationale en descente masculine depuis l'admission en 1936 du ski alpin aux Jeux d'hiver.

Mais Franz Klammer est dans le schuss d'arrivée, et c'est de la glisse, qui, enfant, a fait son apprentissage de champion sur les glaciers de la Carinthie, qui est un passionné de vitesse, aussi bien sur des skis qu'à moto, et qui pense rapidement d'autres craignent avant tout la chute. Lui, Franz Klammer, a repris dans le dernier quart de l'épreuve un peu plus d'une demi-seconde à Bernhard Russi. Comme à Morzine au début du mois de janvier, Egon Zimmermann explique encore : « Les qualités exceptionnelles de Franz sont ses réactions. Quand tous les skieurs sont fatigués, et c'est normal, en fin de course, lui change de rythme et va plus vite encore. »

Avec ses cheveux blonds en bataille et son sourire juvénile, le nouveau champion olympique qui, dans l'aire d'arrivée, agite ses poings en l'air tandis qu'une

immense ovation s'élève de la foule, ne paraît cependant pas avoir une stature impressionnante. Un coup d'œil sur ses mensurations démontre : 1,83 mètre, 78 kilos. Voilà, c'est fini, et la fête de commencer, sous un soleil magnifique : la musique folklorique des orchestres tyroliens retentit, la mascotte des Jeux, gros Pinocchio à chapeau rouge, des oranges et bouche pleine, se déplace dans la foule, des jeunes filles tréignent autour du vainqueur, comme les fans d'un chanteur de pop-music, tandis que le speaker répète inlassablement l'ordre d'arrivée : « Erste, Franz Klammer, Osterreich... »

MICHEL CASTAING.

LES RÉSULTATS

SKI ALPIN

DESCENTE MESSIEURS

1. Franz Klammer (Aut.)	1' 45" 73
2. Russi (Suisse)	1' 46" 8
3. Plank (It.)	1' 46" 59
4. Roux (Suisse)	1' 46" 59
5. Rind (Can.)	1' 47" 83
6. Kili (E.-U.)	1' 47" 6
7. Tresch (Suisse)	1' 47" 29
8. Irwin (Can.)	1' 47" 29
9. Waicher (Aut.)	1' 47" 45
10. Hunter (Can.)	1' 47" 52
11. Jones (E.-U.)	1' 47" 84
12. Berthod (Suisse)	1' 47" 89
13. Patterson (E.-U.)	1' 47" 94
14. R. Thoen (It.)	1' 48" 13
15. Fischer (R.F.A.)	1' 48" 18
16. Pellet-Finet (Fr.)	1' 48" 34

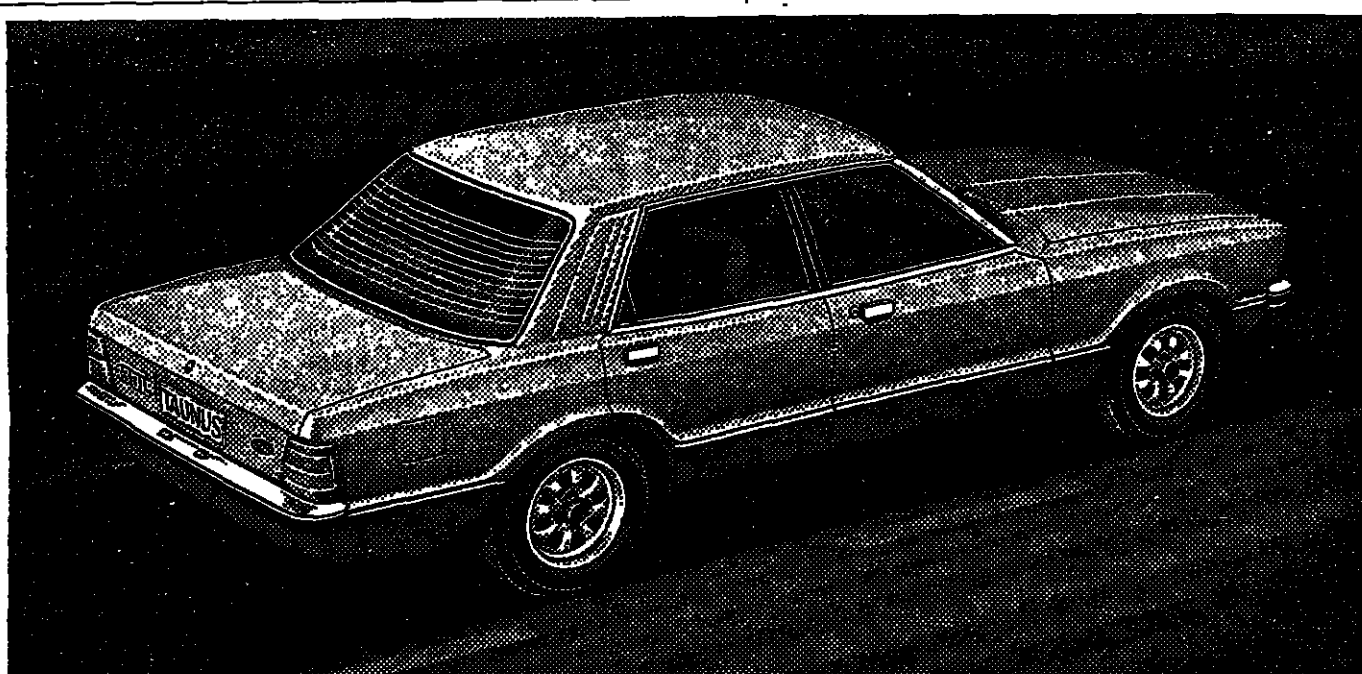
SKI NORDIQUE

30 KILOMÈTRES MESSIEURS

1. Savetier (U.R.S.S.)	1 h. 30 min. 29 sec. 58
2. Koch (E.-U.)	1 h. 30 min. 57 sec. 84
3. Garandine (U.R.S.S.)	1 h. 31 min. 9 sec. 28

1 500 MÈTRES DAMES

1. G. Soprunakova (U.R.S.S.)	2 min. 16 sec. 58 (rec. olymp.)
2. S. Young (E.-U.)	2 min. 17 sec. 67
3. T. Averina (U.R.S.S.)	2 min. 17 sec. 98



NOUVELLE FORD TAUNUS 7CV

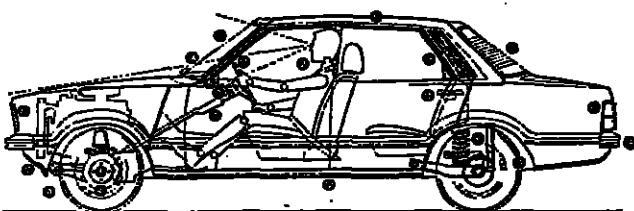
Pour que chacun soit plus en sécurité.

La Ford Taunus a toujours été réputée comme étant spacieuse et très bien équipée. La nouvelle Ford Taunus, spacieuse pour 5 personnes, est encore mieux équipée pour que chacun soit plus en sécurité. C'est déjà Ford, le premier qui a doté tous ses modèles des 20 équipements sécurisés-robustes du "PACK FORD". Aujourd'hui Ford va plus loin. Sécurité par une visibilité accrue. Très large pare-brise en verre laminé : ne devient pas opaque en cas de choc. Sécurité par des ceintures à enroulements, toujours bien réglées. Désembuage/dégivrage de la lunette arrière. Chauffage/ventilation d'avant-garde : réglable et orientable pour décanter les vitres latérales. Essuie-glace à 2 vitesses et lave-glace électrique. Puissants phares rectangulaires. Grands feux arrière enveloppants et phares de recul. Sécurité encore. Habitacle-passagers renforcé avec zones déformables à l'avant et à l'arrière. Colonne de direction à absorption d'énergie et volant de sécurité. Freins assistés à double circuit, à disques à l'avant avec voyant lumineux de contrôle de bon fonctionnement. Direction à crémaillère très précise, et l'un des plus courts rayons de braquage de sa catégorie : 4,90 m. Sécurité par la tenue de route : centre de gravité très bas, carrosserie négative, voies avant et arrière les plus larges de sa catégorie (1,42 m), barres stabilisatrices à l'avant et à l'arrière. Et surtout une nouvelle suspension à ressorts arrière à flexibilité progressive. Avantage : seul ou à 3 à bord avec tous les bagages, l'équilibre de la Taunus reste inchangé. Dernière sécurité : garantie totale double, pièces et main-d'œuvre, 1 an kilométrage illimité. Tous ces équipements sont de série sur chaque nouvelle Ford Taunus : Taunus, Luxe, GL, S, Ghia — en

coupe 2 portes, berline 4 portes, break 5 portes. Comparez avec la concurrence. Mieux. Allez essayer la nouvelle Ford Taunus 7 CV chez votre concessionnaire Ford. Taunus 7 CV, coupé 2 portes : 19 990 FF. Parmi la vaste gamme Taunus, le modèle présenté ici — Taunus GL, 7 CV, 4 portes — est encore plus luxueux et mieux équipé avec, entre autres : roues sport, phares à iode, appuie-tête réglables à l'avant, tableau de bord laqué bois et monté, épaisse moquette, accoudoir central arrière escamotable, etc. : 24 180 FF (+ transport et préparation, peinture métallisée en option). Moteurs au choix : 7 CV 9 CV, 9 CV GT, 11 CV, 16 CV. 4 cylindres à arbre à cames en tête, ou 13 CV à 6 cylindres en V. Boîte automatique "Bordeaux" avec moteurs 9, 11 et 13 CV.



Tout cet équipement de sécurité est de série sur toutes les nouvelles Ford Taunus



- Pare-brise en verre laminé
- Ceintures à enroulements
- Désembuage/dégivrage de la lunette arrière
- Freins à double circuit, assistés par servo, à disques à l'avant
- Voyant lumineux de contrôle des freins
- Habitacle-passagers renforcé
- Colonne de direction à absorption d'énergie
- Tableau de bord anti-chocs et anti-reflets
- Voies avant et arrière élargies
- Nouvelle suspension à ressorts arrière à flexibilité progressive
- Barres stabilisatrices à l'avant et à l'arrière
- Centre de gravité très bas
- Recours à l'avant : stabilité accrue
- Essuie-glace à 2 vitesses et lave-glace électrique
- Bâillage de sécurité des portes arrière pour les enfants
- Chauffage/ventilation à 2 vitesses
- Volant de sécurité
- Phares de recul
- Feux arrière enveloppants
- Feux clignotants et de détresse.

FORD TAUNUS **Légendaire robustesse et sécurité.**

LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS SONT HEUREUX DE VOUS PRÉSENTER LA NOUVELLE FORD TAUNUS

ETS. BUFFARD
110/112 bd de l'Hôpital
PARIS 13
707.79.19

LA CHAPELLE
20 bd de la Chapelle
PARIS 18
208.19.40

BOCHEBRUNE
59/60 av. Permettier
PARIS 11
805.29.02

R.V.A.
88 bd Raspail
PARIS 16
222.73.80

SADVA
19 rue de Longchamp
PARIS 16
553.32.00

SAFI
76 rue de Longchamp
PARIS 16
553.18.40

La Norvège alerte le C.I.O. à propos d'un dopage par transfusion sanguine

La Norvège a alerté la commission médicale du Comité international olympique (C.I.O.) au sujet d'un procédé de dopage, par transfusion sanguine, dont certains pays de l'Est, et notamment la République démocratique allemande (R.D.A.), tireraient profit à Innsbruck dans la discipline du ski de fond. L'intervention norvégienne auprès du C.I.O. tend à ce que recommandation soit faite à tous les pays de s'abstenir, pour des raisons morales et éthiques, d'avoir recours à de telles pratiques.

Le prélèvement et la réinjection de sang ne constituent pas un nouveau soupçon de dopage dans le sport de haute compétition. Plusieurs athlètes finlandais et néo-sélandais, un grand nombre de coureurs cyclistes de tous les pays, auraient déjà fait, et régulièrement, ce genre d'expérience.

LA TRANSFUSION, LA SANTÉ ET L'ÉTHIQUE

Le procédé de dopage auquel fait allusion la protestation norvégienne est très particulier, mais à notre connaissance n'est pas nouveau. Il s'agit de stimuler, par un prélèvement de sang fait quelques temps avant une compétition de longue durée, le processus de régulation globale de l'organisme. Placé en état de manque, celui-ci met en route un processus d'activation et de multiplication des globules rouges pour pallier au plus vite cette défaillance. Si à un moment donné choisis comme optimum on réinjecte le sang prélevé auparavant, on obtient pendant quelques temps une polyglobulie (nombre excessif de globules rouges), puisque le processus d'activation n'est pas encore arrêté et qu'un surcroît de globules rouges a été rajouté. Le fait qu'il s'agit de sang du propre donneur empêche normalement toute réaction de rejet ou de contamination étrangère.

Néanmoins, un certain nombre de questions se posent, notamment, est-ce utile, est-ce dangereux, est-ce éthique ?

Sur le premier point, il est difficile de répondre, car pratiques étant clandestines et destinées à privilégier certains sportifs, les résultats n'en sont jamais publiés. On peut penser que l'excès de globules rouges peut améliorer l'oxygénation et donner un coup de fouet permettant une amélioration des performances. Par ce procédé artificiel, les sportifs essaient, en réalité, de retrouver l'équivalent de la polyglobulie observée lors de l'adaptation à l'altitude et qui permet à un sportif faisant peu après une compétition au niveau de la mer d'améliorer ses scores. Mais les médecins n'excluent pas non plus une composante psychologique.

Est-ce sans danger ? Une transfusion n'est jamais innocente et on se rappelle que les sportifs ont souvent prétexté du danger très hypothétique des prises de sang pour s'opposer

au contrôle sanguin, dans la lutte contre le dopage.

Enfin, est-ce légal, est-ce éthique ? Sur le plan législatif, rien ne s'oppose à cette méthode puisque la loi prévoit uniquement une liste négative de produits interdits, et non une liste positive de produits ou de moyens qui seraient seuls autorisés. Ce n'est donc pour le moment, et tant que la commission médicale du Comité international olympique ne sera pas prononcée, pas en infraction avec ces textes. En revanche, c'est contraire à l'esprit de la réglementation qui prévoit que tout produit ou moyen visant à modifier artificiellement le comportement des sportifs est condamnable. Ce procédé ne paraît en tout cas pas devoir être considéré comme entrant dans le cadre autorisé de la préparation biologique des sportifs, tout à fait opposé à l'éthique et à la moralité sportive.

Ce n'est sans doute pas par hasard que la plainte a été faite par des Norvégiens. Un certain nombre de rumeurs laissent entendre que des nordiques recourent à ces méthodes depuis longtemps pour le ski de fond et qu'ils ne violent pas sans mécontentement d'autres pays s'y mettre ; moyennant quoi, si l'avantage ne leur appartenait plus, ils préféreraient dit-on demander en bons apôtres que ce soit interdit pour tout le monde !

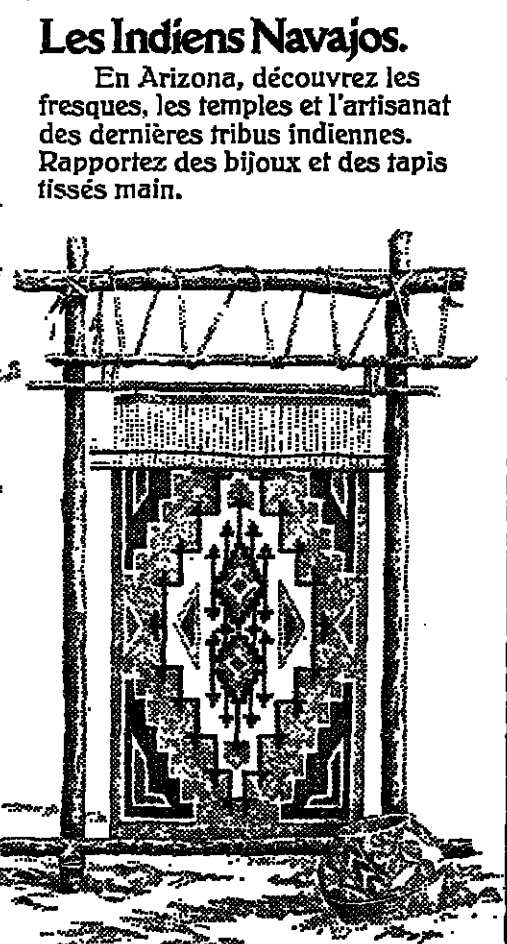
Il faut signaler enfin que cette méthode n'a rien à voir avec l'exanguino-transfusion qui remplace totalement le sang d'un individu donné. Ce procédé dangereux, lorsqu'il est fait sans précautions, et démenté par rapport au biantre recherché dans le cas présent, a été utilisé notamment par des cyclistes dans l'espoir de débarrasser le sang des toxiques accumulés par un effort soutenu. Mais c'est méconnaître que les toxiques jouent le rôle de signal d'alarme et que, passer, outre revient à mettre le cœur en danger.

M. A.-R.

هكذا من الأصل



**Partez pour les Etats-Unis.
Arrivez avant Christophe Colomb.**



La région des Montagnes Rocheuses est encore telle que Christophe Colomb aurait pu la découvrir en 1492 : canyons, déserts multicolores, forêts d'arbres géants. C'est l'Amérique de toujours dont les beautés naturelles

ont été soigneusement préservées. On ne la visite pas, on l'explore. Pour cela, vous pouvez louer une voiture ou un camping-car, ou encore choisir l'un des nombreux tours qui vous sont proposés (certains offrent des séjours dans les ranchs ou des excursions à cheval).

De toutes façons, que vous voyagiez individuellement ou non, vous avez intérêt à vous adresser à une agence de voyages. C'est le seul moyen d'obtenir des réductions ou des tarifs spéciaux pour les hôtels ou les transports.

Il y a en France 60 agences particulièrement qualifiées pour vous renseigner

sur les 106 différentes formules de voyage
aux U.S.A. Elles sont signalées par
l'emblème Centre de
Renseignements Touristiques U.S.A.
N'oubliez pas qu'en ce moment
tout le pays fête son bicentenaire.
Cette année, venez vivre deux siècles
aux Etats-Unis.

Envoyez ce bon à Publi-Trans USA : Place de la Vigne-aux-Loups, 91160 Longjumeau, pour recevoir gratuitement la brochure Vacances USA, avec la liste des Centres de Renseignements Touristiques USA. (Ils sont signalés par l'emblème ci-contre).

l'emblème circulaire. MP 1
 Nom
 Adresse
 Code Postal Ville

**106 formules de voyages vous sont proposées
par les agences.**

هكذا من الأصل

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Moscou par — 20°

DES NORMANDS SUR LA PLACE ROUGE



CRDIER

MALGRE les vingt degrés sous zéro d'un froid cruel, qui suit, pour peu que le vent s'en mêle, taillader les visages avec la rigueur d'un scalpel, malgré la neige et son petit craquement de brindilles brisées sous les pas, Henri — « n'écoutez pas mon nom, c'est pas la peine... » — était à son affaire, l'œil aux aguets sous un béret plus large qu'une assiette, même s'il ne savait plus très bien, tant il y avait à voir, où porter son regard.

Vers Krasnaja Plochtchad, la Place Rouge, piquetée de milliers de silhouettes sombres que le froid bonnet de fourrure fait toutes hydrocéphales, fermée d'un côté par les hautes murailles crénelées du Kremlin d'où dépassent, comme les fruits d'un verger clos, des bulbes d'or, de l'autre par l'interminable façade du Goum, le magasin d'État ?

Vers l'austère mausolée gris, rose et noir, où repose dans sa chaise de verre le petit homme chauve au visage de cire blanche ? Ou vers la basilique de Basile le Bienheureux, étourdissant triomphe de la foi et de la joie mêlés, sous ses clochers entés, côtelés, colorés, sculptés comme les pièces d'un jeu d'échecs taillé pour des géants ?

Henri, soixante-trois ans, célibataire et cultivateur (« pas agriculteur, cultivateur : vous voyez la nuance ? »), était en train de réaliser un vieux rêve, parce que « les voyages, c'est pour contenter son goût des contrastes, voir d'autres gens, d'autres choses, non ? », et s'en retourner dans sa ferme du Calvados, la tête habitée de nouveaux souvenirs, d'éléments neufs à passer au crible, le soir, dans sa maison sans électricité — « les bougies, ça marche toujours, y a pas de problème qu'à sauter... » Et pourquoi l'U.R.S.S. ? « Il y a longtemps que j'y pensais. On ne peut pas ne pas venir voir ça, c'est important, non ? On nous a raconté tant de choses... Et puis, l'instant d'après, avec un sourire à la normande : « Ne dites pas que c'est une question d'idées politiques. Moi, je n'ai pas dit cela ! ».

Passeports vierges

Ah, un jour, il s'est décidé. Dans l'agence du Crédit agricole où il a son compte et ses habitudes, il avait déjà touché sur des affichettes placées bien en évidence, puis feuilleté un catalogue, des dépliants. La même démarche, à peu de chose près, que celle des deux cent soixante-quinze mille Français du monde rural que Voyage Conseil, filiale de la Caisse nationale du Crédit agricole, a fait voyager depuis 1971, date de sa création.

En cinq ans, des agriculteurs, bien sûr, mais aussi des représentants de toutes les catégories socio-professionnelles de nos provinces, auxquelles, force est de le reconnaître, les grands circuits commerciaux du tourisme s'intéressaient peu, ont ainsi découvert New-York, le Maroc, les bruyères de l'Ecosse, la Hongrie ou les forêts scandinaves.

Pour un grand nombre de ces candidats au voyage, c'est une première, baptême de l'air y compris. A telle enseigne que, si

beaucoup d'entre eux connaissent dorénavant Buenos-Aires, Minsk ou Oslo, certains d'entre eux n'ont jamais vu... la tour Eiffel. Autre exemple, et d'importance : sur les cent trente compagnons de voyage d'Henri, plus de quatre-vingts avaient en poche un passeport encore vierge, commandé pour la circonstance. Cent trente apprentis voyageurs — dans la ville des mille et trois clochers et des sept gares —, célébrés par le jeune Cendrars de 1913, étourdi comme eux par le Kremlin — immense gâteau tartare — croustillé d'or — avec les grandes amandes des cathédrales toutes blanches — et l'or mielleux des cloches —.

Etourdi par la ville, ses palais, ses jardins dessinés sous le neige, le fleuve muet sous leurs coupes parce que devenues musées pour la plupart, et ouvertures au seul culte de la révolution, ces voyageurs ne pouvaient pas ne pas l'être. Mais ne l'étaient-ils pas plus encore par le mystère qui recouvrait tout, comme une chape de plomb invisible contre quoi, faute de vraies réponses, butait leur sur dix des questions qu'on se pose tout naturellement ?

Ce serait mensonge de ne pas admettre qu'après en U.R.S.S. — à tort pour la première fois — n'est pas aussi « simple » que de se rendre dans n'importe quel autre pays du globe, à de rares exceptions près, comme la Chine par exemple (et pour des raisons très voisines). Car, ici, la curiosité va s'exercer en permanence à deux niveaux. Bien sûr, on veut voir le pays — pour le

lant tous sous l'or, les bois précieux et les objets d'art les plus fabuleux, dont pays — les bourgeois et les villages, les plaines et les montagnes, et les hommes qui les habitent.

Mais pourquoi aller — on nous a raconté tant de choses —, avait bien dit d'entrée de jeu Henri — que l'on souhaite aussi (peut-être même surtout, du moins pour quelques-uns) voir l'invisible, contempler avec des réalités qui se révèlent trop vite insaisissables ses préjugés et les appréhensions qu'ils suscitent, en un mot ne pas cesser, tout au long du parcours, de feuilleter son petit dictionnaire franco-russe des idées reçues ?

Pour être honnête il faut aussi (ce qui, à l'usage, s'avère moins aisé qu'il n'y paraît) se débarrasser sitôt le pied posé sur le sol de l'Union soviétique des souvenirs de la Russie — l'autre — Russie — qui, malgré nous, encombrant nos mémoires en y faisant glisser, dans un grand concert de clochettes, des troïkas venues tout droit de chez les Tolstoï, avec à leur bord des Natcha emmitouflées dans leurs fourrures.

Ces références au passé gênent un peu, mais comment les gommer, alors que les neuf dixièmes des circuits touristiques tendent à régner dans ses rues, qui s'étendra sur vingt ans, à commencer par le cours « provençal, d'où l'on découvre la ville ancienne dominée par la cathédrale, les Prélats, l'Estérel et toutes les collines du pays de Grasse jusqu'à la mer : il a retrouvé son visage ancien de promenade et de lieu de fêtes, les rues ont été fleuries, des manifestations réanimées ou créées, comme le Festival Rhythma, auquel participent, depuis 1974, les lauréats des conservatoires internationaux de musique et d'art dramatique.

L'Ermitage est à lui seul un exemple confondant ?

Questions sans réponse. Pourquoi ces queues interminables partout, dans les magasins, devant les restaurants, les marchands de légumes, les boulangeries, et même les petites baraques en plein vent où d'énormes matrones disposent pour quelques kopeks leurs pirojki, ces savoureuses petites rissoles fourrées de hachis ? Pourquoi ce règlement hôtelier interdisant à la clientèle de recevoir dans sa chambre la personne de son choix passé 23 heures ? Pourquoi les étrangers en visite sont-ils tenus de demander un sauf-conduit s'ils désirent sortir de la zone des 40 kilomètres autorisée qui cerne leur ville de résidence ? Pourquoi l'agent de police décoche-t-il sans crier gare un coup de pied au derrière du piéton qui a traversé hors des clous au lieu de le réprimander ? Pourquoi ceci, et cela, et ça encore ? Parce que... Toujours un « parce que », tantôt gêné, tantôt grave, parfois rigolard. Mais jamais très convaincant.

Le croiseur « Aurore »

A Leningrad, ancré jusqu'au printemps prochain dans les glaces de la Neva, de minces filets de vapeur aux sabords, le croiseur Aurore, devenu musée lui aussi, continuait de monter sa garde silencieuse, commémorant mieux que tout autre symbole la formidable explosion qui avait secoué le monde un jour gris d'octobre 1917, pour en avoir donné le signal d'une salve tirée à blanc...

A Tsarakolo-Selo, devenu Pouchkine en 1937, le Bolchoï Ekaterinski dvoretz, le grand palais de Catherine, qu'il a fallu vingt ans d'efforts pour rebâtir pièce après pièce après les ravages qu'y exercèrent les soldats de Hitler, sommeillait sous la neige épaisse et le poids des souvenirs, montrant ses façades bleues, ses colonnes blanches, ses toits argentés et les merveilleux qu'il renferme en telle quantité que le musée parait s'emparer du visiteur confondu par tant de magnificence...

C'est trop, non ? Vous ne croyez pas ? Interrogeait Henri, méditatif. De petites escouades de touristes, étrangers et soviétiques, chaussés des patins de leur tour qu'il faut enfilier à l'entrée, suivaient les guides de l'Instituteur de salle en salle. Les étrangers, bruyants, lançant une boutade, étouffant parfois un rire. Les autres ligés dans le silence et la contemplation d'un autre univers.

D'un côté, l'Union soviétique, de l'autre la Russie des tsars. Deux mondes. « Le communisme russe est un mélange de Russie et de communisme, et ce sont deux choses qu'il ne faut pas confondre », a écrit l'Anglais John Beynon Priestley. Pourquoi ? Parce que...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

* Voyage conseil (catalogue dans les agences du Crédit agricole). Cinq jours à Moscou et Leningrad : 1 750 F, tout inclus ; quatre jours à Moscou : 850 F, tout inclus.

Les hauteurs

FESTIVAL de la neige à Innsbruck. Malgré le prix demandé pour assister aux épreuves de ces XII^{es} Jeux olympiques d'hiver, leur succès est pratiquement assuré, tant il est vrai que tout ce qui touche de près ou de loin aux loisirs de neige ne laisse désormais personne indifférent. Le sport et ses fusions y sont pour beaucoup, qui ont attiré un public de plus en plus large vers les pentes, les stations, les vacances en altitude.

En France, tout est comble, partout. Malgré les difficultés, l'augmentation du prix de la vie, les consignes sans appel du ministère des finances, c'est la ruée. Les spécialistes n'y croient pas. L'œil étonné, ils voient déferler dans les stations des affamés qui, renonçant à faire des comptes, s'installent comme aux beaux jours de années sans problème dans leurs vacances d'hiver.

Où prennent-ils cette force, où trouvent-ils ces moyens en ce début d'année 1976 déjà présenté sous un jour nous-sade ? Dans les balbutiements sombres de l'avenir, comme on a pu le dire, ou dans les nouveaux appétits soudainement dévoilés ?

Il semble bien que plus rien ne pourra arrêter l'homme de ce dernier quart de siècle quand il a décidé d'en finir pour un temps avec cette vie de tous les jours, où il a trop souvent l'impression d'être le jouet des décisions qui lui échappent.

Alors, cap sur les hauteurs !

nouvelles frontières
Tourisme
proposé de nombreuses
formules de voyages

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Vous avez des tas d'idées pour vos voyages et vous n'attendez de nous qu'un transport à bon marché.

Bruxelles/New-York 1190F AR
Paris/Le Caire 1200F AR
Bruxelles/Lima 1600F AR
Luxembourg/Delhi 2000F AR

Ces vols sont ouverts à tous sans aucune discrimination.

CIRCUITS AVENTURE

Groupes de 12 à 15 personnes, avec un responsable N.F., en land-rover, à pied, à cheval ou à cheval... Forcément hors des sentiers battus !

du 13/02 au 01/03
du 19/03 au 05/04
du 27/03 au 12/04
du 18/04 au 02/05

DECOUVERTE DU YEMEN

3300 F tout compris
avec transport Paris/Sanaa
aller-retour en jet

NOUVELLES FRONTIERES

83 av. Danfert-Rochereau
75014 PARIS
(Tél. 325.57.51 et 583.28.91)

Nom Prénom

Rue N°

Ville
Je désire recevoir la documentation sur le voyage
Lic. 793 A

amérique riche

new-york 990 f
mexico 2.450 f
rio 2.890 f
montréal 1.350 f

informations sur tous les vols à prix réduits

GROUPES INDIVIDUELS VOYAGES PROFESSIONNELS

MAISON DES U.S.A.
163, avenue du Maine,
75014 Paris
539-37-36

Côte d'Azur

Grasse au rendez-vous des congrès et de la culture

DERNIERE ville importante de la côte à s'équiper pour jouer à son tour la carte du tourisme d'affaires, Grasse dispose depuis le 18 janvier d'un « centre international » dont la vocation sera d'accueillir des petits et moyens congrès et différentes manifestations culturelles.

Sans même aller Nice, dont l'immense palais des expositions (de 15 000 à 20 000 places) est toutefois mal adapté à l'activité de congrès, ni Monaco ni Cannes, plus particulièrement tournée vers les festivals, Menton possède déjà, avec son Palais de l'Europe (1 200 places), d'excellentes installations, de même qu'Antibes-Juan-les-Pins, qui a inauguré en 1971 un Palais des congrès fonctionnel offrant 1 500 places en trois salles. La municipalité grasseoise a opté, elle, pour des équipements plus modestes mais de qualité, convenant aux capacités de la ville (34 000 habitants).

Bien situé, le nouveau centre

de congrès et d'animation culturelle, qui représente un investissement relativement léger de sept millions de francs, comprend 500 places polyvalentes auxquelles s'ajoute un hall d'exposition transformable en salle en plusieurs salles de commission. L'objectif des responsables du tourisme grasseois est précis : accueillir des congrès rassemblant de quatre-vingts à deux cents personnes, qui constituent en fait le marché le plus important puisque 63 % des congrès organisés dans le monde ne rassemblent pas plus de cinq cents participants et 25 % environ en comptent moins de cent.

Mais une politique de congrès implique aussi, comme l'a compris la municipalité grasseoise, que dirige un jeune maire éprouvé, M. Hervé Fontmichel — récemment passé du centisme aux républicains indépendants — des efforts d'animation et de mise en valeur touristique. La restaura-

tion de la vieille ville — remarquable autant par les témoignages d'architecture et d'histoire qu'elle recèle que par la vie qui continue à régner dans ses rues, qui s'étendra sur vingt ans, à commencer par le cours « provençal, d'où l'on découvre la ville ancienne dominée par la cathédrale, les Prélats, l'Estérel et toutes les collines du pays de Grasse jusqu'à la mer : il a retrouvé son visage ancien de promenade et de lieu de fêtes, les rues ont été fleuries, des manifestations réanimées ou créées, comme le Festival Rhythma, auquel participent, depuis 1974, les lauréats des conservatoires internationaux de musique et d'art dramatique.

Le centre international de Grasse, dont le comédien Julien Bertinard a accepté d'être le conseiller artistique (1), doit d'autre part être complété, en avril, par un lieu de réceptions prestigieuses : la villa-musée Fragonard, vaste et belle demeure de

style de la fin du seizième siècle, dans laquelle le « peintre du roy », né à Grasse, vint se réfugier sous la Révolution.

Tous les efforts consentis par les élus grasseois risquent toutefois d'être compromis par l'insuffisance de la capacité hôtelière de la ville. A Grasse même ne subsistent qu'un hôtel trois étoiles de trente chambres et sept autres de catégorie inférieure qui ne totalisent guère plus de cent vingt chambres... En attendant que de nouveaux établissements de prestige sortent de terre, les visiteurs de la capitale des parfums seront parfois contraints d'aller coucher à Cannes, à 15 kilomètres de là...

GUY PORTE.

(1) Il a organisé dès le début de l'hiver, une semaine dédiée à Pierre Fremaux et il dirigera, d'autre part, une classe d'art dramatique du tout nouveau conservatoire municipal de musique et d'art dramatique.

AVEC AVIANCA VOUS VERREZ LA MER DES CARAÏBES DU CÔTÉ LE PLUS ABORDABLE.



Avianca vous offre les plages ensoleillées de la mer des Caraïbes qui ne sont même pas polluées par la chaleur de la vie. Elle vous montre le côté sud-américain le plus abordable.

Dans la seule Colombie, vous avez 1500 Km. de plages pour vous étendre.

Comme la plage blanche de San Andrés, l'île du soleil, où le touriste allongé à l'ombre des palmiers s'offre son cocktail exotique et contemple les nombreuses beautés naturelles de cette île.

Où bien, si vous préférez naviguer, vous louez sans grands frais un yacht dans le port de plaisance de Cartagena, l'ancienne ville espagnole qui charmait déjà les corsaires du capitaine Morgan.

Personne ne peut mieux vous montrer le continent sud-américain qu'Avianca. Car Avianca est spécialiste de l'Amérique du Sud. Elle y a déjà effectué des vols réguliers avant que d'autres aient eu cette idée, depuis 1919.



Remplissez et envoyez-nous le coupon ci-joint, par retour de courrier, nous vous adresserons la brochure destinée en Amérique Latine.

Coupon

Nom
Adresse
Ville
J. Rue Scriba -
Paris 75009
Tél. 2653-60

Avianca LM/8/3

La plus ancienne compagnie aérienne du Nouveau Monde.

BRETAGNE
VOILE - PLONGÉE - LOISIRS
SKI NAUTIQUE
WINDSURFING

Stages - Week-ends - Accueil
classes de mer - Groupes -
Voyages d'études français et
étrangers
Régates de windsurfers le 15 fév.
CENTRE NAUTIQUE
PHILIPPE JOPPE
2580 TRÉBÉZEN
Tél. 35-22-47 - 35-31-91

(Publiés)
**APPRENDRE L'ALLEMAND
EN AUTRICHE**
Université de Vienne
Cours d'allemand pour étrangers
du 12 juillet au 25 septembre 1976
pour débutants et avancés.
Laboratoire de langues.
Excursions agréées.
Droits de cours et d'inscription
pour 4 semaines : S.A. 1.500
(environ 267 F)
Prix forfaitaire
(inscription, cours, chambre)
pour 4 semaines : S.A. 4.300
(environ 1.064 F).
Programme détaillé :
Wiener Internationale
Hochschulkurs
A-1010 Wien, Universität

VOYAGE CULTUREL
L'ÉGYPTÉ, AU FIL DU NIL...
Avec croisière sur le NEFERETARI
de Luxor à Assouan du 2 au
15 avril 1976. Voyage dirigé par
M. Robert LIEFVRE, conféren-
cier à la Sorbonne, lauréat de
l'Académie Française.
Places limitées.
Renseignements et inscriptions :
LES GRANDS ITINÉAIRES DE
BIELLE ET TERRE SAUVÉE
5, av. de l'Opéra - 75001 Paris
Tél. 260-31-66
M. SIRT TOUR 309 A

CHAINES à NEIGE
en LOCATION
et SKIS - CHOUSSURES
Paris-Ski - Paris - Rouen - Evreux
Bretagne - Ecouen
Tél. 27-41
DETHY 402-20-47
CAMPING - SKI - MONTAGNE
22, place des Vosges - PARIS

LA GENESTIERE
HOTEL-RESTAURANT *** NN
très grand confort (rénovation)
16 chambres
PISCINE - TENNIS
PARC OMBRAGÉ
Route de CARPENTRAS
84170 MONTPEUX
Tél. (06) 61-22-14

**L'UNION DES PÊCHEURS
DE PARIS ET DE LA SEINE**
offre gratuitement à tous les
pêcheurs et leurs amis une
MATINÉE HALIEUTIQUE
Dimanche 8 février
à 14 h. 30 bis, av. d'Alsace, Paris-10^e
en l'Hôtel des Ingénieurs
des arts et métiers
Projection de films couleurs. Les
reportages U.P.P. 1975 sur les
pêcheurs et leurs amis.
Les championnats nation-
aux des grandes épreuves :
Espagne - Portugal - le cham-
pionnat du monde de pêche au
coup en Pologne.

A l'occasion du Bicentenaire
de l'Indépendance des États-Unis
**Voyage de Pâques
aux U.S.A.**
23 mars au 6 avril 1976
Séjour en famille, dans le Mid-
West, participation aux célébrations
du bicentenaire, Cleveland,
Springfield, Chicago
Prix : à partir de 1.890 F
Ecrire à A.C.N.F.A., 4 rue de
Beauregard, 93200 SAINT-CLAUDE.

Tourisme

Le Vésinet, vert, frais et calme...

« O N va s'exclamer Delphine de Girardin, à une rapidité effrayante. » Le chemin de fer — c'est de lui dont il s'agit — va être un atout majeur dans le développement du Vésinet. La première ligne française, inaugurée le 28 août 1837, couvre en trente minutes les 19 kilomètres séparant Le Pecq de Saint-Lazare, alors que la diligence mettait deux heures. Aujourd'hui, le R.E.R. gagne seulement dix minutes sur la locomotive.

Cette liaison rapide va permettre à un idéaliste, Alphonse Fallu, de construire la première cité-jardin d'Europe réservée à une « colonie » bourgeoise. Un village de villas dans un ensemble cohérent d'espaces verts collectifs.

1856 : un échange de terrains appartenant à Henri Place, un banquier en difficulté, est à l'origine de la naissance du Vésinet. 438 hectares tout couverts de forêt et de garenne — la moitié de la superficie du bois de Boulogne — sont repris par un groupe de créanciers et deviennent la propriété d'une société privée qu'administre Alphonse Fallu. Cet industriel auvergnat, ancien maire de Fontgibaud (Puy-de-Dôme), s'est déjà distingué dans sa commune, où il a construit des bâtiments et fondé des écoles.

Pour réaliser sa « colonie » verte, Fallu s'entoure de deux hommes, le comte de Choulot, qui, lors de son émigration outre-Manche, a été conquis par les jardins anglais, et l'architecte paysagiste Olive.

Les bois du Vésinet, logés dans une boucle de la Seine, ont autrefois servi de parterre naturel au château de Saint-Germain, qui les domine. Face au domaine royal, Henri IV a ouvert une percée — le tapis vert de l'actuelle avenue Médéric — et tracé un rond-point en étoile, devenu la place de la République.

Fallu, Choulot et Olive vont respecter le site, mais ils se refusent à trancher dans le vif d'autres axes rectilignes. Leur plan-masse est souple : un réseau de routes sinueuses qui relient les ronds-points. Il totalisera 70 kilomètres. Au cœur du lotissement, Choulot réalise sa grande idée : des « coulées » de verdure, vastes prairies ouvertes à l'intérieur des bois.

Il n'y a pas de parc sans eau, si l'on en juge par le bois de Boulogne, dont l'aménagement a commencé en 1852. Au Vésinet, on creuse les anciennes mares royales où le gibier venait boire. Une nappe souterraine est captée, une usine hydraulique construite en bordure de Seine. Cinq lacs s'étagent à des niveaux différents.

Le fils d'une Polonoise...

Le projet a démarré en 1857. Dès l'année suivante, on procède aux premières ventes. Les parcelles varient entre 1 000 et 5 000 mètres. Le prix du mètre oscille entre 0,50 F et 1,50 F, mais il doublera vite. Sur les deux mille lots prévus à l'origine, neuf cent vingt-quatre parcelles trouvent acquéreur en quelques mois et cent seize maisons sont construites. En plus de la verdure et du site, les promoteurs offrent

à tout propriétaire ou locataire le parcours gratuit en chemin de fer pendant... trois ans.

Fallu l'idéaliste est un précurseur de l'urbanisme. Les clauses du cahier des charges, publiées en 1863, sont sévères et d'une surprenante actualité. « Toute construction devra être dirigée par un architecte. Aucune habitation ne pourra s'élever à moins de 10 mètres de pelouses et coulées. Les perspectives devront être respectées. » Ce n'est pas tout. Le caractère résidentiel du Vésinet sera strictement préservé : « Aucune usine, manufacture, four à chaux, ou à plâtre, briquetterie ou scierie ne peut s'y établir. » Des zones précises sont affectées aux activités commerciales. Une exception à la règle : les pépiniéristes, jardinières et fleuristes peuvent s'installer partout.

En 1867, est créée l'Union des propriétaires, une commission de dix-huit membres chargée de représenter les intérêts collectifs des habitants pour toutes les questions d'intérêt général. Huit ans plus tard, le Vésinet est érigé en commune. Son maire est tout désigné : ce sera Alphonse Fallu.

Le Vésinet connaît un grand succès et ne compte plus ses Vésingondins célèbres. Parmi les musiciens, les peintres et les poètes, citons Georges Bizet et Gabriel Fauré, qui y louent une maison pour l'été, Maurice de Vlaminck, à qui sa grand-mère raconte que « deux sales Prussiens » venaient manger leur soupe dans son jardin, et le fils d'une Polonoise qui boit beaucoup de rhum dans très peu de thé : ce jeune homme s'appelle Guillaume Apollinaire.

Un élégant habite le « Palais rose », copie du Grand Trianon, qui existe toujours à l'angle de l'allée des Fêtes. C'est Robert de Montesquiou, « ganté de blanc, coiffé de gris, vêtu de parme, fleur d'hortensia », tel que le décrit Jean Cocteau. La maison d'un philosophe est bien plus modeste : celle où Alain demeura de 1917 à 1951 voit passer les trains.

Le Vésinet, qui vit naître Jean-Louis Barrault et où Julien Green eut la tristesse de perdre sa mère, se souvient-il d'une ombre future qui, entre 1940 et 1942, descendait dans un pied-à-terre, 22, route de la Borde? L'ombre s'appelait Leopold Trepper, chef de l'Orchestre rouge.

Un siècle après sa création, la cité-jardin a su résister à la pression de l'urbanisation environnante. Les trois cinquièmes de son territoire sont inscrits à l'Inventaire des sites, et 150 hectares de forêts ont été conservés intacts. Les commerces restent cantonnés dans des îlots bien définis. Les hauteurs des immeubles ont été limitées à quatre étages et, pour éviter le morcellement des parcelles, le nouveau POS a fixé des superficies minimales qui varient selon les secteurs.

Aux portes de Paris, le Vésinet, vert, frais et calme, où tous les enfants roulent à bicyclette, est une promenade différente et agréable. Pas de statues dans ce grand parc, mais de vastes prairies rythmées de bouquets d'arbres et de bancs de bois bien assis face aux perspectives. Si, le dimanche après-midi, l'île des îlots est le bois de Boulogne du Vésinet, les environs du lac de Croissy, l'avenue de la Frise-d'Éau, qui le lac de la Station à l'île du Père, restent solitaires. S'écartant de la route, traversant les pelouses successives, pénétrant sous les arbres, le sentier suit la rivière, coiffée ici et là d'une pinède d'éboulis qui provoquent des cascades.

Les villas à la campagne, cela existe...

FLORENCE BRETON.

COMMENT PROLONGER LA VIE ACTIVE?

Peut-on maintenir intact son potentiel physique, intellectuel et nerveux sans subir inexorablement les conséquences de l'âge?

La communication présentée en 1956 par le Professeur Ana ASLAN au Congrès de Karlsruhe, devant 500 médecins, sur les bienfaits de son traitement au Gérovit, a suscité de nouvelles espérances dans ce domaine.

Depuis, du monde entier, l'on se presse en Roumanie à l'Institut du Professeur ASLAN.

Administré le plus souvent vers 50/60 ans, mais efficace dès la quarantaine, le Gérovit régénère les cellules, accroît le potentiel intellectuel, améliore la vigueur physique et restaure l'équilibre nerveux.

Vous pouvez, tout en profitant des loisirs habituels de vos vacances, suivre la cure dans l'un des nombreux centres créés en Roumanie (Bucarest, Mer Noire) et effectuer également un traitement de physiothérapie. Durée minimum du séjour : deux semaines. Vols directs de Paris, Lyon et Marseille.

Prix tout compris selon le lieu et la période de séjour : de 2.500 à 5.820 F.

Pour en savoir plus et pour toutes formalités d'inscription, s'adresser à COMTOUR, 161, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS. Tél. : 260.38.55.

En retournant le coupon ci-dessous, vous recevrez gratuitement et sans engagement tous les renseignements utiles sur le traitement, les lieux de séjour et les tarifs.

DOCUMENTATION GERIATRIE
Je m'adresse à M.
Adresse :
Code : Ville :

Nous exposons à la Semaine Mondiale du Tourisme et des Voyages au C.I.P. du 2 au 14 février.

Auvergne France
CHATEL GUYON

Renseignements :
à CHATEL-GUYON (63140)
□ Syndicat d'Initiative
□ Société des Eaux - Grands Thermes
B.P. 65 Tél. : (73) 88 00 08
à PARIS (75002)
□ 5, rue Saint-Augustin, Tél. 742 69 02

Régulation digestive • Intestin • Vésicule biliaire • Amibiase • Foie • Colibacillose
saison 5 mai - 30 septembre 1976

HOTEL SPLENDID **** 63140 CHATEL-GUYON
Tél. (73) 86.04.80 Tél. 25874

Cabines de soins thermaux • Buvettes • Sauna dans l'hôtel • Piscine d'agrément
Ouvert 10 avril - 31 octobre • Forfaits cure • Tarifs spéciaux hors saison

le ski nordique, autant le pratiquer dans son pays d'origine, la Norvège.

A Lillehammer, le plus important centre de ski nordique d'Europe, 240 km de pistes balisées, entretenues, vous attendent. Et pour que rien ne vous retienne plus, l'équipement vous est fourni : skis, bâtons et chaussures, ou tenues de ski qui restent votre propriété pour vous engager à revenir.

Départ sur demande à l'Office National du Tourisme en Norvège, 10, rue Auber - 75009 Paris - Tél. 073.24.30.

AIR FRANCE SAS
SCANDINAVIAN AIRLINES

TOURISME
HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur
JUAN-LES-PINS
Hôtel CYRANO *** av. Louis-Gallie, 50 m. mer, 45 à 112 F. Chambre, petit déj. Cab. toil. Douche ou bain. Réserves dès maint. Réouverture 15 avril. Prix réduits : avril, mai, juin, SEPTEMBRE, sur demande.

MIRAMAR (06580 Théoule)
HOTEL TOUR DE L'ESQUELON *** Plage réservée. Tél. (83) 90-31-51.

NICE
Hôtel GOUNOD *** 3, rue Gounod, au-dessus du Sofitel. Moderne, tranquille. Prix intéressants. Garage.

VILLEFRANCHE-SUR-MER
Majorette WELCHIE bord de mer Salins River. T. (83) 90-70-26.

Mer
FINISTÈRE
HOTEL ATLANTIC NN Lescoff 29138. Spécialité : crêpes de mer. Cuisine raffinée. Parc. Séjour agréable. Ecrire ou tél. (83) 97-05-06.

Montagne
Alpes du Sud - 04100 LE SAUZE
1.400 m - HOTEL « LE DAHU » *** NN Près des glaciers. Pâtes chaudes. Sauna. Restaurant d'altitude.

Paris
MONTFARNASSE
Hôtel LITRE *** Paris (9^e). 9, rue Litre. Tél. 222-71-74. Tél. 276-257. Nivelle Paris. 120 chambres calmes. Restaurant. Garage.

Province
BORDEAUX
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX *** NN. App. calmes 49 à 78 F T.T.C. Centre d'affaires et spectacles. 2, place de la Comédie, Bordeaux. Garage gratuit - Tél. 52-64-03 à 06.

Angleterre
VICTORIA (Londres)
HAMILTON HOUSE HOTEL Bed and Breakfast à partir de 40 F par personne, 60 Warwick Way, SW1. Téléphone : 01-621-7113.

Suisse
AROSA (Grisons)
HOTEL VALSANA Première classe. Courts de tennis. Piscine plein air et piscine couverte.

Hotel MONT-RIANT - 36 lits. Confort. Services personnalisés. Penna compl. T.T.C. des FF 70. - Tél. : 1541-25-6223.

Quand le fer imite l'air
A la découverte des plateaux-repas du « train Corail »

La restauration ferroviaire coûte cher à la S.N.C.F. Celle-ci, à la recherche d'économies, imagine des formules plus légères. Noblesse oblige : il n'est pas question de décrocher les traditionnels wagons-restaurants, des trains d'affaires qui font le renom de la société nationale. En revanche, dans les nouvelles voitures Corail sans compartiments qui circulent depuis le printemps dernier, on envisage de faire comme en avion : le plateau-repas servi à la place. Enfin, à bord des trains ordinaires, des rapides anonymes — les plus nombreux — les voyageurs déjeuneront un peu sur le pouce : le wagon-restaurants serait remplacé par un grill-express.

Le train Corail sur la ligne de Paris au Havre, c'est très joli. Tout en couleurs avec des suspensions très douces — on ne roule pas, on glisse — des voitures « coach » sans compartiments, des fauteuils « étudiés », des petites tablettes qui se rabattent pour « écrire ou pour poser une boisson ». Seulement voilà, sur ces quelques centimètres carrés, depuis le 25 janvier, on vous sert des repas, des plateaux préparés par la S.N.C.F., froids en seconde, froids ou chauds en première. Le contenu et la présentation dépendent « étroitement » de l'exigence du support.

Il faut mesurer ses gestes pour ne pas rompre le fragile équilibre de ce qui vous est offert, pétemie dans de petites boîtes de plastique s'encastrent tout bien que mal les unes dans les autres. Ici, une tranche de saumon disparaît sous une épaisseur de salade russe dès qu'on essaie de s'en saisir à l'aide d'une fourchette minuscule — à l'échelle de la tablette, sans doute. Là, un plat de résistance — chauffé à l'infarouge — composé de trois parties non séparées, viande en sauce, gratin dauphinois et sautifis, se répand en un curieux mélange : une sorte de « daube » à la crème. Dans un troisième petit cube, qu'il faut bien faire tenir en équilibre sur les deux autres, faute de place, deux portions : le fromage et le beurre. Enfin, le temps d'avaler une pâtisserie de distributeur automatique avec sa cerise confite bien rouge et c'est fini. On est arrivé à Rouen. Pas de café.

Le prix du repas — froid ou chaud — en première : 39 francs, auxquels il faut ajouter les 10 francs d'un vin banal, soit l'équivalent du prix d'un billet de Paris à Rouen en première. Pour les secondes, l'unique plateau froid est de 29 francs. Moins cher, pour éviter que le repas ne dépasse le prix de la place.

La formule a enchanté : pour- ce les hommes d'affaires très pressés qui voudront apaiser une faim qui ne leur coûte pas de temps, mais pour les autres voya- geurs où est l'avantage ? Le wagon-restaurants avait du moins le mérite de permettre d'aller se dégourdir les jambes dans un autre décor, et de rompre la monotonie du voyage. Le repas était médiocre et cher. On le savait : cette mauvaise réputation finis- sait d'ailleurs par devenir pré- textuelle à l'her conversation... La formule actuelle des plateaux n'est ni meilleure ni moins chère, mais le voyageur est condamné à rester coincé dans son fauteuil avec pour vis-à-vis un dos de siège.

L'intérêt de cette formule est évident pour la S.N.C.F. : moins de personnel, moins de matériel et, à la fin de l'année, un déficit moins important. Mais où est le gain du passager si le service allégé que certains souhaitent sans doute ne se traduit par une diminution de prix et une amélioration de la qualité ?

CHRISTIAN COLOMBANI.

Si vous voulez vous désintoxiquer sagement.

Hotel Leonardo Da Vinci

VACANCES

LES TOUS DÉCOUVRES
L'EUROPE EN AUTOCAR
HORIZONS LOINTAINS
AIR VACANCES
SOMES DÉCOUVRES

le tourisme français

مكتبة من الأصل

UN POÈTE EXPLORE LA MER

Il va diriger — en plongeant lui-même — la campagne 1976 de son groupe « Ecomair » consacré à l'étude et à la sauvegarde des fonds sous-marins. Zone d'action : de la presqu'île de Giens au cap Sicié, d'est en ouest de Toulon.

« A quelle profondeur évoluera-t-il, muni d'un scaphandre autonome, pour ces plongées sans câble ? (1) dont il fut l'un des pionniers mondiaux ? — Entre 40 et 45 mètres. — Quel âge a-t-il ? — Soixante-dix ans. »

Son portrait commence là, par cette audace obstinée, mais ne livre qu'un premier trait. Aventurier qui refuse aux années le droit de le diminuer ? Certes. L'un des trois mousquetaires de jadis, l'un de ces trois jeunes « fous de la mer » : Talliez, Dumas et Cousteau — dont il fut plus tard le « patron » au GERS (2) ? Oui. Mais aussi (Trente-six années, trente-six bateaux), un strict officier de marine : le capitaine de vaisseau Philippe Talliez. Et maintenant, membre du comité scientifique du parc national de Port-Cros, le seul qui étende sa protection au plateau sous-marin. Objectif : « Obtenir une protection de l'ensemble des îles d'Hyères ». De plus, créateur de cet « Ecomair » aux tâches précises. Organisateur ? Technicien ? Evidemment. Et chercheur d'une rigueur toute scientifique, s'entourant de biologistes, d'hydrologues, de géologues... « Parce que tout se tient », comme il va le faire encore au cours de cette nouvelle campagne où seront poursuivis et

comparés les bio-inventaires établis « après plusieurs semaines de plongées », poussées plus loin, études hydrologiques antérieures, recherchées la frontière de ces prairies d'algues — les posidonies — qui réoxygènent la mer et revivifient la faune. Enfin, au bout de tout cela, tant il est difficile de le réduire à une fiche : poète.

Poète non pas tellement parce qu'il a écrit — écrit — les émerveillements du monde sous-marin mais parce que sa plongée est, aussi, une quête. Confronté physiquement, charnellement, au domaine fabuleux d'où surgit toute vie, il a élargi sa vision et rencontré les questions majeures : la place de l'homme dans notre biosphère, dans ce monde.

Un océan d'incertitudes

Alors le voilà — inquiet, inquiet — maître des disciplines exigeantes qui sont ses outils, mais se révoltant soudain contre les équations, contre les paramètres « nécessaires, indispensables » qu'il accuse de fragmenter, de scléroser le réel, l'immensité du réel.

« Il faut mesurer, mesurer toujours plus scrupuleusement, exactement... mais sans triomphalisme scientifique. Je ne peux, je ne veux écrire un livre que tous les dix ans », dit-il. Le prochain, au bout de tant d'années de recherches et d'acquisitions, s'appellera d'un titre révélateur : *Un océan d'incertitudes*. Ce sera encore une « plongée » : dans son passé riche et complexe, dans la vision qu'il s'est formée au travers d'expériences hors du commun, dans son enquête sur ce « ludion », sur ce petit homme qui ose grimper jusqu'à la Lune et s'enfoncer jusqu'aux abysses.

Une anecdote le situe. Un jour, cerné par les caméras de la télévision, sommé de donner des réponses précises, il s'est fait semoncer dans les coulisses à la fin de l'émission : « Je vous ai posé vingt-sept questions, commandant. Vous n'avez répondu à aucune ! » Vraiment, n'avait-il pas répondu ?

Aujourd'hui encore, dans ce tête-à-tête, obtenir des réponses sur la prochaine campagne — qui, d'autre part, sera réalisée avec une stricte précision — relève du duel, du combat. Sans cesse il faut le rattraper, le ramener au propos. Au vrai, il n'hésite pas. Mais, pour en revenir au sujet, qu'aux posidonies, il fait d'abord le tour de l'univers, le tour de lui-même et puis encore celui de l'homme dans l'univers.

vers. Et l'on finit par ressentir qu'il a raison : les humbles posidonies — qui rejettent sur les plages à l'automne, sont « les feuilles mortes de la mer » — contiennent bien tout cela.

Il fallait l'écouter d'une autre oreille, le voir autrement. De lui, le profane peut avoir la seule image de l'un de ces risque-tout qui ouvrent les voies nouvelles de l'exploration sous-marine en « coupant le câble » : une révolution. Comme les cosmonautes se sont détachés de la Terre, les scaphandres autonomes — et, plus tard, les bathyscaphes et leur suite — ont rompu le cordon ombilical. Mais il y a cette « autre chose » : la quête du poète impatient qui n'oublie jamais le choc reçu dès sa jeunesse quand, « plongeur nu », il ouvrit les yeux pour la première fois sur un monde en même temps féérique et lourd du grand mystère.

C'est ce « supplément » qui, sans nul doute, attire à lui jeunes et adultes. Des spécialistes, tous bénévoles, forment le noyau de l'équipe d'« Ecomair », — enregistré comme Commission extra-municipale de la ville de Toulon et à qui la marine fournit l'essentiel des moyens matériels, bateaux et plongeurs entraînés, tous volontaires. Mais des jeunes, des « fanas », viennent lui offrir spontanément leurs vacances. Il les avertit des connaissances, de la rigueur, du désintéressement qu'exige un tel engagement. Mais

il les accueille. Encore ne mesure-t-il pas toujours son prestige auprès d'eux. Ils savent « tout » de lui : des premières lunettes montées sur chambre à air jusqu'à l'« Archimède », des premières boîtes photographiques étanches — drôlement ficelées — jusqu'aux caméras couleur. Et le défi à la fameuse ivresse des profondeurs — qui fait du plongeur un ivrogne poétique... et condamné... — et la carrière des bateaux-pionniers, dont « l'Elle-Monnier », Et la création du GERS et de l'Ecole de plongée. Et les périlleux déminages, l'aventure archéologique de la galère de Mahdia, l'aventure spéléologique de la Fontaine-de-Vaucluse.

Ils savent les portes ouvertes, depuis les « hubas » rudimentaires jusqu'aux « maisons sous la mer », en passant par l'aventure du bathyscaphes devant Dakar, mais, tout aussi bien, la « reconversion » de ce chasseur acharné (un pêcheur de jeunesse) en défenseur de la vie sous-marine. Cela n'est pas, pour ces jeunes, son moindre titre de gloire, en particulier sur ces rivages aux eaux extraordinairement claires et pures... jadis. (Les « gens de l'intérieur », les vacanciers de l'été, ne mesurent pas toujours l'inquiétude, l'indignation, que suscitent chez les « riverains d'origine » les soulèvements nouvelles qui dénaturent « leur » mer, cette Méditerranée, mère et source de tant de lyrismes et de mythologies).

« Allez-y voir »

Les jeunes connaissent le poète Talliez mais ignorent pas qu'il ne vit pas en tour d'ivoire, qu'il se retrouve les manches, qu'il plonge encore pour « aller y voir ». De fait, à des idéalistes ingénus pour qui suffisent quelques options théoriques ou quelque incantation, ce scientifique — qui s'interroge sur des océans d'incertitudes — va donner encore une leçon de rigueur. Ce lyrisme — qui a chanté ces litanies : « Mer des hommes, mer de l'île, et de l'Odyssée, mer des poètes, mer de Saint-Exupéry, mer de Voléry et de Jung, des philosophes, des mystiques, des physiologistes... Mer, à présent retranscrite de nos corps, mais chargée des mêmes sels, et qui pulse toujours dans notre sang » — va donner encore une leçon d'efficacité, et d'humilité. Dans sa prochaine campagne est inscrite l'étude in situ des nuisances provoquées par le déversement dans la mer des grands égouts urbains. (On en compte douze dans la seule zone concernée). Il plongera. Il va se coller, le poète, avec les émissaires.

(1) Plongées sans câble et Nouvelles plongées sans câble, par Philippe Talliez (Editions Archimède).

(2) Groupe d'études et de recherches sous-marines.

Tourisme

Ski sans fatigue en suisse par le train autos couchettes pour le valais

allers : vendredis jusqu'au 12/3 ; retours : dimanches jusqu'au 14/3.

CHAMPEL-VAL 35 km de Saint-Maurice — paradis du ski de fond — 4 installations — 1.500 lits hôtels — appart. — Tél. : 1841/26/4 12 27.

SAS-PEE, 1.200 m, à 85 km de Saint-Maurice — Piscine couv. — 21 remontées mécan. — patinoire — équitation — promenades — ski de fond — luge — d'été : tennis des 315 F. Office du Tourisme CH-3908 Sas-Pée. Tél. : 1941/28/4 81 58.

VERBIE, 1.500-3.023 m, à 35 km de Saint-Maurice — Le paradis du ski entre le Mont-Blanc et le Cervin — Arrangements forfaitaires pour les week-ends ou semaines. 61 installations à travers 5 vallées — Renseignements : Office du Tourisme CH-1035 Verbier. Tél. : 19-41/26/7 12 50.

ZINAL, à 75 km de Saint-Maurice — Val d'Anniviers — Résidences parafamiliales — service hôtel — restaurant — bar — piscine couverte — arrangement tout compris des 480 F. avec remontées mécan. Set-Zinal CH-3961 Zinal. Tél. : 19-41/27/05 17 50.

Hôtel NICOLETTA (ouvert 1971) — 1^{er} ordre — 60 chambres baign. ou douche — radio — piscine couv. — sauna — solarium — salon TV — rotiss. — Tél. : 19-41/26/7 85 33. Télax 3810.

ZERMATT, 1.620 m, au pied du Cervin — paradis hivernal avec la plus longue saison d'hiver des Alpes — 54 kilomètres de remontées mécaniques — 120 km de pistes — parc excellent route jusqu'à Visch (5 kilomètres de Zermatt). Office du Tourisme. Tél. : 19-41/26/7 78 55. Télax 38120.



A Cannes le mimosa est en fleurs

« UNE VRAIE GERBE DE FORFAITS »

7 jours à partir de
224 F.

chambre petit déjeuner en hôtel **
(par personne en chambre double)

3 JOURS, 7 JOURS, 10 JOURS ou PLUS

L'hiver fleuri et ensoleillé de Cannes vous permet
des vacances que vous ne trouvez pas ailleurs.

Consultez votre Agence de Voyages ou envoyez votre
coupon réponse aux SERVICES DU TOURISME DE LA
VILLE DE CANNES, La Croisette 06406 CANNES

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, des renseignements sur les forfaits vacances

NOM :

ADRESSE :

JEAN RAMBAUD.

Voyage classique ou hors des sentiers battus,
Grèce ou Japon, Sicile, Mexique ou Haïti

Nous savons tout du pays où vous rêvez d'aller



SÉJOURS

ROUMANIE 8 j.	Hôtel Lydia	1150 F
SICILE 8 j.	Hôtel Club Saracen Sands	1345 F
GRÈCE 8 j.	Hôtel Club PLM	1685 F
TURQUIE 8 j.	Hôtel Carlton	1720 F

HAÏTI ou la Corse...

CROISIÈRES

LE DANUBE, de la Mer Noire à Vienne, 8 j. 2630 F

AVION + VOITURE

TUNISIE 8 j. 990 F

MAROC 8 j. 1070 F

CIRCUITS

JAPON - HONG-KONG - SIAM 19 j. 8990 F

MEXIQUE - YUCATAN - GUATEMALA 21 j. 9440 F

COMITOUR
votre tourisme-conseil®

Téléphonez, écrivez ou venez nous voir, nos collaborateurs ont votre solution.
Encore un exemple! Que diriez-vous de découvrir la Corse, cet été, à bord
de votre propre bateau, d'explorer les fonds marins en scaphandre, de pratiquer
la pêche sous-marine avec l'équipement le plus moderne?

COMITOUR — PARIS — 161, rue Saint-Honoré 75001 PARIS — 260.38.55 —
1, rue Daumou 75002 PARIS — 261.67.08 — à MARSEILLE 22, avenue
Jules-Carlier 13006 — 42.06.56.

Pour recevoir sans aucun engagement de votre part notre documentation
détailée, complétez ce bon, et envoyez-le à COMITOUR.

ROUMANIE ☐ SICILE ☐ GRÈCE ☐ TURQUIE ☐ HAÏTI ☐ JAPON - HONG-KONG - SIAM ☐ MEXIQUE - YUCATAN - GUATEMALA ☐

Séjour en Corse avec location de bateau, équipement de plongée et de
pêche sous-marine ☐

Nom Prénom

Adresse Code Postal Tél.

Si vous voulez vous désintoxiquer sagement....

(expédiez ce coupon)

Indications
Rhumatismes, arthrites,
arthroses, goutte, séquelles
traumatiques (de fractures,
contusions, distorsions et
luxations). Collagénoses, rhinites,
pharyngites, sinusites, bronchites.
Affections gynécologiques et du
métabolisme. Thérapie préventive.

Coupon
Veuillez m'envoyer vos dépliants
illustratifs.
Nom :
Adresse :
Pays :

Le plus moderne établissement thermal-hôtelier.
110 chambres avec balcon, radio, téléphone, air climatisé, bain ou douche.
Pension complète journalière à
partir de 90 F.
1-35030 Montecatone -
Abano Terme
Tél. (avec numéro d'appel)
003949 524057
(12 km Padoue - 42 km Venise)

Hotel
Leonardo
Da Vinci



VACANCES

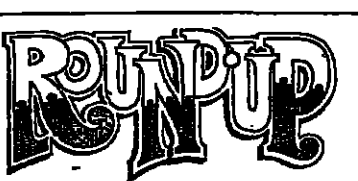
les trois brochures

L'EUROPE EN AUTOCAR
HORIZONS LOINTAINS
AIR VACANCES
sont parues

Demandez les à l'agence de voyages

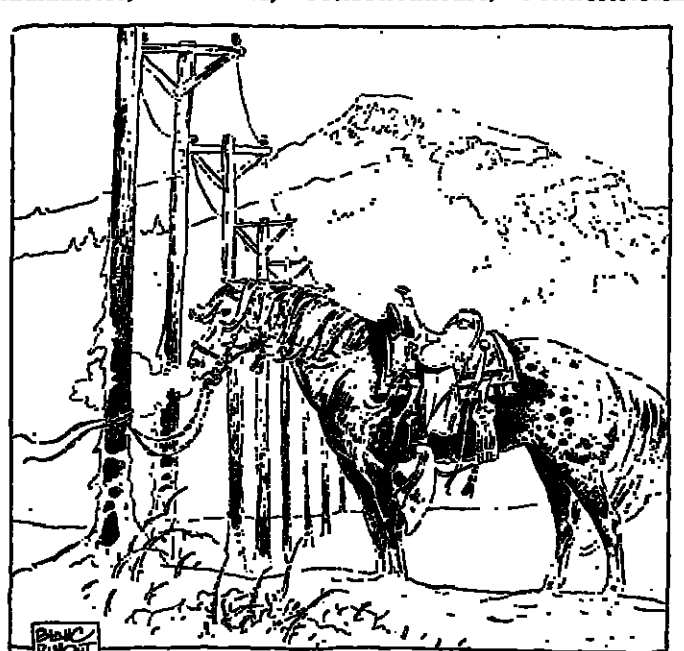
le tourisme français (lic. 77)

96, rue de la Victoire 75429 Paris - Tél. 285.38.38
32, avenue Félix-Faure 75015 Paris
122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen



LE N° 2
EST PARU

PREMIER JOURNAL D'INFORMATION - Westerners
Indianistes, Cavaliers, Collectionneurs, Folkloristes...



Vente au numéro chez :
— GENERAL STORE : 40, boulevard de Bonne-Nouvelle, 75001 PARIS.
— INDIAN TRADING POST : 50, passage Châteauneuf, 75002 PARIS.
— LIBRAIRIE DES AMER : 27, rue du Louvre, 75001 PARIS.
— WESTERN HOUSE : 13, avenue de la Grande-Armée, 75016 PARIS.
— WESTERN BOUTIQUE : centre commercial Parly II.
— THE OUTPOST : 23, route de Boulogne, 92011 SURESNES.
— MONTANA RANCH : 28260 Saussey par Abet.
— WESTERN STORE : 13, rue Barabian, 13001 MARSEILLE.
— WEST UNION : Centre commercial de la Part-Dieu, 69009 LYON.
— WESTERN BOREALIAN SUPPLY CENTER : 32, rue Antoine-Denisart, 10000 BRUXELLES (Belgique).

ROUND UP Abonnements

1 AN - 4 numéros

France 20 F - Etranger, 30 F

Nom :

Adresse :

Code Postal :

Cl-joint mon règlement, en
chèque bancaire ou postal à
l'ordre de ROUND UP

17, rue de l'Osse-Glatigny,
75780 MAREUILLE
FRANCE

MQ 11

PREMIÈRE SEMAINE MONDIALE DU TOURISME

300 millions de voyageurs en 1980 ?

UNE INDUSTRIE DANS L'OPULENCE

LES organisateurs de la première Semaine mondiale du tourisme et des voyages, qui aura lieu au Centre international de Paris, du 6 au 14 février 1976, se sont fixés deux objectifs : faire connaître aux professionnels du tourisme français et étrangers les possibilités offertes dans le domaine de l'importation et de l'exportation de l'activité touristique, et présenter à un public désireux de s'informer des formules nouvelles de voyages

et de séjours tant en France qu'à l'étranger. Cette « foire » aux voyages, la première du genre en France, permettra aux spécialistes du tourisme, aux hommes d'affaires et aux organisateurs de congrès, à un large public enfin, de prendre connaissance, à une époque favorable de l'année, auprès de trois cents exposants, des itinéraires les plus divers, voire de réserver dès à présent leurs vacances d'été.

La profession et son public

Il y a longtemps qu'ils y pensaient. Mais une telle affaire ne saurait s'improviser. Voici d'ailleurs, déjà, l'ADONET, l'Association des offices de tourisme étrangers installés en France, avait envisagé de concert avec le Syndicat national des agents de voyage (S.N.A.V.) d'organiser à la Bastille, dans l'ancienne gare devenue espace d'expositions, un premier « salon » du tourisme, dont l'entrée aurait été réservée aux seuls professionnels. Pourtant, de nombreuses difficultés administratives, un laps de temps trop restreint, quelques divergences de vues avaient relégué le projet au fond d'un tiroir.

Entre-temps, l'I.T. Show (Incentive Travel Show), « rencontre européenne du voyage et des affaires », mis sur pied par les Editions Touristiques, a vu, il est vrai, naître une série de deux journées consécutives, bien largement les preuves du bien-fondé de telles manifestations et suscité de nouveau chez tous les professionnels l'envie de disposer une fois l'an, voire tous les deux ans seulement, d'un grand rendez-vous. Un « carrefour » où se rencontreraient fabricants (tour-opérateurs) et revendeurs (agences), mais aussi des membres de toutes les professions concernées : hôteliers — individuels ou en chaîne — offices de tourisme, étrangers et provinciaux, voire industriels dont la production intéresse le voyage. Et le public.

Aussi, l'an dernier au mois d'avril, l'assemblée générale de l'ADONET décidait-elle d'entamer sans plus attendre de nouvelles démarches auprès du S.N.A.V. pour relancer l'idée d'une grande manifestation. Deux hommes, MM. Paul Guiry, directeur de l'office de tourisme des Etats-Unis à Paris et président en exercice de l'ADONET, et Bernard Didiot, tour-opérateur, allaient être les artisans de l'opération.

Lorsqu'on lui demande quelles ont été les grandes lignes directrices de l'opération, Paul Guiry, modeste, répond : « A la vérité, nous avions un peu — co-

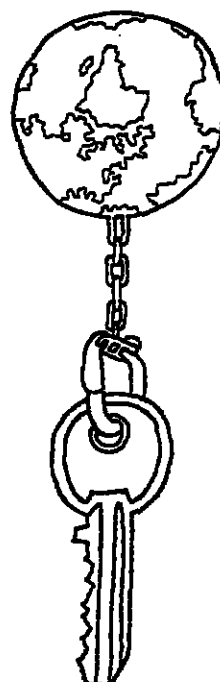
pié », parce que nous l'avions toujours admirée, l'I.T.B., Bourse internationale du tourisme, qui se tient à Berlin... Il est vrai que cette foire gigantesque rassemble dans l'ancienne capitale allemande des représentants de plus de cinquante pays. A titre d'exemple, les seuls Etats-Unis y ont délégué l'an dernier pas moins de soixante-quatre exposants, tour-opérateurs, hôteliers, villes, régions. « Alors, nous avons demandé aux responsables de Berlin leur recette, qu'il nous ont confiée. »

L'état-major d'I. T. Show, sollicité, acceptait de se rallier aux organisateurs, comme la Fédération des techniciens supérieurs du tourisme, qui avait présenté avec succès ces dernières années son propre salon, baptisé Tourexpo. Restait à trouver encore un organisme susceptible de prendre en main l'affaire sur le plan matériel, et d'en assurer la bonne marche. La société Sepic, spécialisée dans les salons (elle en œuvre plusieurs chaque année), accepta de s'en charger.

Les structures en place, fallait-il encore convaincre... les exposants. Si les tour-opérateurs se montrèrent d'emblée très « chauds », les agents de voyage furent un peu moins enthousiastes. Peu à peu, cependant, on allait faire le plein des emplacements, et les stands alloués à la première semaine mondiale du tourisme et des voyages affichaient aujourd'hui complet. Les « pionniers » de 1976 auront d'ailleurs — juste retour des choses — un droit de priorité à l'inscription l'an prochain.

Aux côtés des fabricants et des revendeurs, des compagnies aériennes, des loueurs de véhicules, des éditeurs de revues spécialisées, des chaînes hôtelières, des compagnies maritimes, la S.N.C.F., les provinces françaises, et tous les offices étrangers de la capitale, exception faite pour le Canada, l'U.R.S.S., Israël et le Liban, sont présents au « carrefour », premier du genre, où vont se réunir le monde des voyages et celui des voyageurs. Rendez-vous en 1976...

J.-M. D.-S.



Entre janvier et décembre 1975, les devises étrangères ont rapporté 12 milliards de francs à l'ensemble des neuf provinces autrichiennes.

Spécificités

Les Allemands de l'Ouest, les « plus grands voyageurs », ont dépensé 20,7 milliards de marks, soit environ 38 milliards de nos francs, cette année. Il n'est pas jusqu'à l'Union soviétique qui ne considère l'activité touristique comme un élément important de son économie nationale ; en 1975, un touriste individuel importateur de devises a été mis en place par les responsables soviétiques de cette industrie parallèlement au tourisme de groupe, plus social mais moins rémunérateur.

Depuis le début des années 50, le tourisme s'est développé en Europe avec un taux moyen d'expansion annuel de l'ordre de 15 %. On enregistre cette année pour l'ensemble des pays de la Communauté plus de 100 millions de visiteurs étrangers. En 1974, les recettes globales étaient déjà évaluées à 14 milliards de dollars, les dépenses à 13 milliards de dollars.

Un tel volume d'échanges suffit à prouver que le tourisme est, pour l'Europe, l'une des industries les plus florissantes. D'ailleurs, les gouvernements européens s'intéressent de près à ce secteur essentiel de l'activité humaine d'aujourd'hui. En France, un service de l'Etat, en Allemagne un office central, en Italie des organismes régionaux aidés par un comité interministériel de la programmation économique programment des politiques du tourisme qui, si elles ne se valent pas toutes, tiennent chaque année une place plus importante dans les affaires publiques et démontrent avec quelle acuité les dirigeants de ces pays développés perçoivent le rôle du tourisme dans les relations internationales et le devenir de la Communauté européenne.

De leur côté, les pays en voie de développement ne s'efforcent pas de mettre en place un tourisme spécifique qui puisse attirer les visiteurs hors de leurs zones traditionnelles — l'Europe et l'Amérique du Nord — qui, depuis vingt ans, reçoivent 90 % des touristes internationaux ? Ces pays essaient de tirer de la différence des climats et des niveaux de vie entre régions « émettrices » et régions « réceptrices » les conditions optimales d'un tourisme exotique.

Depuis 1974, le Maroc a consi-

truit plus de 30 % de ses lits d'hôtellerie ; la Roumanie a accueilli, en 1974, environ 4 millions de touristes étrangers. La Côte d'Ivoire, Sri-Lanka, ont aussi consacré à cette activité une part importante de leurs finances publiques. Il n'en demeure pas moins que le tourisme de ces pays en voie de développement reste fragile et la politique de ces Etats en ce domaine menacée par la puissance des monopoles qui, trop souvent, imposent leur volonté.

Pour l'O.C.D.E., le développement touristique international ne fait aucun doute. Les prévisions des années 80 sont de l'ordre de 230 à 300 millions d'arrivées enregistrées. On comprend que de telles perspectives incitent les responsables de ce secteur à préparer avec le maximum d'efficacité l'impressionnant assaut prévu.

De nouvelles dimensions

Partant du fait que le tourisme est déjà devenu en France la seconde industrie d'importation, avec un chiffre d'affaires de 129 milliards et des recettes en devises de 15 milliards de francs, que de toutes les activités de services produites dans notre pays il est de loin le plus rentable, l'initiative de la première Semaine mondiale du tourisme et des voyages ne peut donc qu'aider à aborder les dimensions nouvelles du tourisme international dans les très prochaines années.

Ce grand forum devrait permettre d'autre part de prospecter un nouveau marché : celui des organisateurs de congrès et des hommes d'affaires pratiquant de plus en plus fréquemment une forme de tourisme original alliant le travail aux loisirs. Enfin, la confrontation des idées, les débats prévus au programme donneront sans doute au public l'occasion de se familiariser avec l'industrie touristique. Et d'éviter peut-être ainsi qu'un jour, lassé, il ne se détourne des fausses conquêtes du bout du monde.

Le tour du monde en plein Paris !

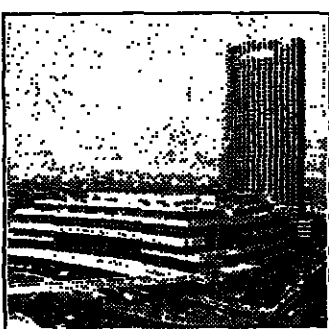
Pour vos vacances d'été ou d'hiver, vos évasions de fin de semaine Pour vos déplacements d'affaires et vos congrès

Que vous soyez jeune ou moins jeune, seul, en famille ou en groupe Quels que soient vos moyens et les horizons dont vous rêvez

visitez la

1^{ère} Semaine Mondiale du Tourisme et des Voyages

CENTRE INTERNATIONAL DE PARIS
Porte Maillot
Métro : Ligne N° 1 Porte Maillot
Autobus : 73 52 43 PC
S.N.C.F. : Petite Ceinture Porte Maillot



Du 6 au 14 FÉVRIER 1976
Ouvert de 10 h à 18 h les 6, 7, 8, 14 Février
et de 12 h à 18 h du 9 au 13 Février inclus

• Les Offices nationaux et régionaux de Tourisme vous documenteront sur les pays et régions que vous souhaitez visiter.

• Les spécialistes qui conçoivent et organisent pour vous circuits, séjours, croisières, répondant à tous les goûts, comme à toutes les bour-

ses, vous présenteront en détail leurs programmes qui rivalisent d'originalité, de qualité d'efforts sur les prix et les services.

• Les grandes Compagnies qui organisent vos déplacements par air, mer, fer ou route, les Chaînes hôtelières qui assurent votre héberge-

ment vous parleront prix, confort, services, facilités.

• Les prestataires de services divers : locations de voitures ou de bateaux, assurances, banques, documentation touristique, vous expliqueront comment ils peuvent contribuer à la bonne organisation de vos voyages.

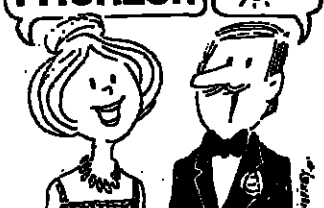
Réservations et inscriptions sur place

1^{ère} Semaine mondiale du
TOURISME et des VOYAGES

"TOUTE UNE PROFESSION RASSEMBLÉE A VOTRE SERVICE"

Correspondance : 10 rue du Colisée 75008 PARIS - TS1 (1) 225 52 75 - Telex : SEPIC 640450F

J'aime Jersey
l'hôtel ****
l'Horizon



L'étonnante et joyeuse petite île de Jersey (à 1 heure de Paris-Orly Sud) possède un merveilleux hôtel : l'Hôtel l'Horizon, quatre étoiles, très certainement l'un des hôtels d'Europe ayant le plus de charme et de classe.

Une situation exceptionnelle : 140 mètres de plage, plein sud, le long de la magnifique baie de Saint-Brelade... Un confort maximum dans les quelque 100 chambres... Trois salons-bars dont l'un donnant sur la très belle piscine intérieure chauffée (à 15 m)... Un restaurant et un Star-grill réputés. Un orchestre qui anime des dîners dansants d'une grande élégance... Et toujours une ambiance particulière faite pour des clients exigeants et raffinés...

M. John Williams, le directeur, qui régit, souriant, sur cet ensemble incomparable, sera heureux de vous adresser personnellement une documentation en couleurs. Ecrivez-lui directement en vous recommandant du journal. Vous pouvez également le joindre par téléphone en appelant la 18 (44) 524-5171, 1844 n° 41291. Hôtel l'Horizon, baie de Saint-Brelade, Jersey (Îles Anglo-Normandes).

Charles Victor Convent

Lic. A. 86

Thomas Cook

2, place de la Madeleine, 75008 PARIS

LONDRES
IRLANDE
ÉCOSSE
JERSEY
MALTE
STAGES
LINGUISTIQUES

et ses spécialistes du Tourisme se feront un plaisir de vous accueillir au Stand G 19 du Salon et vous présenter nos produits.

LE PREMIER AU MONDE DU VOYAGE - PARTOUT

équinoxe en Laponie

la campagne laponne sous le soleil de printemps les joyeuses randonnées à ski ou en traîneau en compagnie des troupeaux de rennes

FINLANDE
là où finit la terre là où commence l'infini

Renseignements **OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE**
13 rue Aubert 75008 Paris Tél. 265-40-13

Nom
Adresse
.....

désire le dépliant
LA FINLANDE
SOUS LA NEIGE

DU TOURISME

ET DES VOYAGES

Sept jours
aux
quatre coins
du monde



(Dessins de GADIS.)

Des films touristiques seront projetés tout au long de la semaine dans deux salles du C.I.P.

● **SAMEDI 7 FÉVRIER.** — De 15 h. à 16 h. : Népaul, pays des légendes; de 16 h. à 17 h. : Turquie; de 17 h. à 18 h. : Bodrum (ancienne Halicarnasse) par Alain Valtat; de 18 h. à 19 h. : Châteaux en Auvergne; Christine et moi en Limousin; de 19 h. à 20 h. : Ténériffe; Eternel printemps; Congrès en Ténériffe; Fleurs en Ténériffe; Carnaval en Ténériffe.

● **DIMANCHE 8 FÉVRIER.** — De 15 h. à 16 h. : Turquie de Claude Lelouch; de 16 h. à 17 h. : Turquie d'hier et d'aujourd'hui; de 17 h. à 18 h. : Bodrum (ancienne Halicarnasse) par Alain Valtat; de 18 h. à 19 h. : Elle est là qui m'attend; En France; de 19 h. à 20 h. : Népaul, pays des légendes; de 20 h. à 21 h. : Jours d'été en Bretagne; Picardie gothique.

● **LUNDI 9 FÉVRIER.** — De 15 h. à 16 h. : Soleil du Roussillon; Châteaux en Auvergne; Christine et moi en Limousin; Elle est là qui m'attend; En France; de 16 h. à 17 h. : Ténériffe; Eternel printemps; Congrès en Ténériffe; Fleurs en Ténériffe; Carnaval en Ténériffe.

● **MERCREDI 11 FÉVRIER.** — De 15 h. à 16 h. : Turquie; de 16 h. à 17 h. : Turquie d'aujourd'hui; Bodrum; de 17 h. à 18 h. : Picardie gothique.

● **JEUDI 12 FÉVRIER.** — De 15 h. à 16 h. : Népaul, Inde, Ceylan; de 16 h. à 17 h. : Ténériffe; Eternel printemps; Congrès en Ténériffe; Fleurs en Ténériffe; Carnaval en Ténériffe; de 17 h. à 18 h. : Elle est là qui m'attend; En France; Jours d'été en Bretagne; Picardie gothique; Soleil du Roussillon; Châteaux en Auvergne.

● **VENDREDI 13 FÉVRIER.** — De 15 h. à 16 h. : Christine et moi en Limousin; Elle est là qui m'attend; En France; Jours d'été en Bretagne; Picardie gothique; Soleil du Roussillon; de 16 h. à 17 h. : Ténériffe; Eternel printemps; Fleurs en Ténériffe; Congrès en Ténériffe; Carnaval en Ténériffe.

● **SAMEDI 14 FÉVRIER.** — De 15 h. à 16 h. : Népaul, pays des légendes; de 16 h. à 17 h. : Far-West; Californie; le Sud; Sur la piste de l'Ouest.

OU, QUAND
COMMENT ?

La première Semaine mondiale du tourisme et des voyages se tient du 6 au 14 février au Centre International de Paris, porte Maillot.

Ouverture chaque jour, de 10 heures à 18 heures, pour les professionnels; le public y sera admis de 10 heures à 18 heures les 6, 7, 8 et 14 février; de 12 heures à 18 heures, les 9, 10, 11, 12 et 13 février.

Entrée gratuite pour tous les professionnels, 10 francs pour les visiteurs.

Parking : porte Maillot; métro : porte Maillot; autobus : lignes 73, 42, 82 et 70; S.N.C.F. (gare d'Orléans) : gare de la porte Maillot.

Des spectacles se dérouleront chaque après-midi sur le podium du Salon : ballets ivoiriens, turcs, arabes, kabiliens, groupes folkloriques turs, roumains, grecs, belges; orchestre réunionnais.

Le programme de leur passage en scène peut être obtenu par téléphone, en appelant le C.I.P. sur 758-22-22.

Pour la **PREMIÈRE SEMAINE MONDIALE DU TOURISME**
GROUPE FOLKLORIQUE TURC
au **PALAI DES CONGRÈS**
Samedi 7 février, à 17 heures
Dimanche 8 et Lundi 9 février, à 15 heures
Mardi 10 février, à 17 heures
BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE
102, Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. : 225-78-68 et 79-84.

FERRIES AZNAR

« les plus luxueux du monde »
du 6 ou 14 février, à la

PREMIÈRE SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES
Palais des Congrès, Porte Maillot. STAND : T. 46.

Ligne **PORT-VENDRES - ÎLES BALÉARES**
ouverte du 26 mai au 3 octobre.

Renseignements : au Stand pendant le Congrès.
— Bureau du Tourisme S.N.C.F., 11, boulevard des Capucines. Tél. : 742-00-26 - Téléc. : 210-242.
— C.I.T.L.M. - Gare Maritime - B.P. 3 - 66660 PORT-VENDRES. Tél. : (68) 38-01-80/38-04-21/38-08-16 - Téléc. : 490-783 Sadegrum.

**Affaires et Commerce
Brousse et Savane
Toute l'Afrique est présente
au Cameroun.**

Afrique maritime, Afrique forestière, Afrique de la savane et des hauts plateaux, Afrique de la faune, de la brousse et des plantes rares. A lui seul, le Cameroun résume toute cette immense diversité africaine.



Renseignements et réservations dans toutes les agences de voyages, les bureaux Air France, et l'agence Cameroon Airlines, à Paris, 12, boulevard des Capucines - 75009 PARIS. Tél. 073.85.40.

Du 9 au 14 février, Semaine Mondiale du Tourisme et du Voyage, au Palais des Congrès à Paris - Stand T 57, 58 et 59.

POUR MIEUX VOUS SERVIR
CAMEROON AIRLINES

U.A.O.PUBLICITÉ

Plaisirs de la table

LES VIGNERONS DE MAUVES

LORSQUE deux Ardéchois rencontrent un Ardéchois, qu'est-ce qu'ils boivent ? Du vin de leur pays ! C'était l'autre soir, avec Jacques Bodoin, chez Claude Peyrot (au Vivarais). Nous buvions un saint-Joseph 1972 au parfum de mûre et d'absolu. Le saint-Joseph est appellation contrôlée depuis 1955. Rouge et blanc. Etait-ce bien nécessaire ? Ceux qui savaient le buvaient, surtout sur place, avec le bel entraînement des connaissances. Le blanc, né des cépages Marsanne et Roussanne, nerveux et parfumé, les rouges provenant de la Syrah, corsés et savoureux, pulsatifs, plus fruités que l'Herminette même ! On les appelait autrefois « Vin de Mauves », parce que ce petit village ardéchois est au centre de l'ère de production, aux environs de Tournon. Et c'était tellement plus joli ! C'est du vin de Mauves qui figurait à la table de Louis XII et de François I^{er}.

En Vivarais nous avons aussi le cornas, plus connu et dont la renommée remonte loin elle aussi (le cépage syrah viendrait de Syracuse avec les légions de Probus). Saint-Joseph, cornas, les noms prêtent à rire, assure Clos-Jouve dans son ouvrage *De la Romanée-Conti au Piccolo d'Argenteuil*. Et il cite Désaugiers :

« J'ai pour une femme à la mode
Du vin mousseux, du vin muscat.
Et pour l'époux qui l'incommoda
Du saint-Joseph et du cornas... »

Peut-être ! Mais ce saint-Joseph que nous buvions, au Vivarais, fraîs, sur les huits au curry, l'aiguillette de bœuf et les picadons de Peyrot était une petite merveille. Sans doute sur son « Pourpre de turbot » ou quelque

autre plat « humineux » comme il en improvise, vous conseillera-t-il un vin plus éloquent. Moi, je me contenterais de ce saint-Joseph 72 de M. Pierre Gonon, vigneron à Mauves.

Saladier lyonnais

Lendemain, comme voulait que l'on dise Anatole France, au déjeuner, j'étais chez un autre vigneron ardéchois, Guy Cros (chez Guyronne). Et, sur des saint-Josephs savamment mûris, il me fit goûter un frais herminette 74. C'était trahir un peu, en quelque sorte, puisque ce vin est « de l'autre rive », la rive « Empl », en pays dauphinois. Mais quel Bodoin a bien été habiter Dieuleff ! Et le producteur de cet herminette était M. Jean-Louis Chave, également de Mauves en Ardèche, ce qui me fera pardonner je pense. A Mauves, les Chaves sont vignerons de père en fils depuis 1481 ! Leur vin, je l'ai continué sur une rale (poisson négligé, si supérieur au loup, pourtant !) aux câpres et un excellent reblochon, pour en terminer la bouteille sur une pomme (reinettes, pas golden !). Et je pensai que presque toute la carte de Guy Cros s'harmonise avec ce vin, du saint-pierre au beurre blanc aux moules à la bretonne, en passant par l'andouillette à l'ardéchoise et jusque sur ce petit salé aux choux qu'il m'offre quelquefois en plat du jour. Tenez, simplement une tranche de son pain de campagne tartinée d'un beurre demi-sel doit « révéler » le parfum du jeune herminette.

C'était décidément la semaine. Quelques soirs plus tard j'étais au Bellecour. Là, ce sont deux Lyonnais qui œuvrent : Yves

Bourrier en cuisine, Gérard Goussier en salle. Négligent leurs remarquables quenelles, leur feuilleté de moules aux épinards, j'avais choisi le saladier lyonnais (salade, lardons, œuf mollet), avec un tablier de sapeur qu'ils font parfois. Puis un fromage cret, souple, subtil et un rouge fraîche, vient de Monthirion. Là-dessus, ils voudraient me faire goûter deux saint-Joseph. Un blanc 73 remarquablement disert, souple, subtil et un rouge également 73, un peu moins goulévant peut-être. Ils venaient de J. Marsanne et fils, vignerons à Mauves, vous l'aurez deviné. L'Ardèche se peuple des résidences secondaires des Lyonnais. Il me plaît que ceux-ci adoptent aussi les vins plutôt que le beaujolais-bétois.

Yvès, si j'ose écrire, dans ma période mauve, Heures Vivarais, qui nous a donné la calligraphie et la joliette de Saint-Agrève, des cuisiniers comme Peyrot et Guy Cros, des gourmets comme Jacques Bodoin, et des vignerons, honnêtes en ce joli petit village de Mauves !

LA REYNIÈRE.

★ Le Vivarais, 182, avenue Victor-Hugo, tél. 504-04-31 (fermé dimanche soir et lundi); Chez Guyronne, 14, rue de Thann, tél. 227-25-43 (fermé samedi et dimanche); Le Bellecour, 22, rue Surcouf, tél. 357-46-24 (fermé samedi midi).

MIETTES

● M. Frank Schoonmaker, qui vient de mourir à New-York, était non seulement le connaisseur, auteur d'une *Encyclopédie du vin*, mais encore un grand défenseur des vins français aux U.S.A. Expert de réputation mondiale, il était membre d'honneur de l'Académie du vin de France.

AU VIEUX PARIS
en l'île de la Cité
DINERS - SOUPERS
à partir de 20 heures
SAP à 15 heures
FERME LE DIMANCHE
24, rue Charlot, Paris 4^e
Téléphone : 034-91-35

Julien
16, rue du Fg Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

Rive gauche
SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS
LE PETIT ZINC
FRIEDRICH, 10, rue de Valenciennes
LE FÜRSTENBERG
HUTTEN, 10, rue de Valenciennes
Le Munich
HUTTEN, COQUILLAGES, SPECIALITES
25, rue de Buci - Paris 6

Rive droite
Son banc d'huitres
770.13.59
63, Rue du Fg. St. Denis F/D

CHARLOT Rai des Coquillages (Face Wepler)
TOUTS LES PRODUITS DE LA MER
12, pl. Clichy (874-49-64) - Park. grat. : 11, r. Forest
DEJEUNERS D'AFFAIRES - DINERS - SOUPER JUSQU'A 1 H. DU MATIN

Déjeunez
Dînez ou Soupez
avec
PARIS A VOS PIEDS
le ciel
de Paris
LE RESTAURANT DU MEILLEUR ETAGE
RELATIF A LA MER
538-52-35

Dessirier
MAÎTRE-ÉCARTIER - RESTAURATEUR
9, place Poirée, Paris 17^e - 754-74-14

dans un décor
Belle Epoque...
LE CAFÉ FRANÇAIS
16 Décembre 75
28 Février 76
AUTOUR D'UN VIN
MADRAN (BEARN)
appellation Madiran contrôlée
et Spécialités régionales
à discrétion
70^e, tout compris.
CAFÉ FRANÇAIS
17, Bd St-Jacques
PARIS 14^e - Tél. : 589.89.80
+ Facilités de parking.
Et pour un repas rapide,
LE PETIT CAFÉ
Ouvert jour et nuit.

depuis
45 ANS
« Chez Maurice »
770-31-39 - F/Merc.
BANC d'HUITRES
Ses SPECIALITES de POISSONS comme à MARSEILLE
BOUILLABAISSE 28 F
LOUP au fenouil flambé - Rouget grillé - Avall Provençal
3, rue du Faubourg-Saint-Denis, 10^e, face à la porte Saint-Denis.

Environs de Paris
Le Cygne
22, av. de Paris, 94-Vincennes. 328-03-96
« Le Patron des Fournisseurs »
Saisons particulières pour Banquets
- LE RESTAURANT D'AFFAIRES DE L'EST
PARISIEN - Mus. d'Art - Blanc's Club.
Fermé lundi soir et mardi

chez HONORE
DEJEUNERS, DINERS
cuisine française
7, rue du Douai, 75002 Paris, 01.42.50.04.04

Lyonnaises
A « LA FOIX »
LE PATRON
ALEX GUINI est aux fourneaux
F. éin., 2, r. Clément (84) - 325-77-68.

HAUT-BATAILLIE
GRAND CUL
CLASSE DE
BORDEAUX
château
HAUT-BATAILLIE

Rossello
cuisine et
saïgne de cave
depuis 1926
au Vézère
8 bis Av. H. Verneil
Tél. 966 09 50

Le Café Français
16 Décembre 75
28 Février 76
AUTOUR D'UN VIN
MADRAN (BEARN)
appellation Madiran contrôlée
et Spécialités régionales
à discrétion
70^e, tout compris.
CAFÉ FRANÇAIS
17, Bd St-Jacques
PARIS 14^e - Tél. : 589.89.80
+ Facilités de parking.
Et pour un repas rapide,
LE PETIT CAFÉ
Ouvert jour et nuit.

Jeunes

Viatiques
au
long cours

Partir, d'accord, mais avec quel argent ? Si les idées ne manquent pas, les moyens, eux, font souvent défaut. Certains fabricants de matériel ou d'équipement automobile proposent leurs produits à prix réduit (voire parfois gratuitement) en échange d'une publicité sur le véhicule. Quelques sociétés et associations offrent chaque année des bourses de voyages. Les unes se consacrent en aide financière, les autres en aide matérielle. Mais la sélection est sévère, et les dossiers doivent être établis longtemps à l'avance.

● LE SECRETARIAT D'ETAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS offre la possibilité aux jeunes gens âgés de dix-huit ans à vingt-cinq ans de participer à des rencontres de jeunes à l'étranger. Ils devront payer le tiers des frais de séjour, le secrétariat d'Etat participant au financement du solde. S'adresser aux directions départementales de la jeunesse et des sports.

● FONDATION J. ELI, rue de Cluhy, 75009 Paris. Téléphone : 874-95-90. Pour les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans. Au retour, les boursiers devront rédiger un rapport d'un minimum de quarante pages et remettre un carnet de route manuscrit. (Bourses allant de 2 000 à 10 000 F.)

● BOURSES ELI : Eli, direction des relations extérieures, 7, rue Nélaton, 75009 Paris. Cédex 15. Tél. : 787-81-00. 1) Des bourses de voyages d'études sont allouées à des étudiants de l'enseignement supérieur désireux aller faire une étude de marché dans le pays de leur choix. (Aide financière variable, minimum : 1 500 F.)

2) Les bourses de la confiance s'adressent aux élèves de première et terminale de l'enseignement agricole. (Bourses de 500 F, plus un prix attribué aux meilleurs dossiers.)

3) En agriculture : pour les élèves de l'enseignement supérieur agricole. (Bourses de 500 F.)

4) Fondation Eli-Air France : cette bourse est réservée aux jeu-

nes fonctionnaires anciens élèves de grandes écoles et aux cadres d'entreprises nationales fondatrices des groupes ELI et Air France.

● GUILDE EUROPEENNE DU RAID, 15, quai Conti, 75006 Paris. Tél. : 032-82-83.

1) Dotation nationale de l'aventure : pour les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans. (Bourses de 2 000 F.)

2) Bourses de l'aventure reporter 2000 : pour les jeunes reporters qui désirent réaliser un reportage photographique. (Deux bourses de cinquante pellicules de diapositives Clichon, une bourse de cinquante pellicules noir et blanc Ilford.)

● DOTATION « JEUNES GRANDS VOYAGEURS » : Fédération française des clubs automobiles, 61-67, rue Haxo, réservée aux jeunes de dix-huit à

trente ans, membres d'un Automobile-club affilié à la F.F.C.A., qui désirent partir « en véhicule à moteur » pour un voyage couvrant un minimum de 5 000 kilomètres. (Bourses de 500 F, plus une assurance et, éventuellement, du matériel.)

● DOTATION RENAULT « ROUTES DU MONDE » : Renault-Elysées, service des relations extérieures, 53, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 225-16-57.

Pour les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans groupés par équipes de deux à six personnes. (Prêt d'une Renault 4 pour l'été, et allocation de bons d'essence d'une valeur de 1 000 F. Stages de mécanique avant le départ.)

● KODAK : dotation Kodak, département promotion audiovisuelle, 8-14, rue Villot, 75580 Paris Cédex 12. Tél. : 347-94-99.

Kodak offre aux dix-huit-trente ans la possibilité de réaliser des films ou des diapositives pendant leur voyage. (Attribution de lots de films pour mille deux cents à trois mille six cents diapositives ou l'équivalent en film pour cinéma. Six super-bourses (1 000 F, 600 F et 400 F) sont attribuées aux lauréats ayant rapporté les meilleurs montages à projeter.)

● DOTATION 3 M AU JEUNE REPORTAGE, 182, avenue Paul-Doumer, 92003 Neuilly-Malmaison. Tél. : 067-22-30.

Du matériel photographique est proposé à des jeunes partant en équipe pour un raid de trois mois maximum. (Aide : un don de 4 000 F, composé de cent cinquante films couleurs et noir et blanc, et de bandes magnétiques pour dix heures d'enregistrement.) Trois prix de 1 500 F seront attribués au meilleur reportage, photographie, enregistrement sonore.

UNE LIBRAIRIE-GALERIE
pour les faire rêver, rire ou pleurer...

Un livre vivant les images sortent des pages pour s'accrocher aux murs et on joue avec les mots qui ne sont plus vain assemblage de lettres mortes. C'est une nouvelle librairie-galerie pour enfants, avec ateliers d'expression artistique permettant aux enfants de s'initier à la littérature, au théâtre, à l'artisanat ou la musique.

Des livres, il y en a pour tous les goûts, sauf pour le mauvais goût. Et pour tous les âges, jusqu'à environ seize ans. Placés en vrac dans des bacs, à portée de la main des plus jeunes, l'imagerie du Père Castor, celle de la Noria — dernière innovation en matière de littérature enfantine — dans le plus beau fatras de jouets artisanaux ou jeu éducatifs : lots des fleurs, puzzles découpés dans les dessins de Beatrix Potter, boîtes à musique, jeux de massacre, poupées de feutrine ou animaux de bois. Les matériaux sont beaux, les couleurs vives, les formes stylisées.

Du Dernier des Mohicans à Travaux et Capitaine, pour les plus âgés, en passant par Little Nemo, Topfner, la science-fiction, la bande dessinée, Blaise Cendrars, Apollinaire, la Bibliothèque verte et aussi la rose, le Livre vivant propose à ses lecteurs de quel âge, les ravir, les étonner, les éduquer, les faire rêver, rire ou pleurer.

Mais là n'est pas son originalité. Chante Hure, rue de Sévres,

par exemple, présente les mêmes titres et peut-être un plus grand choix encore. Ce qui distingue le Livre vivant des autres librairies, c'est sa galerie et ses ateliers.

Côté galerie — la première pour les enfants à Paris — des lithographies, sérigraphies (on en trouve à 50 F.), eaux-fortes, reproductions ou posters, d'inspiration naïve ou fantasmagorique. « De tout ce qui parle à l'imagination de l'enfant, rien n'est exclu », dit Christine Begon, de Meaux, créatrice du lieu, sous la brutalité et l'écritisme. Nous voulons que l'expression artistique, quand elle est celle de créateurs reconnus ou débutants, appartienne à leur univers quotidien. Pourquoi ne regarder-ils pas une œuvre d'art comme ils le font ? D'autant plus que les expositions se prolongent dans les ateliers et vice-versa. Le dimanche 14 mars, jour de massacre, poupées de feutrine ou animaux de bois. Les matériaux sont beaux, les couleurs vives, les formes stylisées.

Jusqu'à présent, ils ne sont que quarante dans les neuf ateliers. Les effectifs pourraient doubler le but des animateurs, tous bénévoles : développer la créativité enfantine sans pédagogie rigide.

Ce samedi de janvier, l'atelier est consacré à l'expression plastique. Sur les murs de la pièce, certains de peinture rose et bleu pâle, des masques de pierrots lunaires. Après quelques exerci-

ces d'échauffement, les deux animateurs proposent à la dizaine d'enfants réunis une improvisation sur deux morceaux de musique. Malheureusement, l'imagination n'a pas au-delà des stéréotypes. Le son de la flûte inspire un personnage jouant de la flûte et les Pink Floyd une scène de western. Et maintenant il reste une heure pour répéter. Un vol chez le président Bézou, une création des enfants qui doit être présentée dans la galerie le dimanche 8 février.

Les animateurs, d'une patience à toute épreuve, interviennent très peu, sinon pour ramener le calme. Ils ne cherchent jamais à faire aller les enfants dans telle ou telle direction. Mais seulement les aideront à approfondir une idée ou à affiner un geste. « Au début, disent-ils, ils étaient déchaînés à l'idée de monter un spectacle en toute liberté. Maintenant, ils commencent à se calmer un peu. Ils nous écoutent et aussi s'écoutent. Plus tôt que le résultat final, objectif très important pour qu'ils persistent, c'est leur éducation qui nous intéresse. Nous ne leur faisons pas faire du psychodrame, mais cherchons à ce qu'ils réalisent concrètement des productions dans l'expression dramatique. »

ODILE VAN DE WALLE.
54, rue N.-D.-des-Champs, 75006 Paris. Tél. : 032-51-51. Tous les jours de 11 h. à 20 h. Ateliers : 15 h. à 20 h. par téléphone.

CLIN D'ŒIL

LES CINQ MOIS DE L'ORCHIDÉE

La plante verte fut, pendant des années, considérée comme objet végétal ou élément statique de décor pour salons provinciaux ou antichambres administratives.

La philodendron et le cœlotoxus, notamment, résignés à la claustrophobie urbaine, mais capables de supporter la tabagie et d'absorber sans péril les fumes de verre de whisky, constituent une flore d'appartement sans exigence particulière. On en voit, parfois, penchés entre les rideaux entrouverts des rez-de-chaussée comme de vieilles sœurs mélancoliques et curieuses, et le cornus, figure d'une famille où de telles plantes, venues là par don ou héritage, figurent au même titre que le sculpteur en Moustère de tant Agathe ou le blâme de Sévres de l'oncle Benjamin.

Aujourd'hui, alors que notre crémère prend ses vacances aux Bermudes et que les couples s'en vont fêter leurs noces d'argent à Tahiti, la flore exotique connaît une vogue nouvelle et donne lieu à des tentatives d'acclimatation plus ou moins réussies.

Or un jeune ingénieur horticulteur, M. Edouard d'Ardevant, vient d'ouvrir à Paris, quai de Grenelle, au numéro 13 — bien que Sèvres d'origine, il n'est pas superstitieux ! — une boutique enchantée où l'on trouve les plantes les plus belles et les plus rares.

Au premier rang de ces compagnes écolantes et parfumées figurent les orchidées, dont il présente une vingtaine de variétés. Jusqu'à la réduction au sort de la fleur coupée destinée à orner une robe de bal ou une coiffure exceptionnelle, l'orchidée est susceptible, trop de gens l'ignorent, de vivre chez vous dans un pot, comme un cyclamen ou une azalée, plus vulgaires.

Et ne croyez pas surtout que cette fleur, conçue comme une œuvre d'art par la nature tropicale, parée de couleurs tendres, ligères ou diaphanes, exige une atmosphère de serre tiède. Certaines variétés, comme le cymbidium, dont les fleurs durent de deux à cinq mois, et qui peut subsister une vingtaine d'années, se satisfont d'une température ambiante de 18 à 19 degrés, ce qui n'est pas en contradiction avec la nouvelle réglementation du chauffage des appartements.

D'autres, comme le phalaenopsis leale, de Ceylan, aux pétales roses ou mauves, demandent, en revanche, de 20 à 22 degrés et beaucoup de lumière. Le sabot de Vénus, ou paphiopedilum, et l'epidendrum, de Panama, résistent, malgré leur apparente fragilité, à la pollution parisienne. Quant aux prix de ces merveilleuses, que le fleuriste livre avec une notice d'entretien et un sac d'engrais, ils paraissent très abordables comparés aux tarifs pratiqués pour la banale baccharis, qui rose parmi les roses, ne dure que l'espace d'un matin : de 60 F à 500 F la plante.

Les plus chères ne sont pas forcément les plus belles, mais les plus rares, que recherchent les collectionneurs d'orchidées, plus nombreux qu'on ne pense. Au jardin du quai de Grenelle on trouve encore quantité de plantes étrangères, et dans la compagnie desquelles on passera, paraît-il, des moments agréables en observant leur floraison, la naissance des pousses, l'expression rythmée de la vie végétale importée depuis le Brésil, la Colombie, l'Australie, la Guyane, le Guatemala ou les îles du Pacifique.

La népenthès, plante carnivore, pourra, si son appétit le commande, vous débarrasser des moustiques et des mouches, dont il fait son régal. Le gardénia, trop longtemps oublié, deviendra, dans un coin du salon, un petit buisson de fleurs précieuses. La laelia surgira, un beau matin, comme une flamme aux tons pastels. Vous pourrez aussi jouer avec la mimosa pudica, une sensuelle dont les feuilles sont promptes à se replier au moindre atouchement, ou respirer l'odeur, plus subtile que celle de l'orange, du calérier rustica, qui n'a pas cependant jusqu'à vous fournir de quoi faire votre petit déjeuner.

Pour les amateurs d'arbitraire, huit variétés du fucus sont susceptibles de s'acclimater en appartement, et l'une d'entre elles donne même de minuscules fucus. Les touffes arborescentes sont également très décoratives, comme une quantité d'autres plantes grimpantes ou pleureuses, ainsi que les lianes — la palme, notamment — aux conforations reptiliennes. Quant aux cierge colimaçons et parfois piquants des cactées mexicaines, ils grandiront lentement mais sûrement, pour peu qu'on leur offre parfois un peu de soleil.

De quoi, en somme, mettre la jungle dans votre salon et offrir à toute femme une orchidée qui ne dure pas que l'espace d'un soir.

MAURICE DENUZIERE

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ANVERS	CHERCHÉ-MIDI	INVALIDES	PLACE PEREIRE	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
RELAIS NORMAND, 32 bis, rue d'Orsel, 068-92-57. Spéc. Normandes. Menu : 25 F S.C.	TAVERNE BASQUE, 43, r. Ch.-Midi (93). 22-51-67. Menu spécial. Torro 35 F. Fermé lundi.	NOUVEAU A PARIS : LA BERGERIE, 55, bd Latour-Maubourg, 531-23-05. Fermé dim. soir.	LA MOTTE-PICQUET	GUY, 6, rue Mabilon, ODE 57-61. Brûlés. Polonais - Gourmets - Batidas. De 20 h. à 2 h. du matin. AU CHARRON DE BOIS, 18, rue du Dragon, 545-57-04. La grillade devant de la gastronomie.
BAC	ÉTOILE	INVALIDES - MONTFARNASSE	PONT-NEUF	SAINT-MARCEL
LA PETITE CHAISE, 36, r. Grenelle, 22-13-33. T.J. Menu 17 F. via comp.	LE RUDE, 11, av. Grande-Armée, 727-13-21. Le soir menu à 23 F.	RELAIS DE SEVRES, 64, r. Sèvres, 734-04-12. P. Jeudi. Grill. spéc.	NATION	NAVY CLUB, 55, bd de l'Hôpital, 353-51-54. Brûlé. Coquille. Spécialités. 18 h. à l'heure. Fermé lundi et mardi.
BLANCHE	FAUBOURG MONTMARTRE	LOUVRE	NOTRE-DAME	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
LA CLOCHE D'OR, 2, rue Massena, 874-42-58. D.J., din., soup., jusq. 4 h.	Rue de Faubourg-Montmartre N° 12 AUBERGE DE RIQUERIEUX, 770-82-38. Déjeuners. Dîners. Soup.	CREPERIE BRETONNE Repas, crêpes et galettes, 14, r. J.-J. Rousseau (17). 268-04-00.	PORT ST-BERNARD, 29, qu. Tournailleries, 23-37-38. Cuis. Pât. Ouv. d.	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
BONNE-NOUVELLE	GARE DE L'EST	LUXEMBOURG	CARREFOUR ODÉON	NAVY CLUB, 55, bd de l'Hôpital, 353-51-54. Brûlé. Coquille. Spécialités. 18 h. à l'heure. Fermé lundi et mardi.
TARASS BOULEA, 18, r. Thorel, 2, 236-27-28. Spéc. russes en musique.	THE CLIPPER (Restaurant) 18, bd des Capucines, 877-83-52. P. Théâtre Antoine.	CHÉZ GRAMOND, 1, r. de Fleuries, Paris (6). BAR 28-39. Spécialités. Fermé le dimanche.	RELAIS LOUIS XIII, 8, rue des Grands-Augustins, DAN. 75-04.	SAINT-MARCEL
CHAMPS-ÉLYSÉES	MABILLON	MADELEINE	ODÉON	NAVY CLUB, 55, bd de l'Hôpital, 353-51-54. Brûlé. Coquille. Spécialités. 18 h. à l'heure. Fermé lundi et mardi.
LES GRANDS HOTELS	MADELEINE	MARAI	OPÉRA	SAINT-MARCEL
HOTEL CLARIDGE, 74, Ch.-Élysées, 339-33-01. 33 formule au bar 29 F. boisson et service comp. Restaurant, 47 F + carte.	LA FOUX, 2, r. Clément (9). Fermé dim. 225-71-58. Alex aux fourneaux.	LE CHATELAIN, 4, r. de l'Arade-94, 263-51-13. Jne. F. aux four. LE MAZAGRAN, 8, r. Ch.-Lagarde, 353-74-38. Vieilles cuis. C. Cadre et. Fermé samedi et dimanche.	MOULTON DE PANTHÈRE, 17, rue de Choiseul, 510-78-49.	SAINT-MARCEL
RESTAURANTS	MONTMARTRE - FIGALLE	MONTFARNASSE	PASSY - AUTEUIL	NAVY CLUB, 55, bd de l'Hôpital, 353-51-54. Brûlé. Coquille. Spécialités. 18 h. à l'heure. Fermé lundi et mardi.
LE NAPOLEON, G.P. Baumann, présente sa choucroute au poisson ainsi que ses plats de la Mer. T.J. 271-59-20. 38, avenue de Friedland.	LE MIRADO, 55, bd Rochechouart, TRU 74-55. Cuis. 1893. Cuisine française traditionnelle.	Bar - Restaurant HUONG - GIANG, 206-93-58. Repas d'affaires. Banquet. D. D'après (140).	SULLY D'AUTEUIL, 78, rue d'Auteuil, 525-82-43. T. les jrs. Déjeuners d'affaires. Dîners. Spécialités.	SAINT-MARCEL
TONG YEN, 1 bis, rue J.-Mermoz, 225-04-23. Cuisine de grande classe.	LE MURAT, 11, r. de Valenciennes, 724-98-12. P.D. Jne. par en cuis ALISA P. 5, rue Sainte-Beuve, 540-07-22. T. les jrs. Spécialités françaises traditionnelles.	CHÉZ HANSI, 4, place de la République, 263-51-13. Jne. F. aux four. LE MAZAGRAN, 8, r. Ch.-Lagarde, 353-74-38. Vieilles cuis. C. Cadre et. Fermé samedi et dimanche.	MAISON DU MOY, 10, cité d'Antin, 525-23-55. Cad. d'une Hostellerie.	SAINT-MARCEL
Rue Pierre-Charron	MONTMARTRE - FIGALLE	MONTFARNASSE	PASSY - AUTEUIL	NAVY CLUB, 55, bd de l'Hôpital, 353-51-54. Brûlé. Coquille. Spécialités. 18 h. à l'heure. Fermé lundi et mardi.
N° 60 WESTERN STEAK, Bar de très ds standing où vous pouvez inviter votre P.D.G. Menu 23,90 TC. 271-59-20. 38, avenue de Friedland.	LE MURAT, 11, r. de Valenciennes, 724-98-12. P.D. Jne. par en cuis ALISA P. 5, rue Sainte-Beuve, 540-07-22. T. les jrs. Spécialités françaises traditionnelles.	Bar - Restaurant HUONG - GIANG, 206-93-58. Repas d'affaires. Banquet. D. D'après (140).	MAISON DU MOY, 10, cité d'Antin, 525-23-55. Cad. d'une Hostellerie.	SAINT-MARCEL
Avenue des Champs-Élysées	MONTMARTRE - FIGALLE	MONTFARNASSE	PASSY - AUTEUIL	NAVY CLUB, 55, bd de l'Hôpital, 353-51-54. Brûlé. Coquille. Spécialités. 18 h. à l'heure. Fermé lundi et mardi.
N° 122 COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA sur jardin. ELY. 30-41. Spéc. Dan. et Scand. Assiette hors-d'œuvre Danois. Festival du Saumon.	LE MURAT, 11, r. de Valenciennes, 724-98-12. P.D. Jne. par en cuis ALISA P. 5, rue Sainte-Beuve, 540-07-22. T. les jrs. Spécialités françaises traditionnelles.	Bar - Restaurant HUONG - GIANG, 206-93-58. Repas d'affaires. Banquet. D. D'après (140).	MAISON DU MOY, 10, cité d'Antin, 525-23-55. Cad. d'une Hostellerie.	SAINT-MARCEL
Avenue Franklin-Roosevelt	MONTMARTRE - FIGALLE	MONTFARNASSE	PASSY - AUTEUIL	NAVY CLUB, 55, bd de l'Hôpital, 353-51-54. Brûlé. Coquille. Spécialités. 18 h. à l'heure. Fermé lundi et mardi.
N° 4 ELYSÉES-BRETAGNE, 339-33-01. Fermé pour cause travaux. N° 5 E. PLOUAT (ex-Wendhale), 339-31-20. Spéc. Bretonne, Périgord.	LE MURAT, 11, r. de Valenciennes, 724-98-12. P.D. Jne. par en cuis ALISA P. 5, rue Sainte-Beuve, 540-07-22. T. les jrs. Spécialités françaises traditionnelles.	Bar - Restaurant HUONG - GIANG, 206-93-58. Repas d'affaires. Banquet. D. D'après (140).	MAISON DU MOY, 10, cité d'Antin, 525-23-55. Cad. d'une Hostellerie.	SAINT-MARCEL
Rue La Botz	MONTMARTRE - FIGALLE	MONTFARNASSE	PASSY - AUTEUIL	NAVY CLUB, 55, bd de l'Hôpital, 353-51-54. Brûlé. Coquille. Spécialités. 18 h. à l'heure. Fermé lundi et mardi.
N° 82 LES ANNEES 30, 339-08-20. P.Jum. Déjeuner. Dîner. Souper.	LE MURAT, 11, r. de Valenciennes, 724-98-12. P.D. Jne. par en cuis ALISA P. 5, rue Sainte-Beuve, 540-07-22. T. les jrs. Spécialités françaises traditionnelles.	Bar - Restaurant HUONG - GIANG, 206-93-58. Repas d'affaires. Banquet. D. D'après (140).	MAISON DU MOY, 10, cité d'Antin, 525-23-55. Cad. d'une Hostellerie.	SAINT-MARCEL
PALAIS DE L'ÉLYSÉE	MONTMARTRE - FIGALLE	MONTFARNASSE	PASSY - AUTEUIL	NAVY CLUB, 55, bd de l'Hôpital, 353-51-54. Brûlé. Coquille. Spécialités. 18 h. à l'heure. Fermé lundi et mardi.
ARCADIE, 49, P.-St-Benoît, ANJ. 89-45. Patis. grill. bière artisanale.	LE MURAT, 11, r. de Valenciennes, 724-98-12. P.D. Jne. par en cuis ALISA P. 5, rue Sainte-Beuve, 540-07-22. T. les jrs. Spécialités françaises traditionnelles.	Bar - Restaurant HUONG - GIANG, 206-93-58. Repas d'affaires. Banquet. D. D'après (140).	MAISON DU MOY, 10, cité d'Antin, 525-23-55. Cad. d'une Hostellerie.	SAINT-MARCEL

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 6 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « La Cuisine des anges », d'A. Houson : avec J. Parédes, H. Max, J.-P. Coquelin.
Vers 22 h. 35. J.O. (résumé filmé) : 22 h. 50. Journal.

CHAÎNE II : A2

Pour améliorer la qualité de l'endroit où vous vivez, la CAECL lance des emprunts.

Actuellement
Emprunt Hiver 75-76
taux de rendement
actuel brut 10,20%

Vous souscrivez
dans les Banques, les Bureaux
de poste, les Caisses d'épargne
et chez les Comptables du Trésor.

20 h. 30. Feuilleton : Simplicius Simplicissimus : 21 h. 30. Emission littéraire : Apostrophes. (Voir Tribunes et débats.)

Michel Droit
LA COUPE EST PLEINE
Un cri d'alarme.
196 pages, 24,50 F
EDITIONS FRANCE-EMPIRE

Plus vite, plus sûr, plus sûr...
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
61, rue Froidevaux 75014 PARIS
Tél. 533.73.23
CATALOGUE GRATUIT : 150 Modèles vivants
Meubles rustiques, de style, contemporains.

22 h. 25. Ciné-club : « Les Tueurs », de R. Siodmak (1948), avec B. Lancaster, A. Gardner, Ed. O'Brien, A. Dekker (v.o. s.-l. N.).
L'inspecteur d'une compagnie d'assurances mène une enquête à propos de l'assassinat d'un employé de garage par deux tueurs. Il reconstruit le passé de la victime et découvre les raisons du meurtre.

24 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi : T'as pas un tuyau (les courses).
(Lire l'article de Claude Sarraute.)

21 h. 30. Série : Les grandes batailles du passé... Paris 1871, la semaine sanglante, par H. de Turenne et D. Costelle. Réal. J.-P. Gallo.

22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 5 (S.). La musique et les hommes : Pierre-Jean Jouve et la musique : 22 h. 35. Entretiens avec Léo Malet, par H. Juin ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h. 30. En direct de la salle Pleyel. Nouvel orch. phil., direction E. Krivine, avec F. Dedon ouverture de « Tannhäuser », (Wagner). « Concerto pour violoncelle et orchestre » (Dvorak) ; « Symphonie n° 2 en ré mineur » (Brahms) ; 22 h. 30. Dossier disque : « La nuit transfigurée » (Schoenberg) ; 23 h. Cabaret de jazz : grandeur et décadence de Chick Corea ; 24 h. « Méditerranée » : Italie, par P. Hersant.

SAMEDI 7 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

De 11 h. 55 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 13 h. 30, les J.O. d'hiver (saut), et à 14 h. 55, Rugby : Tournoi des cinq nations (France-Irlande).
20 h. 30. Variétés : Numéros (Yves Lecoq) ; 21 h. 20. J.O. (patinage artistique) : 22 h. 30. Emission musicale : Presto, de P. Petit (« Mireille », de Gounod) ; 23 h. 25. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 12 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. 5, les J.O. (saut), et à 14 h. 30, Rugby : France-Irlande.
20 h. 30. Dramas et mélodrames : Don César de Bazan, d'après Dumas et Ennery Adapt. M. Moussy, réal. J.-P. Marchand, avec R. Hirsch, R. Rimbaud, H. Calzavelli.
Un personnage sur mesure écrit pour Frédéric Lemaître.

22 h. 5. Variétés : Dix de der, de Ph. Bouvard ; 23 h. 25. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. Pour les jeunes : Musique pour de vrai ; 19 h. 40. Un homme, un événement ; 20 h. Festival du court-métrage.

20 h. 30. Retransmission théâtrale : « Figaro et Figaro », de José Valverde, d'après la pièce de Beaumarchais, et le Barbier de Séville, de Rossini. Dir. J. Luccioni et J. Valverde.

Une parodie « rétro », au temps d'Al Capone, qui fit les belles heures du Théâtre Gérard-Philips, à Saint-Denis.

22 h. 5. Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. Les samedis de France-Culture : « Les Fictions contemporaines », par L.-C. Giraud et P. Boyer. Le roman contemporain, d'après la maison de la culture de Rennes ; 22 h. Poésie : 20 h. 5 (S.). « Le Prince de Hambourg », de H. von Kleist, avec M. Hermann, M. Bousquet, D. Ivaldi ; 22 h. 5. « La Fugue du héros », ou l'étrange mât-rain, divertissement de J. Chouet ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Echanges internationaux de Radio-France : récital de piano, avec Jörg Demus. « Trois sélections de musique autrichienne pour piano » (Mozart, Schubert, Bruckner, Webern, Berg, Beethoven) ; 21 h. 30. Trio Debussy (Bach, Tchaïkovski, Ravel, R. Benard Debussy, Ton trait (H)).
« Vieux d'ore », par C. Huet « Sonata à Kreutzer » (Beethoven) ; « Triolette pour quatre » (Brahms), par le Quatuor Busch ; 24 h. Pour quelques instruments.

DIMANCHE 8 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 12 h. 25 (C.), les J.O. (descente dames), et à 13 h. 20 (C.), le petit rapporteur, et à 15 h. 45, un téléfilm : « L'Homme invisible ».
20 h. 30. Film : « Le Gendarme à New-York », de J. Girault (1965), avec L. de Funès, G. Grad, M. Calabru, M. Mase.

La brigade de Saint-Tropez va représenter la France à New-York, au Congrès international de la gendarmerie. A cause de sa fille, qui se voit évincée d'un emploi, Cruchot connaît quelques mésaventures.

22 h. 15. J.O. (résumé filmé) : 22 h. 30. Magazine théâtral : L'œil en coulisse ; 23 h. 25. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 10 h. à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 12 h. 5 et 12 h. 25, les J.O. (ski de fond et descente dames), et à 13 h. 40, un film : « Quand l'inspecteur s'emmêle », de B. Edwards (1965), avec P. Sellers, E. Sommer, G. Sanders, H. Lom.

L'inspecteur Clouson, gaffeur et maladroit, se lance dans une enquête mouvementée pour prouver l'innocence d'une jolie fille qu'on retrouve toujours à côté d'un cadavre.

18 h. 30. Variétés : Système 2 (reprise à 20 h. 30) ; 19 h. 45. J.O. (patinage).

21 h. 40 (R.). Série : Schulmeister, l'espion de l'empereur ; 22 h. 35. Portrait : Les cadets de la politique (Mme Hélène Missoffe, député U.D.R.) ; 23 h. 5. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

11 h. Emission destinée aux travailleurs étrangers ; 20 h. 5. Les années épiques du cinéma : « Les gangsters ».
20 h. 30. Variétés : « Le charme de l'ambiguïté », avec la troupe de l'Alcazar ; 21 h. 25. Le masque et la plume, de F.-R. Bastide et C. Jacob ; 22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. La Comédie-Française présente « Histoire de rire », d'A. Salicrú, avec M. Etcheverry, B. Dautin, R. Arrieu ; réalisation J. Reynier.
20 h. Poésie : 20 h. 5 Poésie ininterrompue, avec Nathalie Sarraute ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique : Peintures-écriture, par R. Farabet, avec Roland Barthes ; suivi de Couvert alternatif ; 23 h. Black and blue ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. La tribune des critiques : « Concerto pour violon et orchestre en si mineur n° 2 » (« la Campanella ») (Paganini) ; 20 h. 15. Nouveaux talents, premiers sélections : J. Barot, orgue ; 21 h. Festival de Flandre. Concert avec R. Jacobs, T. Salen, J. Huys (Girolamo, Kapsberger, D. Belli, Caccini, Bach, Brumfiel, Gassiot) ; 22 h. Cycle Brahms ; 24 h. Concert extra-européen, par D. Caux ; 1 h. Musique baroque.

La semaine sanglante

De toutes les grandes batailles du passé, il en est une encore qui soulève au cœur du monde ouvrier la passion et la pitié : celle qui a opposé la Commune de Paris à la France des Versaillais, celle qui a vu tomber, à la veille du dernier coup de fusil tiré le 28 mai 1871 à 15 heures dans Belleville encerclée, les deux cents fédérés du Père-Lachaise. Ici, dira Henri de Turenne (ce vendredi sur FR 3), ici est mort l'espoir, ici la légende est née.

Cette voix ample, généreuse, emportée, une voix transmise à l'unisson de tous ceux qui, de Madrid à Moscou, de Marx à Rimbaud, ont évoqué la semaine sanglante, on ne la lui connaissait pas.

Il accède à un nouveau registre, il s'élève, il prend parti nettement, il dirait presque naturellement : il enfle le boulevard Haussmann à la recherche du peuple, comme on disait alors, du petit peuple banni des beaux quartiers, chassé vers les faubourgs. Il retrouve le peuple par le mot du « proprio », M. Vautour, et du pipelet, un ancien sergent. Et des émeutes de 1851, quand Badinguet a pris le pouvoir. Et

des sociétés du travail. Et, déjà, de l'Internationale. Ces scènes jouées côté cour avec l'accent de la vérité — rien n'est inventé, — il les accroche côté jardin aux Tuileries, au Champ de Mars et au Creusot, à la grande kermesse impériale emportant la banque, l'industrie et le comité des forges sur les rails frais posés du chemin de fer, dans l'euphorie inébranlable du machinisme triomphant. Et de préciser : le prix de cette prospérité, c'est la misère de l'ouvrier.

Voilà le décor planté. Tout est prêt pour les trois coups : Sedan le 2 septembre 1870, la toute au Palais-Bourbon et la proclamation de la République le 4 et le 19, la capitale — encerclée par les Prussiens — qui refuse de se rendre. Le siège va durer cinq mois, cinq longs mois de froid, de faim, de fièvre. Et puis ce sera Bordeaux et puis Versailles, pas au château, à la préfecture. M. Thiers est là, qui guette ce Paris détesté des révolutions et de la liberté, ce Paris dont la reddition est la condition du prêt de 5 milliards d'indemnité promis par les banques.

La suite, le drapeau rouge

accroché le 29 mars à l'Hôtel de Ville par les amis de Blanqui, par Vallès, Clément et les autres, l'union des femmes, les ateliers de travail, les affiches, les discours : « Proletaires vous allez renaitre ! ». « Vive la sociale ! », la tête, mais populaire cette fois, oui, la suite et puis la fin, les barricades qui se dressent et qui s'écroulent une à une, les conseils de guerre, les cent mille morts. Jean Guichet et Jacques Rouffie nous les rappelleront en historiens.

C'est de loin, de très loin, la plus belle émission de la série. On y sent passer le courant d'une tragédie toujours recommencée.

CLAUDE SARRAUTE.

* Ce vendredi, FR 3, 21 h. 30. P.S. — De nombreux lecteurs se sont étonnés de la critique du « Silence des armes » (le Monde du 30 janvier) : ce ne sont évidemment pas les intentions de cette émission, son propos général et humanitaire, qui étaient en cause, mais la réalisation qui effectivement sur le petit écran pouvait provoquer des réactions d'humour inverses de l'effet désiré, réactions dont j'ai fait part dans mon article.

L'ASSOCIATION DES CRITIQUES ET « LE MASQUE ET LA PLUME »

● L'Association française des critiques et informateurs de radio et de télévision (AFCIRT) proteste dans un communiqué contre la décision prise par la direction de FR 3 de ne pas poursuivre la diffusion de l'émission télévisée de critiques cinématographiques « Le masque et la plume ».

« L'AFCIRT s'étonne qu'une telle mesure ait été prise à la suite des pressions incessantes exercées par un organisme professionnel, le Bureau de l'histoire des industries cinématographiques (BLIC), organisme peu représentatif des milieux du cinéma et de surcroît étranger à la télévision. »

« L'AFCIRT considère cette mesure comme contraire au respect de la liberté d'expression et à une information objective du public. »

TRIBUNES ET DEBATS

VENDREDI 6 FÉVRIER
— La Maison des compagnons s'exprime à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.
— MM. P. Chauvin, M. Drott, L. Fauvel et A. Robbe Grillet répondent à la question « Êtes-vous réactionnaire ? » pour « Apostrophes » sur Antenne 2, à 21 h. 30.

SAMEDI 7 FÉVRIER
— Mme Hélène Missoffe, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, et M. Gabriel Peronnet, secrétaire d'Etat à la fonction publique, participent au Journal de Jean-Pierre Elkabbach, retransmis en direct de la prison de Fresnes sur France-Inter, à 13 h.
— M. Georges Marchais est le rédacteur en chef du Journal inattendu sur R.T.L., à 13 heures.
DIMANCHE 8 FÉVRIER
— Mme Hélène Missoffe, députée U.D.R. de Paris, retrace sa carrière de « cadet de la politique » sur Antenne 2, à 22 h. 35.

LES DIFFICULTÉS DE « PARIS-MATCH »

Havas n'a pas l'intention de s'intéresser de près ou de loin à la presse de grand public
affirme M. Jacques Douce

Deux députés, MM. Georges Fillioud (P.S.) et Robert-André Vivien (U.D.R.), viennent d'adresser chacun une question écrite à M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, relative aux projets de l'agence Havas.

Selon M. Vivien, elle « manifeste depuis quelques années un intérêt croissant pour le secteur de l'information », et il demande « si ces diverses opérations ont bénéficié de l'accord des autorités de tutelle ». Rappelons que l'Etat possède, en effet, 56 % des actions d'Havas.

M. Georges Fillioud demande s'il est exact que « le groupe Havas envisage de prendre, directement ou indirectement, le contrôle d'un grand groupe de presse parisiens ». En clair, Paris-Match.

Sans attendre les réponses que fera M. Fourcade, M. Jacques Douce, directeur général du groupe Havas, démentait, jeudi 5 février, les informations selon lesquelles l'agence avait l'intention de « s'intéresser de près ou de loin, à la presse de grand public ».

En ce qui concerne Paris-Match, où des contacts entre M. Prouvost et le directeur de l'agence Havas avaient donné lieu à des supputations (le Monde du 14 janvier), M. Douce ne nie pas

qu'il ait été chargé — comme par l'Express et d'autres publications auparavant — d'une opération de marketing pour relancer la vente de l'hebdomadaire. Mais, pour le directeur général d'Havas, aucune équivoque n'est permise : s'il décidait d'accepter un jour d'entrer au groupe Paris-Match, il quitterait ses fonctions actuelles.

Le directeur général d'Havas fait remarquer que l'agence entend limiter sa participation dans le secteur de l'information à la presse professionnelle et technique, les actions qu'il détient dans le Nouvel Economiste ne constituant même pas l'exception puisqu'elles ont diminué de moitié par rapport à celles contrôlées par Havas aux Informations, avant la fusion avec Réalités.

● L'Association de presse France-Japon (114, quai Louis-Biérol, 15131) a tenu le mardi 3 février, son assemblée générale et renouvelé, à cette occasion, son comité directeur :

Président : M. Serge de Gunzburg (A.F.P.) ;

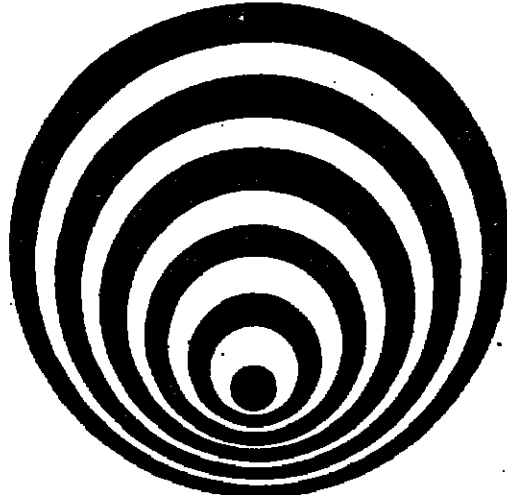
Vice-présidents : MM. Bernard Lausanne (le Monde), Chobai Namoto (Asahi), Hideo Yamamuro (N.H.K.), Jean-Marie Potiez (Télévision) ;

En ce qui concerne Paris-Match, où des contacts entre M. Prouvost et le directeur de l'agence Havas avaient donné lieu à des supputations (le Monde du 14 janvier), M. Douce ne nie pas

Secrétaire général : M. Paul Mcunier (la Croix) ;
Trésorier : Pierre Bonnefont (Marchés tropicaux) ;
Membres : Mme Louise de Bea (Radio-France), Mme Missawa Kano (Deutsche Welle), MM. Patricia Drouin (le Nouvel Economiste), Kanno Matsumoto (Kyodo) et Seki Tomoda (Sankel Shimbun).

TELECINE

N° 205 • FÉVRIER 1976



Voyage à l'intérieur de RTL

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 6 F

LE MEUBLE 148

le spécialiste du rangement présente



à vos mesures
les rangements et
les lits écarnotables
STYLE ET CONTEMPORAIN

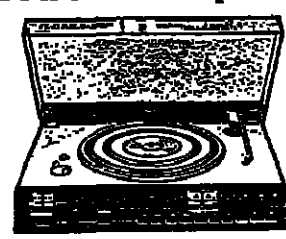
GRIFFON

Facilités de paiement,
catalogue gratuit CF - Exposition
148, av. E. Zola
PARIS 15° — Tél. : 306 23-30

50 CHAINES HI-FI COMPACTES

Choisissez la vôtre... à un prix super compact

B et O
SONY
BRAUN



PIONEER
SABA
TOSHIBA


Bloc 2 x 20 W avec radio stéréo et tourne-disques

ILLEL COMPACT CENTER

143, avenue Félix-Faure - 75015 PARIS - Tél. : 532.90.86

CE SOIR VENDREDI PREMIERE
Théâtre La Bouffonnière
LA MOUCHE qui TOUSSE
— ETIENNE RESSAINDING —
JACQUES DUBY
— CLAUDE GENIA

THEATRE MODERNE
LE NEVEU DE RAMEAU
de DIDEROT
« C'est savoureux, drôle et fascinant. C'est un régal pour l'esprit. »
NOUVELLES LITTÉRAIRES.
« J.-P. Balmer accomplit ici son éblouissant numéro. »
LES ÉCHOS.
« La performance séduit tous les publics. »
LE MONDE.
« Jacques Weber et J.-P. Balmer ont eu raison de jouer leur chance qui est réelle. »
LE FIGARO.
Location théâtre et agences

ATHENEE LOUIS JOUVET
JEANNE MOREAU

LULU
mise en scène
CLAUDE REGY
073.82.23 et agences

Comédie Française
Sam. 7 et dim. 8 à 20 h 30

Spectacle
MARIVAUX
nouvelles présentations
LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD avec LA COMÈRE
mise en scène
Jean-Paul ROUSSELLON
Location : Salle Richelieu,
place du Théâtre-Français
742-27-31 et agences
MARIGNY

THEATRE DE LA PORTE SAINT MARTIN
trionphe de la comédie musicale
MAYFLOWER
Matinées supplémentaires
les Samedis à 15 heures

théâtre de Gennevilliers
41, avenue des Grésillons — 793 21 63
à 5 min de la Pte de Clichy - Autobus 139 - arrêt Pte Voltaire
le Juif de Malte
de Christopher Marlowe
mise en scène Bernard Sobel

THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT
60, r. de la Belle-Peuvre, 933-80-44
Mardi 16 février à 20 h 30
L'ENSEMBLE 12
Michel BEROFF - Guy DEFLUS
Jean-Jacques KANTOROW
Philippe NOLAN
Jacques ROUVIER
BEETHOVEN - RAVEL - BARTOK
Loc. tous les jours de 11 h. à 19 h.

DERNIÈRES
6^e MOIS DE SUCCÈS DE
ICE-DREAM
de Mario FRANCESCHI
Un comique très juste, très vivant, très efficace. Mario Franceschi voit bien les ridicules et trouve le bon angle scénique pour exposer son texte.
(L'EXPRESS)
« De la folie à l'état pur. Drôle évidemment. »
(NOUVEL OBSERVATEUR)
THEATRE DU LUCERNAIRE
20 h 30
18, rue d'Odessa - M^o DAN. 57-23

Lundi 9 février à 20 h 30
Quatrième soirée des
ÉCRITURES CONTEMPORAINES
dirigée par
Guy de Colat
RAYMOND ROUSSEL
avec
Roland Bertin
Chantal Darret
Shella Flan
Samir Frey
Yves Lefebvre
THEATRE RECAMIER
3, rue Réaumur (7^e)
545-63-81

TER
théâtre national
du 6 février au 28 mars
Don Juan revient de guerre
d'Odou von HORVATH
mise en scène Marcel BLUVAL
17 rue Malte-Brun PARIS 20^e
M^o Gambetta - Tél. 638.79.09

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
LA RENAISSANCE
THEATRE DU CHENE NOIR
LA BEFANA
mise en scène : GERARD GELAS
Jusqu'au 6 Mars
GEMIER
VINGT-QUATRE HEURES
d'Alfredo RODRIGUEZ ARIAS
par le groupe T.S.E.
Jusqu'au 21 Février
727-81-15

ARTS ET SPECTACLES

Danse

« Wind, Water, Sand » à l'Opéra

(Suite de la première page.)

Les images poétiques qui le composent, mises au point collectivement, suggèrent, à plusieurs niveaux, le passage d'un état à un autre, un moment entre la vie et la mort, le jour et la nuit, la vie et la mort. Le spectateur est projeté dans un univers fantasmagorique de glaces sans fin, de continents en dérive, de grottes profondes et de chutes de météorites, où il flotte comme un bouchon sur un océan avec pour seuls repères des lumières de feux follets qui le guident afin de mieux le perdre. Une alchimie délicate de gestes, de paroles, de cris, entretient d'un tableau à l'autre un suspense constamment renouvelé. Ces transmutations ne sont cependant pas toutes de la même veine et se déploient dans une relation espace-temps parfois difficilement supportable lorsqu'on est échoé dans un fauteuil.

C'est souvent la danse qui apporte les sensations les plus vives. La troupe se prête, sous des éclairages subtils à toutes les métamorphoses. Elle devient métal en fusion, eau jaillissante, tempête de sable ou tout simplement mouvement ondoyant. Carolyn Carlson lui apporte quelques ponctuations magistrales : rose des vents, figure de proue, marionnette clownesque, toujours fascinante dans sa manière d'abolir l'espace, elle est aussi ce

grand insecte crucifié dans la transparence d'un bloc de roche.

La déception est venue de la musique. On n'a pas retrouvé ici la richesse des « Fous d'or » ou la spontanéité de « X Land ». La partie pop jazz avec projections géométriques des instrumentistes paraît fermée et chuchotée, comme si Barre Phillips, John Surman, Stu Martin et surtout Dieter Feichner étaient inhibés par leur cohabitation avec une formation classique. De même les chanteuses ont perdu une part de leur fantaisie et cette belle agressivité qu'elles apportent dans les spectacles précédents. Ce sont des voix très pures employées d'une manière traditionnelle.

Il faudra revoir « Wind, Water, Sand » lorsque Carolyn Carlson aura pleinement dominé les moyens mis à sa disposition ; il sera intéressant aussi d'observer en d'autres lieux l'accueil que lui fera son vrai public ; car, à l'Opéra, un soir de première, le courant d'air du mal à passer et l'on sentait qu'une partie de la salle restait crispée. Pourtant, beaucoup ont senti qu'avec « Wind, Water, Sand », ils abandonnaient une époque nouvelle du spectacle ; même Bérjoni paraissait à des années-lumière.

MARCELLE MICHEL.

★ Palais Garnier, 19 h. 30 : les 6, 10, 13, 25 et 28 février.

A « ceux d'en bas »

A l'Opéra, il y a « ceux d'en haut » avec leurs usages, leur monde des médias, leur confort, et il y a « ceux d'en bas », dans la Rotonde sous le grand escalier, sans loges, sans dégagements, sans douches, sans rien. Ceux d'en haut ne suivent pas les cours donnés en bas ; en principe obligatoires, ils sont ignorés par la direction de la danse. Au moment où se préparait la Belle au bois dormant, certains danseurs du haut, qui maintenaient l'attention d'aller s'asseoir en bas, ont vite compris qu'ils seraient écartés de la distribution s'ils persistaient dans leur projet. Et puis, en haut, on considère que ceux d'en bas ont une drôle d'allure, cheveux longs, blue-jeans, shorts. On chuchote : « Ils sont sales, ils fument, ils campent sur leur place... Ils y dorment même ! » Pour les machinistes, ce sont des « clochards ». Pendant les répétitions ils laissent tomber leur chewing-gum des cintres. Les danseurs sont piécus. C'est au moins un vice commun.

Ceux d'en bas n'en ont cure. Berrand dans la maison, ils vivent autour de Carolyn Carlson, en dehors des emplois du temps et des hiérarchies, une aventure où la danse ne se sépare pas de la vie de chaque instant. C'est peut-être eux, finalement, qui constitueront la part la plus positive du bilan de Rolf Liebermann à l'Opéra de Paris.

L'année dernière, Carolyn Carlson a participé avec son équipe à plusieurs manifestations (Festival de Vienne, Mai florentin, Festival d'Avignon) en tant que Groupe de recherches théâtrales de l'Opéra (G.R.T.O.P.). Sous ce sigle, elle a entrepris une œuvre érudite mais fructueuse tournée dans toute la France ; elle l'a interrompue momentanément pour réaliser dans les plus brefs délais son nouveau spectacle, « Wind, Water, Sand ».

Pour la mener à bien, Carolyn Carlson a fait appel à ses complices familiers, le saxophoniste John Surman et le compositeur Barre Phillips (responsables de la musique), le chorégraphe Dieter Feichner et Stu Martin, qu'elle a connus chez Nikolaï. Plusieurs sont venus avec femme et enfants. S'ajoutent, à son groupe habituel de dix danseurs, trois comédiens qui disent en allemand et en français des textes écrits par des enfants déprimés et cinq chanteuses, dont deux — Eve Brenner et Anne Ringart — sont déjà familières avec ses méthodes de travail.

Tout ce monde s'agglomère dans la Rotonde, cerné au milieu des câbles et des synthétiseurs ; dans un coin, les comédières, pressées par le temps, font leurs essais sur place... paraissent déçus, comme dans un tournage du film. Carolyn Carlson ne saurait pas encore comment se terminerait son spectacle ni dans quel ordre se succéderaient les séquences qu'elle déplaçait à la manière d'un puzzle. Chaque soir, la troupe, assise en tailleur autour d'elle démonte le travail du jour et des modifications à apporter ; on décide de supprimer un solo, d'adopter un gag amusant, né fortuitement. Mais, dans la mesure où, pour tous, la danse est un travail organique, fait spontanément, sur le moment, et en présence des autres, le résultat final compte moins que l'œuvre vécue au jour le jour en studio. Une élève du groupe, Anne-Marie Reynaud, a tourné voici quelques mois dans un film de Jacques Rivette : « J'y ai travaillé, dit-elle, la même façon d'élaborer les rapports avec le temps, la même recherche de naturel dans le jeu des acteurs. Quand on travaille, Carolyn nous dit : « Ne cherchez pas à être, soyez, soyez être pour cela que les cours de nos tournées sont un public sans aucune référence chorégraphique est entré de plain-pied dans le spectacle. »

M. M.

Cinéma

« LA FÊTE SAUVAGE », de Frédéric Rossif

Ce film enchanteur risque d'agacer les esprits scrupuleux. On devine les raisons de leur agacement. Ils vont reprocher à Frédéric Rossif d'être mauvais pédagogue et philosophe tumeux, de poser sur le monde animal un regard d'esthète, de considérer la nature comme une sorte de grand zoo édénique, bref de travestir la vérité et de tourner le dos au réalisme.

L'extraordinaire beauté du film, tout particulièrement, sera tenue pour suspecte. D'abord parce qu'il est de bon ton de se méfier de la beauté. Ensuite parce que Rossif fait fréquemment usage du ralenti.

Ce dernier grief mérite un mot d'explication. En effet, si le ralenti apparaît souvent comme un trucage malhonnête (quand il sert, par exemple, à « poétiser » les hécatombes des films de violence), il n'est différencié ici loin d'être un artifice de style, le ralenti devient dans la Fête sauvage un moyen d'investigation qui nous aide à découvrir une réalité que, sans lui, nous aurions ignorée. En révélant des réflexes, des regards, des mouvements que leur fugacité rendait imperceptibles, ce procédé fait en quelque sorte office de loupe — une loupe qui dilaterait le temps. Son rôle, dès lors, n'est plus de créer de la beauté factice. Il est de nous permettre d'accéder à une beauté cachée, et la plus authentique qui soit, celle de la vie.

La vie, le miracle et le mystère de la vie, c'est de cela, et de rien d'autre, qu'il s'agit dans ce film. La vie réduite à ses rythmes éternels — la chasse, le jeu, le repos, l'amour, — et à ses pulsions primordiales — le désir, la peur, la faim, la joie d'exister, l'acceptation de la mort. Autour de ces thèmes s'organise une symphonie d'images, de séquences fugitives que l'on entre elles une construction plus musicale que narrative. Animaux en liberté, connus ou peu connus, scènes quotidiennes et familières dans les forêts et les savanes. La panthère débouche le babouin, le guépard devore l'antilope. Et puis voici le parasseux qui se nourrit de rosée et dort dix heures par jour. Voici les ibis rouges qui ont

donné naissance à la légende de l'oiseau de feu. Voici la tragédie, l'oiseau-dieu des Indiens, qui d'un coup d'aile a créé la Terre. A 4 000 mètres d'altitude, voici la danse des bouquetins qui semblent voler au-dessus des crevasses. Et, dans l'herbe et les rochers, la lente approche du lion amoureux.

Ce film n'est ni un reportage ni un documentaire. C'est une sorte de tapisserie, une fresque visuelle (certains plans rappellent les bas-reliefs assyriens, les peintures égyptiennes, les dessins de Lascaux), un hymne, un hommage à l'innocence, à la pureté originelle, à la création. L'homme est absent de cet opéra fabuleux, et doit le demeurer. On n'a guère envie d'écouter le commentaire de Madeleine Chapsal et la musique de Vangelis Papathanassiou. Il nous suffit d'entendre ces cris, ces appels, ces discours, dont on se dit qu'ils sont peut-être un langage qu'autrefois nous comprenions... Oui, des images et des sons, voilà seulement ce qu'on retient de cette Fête sauvage.

C'est peu ? Non, c'est beaucoup. Car ces images sont inoubliables, ces sons bouleversants. Et si même ce film n'est qu'un poème, une séduction parfois trop insistante, il faut le voir. Tout est si laid, si triste, si désespérant sur les écrans, qu'on trouve une paix singulière, un étonnant bonheur, à surprendre l'hippopotame au bain, à voir deux girafes s'enlacer, à observer le vol d'une bande de flamants roses.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Voir : « Les films nouveaux ».

En bref

Théâtre

« Lulu »

La pièce célèbre de Frank Wedekind, Lulu, branchée sur un mauvais voltage par le metteur en scène Claude Régy, ne mouline pas.

L'Amicale des effarouchées réunies, juchée en équilibre instable sur de méchantes passerelles, pour se faire des peurs, minaudes ses syncopes. Entre les gros soupirs, des phrases de Wedekind sont chuchotées d'une voix bien blanche.


On dirait que la pièce a été empâtée de gomme à la violette. C'est glauque, rosâtre, gentiment risible, et sans préjudice aucun.

Des acteurs, tels Roland Bertin ou Gérard Laroche, essaient d'endiguer cette inondation de slop où s'enlagent plusieurs bonnes artistes des théâtres parisiens : Chloé Caillat, Valérie Samama, Jeanne Moreau, Sidiki Bakaba... — M. C.

★ Athénée, 20 h. 30.

LA PASTORALE DE FOS
de et par
le théâtre de la carrière
théâtre populaire occitan
du mardi 10 février
au samedi 14 février

AFCAE L'ASSOCIATION FRANÇAISE
des CINEMAS d'ART et d'ESSAI
présente
Sous l'égide du Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)
LE CINÉMA ET LES ENFANTS
Une merveilleuse sélection internationale de films russes, tchèques, hongrois, bulgares et suédois conçus pour les enfants, réalisés pour les enfants.
A Paris, Créteil, Corbeil, Ivry, Nice, Bures s/Yvette, Cergy-Pontoise, Lyon, Saint-Étienne, Angers, Toulouse.
CETTE SEMAINE : séances à 14h, 16h, 18h.
NEW-YORKER 43, faubourg Montmartre
DOMINIQUE 99, rue Saint-Dominique

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA
LES 6-13-25-28 FEVRIER 1976
CREATION
WIND, WATER, SAND
MUSIQUE : JOHN SURMAN, BARRE PHILLIPS
SPECTACLE DE THEATRE, MUSIQUE ET DANSE
Présenté par
LE GROUPE DE RECHERCHES THEATRALES DE L'OPERA DE PARIS

Sous la direction de
CAROLYN CARLSON
PLACES DE 5 A 70 F
Location au Théâtre et Agences. Renseignements 073 85 25

LA COMÉDIE
MUSIQUES SILENCIEUSES
LA MONTAGNE ENSORCELÉE
LA CECILIA
POLITIQUE
NOUVEL OBSERVATEUR
QUOTIDIEN DE PARIS
Une des premières
festes du monde
ma français à
chir de l'année
de l'écritisme
après, en
sujet d'un
debut de civilisation
H. CHAZAL

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La Bigne	La Bigne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La Bigne	La Bigne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Société Allemande

recherche pour sa filiale française (S.A.R.L. avec siège à Versailles/Paris)

DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine d'INGÉNIEUR POUR LES AGITATEURS-MÉLANGEURS.
- Solide formation complémentaire en économie.
- Allemand parlé/écrit indispensable.

Salaire annuel pour cette position d'importantes responsabilités : environ 140.000 francs.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(ECP - AM - ENSI, etc.)

Adresser C.V. dét., en longue allemande, à n° 8.097 « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9^e.

séma Informatique

INGÉNIEUR-SYSTÈME

- Expérience minimum 2 ans.
- Formation Grande École.
- Pratique de l'assembleur 380/370 exigée.
- Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé sous référence 4024M à R. Lelou à :

séma selection 16, rue Barès 92128 Montrouge

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ENGINEERING CHIMIE - PÉTROLE recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé de la vente d'installations dans les domaines du raffinage et de la pétrochimie.

LE POSTE COMPORTE :

- la responsabilité complète de l'abandonnement des propositions auprès des clients,
- une fonction d'animateur des différents services de la Société participant à l'élaboration de la proposition,
- une fonction de négociateur auprès des sociétés clientes,
- une carrière aux larges possibilités d'évolution.

LE POSTE REQUIERT :

- une formation Grande École,
- le goût des contacts commerciaux à haut niveau et du déplacement de courte durée à l'étranger,
- une expérience d'au moins 5 ans dans une Société d'engineering ou d'entreprise générale.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite et références sous réf. 742 à :

A.N.P.M. 100, av. Charles de Gaulle 92522 NEUILLY-SUR-SEINE

Société Française d'Engins de MANUTENTION recherche

3 vendeurs confirmés connaissant le marché de la manutention (ou d'autres biens d'équipements) pour leur confier des postes d'ingénieurs commerciaux

Sud-Ouest

résidence Bordeaux Réf. 5129 B

Nord

résidence Paris (ou sur secteur) Réf. 5129 G

Bretagne

résidence Paris (ou sur secteur) Réf. 5129 H

Pour obtenir des informations complémentaires sur ces postes, écrire en précisant la référence choisie à :

egor 5, rue Meyerbeer 75009 - Paris

offres d'emploi

LE CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATIQUE DE TUNISIE

cherche dans le cadre de son expansion à embaucher

TROIS EXPERTS

ayant une bonne expérience (5 ans) en informatique appliquée à l'un des domaines suivants :

- 1) Finances publiques ;
- 2) Procédures administratives ;
- 3) Gestion et organisation des entreprises.

T.B. Rémunération + avantages liés à l'expatriation. Ecrire en joignant C.V. au Bureau Régional de l'Emploi, 45 ter, avenue Simon Pacha, Tunis, Tunisie - Cedex n° 88.

BUREAU DE COORDINATION

25 personnes souhaite copier pour EST/PARIS

DEUX INGÉNIEURS

- 3 ans d'expérience professionnelle de Travaux Publics.
- Gout des responsabilités et des contacts humains. Capacité d'initiative.
- Volonté de travailler en équipe.

Envoyer curriculum vitae manuscrit avec photo au n° 8.120, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9^e, qui transmettra.

IMPORTATEUR DE PRODUITS CHIMIQUES ET MATÉRIELS PLASTIQUES

recherche pour son département MIPOLAK (revêtement de sols, muraux, profilés)

1 COLLABORATEUR

ayant plusieurs années d'expérience dans le métier, capable de diriger une équipe de vente. Mure de suite.

Envoyer C.V. et références à : DYNA FRANCE S.A. GROUPE DYNAMIT NOBEL, 5, rue Hallerand, 75007 PARIS.

• MARQUE DÉPOSÉE.

SOCIÉTÉ PARFUMS INTERNATIONAUX

CHEF de PRODUITS

Anglais indispensable. Env. curriculum vitae avec photo à C.C. B.P. 46 - 92302 LEVALLOIS.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ ELECTRONIQUE

proche banlieue Nord-Ouest recherche

INGÉNIEUR

Formation Grande École

Ayant quelques années expér. industrielle : il assistera le chef de service ordonnancement

lancement de la mise en route d'une informatique de gestion de production.

Gout de l'organisation et capacité de réagir dans une activité fonctionnelle nécessitant.

Ecr. av. C.V. photo, prêt à 120 Créations Dauphine, 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui tr.

SOCIÉTÉ ELECTRONIQUE

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Position II et III

pour laboratoires d'études.

Adresser C.V. détaillé et prêt à 120 Créations Dauphine, 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui tr.

Société d'Études recherche

UN JEUNE DIPLÔMÉ

formation Grande École de Commerce ou I.U.T. pour 1^{er} poste de responsable de l'organisation financière et comptable d'un complexe agricole en Afrique. Recrutement immédiat.

Adresser C.V. sous réf. 135 à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois 75004 Paris, qui tr.

Fiduciaire Comptable 1^{er} recherche : JURISTE

Licencié droit. Affaires, expér. récente. Libre rapidement.

Adresser C.V. sous réf. 135 à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois 75004 Paris, qui tr.

Ch. JEUNE FILLE au PAIR

14 h à 20 h 30

Téléphone au 231-02-44

RESPONSABLE SERVICE EXPORT

de second œuvre équipement.

Ce poste nécessite la connaissance de l'anglais technique, et de réfer. dans une ou plusieurs entreprises. Age min. 35 ans. Compétences : marché Moyen-Orient souhait.

Adresser C.V. détaillé à n° 763 CHANOVE CONSEIL, 23, boulevard St-Denis, 92400 COURBEVOIE.

STE MULTINATIONALE

offre très important poste

D'INSPECTEUR

VIE/GROUPE

pour PARIS et la région NORD

à personne ayant :

- solides connaissances professionnelles,
- âge minimum 30 ans.

Le réseau en place d'Agents de terrain et de bureaux d'ingénierie exceptionnelle qualité fait de ce poste une situation de premier plan.

L'inspecteur disposera d'un bureau avec secrétariat.

Transmettre C.V. n° 41943 CONTEXTE PUBLIQUE

20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} 7^e L.

INTER INFORMATIQUE

TRAVAIL TEMPORAIRE recherche

COMPTABLES 2

Expérience de la tenue des journaux financiers.

81, rue RAUMOUR, 2^e, Tél. : 235-22-22.

178, rue MONTMARTRE, 2^e, Tél. : 237-17-43 - 308-45-47.

AG. FUSINES INSTR. MUSIC.

Cadre expérimenté, min. 30 a. Polyvalent - admin. et contact client - récep. techn. - Vierge France 10/100 1^{er} av. en Cornouailles, allemand requis. Env. C.V. manus. dét. photo et prêt à 120 Créations Dauphine, 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui tr.

SOCIÉTÉ PROMOTION

COLLABORATEUR

Formel E.T.P. (EYROLLES) ou équivalent, ayant expérience opérations immobilières.

Ecr. PUBLI CR 10, 20, 27, rue Montmartre, 75009 PARIS

IMPORTANTE

AGENCE DE VOYAGES recherche

CHEF de COMPTOIR

pour Côte d'Ivoire.

Ecr. 11,109 HAVAS BIARRITZ.

demandes d'emploi

INGÉNIEUR ÉCAM

DIRECTEUR PME

Cautch. plast. 25 a. expér. industr. techn. cal. gestion, rech. et en expansion. Poste haut niveau région Montpellier.

Clermont-Ferrand, 1^{er} av. Ecr. n° 7 083-27 M. Rôle-Chasse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

OFFICIER MÉCANICIEN

1^{re} classe marine marchande, 38 ans, cadre, bonnes connaissances en mécanique générale, cherche

SITUATION STABLE

Ecr. n° 083-27 M. Rôle-Chasse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e, qui transmettra.

BEYNOT

Francis, 42 a., ingénieur, affaires, 1^{er} install. définit. Beynot, ch. collab. situat. au direct. agence.

Ecr. HAVAS, St-Tropez, n° 210, instituteur spécialisé (C.A.E.) et excellentes connaissances, cherche place d'enseignant dans la région parisienne pour le 15 septembre 1976.

Ecr. sous n° 7 083-27 M. à REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e, qui tr.

Consultant gestion propose à P.M.E. formule nouvelle économique : direction financière, comptable, administrative à temps partagé. Contacts et notes. Téléphone : 809-83-25.

UNE CADRE EXPÉRIENTÉ

docteur commerce marketing et publicité

Francis-anglais-espagnol-arg. Sérieuses références et beaucoup voyagé, ch. bonne situation

Ecr. Réaumur, n° 7 083-27 M. à 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e (qui transmettra)

Ingénieur ch. miss. 34 ans, exp. transports, écon. urbaine, cherche emploi études écon. à Delemur, chez Janssens, 30, boulevard Bourdon, Paris-4^e. Téléphone : 27-90-06.

emplois régionaux

CREUSOT-LOIRE

recherche pour son Usine d'IMPHY (proche de Nevers)

INGÉNIEUR ELECTROTECHNICIEN

ESE - IEG ou équivalent

Il sera chargé d'études et mise au point de produits pour de nouvelles applications électriques et électroniques dans un secteur en pleine expansion.

Il s'agit d'un travail actif au sein d'une équipe technique et technico-commerciale.

Ce poste nécessite un goût pour l'expérimentation et une facilité de contact avec les clients. Il présente de larges possibilités de progression personnelle et peut convenir à un débutant.

La connaissance de l'anglais serait très appréciée.

Ecrire avec C.V. au Département des Affaires Sociales 55100 IMPHY

CL

BANQUE DE LA HENIN

recherche pour ses agences de PROVINCE

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Il est nécessaire d'avoir :

- 25 ans minimum ;
- Une expérience bancaire de quelques années de préférence dans domaine des crédits acquéreurs ou promoteurs ;
- Du goût pour l'activité de « vente » et la relation commerciale.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et références à :

SECTEUR RECRUTEMENT 16, rue de la Villa-Lévy - 75008 Paris.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche pour ROUEN

INGÉNIEUR EXPERIMENTE

pour animation études et de travaux en bâtiment et en VRD.

Diplôme exigé. Diplôme en complab. pour analyses financières (finances locales et programmation). Salaire minimum : 2.105 F. Libre de suite.

Direction Départementale de l'Environnement (groupes Etudes et Programmation) de la Charente-Maritime, Champ-d'Alsace LA ROCHELLE rech. d'URGENCE un

TECHNICIEN baccalauréat + 2 ans formation supérieure économique, finance, ou complab. pour analyses financières (finances locales et programmation). Salaire minimum : 2.105 F. Libre de suite.

Entreprise de Const. Métalliques industrialisées et de travaux chaudronnerie, BASSE-NORMANDIE (250 pers.) rech. pour chacune de ses 2 activités

UN JEUNE INGÉNIEUR DE FABRICATION

Profil souhaité : formation mécanique type A.M. - INSA - CRAM - 2-3 ans d'expérience. Homme de terrain et de bureau.

Le travail : placé sous l'autorité du directeur de division, sera chargé, après une période d'adaptation de la fabrication : organisation méthodes, délais, qualité, direction des hommes.

Ecrire avec C.V. et photo à HAVAS (14) CAEN

N° 733 qui transmettra.

Réponses et distribution assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FABRIQUANT ET DISTRIBUANT DES PRODUITS DE GRANDE CONSERVATION recherche

CHEF DE MARCHÉ RÉGIONAL

(secteurs à pourvoir) Bretagne et Bourgogne

Il sera responsable :

- dans un souci de rentabilité du développement des ventes de sa région ;
- du recrutement et de la formation de l'animation de son équipe.

Il dépendra du Chef des Ventes National

Il est demandé :

- une très forte expérience de la vente et de la distribution de produits alimentaires ;
- la pratique de l'animation d'une équipe.

Le salaire annuel de départ ne sera pas inférieur à 85.000 francs.

Adresser C.V. et photo sous la réf. 229.083 M à : Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-9^e, qui tr.

Importante Société d'étanchéité recherche pour CLERMONT-FERRAND

JEUNE CHEF D'AGENCE

MISSION : Gestion Commerciale et Technique de l'Agence - Contact avec clients et architectes. Organisation et contrôle des chantiers.

Une expérience de 3 à 5 ans du commandement et de la technique du bâtiment est nécessaire. Poste stable et d'avenir.

Adr. C.V. détaillé à n° 6.189, « LE MONDE » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

l'agenda du Monde

Offres

de particuliers

Vend machine à écrire, calcul., duplic., photocopie, dictaphone.

Tél. : 246-39-20.

Manteau réfr. d'Amérique état n° 1. Px 2.200 F (nd 5.000 F).

Tél. : 246-42-20.

Vide comptoir bar ultra moderne complet, style design, état neuf, tables + chaises, réfrig., tre-chasse élect. Px intéressant. A partir de 18 h. Tél. : 793-30-75.

Agencement

RANGEMENT. La solution la plus récente et économique av.

PRISMALL créateur du système "structure d'aluminium" design à revêtement résiliable, toutes adaptations mobiliers de living, magasin, etc. Remise de 10 % et 6 mois de crédit gratuit. Paris-14^e, 101, avenue du Général-Leclerc. Tél. : 540-65-45.

GROUPE D'ARTISANS

- Peinture maçonnerie ;
- Carrelage ;
- Menuiserie ;
- Électricité plomberie, chauffage, serrurerie, références.

Téléphone : 746-23-36.

Animaux

Yorkshire terrier pedigree.

Tél. : 330-22-00, par particulier.

Antiquités

Achète antiquités, objets d'art.

« La Brèche ». Tél. : 337-25-54.

Artisan

PLUMBERIE-CHAUFFAGE Carrelage, petite maçonnerie. Travail très soigné, disponible de suite. Téléphone : 526-18-42.

ARTISAN agréé E.D.F.-G.D.F. électricité générale, plomberie, tous travaux. Tél. : 076-25-12.

Arts

ESTIVE et AVAT gravure à vendre. ROQ. 62-94.

CATASTROPHES

Selon un rapport de l'ONU

Le tremblement de terre au Guatemala aurait fait au moins six mille morts

Ciudad-de-Guatemala (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). — Après le séisme qui a secoué, le 4 février, une bonne partie du territoire guatémaltèque, il est encore impossible de se faire une idée de l'ampleur de la catastrophe. Le pays est dans le chaos. Des vols d'avions de reconnaissance ont montré en effet que de vastes régions ont été touchées au moins autant que la capitale. Mais il est impossible d'aller voir sur place quelle est la situation exacte car les voies de communication terrestres sont presque partout coupées. Parmi les localités qui ont subi le plus de dommages on cite les noms de Tecpan, San Juan, Zacatepequez, Chimalteango, Comalapa, San Mateo-Telitalan, El Progreso.

Selon un rapport de l'ONU publié ce vendredi 6 février, le bilan s'établirait à au moins six mille morts et quarante mille blessés.

Le gouvernement guatémaltèque a décrété l'état d'urgence. Mais cela ne rend pas plus facile la vie des survivants, encore aggravée par la pluie qui est tombée dans la journée du 5 février. Comme l'a fait remarquer le président du Guatemala : « Comme toujours, ce sont les gens les plus pauvres qui sont les plus affectés ». Les vivres et surtout l'eau potable manquent. Les hôpitaux sont débordés. Les fosses ne suffisent plus : il a fallu creuser des fosses communes au bulldozer.

Un comité d'assistance civile, qui vient de se créer, a critiqué hier jeudi 5 février la lenteur des services officiels, qui « n'ont absolument rien fait pour faire parvenir des secours par avion ou hélicoptère aux populations touchées par le séisme ».

Et la terre tremble toujours. On en serait à plus de deux cent trente « répliques » plus ou moins fortes depuis le séisme principal, à laquelle on attribuerait maintenant la magnitude de 7,5.

Le gouvernement guatémaltèque a demandé l'aide de l'ONU. Il a besoin de toute urgence de quinze mille tentes, de deux blocs opératoires, d'ambulances, de plasma, de sérum, de vaccin antitétanique. Le commandant des Nations unies pour l'aide en cas de catastrophe a déjà donné une première somme de 20 000 dollars.

D'autre part, des secours commencent à arriver de l'étranger : les États-Unis ont envoyé un hôpital de campagne de cent lits et ont dépêché, avec l'accord du Guatemala, une mission militaire chargée d'évaluer le montant de l'aide américaine. L'ambassade des États-Unis a déjà donné 25 000 dollars, et le fonds de secours du Département d'État, une somme de 525 000 dollars.

Des spécialistes mexicains des communications devraient arriver au Guatemala ce vendredi. Le Nicaragua et le Costa-Rica ont déjà envoyé des secours en nature et des médicaments. La Croix-Rouge canadienne et l'Ordre du Canada, un organisme privé d'aide aux pays du tiers-monde, ont donné chacun 10 000 dollars.

● M. Giscard d'Estaing a annoncé, le 5 février, un télégramme de condoléances au président de la République du Guatemala, le général Eugenio Laugerud Garza.

● Le Guatemala a besoin de toute urgence d'équipes chirurgicales volantes, capables de se déplacer éventuellement à pied. Les vœux de la communauté internationale ont été transmis au président du Guatemala, le général Eugenio Laugerud Garza.

● Les secours catholiques, qui a déjà envoyé au Guatemala deux mille couvertures et 50 000 F, reçoit les dons 100, rue du Sacre, 75001 Paris. Coder : C.C.P. 5520-09 Paris. Mentionner « Guatemala ».

L'affaire de Bruay-en-Artois

JEAN-PIERRE COMPARAIT À HUIS CLOS DEVANT LA COUR D'APPEL DE PARIS

Le procès en appel de Jean-Pierre dans l'affaire de Bruay-en-Artois s'est ouvert jeudi 5 février devant la chambre du conseil de la cour de Paris, sur appel à minima du parquet contre le jugement du tribunal pour enfants, qui avait relaxé le jeune homme le 15 juillet 1975, pour le meurtre de Brigitte Desvère. Pour ce procès — qui a lieu à huis clos — quatre ou cinq témoins sont prévus sous la présidence de M. Hervé Synvet, le siège du ministère public étant occupé par M. Bernard Guyot, avocat général, la défense étant assurée par M. Pollak.

Dans ce nouveau procès, aucun témoin ne devrait être entendu. C'est là une procédure normale devant la cour d'appel, à moins que magistrats ou défenseurs ne réclament l'audition d'un ou plusieurs témoins sur un point bien précis.

Dans l'après-midi ont été ensuite plaidés à la dix-septième chambre correctionnelle deux procès en diffamation engagés en marge de l'affaire par M. Pierre Leroy, le notaire de Bruay-en-Artois.

Pour des interviews de M. Desvère et de Mme Courmont, la mère adoptive de Jean-Pierre que Paris-Match a publiées le 7 juillet 1975, M. Leroy, directement accusé d'avoir « fait le coup », a refusé de comparaître et a demandé 20 000 F de dommages et intérêts. M. Jouanneau a invoqué la bonne foi du directeur de l'hebdomadaire et de l'auteur de l'interview.

Au nom du notaire et de son épouse, mis en cause le 9 octobre 1974 dans un article du Figaro, M. Carnet a d'autre part demandé 10 000 F de dommages et intérêts. M. Celler et Libman ont plaidé en défense.

Jugement le 4 mars.

Devant la cour d'assises des mineurs des Yvelines

Meurtrier d'un chauffeur de taxi un lad risque la peine capitale

La condamnation capitale prononcée récemment par les jurés de l'Oise contre Bruno, ce jeune garçon meurtrier d'une vieille dame, entoure d'un climat de malaise le procès d'un autre adolescent — lad de maisons-Laffitte, meurtrier d'un chauffeur de taxi — qui s'est ouvert jeudi 5 février devant la cour d'assises des mineurs des Yvelines. Parce que le crime commis par un jeune Marocain, Abdelaziz A., apprenti jockey — alors âgé de seize ans et dix mois — est lui aussi d'une particulière atrocité. Parce que l'inculpation retenue est celle d'assassinat. Parce que l'avocat général, M. Jacques Monella, a déjà eu l'occasion de dire qu'il n'était pas hostile à la peine capitale.

Le 27 juin 1971, pour lui voler les 150 francs de sa recette, Abdelaziz avait assailli le chauffeur de taxi René Forin, cinquante-huit ans, qui le ramenait jusqu'au local des lads des écuries de l'entraîneur René Pelat. Dans une rue calme de Maisons-Laffitte, le jeune Marocain avait donné deux violents coups de tour-

MÉDECINE

Pour avoir refusé de payer leur cotisation à l'Ordre

TROIS MÉDECINS ONT COMPARU DEVANT LE TRIBUNAL DE LIMOGES

De notre correspondant

Limoges. — Parce qu'ils ont refusé de payer leur cotisation au conseil de l'Ordre, trois médecins de la Haute-Vienne, Mlle Celler, M. Janaud et M. Pralognan, ont comparu, mercredi 4 février, devant le tribunal d'instance de Limoges. Les trois praticiens ont fait valoir qu'ils ne se sont pas cotisés car ils ne sont pas membres du conseil de l'Ordre. Ils ont contesté notamment la convention de la médecine préventive, de la contraception, de l'avortement et du contrôle de l'absentéisme des travailleurs. De plus, à leur avis, le conseil n'a pas disposé d'un pouvoir juridictionnel propre sur les médecins puisqu'il existe en France des juridictions de droit commun.

« Dans ce cas, vous devez être satisfaits, puisque vous ne pouvez pas vous en débarrasser », a déclaré le représentant du conseil de l'Ordre, le bâtonnier Charlet. Ce dernier s'est ensuite référé à l'article 1410 du code de la santé publique, qui rend la cotisation obligatoire : « Le refus d'acquiescer la cotisation constitue une infraction aux règles de la dé-

mologie susceptible de sanction, a-t-il indiqué, mais ce fait ne met pas obstacle à l'action judiciaire, qui appartient à tout citoyen contre son débiteur ».

Le jugement sera rendu le 18 février.

(1) La Haute-Vienne compte six cents médecins. Seuls, ces trois médecins ont refusé de payer leur cotisation.

● Les personnels hospitaliers du secteur public et privé du Rhône ont déclenché, mercredi 4 février, un mouvement de grève de quarante-huit heures, à l'appel de la C.G.T. de la C.F.D.T. et de la F.O. Sept cents personnes environ se sont réunies mercredi matin à la Bourse du travail de Lyon. Les personnels de santé, qui avaient déjà fait une grève d'une journée la semaine dernière, demandent le paiement de treize heures supplémentaires déjà attribuées au personnel de Paris et de sa région, 250 francs d'augmentation pour tous, 3 000 francs de salaire net mensuel de début, et l'augmentation générale des effectifs.

Au tribunal des forces armées de Paris

UN AN D'EMPRISONNEMENT POUR UN OBJECTEUR DE CONSCIENCE

Un objecteur de conscience de vingt-cinq ans, M. Philippe Luquet, a été condamné, jeudi 5 février, à un an d'emprisonnement par le tribunal permanent des forces armées de Paris.

Incorporé à Blois, M. Luquet avait refusé, huit jours après son admission à la caserne, de participer à un manœuvre d'armes. Muté alors dans des services administratifs, il persévéra dans son refus de s'intégrer à la vie militaire et déposa une demande pour obtenir le statut d'objecteur de conscience. Or, légalement, ce statut ne peut être accordé que s'il est demandé dans un délai d'un mois avant l'incorporation.

« A cette date, a expliqué M. Luquet, j'ignorais jusqu'à cette possibilité qui m'était offerte ». L'article 50 du code de justice militaire interdit, en effet, toute « propagande » sur l'objection de conscience.

Le commissaire du gouvernement, cependant, a estimé que M. Luquet était parfaitement au courant du choix qui lui était offert. Avant de requérir le maximum de la peine (deux ans d'emprisonnement), le commissaire a cependant admis que l'inculpé, licencié en mathématiques, est « une élite intellectuelle de notre pays ». « Ce que l'on prêche en réalité, a conclu l'officier, c'est la brèche. Et la brèche une fois ouverte, c'est le flot ».

« Vous ce qui vous fait peur, lui a rétorqué M. de Felice, l'avocat de M. Luquet, vous employez un langage du passé. Votre juridiction est contestée. Elle se symbolise par l'affaire Dreyfus ».

● Deux inculpés pour tentative de démolition de l'armée ont été remis en liberté jeudi 5 février, par la chambre de contrôle de la Cour de sûreté de l'Etat, qui les a placés sous contrôle judiciaire : il s'agit de M. Yann Houssin, trente et un ans, professeur de philosophie à Nîmes, qui avait été placé, le 14 décembre, sous mandat de dépôt, et de Mlle Maryvonne Marcoux, trente-quatre ans, débitante à Lyon, incriminée depuis le 12 décembre. Il reste cinq civils détenus sur les cinquante-trois inculpés.

● Le rassemblement antimilitariste de la Fédération anarchiste, le jeudi 5 février à Paris, a dû être interrompu après l'intervention de la police qui, à deux reprises, a fait évacuer la salle à la suite d'une alerte à la bombe. « Alors que le sergent Dupuis et ses homologues gauchistes, explique dans un communiqué la Fédération anarchiste, ont la possibilité de parler en faveur de l'armée bourgeoise ou populaire, la liberté d'expression est refusée aux antimilitaristes ».

FAITS DIVERS

A Paris

Explosion au cinquième étage de la tour Maine-Montparnasse

Selon les enquêteurs, il pourrait s'agir d'un attentat

Une explosion s'est produite jeudi 5 février vers 22 heures, au 5^e étage de la tour Maine-Montparnasse, 17, rue de l'Arrivée à Paris (15^e). Certains indices recueillis sur place laissent penser que le sinistre pourrait être d'origine criminelle ce qui paraît confirmer un appel téléphonique reçu une heure plus tard par la chaîne de télévision FR3 : le cinquième étage de la tour, endommagé à 40 %, est occupé partiellement par une société iranienne.

La gaine d'évacuation de fumée dans laquelle l'explosion a eu lieu a été complètement détruite sur vingt-cinq étages, et plus ou moins gravement endommagée sur tout le reste de sa hauteur. La commission de sécurité devant décider de la conduite à tenir après une vérification approfondie de l'ensemble des dispositifs de sécurité (volets coupe-feu et coupe-fumée, gaines techniques diverses, détecteurs de chaleur et d'opacité, etc.).

L'intervention rapide des pompiers

Le ministre a fourni à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris l'occasion de démontrer l'efficacité du dispositif qu'elle a mis en place autour de l'édifice pour parer aux catastrophes de toute nature. Dans les minutes qui suivirent l'alerte — tandis que les quarante pompiers privés de la tour intervenaient et commençaient l'évacuation des personnes présentes (notamment au restaurant panoramique du 5^e étage) par les ascenseurs qui continuaient de fonctionner — les trois véhicules de l'échelon de premier secours du centre de Port-Royal arrivaient sur les lieux. En moins de dix minutes, on comptait environ quatre-vingt grands sapeurs-pompiers, commandés par le général Charles Ferange, commandant la B.S.P.P., était lui-même sur place — et un parc important : de nombreux fourgons-pompiers, un camion à grande puissance, un électro-ventilateur et un fourgon compresseur, l'ensemble s'ajoutant aux gros moyens existant dans le bâtiment lui-même, notamment un réseau hydraulique très développé — imposé d'ailleurs par les règlements en vigueur concernant les immeubles de grande hauteur.

« Nous sommes portés à croire qu'il s'agit d'une action criminelle »,

Près d'Ajaccio

UN SÉMAPHORE DE LA MARINE EST DÉTRUIT À L'EXPLOSION PAR DEUX HOMMES ARMÉS

(De notre correspondant.)

Ajaccio. — Le sémaphore de la marine nationale situé sur le terrain militaire de La Parata, à 10 kilomètres d'Ajaccio, a été complètement détruit, jeudi 5 février, à 17 h. 45, lors d'un attentat par explosif revendiqué par l'ancien F.P.C.L. (Front paysan corse de libération). Cette action a été menée par deux hommes masqués, revêtus de treillis militaires et armés, l'un d'un pistolet mitrailleur, l'autre d'un fusil de guerre. Ils ont maîtrisé le guériteur M. Michel Bugeaud, vingt-huit ans, après l'avoir assommé à l'aide d'une matraque en caoutchouc et ligoté. Ils ont transporté plusieurs engins explosifs sur une camionnette, pour le placer à l'abri de la déflagration.

Les dégâts matériels sont très importants : installations techniques pulvérisées, murs soufflés, toit projeté dans le maquis. Tout en permettant la surveillance des eaux côtières, il servait essentiellement à la veille optique et radiophotographique permanente, captant les appels et signaux de détresse des bâtiments en difficulté.

Ce n'est pas la première fois que l'ancien F.P.C.L. — organisation clandestine dissoute le 20 janvier 1974 par le gouvernement — s'attaque à des installations militaires. L'opération la plus spectaculaire avait eu lieu sur l'aérodrome d'Ajaccio, où deux avions Nord-262 de la base navale d'Aspretto avaient été endommagés.

ATTENTAT CONTRE LES LOCAUX DE LA COMPAGNIE LUFTHANSA A PARIS

Un attentat a été commis, ce vendredi 5 février, à 1 heure du matin, contre les locaux d'une agence parisiennaise de la compagnie aérienne allemande Lufthansa, située rue Royale (8^e). Après avoir brisé avec des pavés les balustrades de l'agence, plusieurs inconnus ont lancé à l'intérieur des locaux des cocktails Molotov. Les engins incendiaires ont provoqué des dégâts relativement importants.

Un peu plus tard, cet attentat a été revendiqué dans un communiqué adressé à la presse. Dans ce communiqué, émanant d'un « comité pour la libération de Serge Klarsfeld », il était déclaré que l'attentat avait pour but de « dénoncer la collusion qui existe entre les magistrats allemands et les criminels de guerre nazis ».

Création d'un comité pour la libération de Serge Klarsfeld

En fait, il semble peu probable que le comité pour la libération de Serge Klarsfeld — dont la création sous la présidence de M. Pierre-Bloch a été annoncée jeudi 5 février par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.R.A.), 40, rue de Paradis, Paris (10^e) — ait pu commettre et revendiquer un attentat quelques heures à peine après sa constitution. Ce comité, selon la L.I.C.R.A., comprend déjà un nombre de ses adhérents : des personnalités politiques de toute tendance, des intellectuels, des scientifiques et les plus grands noms de la résistance, dont Mme Marie-Madeleine Fourcade, présidente du Comité d'action de la Résistance. Il se donne pour but d'obtenir la libération de M. Serge Klarsfeld, avocat à la cour de Paris, arrêté le mardi 3 février 1976 en vertu d'un mandat d'arrêt délivré en 1971 par le parquet de Cologne après la tentative d'enlèvement de Kurt Liebknecht, ancien chef de la Gestapo pour la région parisienne.

● L'enlèvement de M. Thodoroff. — Aucune rumeur n'avait été demandée ce vendredi 5 février, à midi, après le rapt de M. Guy Thodoroff, directeur général adjoint de la firme d'importation automobile S.A.A.B., enlevé, mercredi dernier, alors qu'il regagnait son domicile, 15, rue d'Aumale à Paris. Malgré le silence des rumeurs, le père de M. Thodoroff a déclaré qu'il ne craignait pas d'être victime d'une tragédie à cette affaire.

Air France à Roissy: chaque semaine 83 vols vers l'Allemagne.

Roissy: l'Allemagne à votre porte.

Chaque semaine, au départ de Roissy-Charles de Gaulle, Air France assure 83 vols vers l'Allemagne : 25 vols vers Francfort, 13 vers Berlin via Cologne, 13 vers Düsseldorf, 13 vers Hambourg, 13 vers Munich et 6 vers Stuttgart.

Province: des liaisons régionales vers Francfort.

Que vous habitiez Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille ou Toulouse, Air France est la seule compagnie à vous assurer plusieurs fois par semaine, des liaisons régulières vers Francfort. Ces vols permettent d'excellentes correspondances vers les principales villes d'Allemagne.

Air France: l'1^{re} classe sur tous les vols.

Vous vous déplacez fréquemment en avion. Vous voulez être détendu à l'arrivée pour traiter vos affaires, alors voyagez en 1^{re} classe Air France.

Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou d'Air France. Ils vous en diront davantage.

AIR FRANCE

Le réseau le plus dense vers l'Allemagne.

RÉGIONS

A PROPOS DE...

JARDINS MENACÉS AVENUE DENFERT-ROCHEREAU Des coquilles dans le POS

Le Plan d'occupation des sols (POS) de la capitale comporte des erreurs et le Conseil de Paris sera invité à les rectifier au cours de sa prochaine session, en mars. C'est ce qu'on apprend fortuitement à l'occasion d'une controverse qui agite le quartier de l'Observatoire, dans le quatorzième arrondissement, à propos de la protection d'un espace vert privé, « oublié » dans le POS.

Un permis de construire vient d'être demandé à la préfecture de Paris pour édifier au 83, avenue Denfert-Rochereau (14^e), un immeuble de huit étages avec quarante-sept emplacements de parking, sur un espace vert privé bordant le parc de l'Observatoire.

La construction s'élèverait sur un ensemble de jardins de plus de 1 100 mètres carrés, autour desquels s'élevaient plusieurs demeures caractéristiques de l'architecture parisienne des dix-huitième, dix-neuvième et début du vingtième siècles. On y trouve notamment deux ateliers d'artiste où ont travaillé les peintres Scott, Szoncs et Viorde de Silva, et une maison bâtie par l'architecte François Le Cour. Cette dernière doit être démolie dans le cadre du projet visé par le permis de construire.

Ce projet ne témoigne d'aucun souci d'intégration au site et bouleverse cet ensemble architectural, affirme le comité de défense du quartier de l'Observatoire. Il est en totale contradiction avec les choix du nouvel urbanisme qui respectent et restaurent de tels micro-environnements. L'architecte, M. Marc Le Calvez, déclare de son côté : « Il est vrai de dire qu'il y aura transformation de l'édifice. Mais en aucun cas il ne s'agit de casser le quartier. Les riverains de cet espace tranquille et vert ne veulent pas le voir disparaître. Je les comprends. Mais il s'agit de savoir si un tel lieu peut être réservé seulement à quelques uns... »

En fait, au-delà de cette querelle est mise en cause la façon dont est appliqué et interprété le plan d'occupation des sols. La commission de défense explique : « Certains espaces verts privés analogues, inclus

dans le même lot sont d'ores et déjà protégés. Le tracé contourne très curieusement la surface menacée qui constitue de ce fait, dans une zone de jardins bordant l'Observatoire le seul espace non protégé, le seul livré aux spéculations. »

« C'est un oubli, répond simplement l'administration, une erreur qui devrait être réparée après le vote des élus au mois de mars... »

Préparé officiellement depuis le 2 novembre 1971, date à laquelle fut constitué le groupe de travail élus-administrations, le plan d'occupation des sols a été rendu public le 10 octobre 1975, après avoir été discuté au conseil de Paris en juin 1974, et adopté « derrière la tribune » (c'est-à-dire en commission) en décembre 1974.

Avant d'être définitivement publié, le P.O.S. devra être soumis à l'enquête publique. Comment se fait-il, un an après l'adoption de ce document par les élus, que la date de l'enquête, épisode essentiel, n'ait pas encore été fixée ? Attend-on l'été, au moment où la ville se vide, pour consulter enfin les Parisiens ?

C'est d'autant plus grave que l'élaboration du plan, au point après des années de patient travail administratif et d'ores et déjà applicable. La législation prévoit, en effet, que le POS est opposable aux tiers dès qu'il est rendu public, c'est-à-dire depuis le 10 octobre 1975.

Cette lenteur s'explique par la complexité de l'entreprise. Mais il ne faut pas oublier que la clandestinité et l'absence de débat public peuvent favoriser de curieux abus, comme celui que l'on vient de constater avenue Denfert-Rochereau.

JEAN PERRIN.

District parisien

LES DOUTES DU C.C.E.S.

Les villes nouvelles atteindront-elles leur maturité ?

Le Comité consultatif économique et social (C.C.E.S.) de la région parisienne a émis, le 5 février, un avis dans lequel il demande que soient améliorées les structures et le fonctionnement des villes nouvelles notamment « par une représentation meilleure des nouveaux habitants ». Cela suppose une modification de la loi du 10 juillet 1970, dite loi Bocher, sur l'organisation des agglomérations nouvelles.

Le comité a également souhaité qu'un programme d'actions prioritaires soit réservé aux villes nouvelles pendant le VII^e Plan : « Ce programme doit définir les objectifs sociaux et physiques (...), les engagements respectifs de l'Etat et des collectivités locales. »

Avant d'adopter cet avis, le C.C.E.S. avait entendu un rapport de M. Emmanuel Bernard-Bernard sur « l'état de réalisation des villes nouvelles à l'issue du VI^e Plan ». Le rapporteur s'est félicité de l'im-

portance des terrains acquis (12 000 hectares), du nombre des équipements collectifs et de l'étendue des espaces verts. En revanche, il a déploré les lenteurs apportées à la construction de dessertes routières et ferrées ; Cergy-Pontoise attend encore le train et l'autoroute ; Marne-la-Vallée sera pénalisée par un péage sur l'autoroute de l'Est ; le taux de réalisation des programmes de logements n'excède pas 50 % avec quarante-sept mille logements achevés ; l'emploi sur place est encore trop rare, puisque cinquante-sept mille emplois seulement ont été offerts en villes nouvelles aux soixante-douze mille actifs venus y résider.

M. Bernard-Bernard conclut : « Si l'on est à peu près assuré de voir les villes nouvelles se développer, on ne sait pas encore si ce développement s'effectuera normalement, c'est-à-dire si elles auront des chances de devenir de véritables villes. »

TRANSPORTS

LA DESSERTE DES ANTILLES

Les syndicats de la Transat dénoncent « l'agression » de la Compagnie mixte

La venue prochaine de la Compagnie de navigation mixte sur les lignes des Antilles (Le Monde du 30 janvier) inquiète les armements installés de longue date sur cette desserte. C'est notamment le cas de la Compagnie générale maritime (qui regroupe la Transat et les Messageries maritimes). Dans une lettre adressée à M. Jean Chapon, secrétaire général de la marine marchande, les responsables de la C.G.M., C.P.D.T., F.O. et C.G.C. déclarent : « L'esprit de service public qui anime les compagnies de la Conférence Franco-Antilles françaises », et dénoncent dans l'initiative de la Mixte « une agression pure et simple avec la volonté de détruire... qui n'a rien

à voir avec l'intérêt économique des Antilles ». « Pourquoi les pouvoirs publics se montrent-ils si discrets depuis le début de cette affaire ? Y a-t-il identité de vues entre le ministre des finances, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM et la marine marchande ? Le silence observé au niveau ministériel donne et ne fait que renforcer l'impression que l'agression que doit satisfaire l'agresseur », estiment les syndicats.

La lettre des organisations de personnels rappelle que, depuis trois ans, « on fait trainer en longueur le programme de construction par la C.G.M. de quatre navires porte-conteneurs bananiers (P.C.B.), destinés aux lignes des Antilles françaises. (...)

ENVIRONNEMENT

M. Paul Granet confirme son opposition au projet actuel de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine

Nouvelle prise de position dans l'affaire de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine qui suscitait déjà localement des remous (le Monde du 24 janvier) : celle de M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement. Dans un article publié par l'Est-Eclair, quotidien de Troyes (M. Granet a été élu en 1973 député de la circonscription Troyes-Nogent), il exprime ainsi ses réticences : « Les prélèvements massifs d'eau de surface pour l'alimentation humaine prévus dans le bassin amont de la Seine exigent que cette centrale (si elle doit se faire) soit conçue comme une centrale particulièrement propre. »

De toute manière, la contamination d'un volume important d'eau ne pourra jamais être considérée objectivement comme nulle. Enfin, il faut souligner que les consommations d'eau par écoproduction d'une centrale nucléaire ne sont pas négligeables au regard des disponibilités de bassin de la Seine.

Ces considérations ne permettent pas d'éliminer a priori un site en amont de Paris. Mais elles incitent avant toute décision à faire un bilan économique précis du projet qui ténuerait des mesures de sécurité exceptionnelles, la constitution de nouvelles réserves d'eau potable et le réajustement des étiages.

À la limite, on peut se demander si pour envisager concrètement la construction d'une centrale nucléaire à Nogent, il ne faudrait pas attendre la mise au point de systèmes de réfrigération (non consommateurs d'eau) qui supprimeraient les rejets liquides. Les délais de mise au point de tels systèmes pourraient être de l'ordre de cinq ans (...). En toute hypothèse, il est nécessaire d'effectuer pour la centrale projetée de Nogent une étude d'impact sur l'environnement. Elle aura pour objet d'évaluer les effets de la centrale nucléaire sur les milieux naturels, la faune, la flore, les sites, les paysages et les conditions de vie des riverains, sans compter les effets du réajustement éventuel des étiages dont les délégués de l'environnement percent tout craindre.

Précisons bien que l'étude d'impact sur l'environnement doit être effectuée préalablement à

l'enquête d'utilité publique, puis-elle doit être pour le ministre de l'industrie un élément de sa décision de lancer ou de ne pas lancer l'enquête, et pour les populations intéressées un élément leur permettant de se prononcer dans le cadre de l'enquête d'utilité publique pour ou contre le projet.

En l'absence de tous ces dossiers (techniques et écologiques), il serait déraisonnable de lancer la DUP. Ce n'est donc pas avant plusieurs mois, voire années, que nous pourrions nous prononcer pour ou contre une implantation de centrale nucléaire à Nogent, bien que l'ensemble de ces remarques appellent d'ores et déjà une position réservée vis-à-vis du projet actuel et constituent en tout cas un refus de toute procédure accélérée.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE TUNNEL ROUTIER DE SAINT-MARIE-AUX-MINES OUVERT SAMEDI

(De notre correspondant.)

Nancy. — Le tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines de 1 600 mètres de long, qui sera inauguré officiellement le samedi 7 février, mais il ne sera inauguré officiellement qu'au mois d'avril, peut-être par le président de la République ou le premier ministre. Il s'agit de la première percée routière transfrontalière.

Cet ancien tunnel ferroviaire — 6 875 mètres — permettra de traverser en sept minutes le massif vosgien sur une chaussée à deux voies. L'ensemble du tunnel sera sous surveillance électronique. Neuf écrans de télévision diffusent les images de vingt-sept caméras dissimulées dans le tunnel. Une série de schémas lumineux permettront de maintenir la sécurité routière et de contrôler le fonctionnement électrique, la teneur en oxygène et en gaz carbonique.

Les péages ont été fixés aux niveaux suivants : voitures, jusqu'à 5 CV inclus, 7,50 F pour un aller ; au-delà de 5 CV, 10 F ; poids lourds à deux essieux, 18 F ; poids lourds à trois essieux, 36 F. De chaque côté du tunnel sera installée une station-service. Pina qui est partie prenante dans la société qui gère l'ouvrage. Aucun restaurant ni commerce n'est prévu pour l'instant.

Si les travaux dans le tunnel se sont déroulés à vive allure, moins de deux ans, les axes ont pris quelque retard. Côté alsacien, il n'y a guère de problème, la petite bretelle étant achevée. Côté lorrain, la sortie se fera provisoirement au cours d'une première phase par la nationale 420, avant que la route de 7 kilomètres débouchant sur la nationale 59 ne soit terminée. Elle sera prête en juin ou juillet prochain.

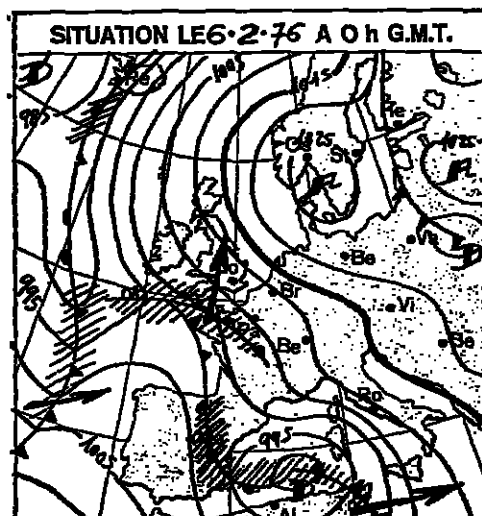
Le coût des travaux approchera les 139 millions de francs, alors qu'en 1970 il avait été fixé à 88 millions, puis « réajusté » à 85 millions. L'augmentation est en partie due à des renforcements de la sécurité pour la voûte et à des accidents de terrain du côté de Sainte-Marie-aux-Mines.

Besle à savoir quelle sera la fréquentation du tunnel, dont la capacité approche 1 600 véhicules à l'heure.

CLAUDE LEVY.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



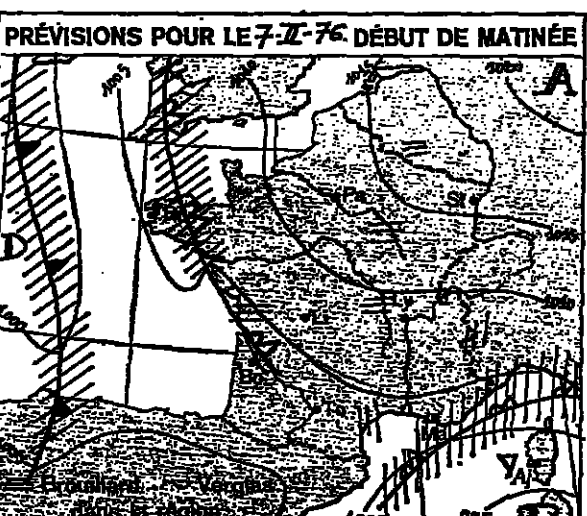
Evolution probable du temps en France entre le vendredi 6 février à 6 heures et le samedi 7 février à 24 heures :

La France restera dans un courant général d'est à sud-est entre les hautes pressions d'Europe centrale et les basses pressions de la Méditerranée et celles qui s'approcheront des côtes européennes de l'Atlantique. Ce courant restera d'origine maritime sur le pourtour méditerranéen et près de l'Atlantique et d'origine continentale sur le reste du pays.

Samedi, le temps restera relativement doux de la Manche occidentale au Bassin aquitain, souvent très nuageux et brumeux. Quelques faibles pluies éparses se produiront du Cotentin à la Vendée. Le soir, d'autres pluies abonderont la Bretagne. Le temps restera également doux sur les régions bordant la Méditerranée, le sud des Alpes et du Massif Central avec un temps très nuageux et des pluies ou des averses, parfois orageuses. On observera quelques neiges en montagne et haute montagne sur l'est des Alpes. Des vents assez forts à force de secteur est, persisteront de la Corse à la Provence.

Sur le reste de la France, le temps sera frais, surtout au lever du jour, et plus particulièrement des Pyrénées au Nord-Est et au Centre, où des gelées de l'ordre de -3°C, seront observées.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 février ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Alsace, 18 et 10 degrés ; Bretagne, 11 et 11 ; Bordeaux, 14 et 10 ; Brest, 6 (min.) ; Caen, 4 (min.) ; Charbonnières, 4 et 3 ; Clermont-Ferrand, 12 et 7 ; Dijon, 6 et -1 ; Grenoble, -1 (min.) ; Lille, 2 et -3 ; Lyon, 7 et 1 ; Marseille, 15 et 11 ; Nancy, 2 et -1 ; Nantes, 10 et 8 ; Nice, 14



Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 février à 6 heures et le dimanche 8 février à 24 heures :

La France restera dans un courant général d'est à sud-est entre les hautes pressions d'Europe centrale et les basses pressions de la Méditerranée et celles qui s'approcheront des côtes européennes de l'Atlantique. Ce courant restera d'origine maritime sur le pourtour méditerranéen et près de l'Atlantique et d'origine continentale sur le reste du pays.

Samedi, le temps restera relativement doux de la Manche occidentale au Bassin aquitain, souvent très nuageux et brumeux. Quelques faibles pluies éparses se produiront du Cotentin à la Vendée. Le soir, d'autres pluies abonderont la Bretagne. Le temps restera également doux sur les régions bordant la Méditerranée, le sud des Alpes et du Massif Central avec un temps très nuageux et des pluies ou des averses, parfois orageuses. On observera quelques neiges en montagne et haute montagne sur l'est des Alpes. Des vents assez forts à force de secteur est, persisteront de la Corse à la Provence.

Sur le reste de la France, le temps sera frais, surtout au lever du jour, et plus particulièrement des Pyrénées au Nord-Est et au Centre, où des gelées de l'ordre de -3°C, seront observées.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 février ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Alsace, 18 et 10 degrés ; Bretagne, 11 et 11 ; Bordeaux, 14 et 10 ; Brest, 6 (min.) ; Caen, 4 (min.) ; Charbonnières, 4 et 3 ; Clermont-Ferrand, 12 et 7 ; Dijon, 6 et -1 ; Grenoble, -1 (min.) ; Lille, 2 et -3 ; Lyon, 7 et 1 ; Marseille, 15 et 11 ; Nancy, 2 et -1 ; Nantes, 10 et 8 ; Nice, 14

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1375
HORIZONTALEMENT

I. Même très sûr, il n'est pas forcément futeur ; Abréviation. — II. Certains n'arrivent pas de la fouetter ; Rendis plus salubre ; A une belle livrée. — III. Sans changement notable ; Difficile à trancher quand il est doux. — IV. Pour l'équilibre de la balance. — V. D'anciens les faisaient trop danser ; Couchait souvent sous les ponts ; Orientation. — VI. Dupé ; Rigueur à prendre ; Emis lors d'un travail pénible. — VII. Ce n'est pas le premier des mots ; Bien journal. — VIII. A contrario bien des gens en restant couchés ou en demeurant debout ; Le prix du « couvert » ; Essences. — IX. Répété par un consolateur ; Symbole chimique ; Set ; On m'a dit fondé ; Gâche le dernier verre. — X. Ses dents ne sont pas très propres ; Ses filles se baignaient nues. — XI. Terme musical ; Bien pourvu ; Scrutait avec l'horizon ; Saint. — XII. Tête couronnée ; Recherchaient les points d'eau. — XIII. Franchise par un candidat à jeu ; Artifices. — XIV. Cédas à un prix élevé ; Où sont dispersées maintes collections ; Proche d'un métier. — XV. Voulu faire parler à un autre le fruit de son expérience ; Arbitraire des philosophes ; Des personnes qui s'affichent. — XVI. Figure biblique ; Pas catholique quand elle est noire ; Une fois dressé, il reste en chemise.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I														
II														
III														
IV														
V														
VI														
VII														
VIII														
IX														
X														
XI														
XII														
XIII														
XIV														
XV														

Solution du problème n° 1374
Horizontalement
I. Lapereau (cf. « bouquet »). — II. Idées ; Sk. — III. Molosses. — IV. En ; Une. — V. Sic. — VI. Sagesse. — VII. Ras ; Une. — VIII. Anti ; Set. — IX. Sienna ; Ru. — X. Sers ; Ravi. — XI. Eux ; Têtes.
Verticalement
1. Limes ; Lasse. — 2. Adonis. — 3. Poi ; Carters. — 4. Elsa ; Gains. — 5. Résines. — 6. Esou ; Ere. — 7. Nessus ; AT. — 8. Ussé ; Snervé. — 9. Su ; Euxis.

Le Monde
Service des Abonnements
17, rue de Valenciennes
75017 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207 - 21

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE D.O.M. - T.O.M.
et COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)
59 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 530 F

ÉTRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 218 F 307 F 400 F

II - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
d'après demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) recevront bien entendu des chèques à leur demande.

Changement d'adresse (dans semaines ou mois, non abonnés sont tenus de le faire) : demandez une semaine en avance avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

مكتبة من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DE TOULOUSE A AVIGNON

D'amples cortèges et de nombreux arrêts de travail ont illustré le mécontentement du Midi viticole

La quasi-totalité des activités ont été interrompues jeudi 5 février dans le Midi viticole, à l'occasion des opérations « vitales mortes », organisées par les comités d'action de vignerons, en liaison avec les syndicats ouvriers, les associations de

commerçants et d'artisans et avec le soutien des partis de gauche et des mouvements occitans. En dépit de la pluie qui s'est abattue toute la journée sur la région, plusieurs milliers de manifestants se sont regroupés à Montpellier, à Nîmes,

à Perpignan, à Toulouse et à Carcassonne. Les cortèges de calme ont été respectés à de rares exceptions près à Montpellier, à Perpignan et à Carcassonne, où des accrochages se sont produits entre des petits groupes et les forces de l'ordre.

M. Maffre-Baugé : la violence devient inutile

De nos correspondants

● MONTPELLIER. — Dans les jardins du Peyrou, au sommet du Vieux-Montpellier, ils étaient trente à quarante mille, selon les organisateurs, quatorze mille selon les évaluations officielles. Tour à tour, MM. Fleurance pour la C.G.T., Calzavara pour la C.F.D.T., Antonini pour la F.V.M., Yanoff pour le CIO-UNATI et Lopez pour le Syndicat des artisans, ont souligné les difficultés économiques de leur secteur et

M. Maffre-Baugé a aussi critiqué la violence : « Le meilleur moyen de résoudre les problèmes, c'est une violence imbécile qui effraie, irrite, nous fait des ennemis et nous ne nous faisons pas d'amis. La violence agricole exprime la solitude du combat paysan ; nous ne sommes plus seuls. Dès lors, la violence devient inutile, voire

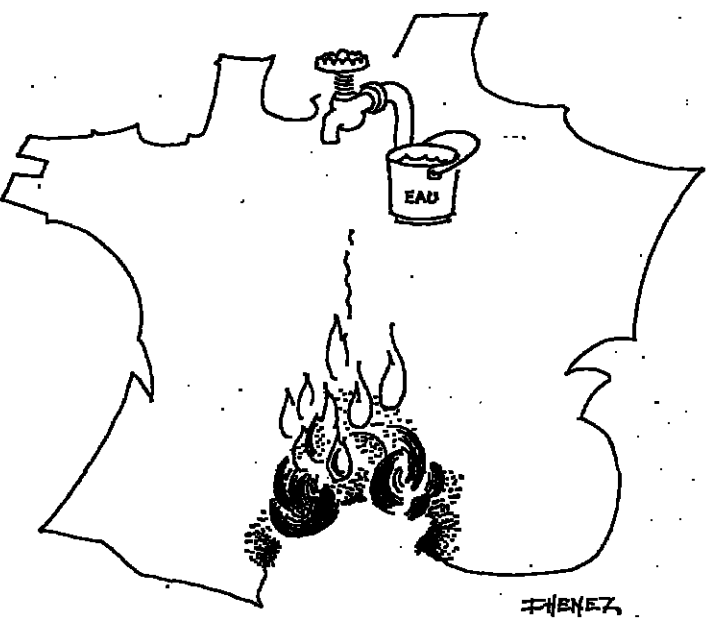
Seuls quelques contrôles d'identité ont été opérés.

● PERPIGNAN. — Après un rassemblement de quelque six mille personnes, des groupes de jeunes gens défilant avec des drapeaux symbolisant l'autonomie catalane se sont brièvement heurtés aux forces de l'ordre en face de la préfecture. Des tirs de grenades lacrymogènes ont répondu à des jets de pierres. Les manifestants ont également brisé les vitres de la Banco Espanol.

● NÎMES. — La ville a été le point de convergence des viticulteurs du Gard et du Vaucluse. Environ vingt mille personnes se sont réunies en présence de mem-

bres du conseil général et de trois députés. Après un rassemblement où les divers responsables syndicaux prirent la parole, le défilé à travers la ville n'a été marqué par aucun incident.

● TOULOUSE. — Quelque cinq cents délégués environ des viticulteurs des départements de la Haute-Garonne, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, du Gers et de l'Aude se sont réunis jeudi après-midi au siège de la société SIDA - Vins de Midi-Pyrénées, dont le P.-D.G. est M. Doumeng, conseiller général communiste maire de Noé (Haute-Garonne). Ils ont entendu une allocution de ce dernier demandant l'arrêt des importations de vin d'Algérie, la création d'un office du vin et la fixation du prix du vin à 12,50 F l'hectolitre, puis il se sont séparés sans incident.



Le Languedoc-Roussillon et la centralisation parisienne.

(Dessin de CHENEZ.)

insisté sur la solidarité de toutes les couches de la population.

Puis M. Emmanuel Maffre-Baugé, président de la Fédération des vins de table et vins de pays (F.V.T.), a dénoncé le « génocide économique » subi par les viticulteurs, accusés par les médias de « communisme » et de « terrorisme ». Notre terre de soleil est devenue le synonyme du tout le plus élevé en matière de sous-emploi.

Élargissant son propos, il ajoute : « N'est-ce pas inquiétant de constater cette incapacité de la technocratie brucelliste à échapper au monstre qu'elle a créé ? Sauver l'Europe, c'est, pour certains, à tout prix la maintenir dans un certain cadre de doctrines politiques ; on ne peut pas gêner l'Italie, parce que ce serait faciliter l'arrivée au pouvoir du communiste Berlinguer. »

Après ces discours, un long cortège a parcouru lentement une ville qui semblait s'être arrêtée de vivre. Tous les magasins, les ateliers d'artisans, les bureaux, étaient fermés. Selon les chiffres officiels, la grève a été suivie par les salariés à 45 % à l'E.D.F., 30 % aux P.T.T., 50 % dans l'enseignement primaire, et 40 % dans le secondaire.

A la fin de la manifestation, qui s'est déroulée dans la calme le plus complet, des éléments gauchistes, en petit nombre, ont lancé des pierres sur le service d'ordre, à proximité de la cour d'appel. Le groupe a arraché un échantillon de boulevard Ledru-Rollin et y a mis le feu. Aucun blessé, néanmoins, est à déplorer.

Villes mortes sous la pluie

De notre envoyé spécial

Carcassonne. — Il fallait plus que des gribouilles de février pour faire avorter l'opération « villes mortes » qui a réuni près de dix à vingt mille manifestants, selon les estimations, au chef-lieu du département de l'Aude.

Dès 14 heures, des groupes compacts de viticulteurs, de salariés, d'artisans et de commerçants, ont commencé, sous la pluie et le vent, à remonter le large boulevard Barbès jusqu'au pied du vieux bastion, où une estrade avait été dressée. De la masse serrée surgissent des pancartes socialistes avec l'emblème de la rose au poing, des banderoles « Volen vivre si pais » et même un mannequin grimaçant de M. Giscard d'Estaing. Des jeunes du mouvement occitan brandissent des torches avec la bannière rouge frappée de la croix jaune languedocienne. En fond sonore : l'émuvement mélodique paysan, les Grappes de ma vigne, du chanteur occitan Claude Marti, diffusée par les haut-parleurs.

Lorsque, observant scrupuleusement le mot d'ordre d'arrêt de travail, les ouvriers de l'E.D.F. coupent le courant, cet arrêt symbolique est suivi d'une panne de micros : les haut-parleurs deviennent muets, empêchant ainsi les orateurs de prendre la parole à l'heure prévue. Pendant près d'une heure les contesta-

taires attendront avec une courtoise patience, criant de temps à autre « Sam les colonisats del dedins ». (Nous sommes les colonisés de l'intérieur) en attendant que le courant soit rétabli.

Sur la tribune, et aux premiers rangs de la foule, on reconnaît le député et maire Antoine Guayraud, le sénateur Raymond Courrière, tous deux parlementaires socialistes, M. Cazès, président du comité d'action viticole de l'Aude, et un visage dont la barbe cache mal un sourire, celui de Jean-Pierre Chabrol, l'auteur-cinéma. Aucune force de police aux abords du rassemblement.

A la fin de la réunion, les jeunes « chouans » d'Occitanie se mêlent au long cortège qui se dirige vers les boulevards extérieurs, longeant le canal du Midi, et ont tenté de donner un caractère plus spectaculaire à la manifestation : après des accrochages avec les C.R.S., une agence du Crédit agricole a été endommagée.

Plus peut-être que les appels des dirigeants, la pluie aura contribué à donner à cette journée de légitime revendication un caractère raisonnable, à une exception près. On n'a jamais dressé des barrières sous les parapluies. Les trombes d'eau n'ont pas empêché les vignerons de crier leur colère.

LÉO PALACIO.

● AUX CHARBONNAGES DE FRANCE, lors de la réunion paritaire, le 5 février, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont confirmé leur refus d'approuver la convention salariale signée par la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C. tacitement reconduite en 1976. Cet accord garantit une progression du pouvoir d'achat de la masse salariale de 2 % par rapport à l'année précédente, par référence à l'évolution de l'indice des prix de l'INSEE. La C.G.T. et la C.F.D.T., on le sait, rejettent tout accord basé sur cet instrument de mesure.

● M. PIERRE FOUDAJE a menacé de « passer à l'action violente » si le tribunal de commerce de Pontolise mettait en faillite Confiance-Distribution, centrale d'achat destinée aux petits commerçants, dont il est le président, et qui a déposé son bilan le jeudi 5 février.

● LES CINQ MILLE OUVRIERS DE L'USINE CHRYSLER DE LINWOOD se sont prononcés, jeudi 5 février, pour la reprise du travail, après une grève de huit jours. Ils ont approuvé l'accord conclu entre la direction de Chrysler et les délégués syndicaux. Cet accord donne satisfaction aux revendications des cinquante manœuvres de l'usine qui avaient été à l'origine du conflit. — (A.F.P.)

Ralph Nader radicalise et internationalise son combat pour les consommateurs

Physiquement, il n'a guère changé depuis son dernier séjour à Paris, en 1973. Dégingandé, les yeux vifs, pétillant à la fois d'humour et de conviction, perché vers le miroir, Ralph Nader ponctue ses propos de gestes contents, mais éloquentes. Avocat, il donnait, mercredi 4 février, une conférence-débat, sur l'invitation des jeunes avocats (1) et de l'Union fédérale des consommateurs, association qui édite la revue Que choisir ? Contrepoint à ce qu'il pratique lorsqu'un groupe industriel ou commercial le sollicite, il ne s'est pas fait payer sa prestation : seuls son hébergement, une partie de ses frais de voyage et la location de la salle étaient à la charge des organisateurs.

L'évolution du plus célèbre des défenseurs des consommateurs est subtile. La « politisation » de son propos n'a pas échappé à ses auditeurs, dont certains se sont scandalisés de ce qu'ils ont pris pour une mise en cause presque « gauchiste » de la société libérale. Pourtant c'est au nom de la vraie démocratie qu'il s'élève à la fois contre le pouvoir économique et politique des grandes firmes, contre les hommes politiques et contre les fonctionnaires qui ne font pas leur travail.

« Les théories économiques, qu'elles soient capitalistes ou socialistes, affirme Ralph Nader, privilégient les producteurs, alors que la production ne doit être qu'un moyen, non une fin. Nous assistons à un véritable détournement du pouvoir, la population n'ayant aucun moyen de contrôle sur ceux à qui elle délègue son pouvoir politique. La complexité des lois, des contrats, est un instrument pour exclure les gens grâce à l'incompréhension. La discrimination est énorme selon que vous êtes riche ou pauvre, blanc ou noir, organisé ou inorganisé. »

Et Ralph Nader de tracer les grandes lignes de son action récente et la but qu'il poursuit : rééquilibrer le rapport de forces, de façon qu'un consommateur ait les moyens de s'attaquer juridiquement non seulement aux sociétés multinationales (les sociétés ne font plus jamais faillite, il suffit que leurs responsables se rendent à Washington : le contribuable qui

finance leur survie n'obtient rien en contrepartie), mais aussi aux fonctionnaires qui ne font pas ou font mal leur travail (« On devrait punir un fonctionnaire de peines d'amende, de prison, de renvoi... »), et même au gouvernement. Pour parvenir à ce but, il ne suffit pas de faire adopter des lois, il faut les faire appliquer, en donnant aux plus faibles accès à la justice.

Plusieurs moyens sont proposés : multiplier les tribunaux spécialisés dans les petits litiges, où la présence d'un avocat ne serait pas indispensable ; envisager la création d'« assurances juridiques » qui permettraient de mettre au service des consommateurs des avocats compétents et salariés ; multiplier les « class actions », qui permettent de dédommager l'ensemble des victimes d'une pratique déloyale, dès l'instant qu'un seul litige a été résolu par les tribunaux ; faire collecter par les entreprises (de gaz et d'électricité, par exemple), lors de l'envoi des factures mensuelles, une contribution minime et volontaire pour financer les actions juridiques des abonnés.

Ce dernier projet est en train de se mettre en place, localement, aux États-Unis et Ralph Nader en attend 10 millions de dollars pour les consommateurs. Toutes ces suggestions sont loin de faire l'unanimité des avocats français qui, dans leur grande majorité (la récente grève en est une preuve) restent attachés au libéralisme le plus strict.

Les jeunes avocats français ne restent cependant pas inactifs : certains d'entre eux ont créé des centres de conseils juridiques, destinés à rapprocher la justice de l'usager, sur le modèle des « law shops » hollandaises. Une suggestion a semblé séduire Ralph Nader, toujours favorable à l'internationalisation de la défense des consommateurs : la création d'un *Highler International* des entreprises et des producteurs déjà condamnés, afin que l'expérience des uns serve aux autres.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Association internationale des jeunes avocats, Union des jeunes avocats de Paris, Fédération nationale des unions des jeunes avocats.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

UNIVERSITÉ D'ORAN

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture à l'Université d'Oran pour l'année 1976 de matériel scientifique et médical destiné à équiper les Instituts suivants :

- Lot n° 1 : Equipement de l'Institut des Sciences Médicales.
- Lot n° 2 : Equipement de l'Institut de Chimie.
- Lot n° 3 : Equipement de l'Institut de Biologie.
- Lot n° 4 : Equipement de l'Institut des Sciences de la Terre.
- Lot n° 5 : Equipement de la filière Technologique (Options Electronique et Electrotechnique).
- Lot n° 6 : Equipement de la Bibliothèque Universitaire et des Services du Rectorat en Audio-visuel.

Les fournisseurs intéressés pourront retirer le cahier des charges contre la somme de 50 D.A. et ce à partir du 1^{er} février 1976 au Service de l'Equipement, Université d'Oran, B.P. 16 Oran El-M'nouer, Oran.

Les offres seront soumises sous pli cacheté et adressées en recommandé à M. le Recteur de l'Université d'Oran, B.P. 16 Oran El-M'nouer, avant le 28 mars 1976, délai de rigueur.

DEVENIR PROPRIÉTAIRE A PARIS POUR 1.700 F PAR MOIS

(les 2 premières années pour un 3 pièces) et un apport personnel de 20 %

Appartement modèle : 131, rue de Flandre 75019 Paris ouvert de 10 h à 19 h sauf le mardi, Tél. : 205.31.68



EN PLEIN PARIS un demi hectare de JARDIN

de la chambre au 5 pièces avec téléphone, salle de bains décorée, dressing, pour

3.400 F le m² prix moyen ferme et définitif



Appartement modèle : 131, rue de Flandre 75019 Paris ouvert de 10 h à 19 h sauf le mardi, Tél. : 205.31.68

CROISIÈRES DE 8 OU 15 JOURS AFRIQUE OCCIDENTALE, MADÈRE & ILES ATLANTIQUES



Départs d'Agadir ou Santa-Cruz jusqu'au 5/5 sur "BORE STAR" construit en 1975 - 12000 T - Air conditionné, piscines, saunas, night-club, casino. TOUTES CABINES AVEC DOUCHE & WC. Prix Paris-Paris à partir de 2570 F en cabine double, avion inclus. Adressez-vous à votre Agent de voyages ou renvoyez le coupon à

Agents Bénédix 20, rue de la Michodière, 75002 PARIS Tél. 268.65.40

Veuillez m'adresser gratuitement et sans engagement de ma part votre brochure en couleur "CROISIÈRES INÉDITES"

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Post. _____ Ville _____

VIVRE A PARIS AU PRIX DE LA BANLIEUE 3.400 le m²

prix moyen ferme et définitif

131, rue de Flandre 75019 Paris

NOM _____

ADRESSE _____

Appartement modèle : 131, rue de Flandre 75019 Paris ouvert de 10 h à 19 h sauf le mardi, Tél. : 205.31.68

Type d'appartement recherché : ☐ 2 p. ☐ 3 p. ☐ 4 p. ☐ 5 p. ☐ 6 p.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Les conservateurs préparent des obstacles à la réforme de l'entreprise

déclare M. Sudreau un an après son rapport

« Il importe que le gouvernement examine rapidement les intentions sur la réforme de l'entreprise », écrit M. Pierre Sudreau dans l'Expansion, un an après le

dépôt de son rapport sur le sujet, auquel les pouvoirs publics n'ont toujours donné aucune suite d'ensemble.

« Le climat d'incertitude qu'entretient la perspective d'une réforme n'est pas propice à la confiance et à la sérénité. Chaque partenaire est sur ses gardes. Les conservateurs ne manquent pas de tirer profit du délai d'attente pour cultiver la grogne et préparer les obstacles, fût-ce au prix d'une déformation du rapport ou de fausses intentions prêtées au gouvernement ».

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principaux postes soumis à variation en millions de francs)

ACTIF	22/1	23/1
1) OR ET CREANCES SUR L'ÉTRANGER	100 792	102 535
Fonds de stabilisation des changes	5 414	5 797
2) CRÉANCES SUR LE PAYS	17 727	14 385
3) CRÉANCES SUR LE PAYS	17 727	14 385
4) DIVERS	3 814	3 186
PASSIF		
1) BILANS EN CIRCULATION	103 688	103 911
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	8 947	8 965
3) COMPTES CRÉDITEURS DOMESTIQUES	956	973
4) DIVERS	1 243	1 243
5) DIVERS	6 742	6 742
6) DIVERS	172 526	172 526

La Banque de France a publié le communiqué suivant, en même temps que son bilan hebdomadaire :

« La situation hebdomadaire, arrêtée au 23 janvier 1976, fait état de la prise en compte du bénéfice du Fonds de stabilisation des changes pour le deuxième semestre 1975. Ce bénéfice, soit 3 323 millions de francs, comprend la plus-value réalisée de la réévaluation au 31 décembre 1975, des avoirs et engagements en devises de la Banque de France et du Fonds à des cours supérieurs à ceux qui avaient été constatés au 30 juin 1975.

« Sa prise en compte a donné lieu, le 23 janvier, à un crédit au compte du Trésor public et à une conséquence en augmentation de même montant de la ligne « Avances au Fonds de stabilisation des changes - autres opérations ».

« Le profit qui en est résulté pour le Trésor a été compensé par une diminution de 3 323 millions de francs des concours non rémunérés de la Banque de France au Trésor public ; le montant maximum des concours se trouve ainsi ramené de 16,3 à 13 milliards de francs, le plafond global des concours - rémunérés ou non - passant de 26,3 à 23 milliards de francs ».

M. CHIRAC : l'allègement des charges sociales est à l'étude pour les entreprises de main-d'œuvre.

Le premier ministre a reçu, le 5 février, à déjeuner des représentants de l'artisanat français (présidents de chambres de métiers et des syndicats professionnels). Au cours de l'entretien, auquel assistait M. Vincent Anquetier, ministre du commerce et de l'artisanat, les problèmes propres aux artisans ont été abordés, notamment la formation professionnelle et l'apprentissage (pour lesquels M. Anquetier s'est engagé à faire, avant deux mois, des propositions de réforme), les charges sociales et le régime de protection sociale des artisans.

M. Chirac a promis que le gouvernement étudierait, au cours du premier semestre, des mesures susceptibles d'alléger les charges sociales pesant sur les entreprises de main-d'œuvre, en précisant cependant qu'il était hors de question de budgétiser les allocations familiales.

LE CONSEIL INTERMINISTÉRIEL SUR L'ÉNERGIE, qui s'est tenu jeudi 5 février à l'Élysée, n'a pu traiter, faute de temps, que de problèmes pour le pétrole importé.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les négociations sont dans l'impasse à la Solmer à Fos-sur-Mer

De notre correspondant régional

Marseille. — En dépit de deux réunions, tenues le mercredi 4 et jeudi 5 février, entre les organisations syndicales et la direction, aucune solution n'est en vue qui puisse mettre un terme à la grève du personnel des hauts fourneaux de la Solmer à Fos-sur-Mer.

Cette grève, qui en est à son dix-huitième jour, a amené la direction à prendre des mesures de chômage technique, qui touchaient ce vendredi, trois mille sept cents salariés sur les six mille cinq cents qui emploie l'entreprise.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. maintiennent leur demande d'ouverture de négociations sur la garantie du pouvoir d'achat, la réduction du temps de travail et la constitution d'une cinquième équipe pour le personnel travaillant à feu continu (quatre mille salariés). Selon un porte-parole de la C.F.D.T., la satisfaction de cette dernière revendication « entraînerait que 5,8 % d'augmentation de la masse salariale et ne représenterait que 1,8 % du chiffre d'affaires de l'entreprise ».

La direction estime que ces revendications, par leur nature et leur ampleur, dépassent la Solmer et concernent « la profession sidérurgique dans son ensemble ». Au cours des réunions de ce vendredi, M. Durand-Rival, directeur de la Solmer, a présenté, selon un communiqué publié par la direction, « un plan de reprise du travail précis, basé sur l'hypothèse d'un redressement immédiat du haut fourneau et d'un fonctionnement correct de l'appareil ».

Selon ce plan, la reprise du travail s'établirait sur dix-sept jours. Les syndicats ont répliqué qu'ils ne céderaient pas au « chantage de la direction », et que M. Durand-Rival prenait « une lourde responsabilité en refusant d'ouvrir, fût-ce à terme, des négociations sur les revendications qui sont à l'origine du conflit. Nous n'acceptons pas

CORRESPONDANCE

La réinsertion d'anciens militants C.F.D.T.

Le commentaire que nous avons publié dans le Monde du 24 janvier sous le titre « Dédoulement de la personnalité ? », après la nomination de M. Hubert Maigrat, O.S. et ancien délégué C.F.D.T. au cabinet de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État auprès du ministre du Travail (conditions des travailleurs manuels), nous a valu plusieurs lettres de responsables, anciens ou actuels, de la C.F.D.T.

La correspondance de M. Jacques Chérèque, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, dont nous avons résumé les orientations de la C.F.D.T. ? sinon que leur décision n'engage qu'eux-mêmes, notamment lorsqu'ils sont en contact avec les organisations concernées : syndicats ou union départementale ou union régionale.

C'est bien le cas pour Hubert Maigrat en ce qui concerne le syndicat de la métallurgie et l'union départementale de l'Haut-Rhin.

De plus, dans votre article, vous faites un parallèle entre ces situations et celles de responsables de la C.F.D.T. qui ont retrouvé une activité professionnelle, quelquefois de haut niveau, au terme de leur mandat.

Vous oubliez simplement de signaler qu'il s'agit de militants qui occupaient antérieurement des fonctions professionnelles hautement qualifiées (ingénieur, universitaire, etc.), et qui reprennent le cours normal d'une activité professionnelle de même type, sans qu'il y ait de rupture de continuité dans leur parcours.

Dans d'autres cas, vous ne mettez pas non plus en évidence

qu'il s'agit de fonctions dans des organismes de caractère social, à participation officielle syndicale, comme les agences pour l'emploi, la sécurité, la culture, ou relatifs aux problèmes du travail (...)

Si vous aviez voulu être complet et objectif, vous auriez pu évoquer la situation rencontrée par l'immense majorité des permanents de la C.F.D.T. au sortir de leurs responsabilités statutaires.

C'est la difficulté de trouver une réinsertion correcte dans la vie de travail, notamment dans le secteur privé, suite à l'opposition patronale. D'ailleurs, lorsque par l'action syndicale cette réinsertion peut s'opérer, elle ne se fait généralement que dans des niveaux de travail correspondant strictement aux qualifications antérieures des intéressés, c'est-à-dire comme ouvriers de production ou d'entretien. Aussi, les militants de la C.F.D.T. rentrent dans les usines se retrouvant, et nous en sommes fiers dans une certaine mesure, devant leur tour, leur boîte à outils ou leur planche à dessin (...)

Enfin, pour terminer votre article, vous émettez l'idée que Hubert Maigrat a peut-être en rester dans la ligne définie par une orientation collective de la F.G.M. sur les conditions de travail.

Dans une plaquette résultant d'une élaboration collective, partie de la base, la F.G.M. aborde l'attitude que doit avoir les S.S.E. face aux propositions patronales d'amélioration des conditions de travail. Reconnaissons la faute en avant de caractère idéologique, le piège de la récupération patronale qui empêche de traiter des réalités, la F.G.M. engage ses sections syndicales d'entreprises à partir des « besoins et aspirations » des travailleurs, à développer une action de type syndical, donc collective, et à proposer aux travailleurs des objectifs de lutte leur permettant de transformer ensemble et concrètement leur situation (...)

LA JOURNÉE D'ACTION C.G.T.-C.F.D.T. A SURTOUT ÉTÉ SUIVIE DANS LES P.T.T.

La journée nationale d'action pour la défense et l'amélioration du pouvoir d'achat, organisée le 5 février par la C.G.T. et la C.F.D.T. dans la fonction publique, a surtout été des répercussions dans les P.T.T. Dans les bureaux-gares, les services de tri urbains et ceux de l'acheminement, l'administration fait état de 23 % de grévistes, de 16 % aux chèques postaux, 13 % chez les préposés et 11 % aux guichets.

Les débrayages parmi les agents des collectivités locales ont été surtout sensibles dans les municipalités communistes. Des arrêts de travail ont aussi été observés dans les services de l'équipement, des mines et des impôts et dans les arsenaux.

Des manifestations étaient organisées dans les grandes villes. A Paris, plusieurs milliers de manifestants ont défilé pendant deux heures, de l'Hôtel de Ville au Palais-Royal, sur le thème : « Pas de salaire inférieur à 2 000 francs par mois. Versement immédiat de l'indemnité de 300 francs par mois ».

DES MÉTALLURGISTES OCCUPENT L'USINE SOMA DE SAINT-ÉTIENNE

(De notre correspondant.)

Saint-Étienne. — Jamais l'usine de la Soma Europe Transmission (Société nouvelle de voitures et automobiles), employant, à Saint-Étienne, quelque mille six cents salariés - dont environ mille quatre cents ouvriers - fabriquant des boîtes de vitesses et du matériel de transmission, n'a connu un tel conflit. Depuis une semaine, les métallurgistes y étaient en grève. Jeudi 5 février, l'occupation des locaux était devenue un certain nombre de grévistes n'ont pu pénétrer dans l'usine gardée par des pickets de grève. La veille, quelques incidents s'étaient produits entre les deux camps.

Le mouvement revendicatif, portant sur les salaires et les conditions de travail, avait débuté dans cette entreprise le 19 janvier. Le 24, les quatre-vingts ouvriers de l'atelier du traitement thermique commencent une grève-bouche. Cinq jours plus tard, quatre cents ouvriers cessent leur travail. Depuis lundi dernier 2 février, ils ont été rejoints par la majeure partie de leurs camarades.

Jeudi soir, la direction a reçu les délégations C.G.T. et C.F.D.T. Cette dernière était hostile à l'occupation de l'entreprise - pour tenter de dénouer le conflit. Les deux délégations ont proposé que des pourparlers soient entamés « en terrain neutre », la direction refusant toute négociation dans un établissement occupé.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SÉLECTION CROISSANCE (SICAV)

	30 sept. 1975	31 déc. 1975
ACTIF NET	MP	MP
Répartition	59,12	60,91
— Actions françaises	24,1	30,5
— Actions étrangères	37,4	30,4
— Obligations françaises	7,1	7,2
— Obligations étrangères	23,4	16,7
— Liquidités	1,5	7,6
Nombre d'actions en circulation	125 191	132 129
Valeur de l'action F	472,48	497,18

PARIBAS GESTION (SICAV)

	30 sept. 1975	31 déc. 1975
ACTIF NET	MP	MP
Répartition	31,28	32,75
— Actions françaises	19,9	24
— Actions étrangères	36,3	31,6
— Obligations françaises	4,6	8
— Obligations étrangères	24,2	12,2
— Liquidités	5,4	10,2
Nombre d'actions en circulation	279 075	274 938
Valeur de l'action F	112,47	118,94

FRANCE CROISSANCE (SICAV)

	30 sept. 1975	31 déc. 1975
ACTIF NET	MP	MP
Répartition	36,25	37,52
— Actions françaises	22,9	24
— Actions étrangères	36,3	31,6
— Obligations françaises	4,6	8
— Obligations étrangères	24,2	12,2
— Liquidités	5,4	10,2
Nombre d'actions en circulation	224 112	218 661
Valeur de l'action F	117,52	125,08

FRANCE ÉPARGNE (SICAV)

	30 sept. 1975	31 déc. 1975
ACTIF NET	MP	MP
Répartition	21,70	22,93
— Actions françaises	22,9	27,8
— Actions étrangères	23	21,6
— Obligations françaises	7,8	8,2
— Obligations étrangères	31,3	36,5
— Liquidités	7	7,3
Nombre d'actions en circulation	201 330	199 350
Valeur de l'action F	107,99	114,94

LATONIA INVESTMENT COMPANY, S.A.

Au 31 décembre 1975, l'actif global de la société était de 202 millions de dollars, ce qui faisait ressortir une plus-value de 10 millions de dollars (24,84 dollars par action).

Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1975, la société a distribué 10 millions de dollars, soit 24,84 dollars par action.

La répartition des actifs en fin d'année était la suivante : actions, 85,3 % ; obligations, 3,3 % ; lingots, 7,5 % ; liquidités, 3,2 %.

Les principaux pays dans lesquels la société effectue ses placements sont, au 31 décembre 1975 : États-Unis (38 %), Suisse (14,1 %), Allemagne (12,7 %), Canada (7,8 %), Pays-Bas (5,5 %), France (4,4 %).

Voici quels étaient les dix plus importants postes du portefeuille en fin d'année : Hoffmann-La Roche, Nestlé, Sandoz, Halliburton, Ciba-Geigy, Glaxo, Rollins, Burdick, Hunter, General Electric, Burroughs et Siemens.

Le cours de l'action Latonia, en Bourse de Paris au 31 décembre 1975, était de 105 F. L'assemblée générale aura lieu cette année, à Paris, dans la première quinzaine d'arrêt.

AU PRINTEMPS S.A.

Le chiffre d'affaires toutes taxes comprises des ventes au détail de la société Au Printemps S.A. et de ses filiales françaises à l'enseigne Printemps, Printemps et Printemps a atteint en 1975 5 488 988 152 F, soit +14,1 % par rapport à 1974.

Au cours du mois de décembre, il a été constaté une bonne progression des ventes, avec une augmentation moyenne de 18 % pour les magasins appartenant au groupe.

PIEN & GLASSON

La société Bocavivande, filiale commune des groupes agricoles coopératifs normands U.I.M. et U.C.A.N.O.R., dont le siège social est à Caen (Calvados) et la société des Établissements Pien & Glasson ont décidé d'associer leurs activités en matière de transformation et de commercialisation de viandes sur le marché intérieur et à l'exportation.

A cet effet, elles sont convenues de confier à Bocavivande la conduite des activités d'abattage et de commercialisation de viandes, et à Pien & Glasson la conduite des activités de production et de vente des produits carnés sous marque. Dans cet esprit, elles créent des filiales communes d'abattage et de commercialisation pour concourir en permanence leur politique d'entreprise et maintenir une unité d'action. Ces sociétés ont été créées à l'issue d'un accord d'exploitation au mieux leurs complémentarités structurelles et économiques.

SOCIÉTÉ ROCHEFORTAISE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Par lettre aux actionnaires, le président a donné un aperçu sur les résultats du groupe pour l'exercice 1975, satisfaisant pour l'ensemble des affaires à Madagascar, aux Comores, à la Réunion et en France, le secteur de la viande ayant toutefois connu une année difficile.

Il pense pouvoir proposer lors de l'assemblée générale, en juin prochain, un dividende identique à celui de l'exercice précédent.

Le président présente le premier bilan consolidé du groupe, établi au 31 décembre 1974, faisant ressortir :

- 1) Un actif immobilisé de 72 990 583 francs pour des capitaux permanents de 86 087 321 francs ;
- 2) Le faible endettement de la société ;
- 3) Un fonds de roulement et une situation de trésorerie satisfaisantes.

FONCIER INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 1975, le capital de la société était de 75 718 200 F, et la valeur liquidative de l'action de 27,08 F.

La répartition de l'actif net, qui s'élevait à cette date à 105 248 023,60 F, était la suivante : obligations françaises (31,4 %), actions françaises (48,6 %), obligations étrangères (19,9 %), actions étrangères (0,6 %), billes, immobilisations de créances hypothécaires (4 %), liquidités (4,5 %).

Le portefeuille d'actions françaises et étrangères était composé, à hauteur de 57,7 % (soit 35,5 % de l'actif net), d'actions de sociétés françaises et étrangères. Les autres actions étaient réparties entre les SICAV (6 % de l'actif net), des sociétés de crédit immobilier (10,8 % de l'actif net) et divers autres secteurs (16 % de l'actif net).

CONCOURS POUR L'ADJUDICATION DE LA CONSTRUCTION ET FOURNITURE DE 43 LOCOMOTIVES DIESEL-ELECTRIQUE ET DE LEURS PIÈCES DE RECHANGE ET ACCESSOIRES (PIÈCES DE PARC)

Les Chemins de Fer Portugais (C.F.P.) font savoir qu'un concours a été ouvert pour l'adjudication de la fourniture susmentionnée, laquelle doit être divisée en deux lots distribués de la façon suivante :

- 1) 13 locomotives (le prix d'option pour 20 locomotives devant être indiqué) destinées au service du complexe industriel de « SINES » ;
- 2) 30 locomotives de ligne, à circulation sur tout le réseau, dont 10 devront être équipées d'installation pour le chauffage électrique des trains.

La livraison des 13 locomotives envisagées pour le complexe de « SINES » est prioritaire, devant être achevée dans le délai de 12 mois à compter de la date de la lettre d'adjudication, tel qu'il a été prévu au numéro 12.4 du programme de concours respectif, aucun retard n'est admis pour cet approvisionnement.

La livraison des 30 locomotives pour le service de ligne, généralisée à tout le réseau, devra commencer par les 10 engins de traction diesel-électrique dûment équipés pour le chauffage électrique des trains.

L'ouverture des soumissions cochétées aura lieu le 31 mars 1976, vers 15 heures, à la Direction Industrielle des C.F.P., Gare de Santa-Apolonia, Lisboa 2, où les offres proposées, ainsi que toute documentation accessoire présentée par les soumissionnaires, seront à délivrer, jusqu'à 17 heures au plus tard, le jour qui précède celui désigné pour l'ouverture de leurs soumissions.

Le programme de concours, cahier des charges, spécifications techniques et questionnaires se rapportant au concours (pour l'un et l'autre des deux types de locomotives) de même que les renseignements qui peuvent devenir nécessaires, pourront être demandés à la Direction Industrielle susnommée, Gare de Santa-Apolonia, Lisboa 2, PORTUGAL.

J. DELMAS et Cie

FERNAUD MATHIEU

Conseiller en technique contre les RESPONSABILITÉS DE L'EMPLOYEUR AU CIVIL ET AU PÉNAL

1 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYEUR

2 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

3 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

4 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

5 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

6 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

7 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

8 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

9 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

10 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

11 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

12 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

13 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

14 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

15 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

16 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

17 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

18 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

19 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

20 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

21 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

22 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

23 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

24 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

25 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

26 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

27 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

28 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

29 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

30 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

31 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

32 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

33 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

34 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

35 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

36 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

37 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

38 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

39 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

40 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

41 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

42 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

43 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

44 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

45 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

46 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

47 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

48 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

49 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

50 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

51 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

52 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

53 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

54 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

55 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

56 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

57 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

58 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

59 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

60 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

61 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

62 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

63 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

64 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

65 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

66 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

67 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

68 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

69 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

70 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

71 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

72 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

73 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

74 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

75 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

76 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

77 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

78 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

79 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

80 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

81 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

82 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

83 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

84 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

85 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

86 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

87 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

88 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

89 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

90 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

91 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

92 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

93 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

94 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

95 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

96 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

97 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

98 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

99 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

100 - RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYÉ

TRÉSORERIE - GESTION FINANCIÈRE

Exposés - nous confierons la synthèse de votre affaire.

TRÉSORERIE, 43, av. Léon-Jonhès, 92100 ANTONY - Tél. : 237-28-98.

Pour louer une voiture, mieux vaut réserver chez

europcar

645.21.25

مكتبة من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. AFRIQUE

— Les problèmes de la décolonisation à Djibouti... et aux Comores.
— ANGOLA : le F.N.L.A. lance un nouvel appel aux gouvernements occidentaux.

4. AMÉRIQUES

— CANADA : l'opposition reproche à M. Trudeau son voyage à Cuba.

5. EUROPE

— ESPAGNE : l'appareil bureaucratique de l'organisation syndicale officielle conserve tout son pouvoir.

6. PROCHE-ORIENT

— JORDANIE : le roi « réactive » le Parlement dissous en 1974.

5 à 7. POLITIQUE

— Les travaux du vingt-deuxième congrès du parti communiste.

8. RELIGION

— DOSSIER : l'Eglise et la sexualité.

9. EDUCATION

— Grève à l'Ecole supérieure de commerce de Paris.

10. SPORTS

— JEUX OLYMPIQUES D'HIVER : la victoire de Franz Klammer dans l'épreuve de descente.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

Pages 13 à 20

— Des Normands sur la place Rouge.
— Le Vésinet, vert, frais et calme...
— Première semaine mondiale du tourisme et des voyages.
— Plateau de la table : Les vignobles de Mayras.
— Brocante : Vrais et faux objets de l'étain.
— Zippiana : Le bon et l'imcompréhensible.
— Jeunes, Mode, Maison, Jeux, Philatélie.

22 à 24. ARTS ET SPECTACLES

— THEATRE : Mervaux à la Comédie-Française.
— FORMES : musiques silencieuses.

27. CATASTROPHES

— Les secours commencent à affluer au Guatemala.

27. JUSTICE

— Un objectif de conscience est condamné à un an de prison.
— Un jeune loup, meurtrier d'un chasseur de tord, risque la peine capitale.

28. EQUIPEMENT ET REGIONS

— URBANISME : des cailloux dans la plan d'occupation des sols parisiens.

29-30. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— BILLET : Ralph Nader radicalise et internationalise son combat pour les consommateurs.
— AGRICULTURE : de Toulouse à Avignon, d'amples corbeilles et de nombreux ardeurs de travail ont illustré le mécontentement du Midi viticole.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (21)
Annonces classées (29 et 30)
Aujourd'hui (28) : Carot (11)
« Journal officiel » (28) : Météorologie (28) : Mots croisés (28) : Finances (21).

Le numéro du « Monde », daté 6 février 1976 a été tiré à 562 548 exemplaires.

ACTUELLEMENT GRANDE VENTE EXPOSITION DE TISSUS D'AMEUBLEMENT

Un panorama complet de tous les nouveaux tissus-décoration, du style « Haute Epoque » au contemporain, en stock, à des prix très intéressants.
de 10 à 175 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A C D E F G H

A Rome

M. Aldo Moro attend la décision de la démocratie chrétienne pour former le cabinet italien

Président du conseil pressenti pour former le nouveau gouvernement italien, M. Aldo Moro doit savoir, en début d'après-midi, ce vendredi 6 février, si son parti, la démocratie chrétienne, le soutiendra dans son entreprise et à quelles conditions. En cas d'avis favorable, la liste du cabinet pourrait être établie rapidement, si toutefois les différents « courants » démocrates-chrétiens s'estiment satisfaits par la répartition des portefeuilles.

Depuis la décision socialiste de soutenir M. Aldo Moro, en s'abstenant sur son plan de réformes économiques, au lieu de voter contre la majorité de centre-gauche est assurée au futur gouvernement. Seuls les sociaux-démocrates envisagent d'y participer. Les républicains se déclarent opposés à la formation d'un cabinet de coalition. La décision de la démocratie chrétienne dépend en fait du calcul sur l'avantage d'élections anticipées. Ne pas soutenir M. Aldo Moro c'est contraindre le président de la République à dissoudre les Chambres et à convoquer les électeurs pour le mois de mai. Anticonstitutionnellement, le référendum sur l'avancement serait reporté d'un an. Le même mécanisme joua en 1972 pour le référendum

abrogatif de la loi sur le divorce. Après les échecs qu'elle a subis aux différentes consultations électorales depuis deux ans, la démocratie chrétienne peut-elle spéculer sur un retour de faveur provoqué par la crainte de la montée des communistes ? Son débat intérieur autour de l'opération de rénovation mise en place par M. Zaccagnini ne sera-t-il pas suspendu par les nécessités d'une campagne électorale ? De telles questions, rendues plus aiguës par la compétition des hommes, conditionnent la réponse qu'attendait M. Aldo Moro. Sur l'autre plateau de la balance, la crise économique, la chute de la lire, l'urgence de mesures draconiennes. — J. N.

A BRUXELLES

Le « congrès de l'Europe » débat de la Communauté « à deux vitesses »

De notre correspondant

Bruxelles. — Le « congrès de l'Europe », organisé par le Mouvement européen, s'est ouvert jeudi 5 février à Bruxelles, sous la présidence de M. Jean Rey, assisté notamment de M. Gaston Defferre, MM. Brandt, François Mitterrand et Pöhl devaient, en principe, participer aux discussions ce vendredi.

Deux thèmes ont eu la vedette jeudi : la relance de la coopération économique et monétaire et l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

M. Tindemans, premier ministre belge, s'est efforcé de démontrer que les idées développées dans son rapport pour relancer l'union économique et monétaire étaient en aucune manière la consécration de la notion d'une « Europe à deux vitesses ». « Mes propositions sont précisément dans une direction inverse », a-t-il dit, faisant valoir qu'il s'agit de donner un caractère communautaire au « serpent » (accord de certains Etats européens sur les fluctuations monétaires), « et de nous faire accuser les différences qui existent aujourd'hui entre deux catégories de membres de la C.E.E. ».

« J'ai voulu y mettre fin », a-t-il ajouté. Cependant, il faut tenir compte des réalités : celles-ci conduisent à constater que plusieurs pays membres « ne peuvent pas aujourd'hui, pour des raisons objectives, assumer les engagements » résultant de cet accord monétaire européen. Cette incapacité provisoire ne doit pas, selon M. Tindemans, empêcher les pays partenaires qui en ont la possibilité de consolider leur concertation.

Cette tentative pour exorciser l'« Europe à deux vitesses » n'a pas convaincu M. Ortoli. Le président de la Commission européenne redoute qu'une trop grande bienveillance à l'égard des Etats membres dont la situation économique est la plus précaire n'aggrave les déséquilibres existant à l'intérieur de la C.E.E. Il convient, selon lui, que les disciplines communes s'appliquent « à ceux qui sont aujourd'hui économiquement les plus forts, comme à ceux qui connaissent des difficultés, et pour qui la discipline communautaire est le meilleur cadre d'un effort national ». « L'effort ainsi demandé à ceux dont l'économie est la plus fragile sera supportable, a-t-il ajouté, si de véritables transferts de ressources (des Etats membres les plus riches à ceux qui le sont moins) permettent de contribuer aux réformes de structures indispensables. »

M. Spénale, président du Parlement européen, s'est attaché à

M. BRANDT SERA CANDIDAT AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 1978

Bruxelles (A.F.P.). — « Le Parlement européen doit devenir une Constituante permanente de l'Europe », a déclaré vendredi 6 février, devant le congrès de l'Europe, à Bruxelles, l'ancien chancelier ouest-allemand, M. Brandt. Le président du S.P.D. a estimé que le fondement de la Communauté européenne devait être le Parlement, véritable voix de l'Europe. Selon lui, l'élection au suffrage direct du Parlement européen en 1978, représente l'occasion qu'il faut saisir. C'est pourquoi, a-t-il annoncé, « j'ai décidé de poser ma candidature comme social-démocrate allemand et européen, pour les élections au Parlement européen. Je ne me distance pas de ma responsabilité politique en République fédérale allemande, car une politique allemande sans l'Europe n'est pas concevable. »

GROUPANT LES ACIÉRIES D'ALLEMAGNE DES PAYS-BAS ET DU LUXEMBOURG

Un cartel va contrôler plus de la moitié de l'acier européen

L'Association qui regroupe les aciéries ouest-allemandes, la fédération hollandaise de l'acier et le groupe luxembourgeois Arbed ont décidé de créer une organisation commune dont le siège sera au Luxembourg. Selon un communiqué publié le 5 février à Düsseldorf, cette organisation doit « représenter les intérêts de ses membres vis-à-vis de l'extérieur, en particulier vis-à-vis de la Commission de la C.E.E. et de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), pour autant que cela ne soit pas déjà fait par les organisations nationales ».

Le nouveau groupement se préoccupera des problèmes de l'industrie des aciéries primaires, participera à l'élaboration d'une politique énergétique européenne et cherchera à définir des solutions « nées du point de vue concurrentiel dans le domaine de la production de l'énergie ». Ses membres procéderont, enfin, à des échanges d'information sur la leur production, leur personnel et l'état du marché.

Dans les milieux spécialisés, on explique cet accord par l'évolution des liens qui unissent déjà ces aciéries : Hoesch, deuxième producteur allemand d'acier, et Hoogovens, seul groupe sidérurgique hollandais, sont rassemblés dans le même « Konzern » : Esel ; l'Arbed détient la moitié du capital de Roehling-Burbach, la plus grosse aciérie sarroise.

La création de ce qu'il faut bien appeler un cartel sidérurgique, en année normale, plus de 70 millions de tonnes d'acier —

près du triple de la production française et plus de la moitié de l'acier continental : 130 millions de tonnes par an — est de nature à susciter certaines inquiétudes chez les voisins. L'Arbed a pris récemment le contrôle total de l'aciérie ultra-moderne Sidmar, située sur la côte belge. La sidérurgie wallonne, notamment Cockerill, qui n'est pas membre de la nouvelle organisation, est vivement préoccupée par sa naissance.

En France et en Italie, on évoque la reconstitution d'un cartel de la sidérurgie « germanique », dont le poids serait prédominant dans les années qui viennent. On rappelle le refus commun qu'avaient déjà opposé, depuis un an, les Allemands et les Hollandais à l'imposition d'un contingentement des importations d'acier et de prix minimaux, dont Paris s'était fait l'avocat ces derniers mois. A Bruxelles, enfin, un député belge a saisi les autorités communautaires, qui s'apprêtaient à examiner la question. — F. R.

En Polynésie

UN CONFLIT OPPOSE LE GOUVERNEUR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

Papeete (Reuter). — Le nouveau gouverneur de la Polynésie française, M. Charles Schmidt, vient de convoquer l'Assemblée territoriale en session extraordinaire pour le 28 février. Cette convocation constitue un nouvel épisode de la querelle juridique que litte le président de l'Assemblée, M. Frantz Vanizette, rallié aux autonomistes, à l'autorité de tutelle et au pouvoir central de Paris.

En effet, M. Vanizette, après avoir, profitant d'absence, fait refuser le 19 novembre le projet de réforme du statut du territoire par les membres autonomistes minoritaires de l'Assemblée (quatorze sur trente membres), s'est refusé depuis à convoquer à nouveau ses collègues. Le budget territorial n'a pas été voté, et les dossiers en instance s'accumulent bloquant la vie administrative du pays.

Les autonomistes réclament l'élection d'un président du conseil du gouvernement local, alors que le projet gouvernemental prévoit que le gouverneur continuera d'être désigné par Paris.

M. Vanizette a répondu au gouverneur qu'il ignorait la convocation et qu'il ne réunirait pas l'Assemblée, car elle n'est plus à son avis représentative. Les autonomistes veulent qu'elle soit dissoute que l'on procède à de nouvelles élections.

NOUVELLES BRÈVES

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, vendredi matin 6 février, M. Philippe Thomas, président-directeur général de la société Pechiney Ugine Kuhlmann. Il devait s'entretenir dans l'après-midi avec M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, avant de donner audience à M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, et Xavier Deniau, député (app. U.D.R.) du Loiret, ancien secrétaire d'Etat, président du comité de la francophonie.

● Le prix George Sand, d'un montant de 5 000 francs, vient d'être créé par le comité chargé d'organiser les diverses manifestations qui marqueront le centenaire de l'auteur d'Indiana, décédée en 1876. Décerné pour la première fois le 30 avril par un jury qui préside Mme Berollet Grout, il a pour objet de couronner une romancière française venant de publier sa première

œuvre romanesque. Les livres proposés devront parvenir aux membres du jury avant le 29 février.

● Les travailleurs de l'imprimerie Châir se sont rendus, le 5 février, au siège d'Air France afin d'y déposer une motion protestant contre la confection des horaires de la compagnie aérienne par des imprimeries étrangères. Une délégation a été reçue par des représentants de la direction d'Air France.

● Le conflit du Parisien libéré. — Dix mille affiches ont été apposées et cent mille tracts distribués « par les véritables travailleurs du Parisien libéré, ceux qui depuis onze mois ont fait en sorte que soient sauvagés l'emploi et la parution du journal », indique un communiqué du comité intermédiaire, section des services commerciaux du quotidien de M. Amaury.

LE TIRAGE AU SORT DES SEIZIÈMES DE FINALE DE LA COUPE DE FRANCE DE FOOTBALL

Le tirage au sort des seizièmes de finale de la Coupe de France a donné les résultats suivants :

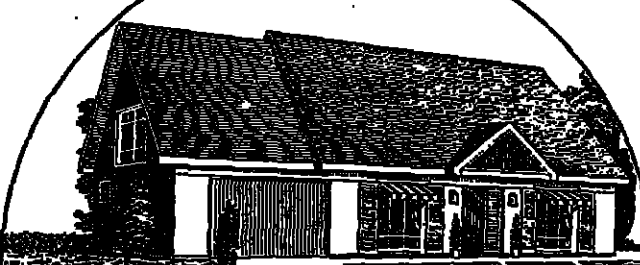
Vauban-Strasbourg contre Bastia, Lens contre Paris-Saint-Germain, Haguenau contre Nancy, Metz contre Rennes, Saint-Dié contre Reims, Chaumont contre Angers, Evry contre Lyon, Guingamp contre Lille, Thonon ou Bédiers contre Gascogne, Ajaccio, Nice contre Bordeaux, Valenciennes contre Nîmes, Meaux contre Sète, La Palud-Montpérier contre Dunkerque, Troyes contre Sochaux, Laval ou Rouen contre Toulouse, Auxerre ou Montmorillon contre Marseille.

Les matches « aller » auront lieu le 29 février ; les matches « retour », le 7 mars.

VOTRE MAISON : L'ACHAT LE PLUS IMPORTANT DE VOTRE VIE

L'achat d'une maison n'est pas seulement un acte financièrement important. Il engage votre avenir, celui de vos enfants, la qualité de votre vie future. La situation, l'environnement, la construction, les plans d'une maison digne de ce nom doivent être parfaits. Les maisons réalisées par Breguet Construction dans ces deux Domaines tiennent compte de ces exigences. Demain, ces maisons, si proches de Paris, seront aussi recherchées

que les appartements
du Bois de Boulogne



"Oranger", 224 m², 7 pièces, 3 s. de b., garage 2 voitures.

DOMAINE DE MONTMELIAN

95 St. Witz
Tél. 471.56.55
à 25 km de Paris
à 2 km de l'Autoroute
du Nord

Près de la prestigieuse forêt d'Ermenonville, le 1^{er} Domaine de grande classe situé au Nord de Paris et desservi par l'Autoroute. Piscines chauffées, tennis, club-house, école, commerces. 4 modèles de maisons, de 136 à 224 m², 5 à 7 pièces, idéalement luxueuses, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Chauffage électrique intégré. Garage 1 et 2 voitures. Jardins 700 à 2000 m². CRÉDIT AGRICOLE.



VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 À 19 H.
Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

Breguet

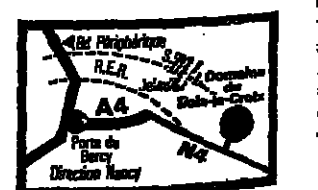


"Chelsea", 120 m², 5 pièces, 2 s. de b., garage.

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX

77 Pontault-Combault.
Tél. : 406.53.56 et 64.63.
à 18 km
du Bd Périphérique.
A 12 mn à pied de la gare.

Le Grand Calme à 18 km de Paris par la Porte de Bercy, l'autoroute A 4 et la N 4. A 12 minutes à pied de la gare (40 trains par jour pour Paris). Tout près d'un centre ville. Parc privé de 18 ha. Tennis, club-house, école. 5 modèles de maisons, de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Garage. Grands jardins. Crédits LA NÉNIN. Prix : 250.400 à 400.800 F.



مكتبة من الأصل